

# Bulletin trimestriel n°38-39/1993

## Histoire et mémoire des crimes et génocides nazis

*Congrès International  
Bruxelles, 23-27 novembre 1992*

### ACTES II

- 5 **Paul HALTER** : *Présentation*
- 7 **Geoffrey HARTMAN** : *Apprendre des survivants : Remarques sur l'histoire orale et les archives. Vidéo de témoignages sur l'holocauste à l'université de Yale* (Séance plénière)
- 25 **Serge BARCELLINI** : *Réflexion autour de deux journées nationales* (Séances plénière)
- 45 **Maurice CLING** : *Génocide et Déportation : rapports et spécificités* (Commission «Milieux de Mémoire ; Survivants/Héritiers»)
- 65 **Elma VERHEY** : *Speelbal van politiek en religie - het na-oorlogse gevecht om de joodse onderduikkinderen in Nederland* (Commission «Milieux de Mémoire ; Survivants/Héritiers»)
- 75 **Maurice GOLDSTEIN** : *27 ans au Comité International Auschwitz* (Commission «Milieux de Mémoire ; Survivants/Héritiers»)
- 89 **Harold MARCUSE** : *Die geschichte der musealen Darstellung der Konzentrationslager in der Bundesrepublik, 1945-1985* (Commission «Musées»)
- 109 **Jan Rense BOONSTRA** : *«Het Anne Frank Huis : méér dan alleen een historische plek»* (Commission «Musées»)
- 117 **Michèle FREY** : *«Seul l'avenir donne un sens au passé» (Jacques Attali)*. (Commissions «Musées»)
- 125 **Dietrich GOLDSCHMIDT** : *Möglichkeiten der Schule zur Mitgestaltung der Sozialisation junger Menschen bei der Bildung ihres Geschichtsbewußtseins : Der national-sozialistische Völkermord - ein Menetekel gegen jegliche Verletzung der Menschenrechte* (Commission «Pédagogie»)

<b>Jean-Paul WIBRIN : <i>La mémoire d'Auschwitz dans l'enseignement : pour une pédagogie de l'émotion</i></b> (Commission «Pédagogie»)	147
<b>Perel WILGOWICZ : <i>Approche psychanalytique des impasses de la mémoire. Retrouvaille de sens et transmission vivante.</i></b> (Commission «Aspects Psychologiques»)	163
<b>A. Willy SZAFRAN : <i>Le deuil chez des rescapés d'Auschwitz : un processus interminable</i></b> (Commission «Aspects Psychologiques»)	175
<b>Jean-Charles SZUREK : <i>L'historiographie polonaise et la Shoah : aperçu de quelques problèmes</i></b> (Commission «Histoire et Mémoire»)	189
<b>Stephanos ROZANIS : <i>The impossibility of Art</i></b> (Commission «Arts et Mémoire»)	201
<b>David BARNOUW : <i>Anne Frank : Het Brodway - Toneelstuk</i></b> (Commission «Art et Mémoire»)	207
<b>Sommaire des actes I</b>	215
***	
**	
<b>(Supplément au Bulletin n° 38-39)</b>	217
<b>Editorial</b>	218
<b>Bernard LIPSTADT : <i>Ne meurent que ceux que l'on oublie</i></b>	222
<b>Charte de la démocratie</b>	226
<b>Voyage d'étude à Auschwitz-Birkenau : Informations</b>	228
<b>Notre exposition</b>	229
<b>Dossier Pédagogique</b>	230
<b>Notes de lecture</b>	231
<b>H. GIJSELS, <i>Le Vlaams Blok</i></b> (T. Kanatouris) ; <i>Jewish immigrants of the nazi period in the U.S.A. Sponsored by the Research Foundation for Jewish Immigration</i> (J. Ledermann) ; <b>B. WORDEHOFF, <i>Les Juifs allemands sont-ils des Allemands</i></b> (H.C. Jasch) ; <b>R. HILBERG, <i>Perpetrators, Victims, Bystanders - The Jewish Catastrophe 1933-1945</i></b> (H.C. J.) ; <b>M. TARRAB-MASLATON, <i>Rechtliche Strukturen der Diskriminierung der jüden im Dritten Reich</i></b> (H.C. J.) ;	

**P. BURRIN**, *Hitler und die Juden - Die Entscheidung für den Völkermord* (H.C. J.) ; **V. BARNETT**, *For the Soul of the people - Protestant protest against Hitler* (H.C. J.) ; **V. DEDJER**, *The Yougoslav Auschwitz and the Vatican. The Croatian massacre of the serbs during World War II*, (H.C. J.) ; **R. GELLATELY**, *The Gestapo and German Society - Enforcing Racial Policy 1933-1945*, (H.C. J.) ; **Uwe - K. KETELSEN**, *Literatur und Drittes Reich*, (H.C. J.) ; **H.A. WINKLER**, *Weimar, 1918 - 1933, die Geschichte der ersten deutschen Demokratie*, (H.C. J.) ; **K.D. BRACHER, M. FUNKE, H.A. JACOBSEN**, *Die Weimar Republik, 1918-1933. Politik, Wirtschaft, Gesellschaft*, (H.C. J.) ; **B. LAMBERT**, *Bousquet, Tavier, Papon. Inculpés de crimes contre l'humanité. Dossiers d'accusation*, (H.C. J.) ; **P. MEUNIER**, avec la collaboration de M. Voutey, *Jean Moulin, mon ami* (J. Dutrieux) ; **D. DIAMANT**, *La jeunesse juive dans la Résistance* (J. D.) ; **E. TUGENDHAT**, *Etre Juif en Allemagne* (J. D).



## **Présentation des Actes II du Congrès de novembre 1992.**

Nous continuons, dans le présent numéro de notre Bulletin, le travail passionnant de publication des Actes du Congrès International que nous avons organisé en novembre 1992. Inutile de vous dire combien cette lecture attentive que nous nous efforçons de faire des diverses contributions, non seulement nous fait revivre les moments extraordinaires que nous avons passés avec tous les congressistes, mais aussi combien elle nous stimule et nous ouvre de nouveaux horizons.

Les nombreuses réactions que nous avons reçues à la sortie des Actes I prouvent en suffisance que cette importante édition était largement attendue, voire même impatientement, non seulement par nos lecteurs habituels, mais aussi par des milieux plus vastes. Les commandes du premier volume qui ont afflué à notre secrétariat n'ont pu que nous stimuler et nous encourager pour la poursuite de cette publication. Aussi, nous pouvons d'ores et déjà vous annoncer la parution prochaine des Actes III. Nous sommes persuadés que l'ensemble de ces volumes -dont il est difficile de déterminer le nombre exact tant il est vrai que les communications furent nombreuses et certaines particulièrement volumineuses- rencontrera le succès et l'écho qu'ont déjà reçu les Actes I.

Le Conseil d'Administration de la Fondation Auschwitz et moi-même sommes particulièrement fiers d'avoir pu de la sorte contribuer à la continuité du travail que nous avons investi pour la réalisation de ce grand événement que fut l'organisation du Congrès de novembre 1992. Je tiens enfin à remercier à nouveau et à féliciter toute l'équipe administrative et scientifique de notre Fondation qui assure, à côté de toutes les autres activités de notre Centre, la présente publication.



**Geoffrey HARTMAN**  
Directeur, Fortunoff  
Video Archive  
for Holocaust  
Testimonies-  
Yale University  
(Etats-Unis)

## **Apprendre des survivants : Remarques sur l'histoire orale et les archives vidéos de témoignages sur l'holocauste à l'Université de Yale (\*)**

### I

<sup>1</sup> En voici un exemple. Une femme raconte ses expériences à son arrivée au lager d'Auschwitz. On connaît la scène : les hurlements atroces, l'atmosphère de cauchemar, les pyjamas affreux, l'élégance du SS, les chiens de garde. Après un voyage, parfois fatal pour une partie de la masse comprimée dans les wagons, elle nous dit qu'à un certain moment, elle est entrée dans un «état second», qui se marque par une dissociation anesthésique. Mais à quel moment précisément a-t-elle ressenti cette sensation ? Dans le wagon ? A son arrivée au lager ou après ? Elle vacille, puis fixe le moment lorsqu'on lui coupe brutalement sa belle et longue chevelure. Comme elle le souligne, c'est précisément à cet instant précis qu'elle ressent «une coupure nette» entre sa personne antérieure et celle de la détenue qu'elle était devenue.

Les témoignages oraux sur l'holocauste ont leur importance, car ils permettent aux survivants de prendre la parole. Notre devoir à nous consiste à les écouter et à rétablir un dialogue avec ces personnes, marquées à ce point par leur expérience, que leur intégration dans la vie de tous les jours n'est qu'une apparence (même si cette apparence est indispensable et réconfortante). Une des premières choses que nous apprenons à l'écoute de ces enregistrements est que la langue du survivant véhicule une poésie imprévisible <sup>1</sup>. Je me rends compte combien mon propre discours tend à devenir un monologue, et comme il est important de laisser entendre la voix des autres. Non seulement parce que moi, je suis seul et qu'eux, les survivants, sont nombreux ; mais également, parce que, comme je l'ai déjà mentionné, la difficulté qu'ils ont à s'exprimer peut se muer en éloquence. En effet, touchés par l'expérience extrême qu'ils ont vécue, c'est souvent la première fois qu'ils la livrent en public. Mais également par le fait que nous, qui n'y étions pas, cherchons toujours quelque chose que les survivants ne peuvent nous donner.

(\*) Communication prononcée à la séance plénière du 25 novembre 1992. (Président de la séance : J. VAN HOUTTE, Recteur des Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius, Antwerpen)

Malgré le fait que les survivants, pris comme groupe, subissent comme nous une pression pour produire un mythe ou pour taire le pire, leurs témoignages, réunis dans les archives-vidéo de Yale, ne peuvent être collectivisés. Ils nous déconcertent, allant même jusqu'à troubler les interviewers. Face à ce monde, c'est notre quête du sens qui est

révélee, comme si c'était nous qui avions besoin d'être reconfortés pour tout ce dont, eux, ont souffert. Nous qui n'étions pas là-bas, admettons le postulat classique selon lequel «rien d'humain ne m'est étranger» ; eux constatent que «rien d'humain ne m'est totalement familier». Pour eux, il faut que le sens de l'humain soit perpétuellement restauré.

Nous ne pouvons pas non plus nous féliciter, comme les modernistes l'ont fait, du perspectivisme de ces récits-témoignages. C'est-à-dire isoler chaque histoire à travers son point de vue et ses détails saisissants en relevant les différences intéressantes. Car les histoires se ressemblent dans leur atrocité et répètent le même traumatisme, les mêmes catastrophes. En fin de compte, de ces récits personnels ressort une version commune de l'histoire de l'holocauste, laquelle ne tolère pas les moralisateurs parmi nous. Si nous apprenons une chose ici, c'est bien sur la vie lorsque la recherche du sens doit être interrompue ; cela nous oblige à nous pencher sur ce que devait être l'existence quand les conditions rendaient presque impossible l'héroïsme ou le choix moral <sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Les livres de Lawrence Langer traitent de ce thème, notamment l'ouvrage intitulé *Holocaust Testimony : The Ruins of Memory*, (New Haven, Yale University Press, 1991).

## II

Le terme-même d'«histoire orale», décrivant l'effort produit par les archives vidéo, suggère que, bien qu'il s'agisse de témoignages individuels, leur but est cependant de documenter un destin collectif, de représenter par des témoignages convergents un événement sans équivalent, et dans son étendue meurtrière, et dans ses conséquences. Naturellement, sans les nombreuses traces écrites qu'ont laissées les coupables, dont le triomphalisme était à la fois pointilleux et absolu, sans cette montagne de preuves réunies et interprétées par les historiens universitaires, nous ne serions pas capables de reproduire une image adéquate. Cependant, ce dossier accablant ne projette que l'image d'un mécanisme s'auto-documentant, de notes de service et de consignes journalières, d'horaires de trains et d'arrêtés administratifs, quantités de jargons techniques dissimulateurs ou de «clichés exaltants» (Hannah Arendt). Dans ces documents, les agressés ne sont présents que sur des photographies humiliantes, épouvantables. Sur base de ces seuls documents, l'attention continuerait à se déplacer des victimes vers une fascination du mal et du pouvoir, vers l'énigme que personnifient les tueurs et celle des spectateurs passifs.

Je voudrais examiner ce que sont les témoignages, comme mode de représentation, comme genre particulier alliant les éléments récents aux très anciens. De temps en temps, nous trouvons dans la réponse que nous donnent les historiens une attitude qui montre un engagement, voire une passion. Curieusement aussi, cette attitude peut être étriquée, quand ils nous disent que «ces souvenirs enregistrés ne peuvent jamais servir de fondements à l'écriture de l'histoire, car l'histoire orale est encore moins fiable que les lettres et les journaux intimes. Vos témoignages tardifs semblent spontanés, mais sont excessivement médiatisés : si loin de l'événement, la mémoire faiblit ou bien vous joue des tours, ou encore est contaminée par ce que le survivant a entendu ou lu. De plus, lorsqu'il s'agit de l'histoire de l'holocauste, il est impératif d'être exact parce que les calomnieurs qui se prennent pour des révisionnistes remarqueront la moindre contradiction».

Ces objections sont fondées en partie, et j'y reviendrai ultérieurement. Néanmoins, nous ne sommes pas tenus d'accepter la conception selon laquelle l'histoire orale et l'histoire écrite doivent coïncider, que la partie orale a un rôle auxiliaire dans le Grand Livre de la Vérité Factuelle. Bien sûr, plus on s'éloigne dans le temps d'un événement, plus il devient difficile de se souvenir de faits ou de pensées précises. Mais n'y a-t-il pas de compensations, notamment cette densité et cette perception médiatisée, celles-là même qui posent problème à l'historien rigoureux ?<sup>3</sup>. En d'autres termes, pouvons-nous être certains que le discours de l'histoire écrite -parfois très révisé et très contradictoire quand il s'agit de faits, mais systématiquement quand il s'agit de l'interprétation- est moins médiatisé que l'autre ? Simplement parce que l'histoire écrite par une personne, même bien informée, ne signifie pas qu'elle a valeur de vérité, supérieure au chœur hétérogène des voix multiples, à l'être constitué de plusieurs êtres, si présent et si vivant dans la documentation orale. D'ailleurs, il est admis depuis peu que la connaissance locale, qui parle de l'intérieur d'une situation plutôt que de l'extérieur d'une façon objective, peut fournir une texture de vérité qui échappe à ceux qui adoptent une voix prématurément unifiée. Comme l'ont observé Michael Walzer et Clifford Geertz, il est préférable que le commentaire (ou le rapporteur) soit fait par quelqu'un qui ait un certain rapport avec le sujet.

<sup>3</sup> Cf. Paul Thompson, *The Voice of the Past : Oral History* (2nd. ed., New-York : Oxford University Press, 1988), chapitre 4, «Evidence».

Même si la spontanéité pure n'est qu'illusion, et ce surtout quarante ou cinquante ans après l'événement, l'on fait

de la mauvaise histoire et l'on est de mauvaise foi si on substitue l'éloquence sèche de l'historien à la voix des témoins. Peu d'historiens récuseraient ce constat ; et peu de non-historiens récuseraient la valeur d'une histoire écrite qui nous conduit à travers les labyrinthes de détails troublants, passant au crible toutes les sources, y compris les souvenirs personnels. Nous avons besoin de cette vue d'ensemble consciencieuse que l'on appelle histoire, car comme T. Friedman l'a écrit dans le *New-York Times* alors qu'il couvrait le procès de Demjanjuk : «Le souvenir du mal, bien qu'extrême, a ses limites».

En dépit de ces limites, il faut constater que le mal grave plus profondément les détails dans notre mémoire que le bien ou la vie de tous les jours ne pourrait le faire. Tous ces détails, bien sûr, ne concernent pas le mal. Certains détenus des camps, sachant qu'ils étaient destinés à l'annihilation, faisaient de leur esprit un parchemin où tout était enregistré. D'autres étaient très sélectifs, le choix des détails étant déterminé par des facteurs personnels, lesquels inspirent et individualisent leurs témoignages. La documentation orale n'essaie pas de transformer le survivant en historien, mais tente de lui conférer la valeur de témoin humain d'une situation déshumanisante. Nous ne pouvons pas tolérer que seules les images faites par un régime criminel habitent la mémoire. L'objectif de ces récits est «d'ouvrir le livre» de l'esprit du rescapé. Ils sont donc à la fois dépositions formelles, chroniques informelles, souvenirs éloquents et témoignages qui préparent la création d'un legs. Ces récits gardent en vie un peu de la tradition orale, dont le monde est de plus en plus privé.

Il suffit de se souvenir que rien n'était sensé sortir d'Auschwitz (tant du point de vue de l'oral que de l'écrit) pour que s'efface la distinction entre histoire orale et écrite. Auschwitz était la négation absolue du Sinaï. Cependant, bien qu'il fût affreux et imprévisible, l'univers concentrationnaire a réuni les juifs des endroits les plus divers en une chaîne où tous ces lieux n'en formaient plus qu'un seul. Ils ont vu, comme une victime l'a dit, une aube noire. «Je vous jure, ce n'était pas le soleil ; c'était noir...» Une sombre révélation de l'ignominie nous parvient encore de cette tentative d'éclipser le Sinaï. Je suis d'accord avec ceux qui disent que se souvenir après Auschwitz est différent que de se souvenir avant Auschwitz. Quelque chose a changé : nous ne pouvons pas «faire de l'histoire» comme d'habitude.

### III

A travers les dépositions personnelles, faites dans un lieu banal qui n'est pas un tribunal, et obéissant au vieux commandement «Tu dois leur raconter», des milliers de rescapés et d'observateurs ont converti l'abstraction «six millions» dans le sort d'une personne et puis d'une autre, d'une famille et puis d'une autre. Par cette procession de témoignages individuels, le souvenir du mal, et parfois du bien, dilate ses limites. Bien sûr, certaines barrières ou limites demeurent.

Une de ces limites surgit de l'intérieur de l'individu lui-même, dont la survie a été obligatoirement suivie d'un contrat renouvelé avec la vie quotidienne, d'une sorte d'élan psychique vers le futur, procurant soulagement et oubli. Cependant, il faut souligner le degré étonnant de précision. Le souvenir du mal est, du début à la fin, le souvenir d'un outrage indépendant du poids massif de l'injustice subie. C'est ainsi qu'à un certain moment, un témoin prend un air sombre lorsqu'il décrit un épisode scolaire. La raison de son changement d'attitude se rapporte au fait, qu'aujourd'hui encore, il se souvient d'avoir été frappé par son instituteur pour la première fois parce qu'il était juif. (Primo Levi a décrit combien ce «premier coup» est accablant). J'ai beaucoup de mal à oublier, sur une autre cassette, ce rictus inattendu et épouvantable qui s'est dessiné sur la bouche d'un autre narrateur. Après avoir hésité, ce dernier relate la disparition soudaine, pendant la nuit, de toute la population tzigane du camp. Ces deux événements, le coup donné par l'instituteur et le sort des tziganes, peuvent paraître très distincts. Cependant, le fait qu'ils ne fassent pas partie de statistiques ou d'une narration impersonnelle, le fait également que nous voyons la personne changer d'expression lorsque la mémoire lui revient, rendent ces deux événements inoubliables. Nous comprenons mieux la protestation de Jean Amery contre «la chambre réfrigérée qu'est l'histoire». «Se souvenir n'a jamais produit un simple souvenir. Rien n'a cicatrisé... Où est-il décrété que cet éclaircissement doit être dépourvu d'émotion ?»<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Préface de l'édition de 1977 du livre de Jean Amery, *At the Mind's Limits*.

### IV

Cependant, quand les blessures sont mises à nu et quand mille voix donnent une représentation si directe des émotions, n'octroyons-nous pas un privilège difficile à ce groupe et aux milliers d'autres que chaque rescapé représente («Je suis les archives de ma ville», a remarqué l'un d'eux) ? Existe-t-il une supposition, même tacite, selon laquelle les survivants de l'holocauste juif ont le monopole

de la souffrance ? Et même en l'absence d'une telle supposition, l'effet que leur témoignage produit sur nous ne nous entraîne-t-il pas dans ce sens ? J'espère que non. Mais ici, le besoin d'interprétation est manifeste, de par l'immédiateté de ce genre de mémoire.

Sans même parler du contenu, il y a quelque chose de trop puissant dans chaque confession. La différence entre la confession et le témoignage reste à définir ; je peux suggérer que le fait d'insister sur l'expérience personnelle dans le témoignage ne prétend pas nous faire taire, mais au contraire mettre en valeur une histoire qui a été endurée collectivement. La force du témoignage est liée à une immédiateté qui renforce, plus qu'elle n'affaiblit ce qui peut être généralisé. Cette force ne vient pas du caractère extrême de ce qui a été éprouvé, car l'injustice a une structure universelle ; elle suscite des sentiments de tristesse et d'indignation qui peuvent être partagés et ce, même lorsque les expériences, elles, ne le peuvent pas.

Il est vrai que l'holocauste nazi a été unique dans sa conception, comme dans sa réalisation : il a instrumentalisé la mise à mort de tous les juifs dans les camps et dans les usines ; le produit formel en était la mort. Mais cette terrible vérité sèche l'esprit et le coeur. Notre seule vraie façon de répondre avec sensibilité à la mort consiste à nous souvenir de la vie, que ce soit cette qualité vitale chez un ami, une heure avant ou la veille, sa façon d'être, d'aimer, de parler. Regarder ces témoins à l'écran ne signifie pas exclure les autres souffrances, mais se souvenir de la moindre injustice, grande ou petite, qui gâche la vie humaine.

Ce point est particulièrement important, car les autres minorités pourraient avoir l'impression que les juifs cherchent à «exceptionnaliser» l'holocauste aux dépens de leurs propres souffrances, passées et présentes. La dédicace du roman de Toni Morrison, intitulé *Beloved*, aux «Soixante Millions et plus», demande que nous nous rappelions de la souffrance des Afro-américains mis en esclavage depuis leur départ d'Afrique, des conditions inhumaines dans lesquelles ils ont été amenés de force en Amérique. C'est pourquoi, il nous faut souligner que la revendication d'un statut exceptionnel renvoie à la mise en oeuvre d'une idéologie qui destinait les juifs à l'extermination, uniquement parce qu'ils étaient juifs. Tous devaient être tués, abattus, gazés ou assassinés par un travail meurtrier, y compris les enfants. C'est ce fait, et non les chiffres, qui a donné à l'holocauste son caractère exceptionnel.

Les noirs, assimilés aux juifs dans les caricatures nazies, étaient également considérés, par cette idéologie pervertie, comme appartenant à une race dégénérée. Le racisme nazi, présenté comme une science, établissait une pseudo-hiérarchie des races : les aryens étaient les maîtres, tandis que ceux situés au bas de l'échelle, les slaves, les noirs, . . . , étaient condamnés à l'esclavage. Les juifs, qualifiés de particulièrement dangereux parce qu'ils pouvaient «passer», devaient être expulsés de la communauté ethnique. Après la Conférence de Wannsee (janvier 1942), la politique nazie opta, de façon décisive, pour leur extermination.

## V

J'ai dit que l'immédiateté de ces récits à la première personne agit comme un feu dans la chambre réfrigérée qu'est l'histoire. Par ce fait, ils ont besoin d'une autre sorte de cadre ou d'isolation. Car ils peuvent accabler ceux qui les regardent, et parfois provoquer des défenses impropres. C'est notamment le cas chez les jeunes : s'ils se sentent trop vulnérables, ils vont s'identifier à l'agresseur. Même les personnes plus âgées trahissent parfois un malaise. Elles demandent alors : «N'êtes-vous pas en train d'envahir la vie privée des survivants ?». Elles posent cette question, alors qu'elles savent que tous les témoins se sont présentés librement, parfois après des années d'hésitation, et que, généralement, la seule pression exercée est celle des enfants de rescapés. Car ces derniers sentent qu'il est important de témoigner, pour le bien de leurs parents et pour l'avenir. Ceux qui expriment cette réserve ont l'impression que leur vie privée est envahie de récits si intimes et si forts.

Pourquoi ne nous plaignons-nous pas des scènes fortes et pénibles que l'on voit au cinéma et au théâtre, ou qu'on lit dans les romans ? Ne sont-elles pas, de la même façon, une incursion dans la vie privée ? La raison en est simple, bien que peu digne : nous nous réfugions dans l'idée que c'est de la fiction. C'est un acte semblable à celui de fermer les yeux quand nous n'avons pas la force de regarder, ou de détourner le visage. Avec les témoignages des survivants, il est plus difficile de s'évader de la sorte. Si nous désirons connaître ce qui s'est passé, si nous voulons être en contact avec les réalités, nous ne devons pas détourner les yeux. C'est lorsque ce désir se montre faible ou tiède, qu'il y a malaise et même angoisse.

La fiction, il faut le souligner, est bien différente dans l'effet qu'elle produit. Le fait que nous soyons conscients

qu'elle est un acte mimétique, une reconstruction ou recréation, et notre encouragement à un comportement plus spéculatif et dialogué, font que nous pouvons critiquer la fiction ou en parler librement avec nous-mêmes et les autres. Bien que le témoignage des survivants produise son genre bien à lui de dialogue, il n'est qu'en partie un dialogue avec *nous*. Les rescapés qui témoignent sont face à un public vivant, certes. Ils acceptent désormais ce public, et n'insistent plus sur le caractère intransitif de leur expérience. Mais ils sont également face à un autre public, celui des membres de leur famille, celui de leurs amis qui ont péri. Le premier ouvrage de documentation orale de l'holocauste portait le titre *I Did Not Interview the Dead* («Je n'ai pas interviewé les morts»). Ce sont les témoins qui se chargent de descendre chez les morts. Cette descente présente des dangers : descendre, comme l'écrivait Virgile, est peut-être facile ; mais remonter, *revocare gradum ad auras*, représente la tâche difficile à effectuer. «Je ne suis pas vivante ; je suis morte à Auschwitz et personne ne le voit», écrivait Charlotte Delbo<sup>5</sup>. Ainsi, les rescapés se souviennent des morts, et qu'eux aussi étaient dans ces maisons de la mort. Cependant, ce ne sont pas des fantômes. Ils sont véritablement de retour chez nous ; ils nous parlent et nous instruisent. Je ne peux pas traiter de tout cela, si ce n'est du point de vue de l'authenticité d'un mode qui peut avoir la force, si cela est possible, de neutraliser l'apathie et l'oubli. Cette apathie est due, non seulement à une fatigue des émotions, mais également aux médias et à leur étalage répété, compétent, routinier et trop soigné de situations extrêmes.

Il est important de ne pas sanctifier les récits de témoignage, mais de les voir comme un mode représentatif chargé d'une intégrité spéciale contre-cinématique<sup>6</sup>. Quand le film est utilisé à des fins réalistes, nous restons conscients qu'il s'agit de cinéma, d'un simulacre, de quelque chose de joué et d'artificiel, comprenant la clôture d'une narration suivie. Même les documentaires ont une façon d'adoucir un réalisme trop grand. Ainsi, la présentation et le bavardage du narrateur créent une sorte de distance. Et les images fortes comme celles des métrages d'archives, où l'on voit des défilés humiliants, des déportations, des exécutions, des charniers - souvent nous incitent à créer une défense en pensant à tout cela, comme à des événements appartenant au passé. Ce dernier isole ces victimes anonymes. Mais dans les témoignages vidéo, il n'y a rien entre nous et le survivant. L'effet, alors, est extraordinairement intime et sus-

<sup>5</sup> *Le Convoi du 24 janvier* (Paris : Minuit, 1965), 66. Cité par Michael Pollak dans *L'expérience concentrationnaire : essai sur le maintien de l'identité sociale* (Paris : Métailié, 1992). Ce livre profond suggère, en s'appuyant sur l'ouvrage de Delbo, que les récits de témoignage sous forme de projet littéraire placent leur but «de rendre compte de la survie et des modes de résistance» vers un acte de deuil spécifique : «la maîtrise de survie commence dès lors, avec le travail nécessaire de deuil, susceptible de rétablir le lien entre toutes les victimes, mortes et vivantes» (p. 220). Cet acte communautaire, bien sûr, ne met pas l'accent sur l'isolation du rescapé.

<sup>6</sup> Ils interviennent également, comme mode représentatif, dans les récits historiques surobjectivés, qui proviennent de la froide documentation des criminels, «domaine régi par les décisions politiques et les arrêtés administratifs qui neutralisent la matérialité du désespoir et de la mort» (Saul Friedlander), ou émanant de la prose bureaucratique plus tardive (voir plus haut, paragraphe II). Dan Pagis, poète israélien et survivant lui-même (il est mort en 1988), a écrit «*Draft of a Reparations Agreement*», qui parodie le ton à la fois autoritaire et faussement consolateur de tels documents : «Chaque chose doit reprendre sa place, paragraphe après paragraphe. Le cri doit rentrer dans la gorge. Les dents en or doivent retrouver leurs gencives...»

cite un sentiment de compassion. Il est difficile de ne pas pleurer. Ces larmes, lorsqu'elles surgissent, mêlent douleur et rage : d'une part, comme Primo Levi a décrit ses sentiments au moment de la libération, nous aimerions «laver nos consciences et nos souvenirs de la laideur qui y régnait» ; d'autre part, «rien ne pouvait arriver d'assez bon et d'assez pur pour effacer notre passé... (Nous sentons) que les marques de l'offense resteraient en nous pour toujours, dans le souvenir de ceux qui y avaient assisté, dans les lieux où cela s'était produit et dans les récits que nous en ferions...» (*La Trêve*).

C'est cette immédiateté, tout comme les condensations ou les contingences de l'évocation, qui font de chaque témoignage un texte qui a besoin d'interprétation. Il devrait y avoir un cadre, comme une introduction, une discussion, une suite par des lectures. De cette façon, les connaissances historiques peuvent être réintroduites, afin de placer les faits dans leur contexte ; une analyse littéraire peut également offrir un temps de réflexion.

Prenons un seul exemple illustrant l'importance capitale que revêt l'interprétation. Une jeune fille belge trouve refuge dans un foyer catholique, et se souvient de sa joie quand son père lui rend visite pour la première fois depuis leur séparation. L'incident est tellement chargé d'émotion, qu'elle souhaite, tout en se souvenant, faire de cet incident bien plus qu'il n'est possible. Le résultat fait apparaître une contradiction dans la narration. En effet, elle nous dit qu'elle s'est cachée derrière la porte, car elle ignorait qui devait venir. Elle nous dit aussi s'être cachée, car, dans sa joie, elle voulait faire une surprise à son père. La contradiction est compréhensible. Il faudrait mettre en évidence non seulement son côté émotionnel, mais également son côté imaginaire. Car le fait dominant dans ce cas-ci est qu'elle se cache. Le redoublement du motif révèle alors un mélange de peur et d'attente, et dévoile aussi le thème sous-jacent de la cachette à l'intérieur de la cachette <sup>7</sup>.

<sup>7</sup> A mettre en parallèle avec la surdétermination du livre d'Esdras III, 11-13, où l'auteur évoque "un cri puissant", d'abord par les larmes et par la joie, puis en effaçant cette distinction en tenant compte de la distance à laquelle l'on peut encore entendre ce cri si puissant.

## VI

Il ne faudrait pas ignorer la question de la modification de la mémoire par ce que l'on a entendu ou lu. Une certaine vigilance est demandée, ainsi que cette sorte d'attention méthodique que nous devons avoir devant toutes narrations, qu'elles soient apparemment spontanées ou manifestement calculées. «La mémoire humaine est un instrument merveilleux mais trompeur», est la phrase-clé du premier cha-

pitre du livre de Primo Levi «*Ensevelis et Sauvés*». Il s'excuse du fait que son livre est «tout trempé» de la source suspecte de la «mémoire lointaine». Cela ne l'empêche pas d'examiner cette mémoire avec une ardeur née d'un besoin de communication contracté à Auschwitz et qu'il porte en lui quarante ans après la libération<sup>8</sup>. Un grand nombre de survivants parlent d'un phantasme récurrent qu'ils avaient dans les camps : celui de trouver quelqu'un d'intime qui les écouterait vraiment après la libération. Dans la plupart des cas, ce phantasme n'a pas été réalisé et a conduit au silence déçu des survivants après le premier flot de récits.

<sup>8</sup> *Ensevelis et Sauvés (I Sommersi e I Salvati)* version anglaise : Summit books : New York, 1988, pp. 23, 34-35, 94.

De la même façon que l'étude détaillée des travaux des copistes a mis en évidence des erreurs typiques comme la ditographie (qui consiste à sauter d'un mot sur une ligne au même mot sur une autre ligne en omettant tout ce qui se trouve entre), il est essentiel d'observer des phénomènes parallèles dans le travail de la mémoire («memory-work») d'un témoignage oral. Il y a l'effet Rashomon, probablement causé par la pression des associations privées ; il y a des condensations semblables à celles décrites par Freud, dans les rêves. Il y a des instants qui reviennent si souvent qu'ils sont comme des archétypes, qu'ils soient vrais au sens littéral ou non. (Les rescapés citent souvent un ami ou un parent qui leur fait promettre de raconter leur histoire, comme Hamlet le demande en mourant à Horatio.) Cette dernière tendance, en particulier, crée une mémoire collective, un récit suffisamment typique pour que la plupart des gens puissent s'y reconnaître. C'est comme si l'on vous montrait une photo de groupe, prise il y a longtemps, et que vous vous y cherchiez dessus. On sait que l'on devrait y être, et l'on est tenté de dire : «C'est moi, là», même si l'image est si sombre ou si effacée que l'on ne peut en être certain.

Un autre type de modification est dû aux spectateurs (ou même les interviewers), qui sont trop protecteurs. Ils ne laissent pas toujours aux survivants leur voix. Bien que les interviewers reconnaissent, évidemment, les choses affreuses qui sont arrivées aux victimes, ils mettent souvent en contre-poids la survie, qui est alors représentée non comme un simple accident, mais comme une issue héroïque. Le pire dans ce domaine, ce sont ces émissions télévisées où le présentateur fait beaucoup de cinéma sur le passé affreux et sur la personne si courageuse et remarquable, qui est venue sur le plateau pour en bavarder.

Même à un niveau plus sophistiqué, ce besoin d'héroïsme appartient à l'auditeur qui s'identifie trop, et non au survivant. Ceci est loin d'être innocent, car la tentation de «laver» le comportement des personnes qui ont été soumises à un traumatisme, de laver les marques permanentes laissées par ce traumatisme, sous-entend, qu'en termes de réaction morale, nous n'avons pas encore assez appris de l'holocauste. Ce besoin de laver par des remarques défensives autant qu'élogieuses, témoigne de notre angoisse sur la souillure probable du survivant. Les paroles de Primo Levi sont encore très vraies lorsqu'il évoque le «terrible privilège» de sa génération, laquelle a compris le caractère indélébile de l'offense imposée comme une contagion sur l'esprit humain. «Il est absurde de penser que la justice humaine l'efface. C'est une source de mal inépuisable ; elle brise l'âme et le corps de ses victimes, les anéantit et les rend abjectes ; elle rejaillit avec infamie sur les oppresseurs, entretient la haine chez les survivants et prolifère de mille façons contre la volonté de chacun...» Enlever au témoin cette sorte de sincérité, c'est le traiter comme un patient plutôt que comme un agent. Mais en racontant leurs histoires, les survivants sont vraiment des agents : ils ne sont pas héroïques, peut-être même, se permettent-ils de rester silencieux sur le pire. Cependant, la force demandée pour faire face à un passé comme le leur, rayonne visiblement sur l'écran et devient un fait vital.

## VII

Il y a eu trois périodes pendant lesquelles les survivants de l'holocauste ont recouvré leur voix, et où le public s'est matérialisé pour eux. La première a pris place juste après la guerre, lorsque l'on a appris l'existence des camps. Cette période fut brève. Il fallait reconstruire l'Europe dévastée ; de plus, l'incrédulité ou même la culpabilité des autres isolait le survivant au lieu de l'intégrer<sup>9</sup>. L'absence d'écoute tarissait les confidences. Une seconde ouverture s'est produite au moment du procès d'Eichmann, en 1960. Une troisième a eu lieu après sa diffusion, à la télévision, du feuilleton *Holocauste*, en 1978. La plainte des rescapés envers le film était la suivante : «tant d'entre nous ont perdu la vie ; l'histoire de nos compagnons morts allait-elle également leur être volée ?». Chaque rescapé pouvait raconter une histoire plus vraie et plus affreuse dans ses détails, plus authentique dans sa représentation.

De plus, trente-cinq ans après la libération, les survivants et les réfugiés vivant en Amérique s'étaient bien installés, avaient leurs familles et se préparaient à une troisième

<sup>9</sup> En France, les premiers récits insistaient sur la francité des rescapés juifs, ce qui a été une sorte d'intégration. Ils ont souffert comme français ou comme membres de l'humanité (cf. *Nuit et Brouillard*).

génération... Il était tard. C'était maintenant ou jamais qu'il fallait parler ; ils n'hésitaient plus à être reconnus et à transmettre leur expérience comme un legs. Un projet développé spontanément par les habitants de New Haven prit forme, lorsque quelques personnes attentives se sont rendu compte qu'elles ne connaissaient presque rien des rescapés qui habitaient autour d'elles. Ces gens ont alors mis sur pied un «Projet Cinématographique sur les Survivants de l'Holocauste» avec l'aide du *Farband*, une amicale des survivants de la ville. Ils ont sollicité les entreprises de la région afin d'obtenir des locaux, du matériel et de l'argent, et ont lancé un programme intensif d'enregistrement. Au moment où l'université a offert son aide, cette association avait déjà enregistré 200 témoignages en moins de trois ans. Les Archives Vidéo des Témoignages sur l'Holocauste à Yale ont ouvert leur porte en 1982.

C'était la première fois, à ma connaissance, que l'université de Yale adoptait un projet émanant de la ville, et lui donnait une chance de se développer sur le plan national et international. Evidemment, de tels projets de témoignage oral pourraient documenter les mémoires collectives d'autres communautés, celles des vétérans du Vietnam par exemple ; ou, sur une échelle plus vaste, l'expérience historique du peuple noir-américain ou celle des immigrants.

Si nous nous étions arrêtés pour résoudre toutes les questions que cet effort a suscitées, y compris la question de la valeur exacte de l'histoire orale en tant qu'histoire, nous n'aurions jamais été plus loin que les premières cassettes expérimentales. Mais celles-ci se sont révélées si émouvantes et les survivants nous ont tellement soutenus, que le projet cinématographique s'est poursuivi, reposant sur une technique d'interview non dirigiste qui encourage la spontanéité. On a donné à «ce monologue intérieur qui ronge mon esprit», pour citer Lucien Vidal-Naquet, une possibilité supplémentaire d'entrer dans la mémoire publique.

C'est le principe de donner leur voix aux survivants qui a soutenu notre projet. Un autre principe favorable a été celui de donner un visage à leur voix, d'avoir préféré la vidéo à la cassette audio, à cause de l'immédiateté et de la crédibilité que cela ajoutait à l'interview. Nous avons jugé que, sur le plan pédagogique, les beaux jours de la radio étaient révolus. Les publics d'aujourd'hui et de demain seraient certainement ceux de l'audiovisuel <sup>10</sup>. Ainsi, on a fait des enregistrements vidéo d'une qualité professionnelle, (afin

<sup>10</sup> Financièrement, ce choix s'est révélé difficile : le coût d'un seul téléfilm équivaut à la somme dont ont disposé les Archives de Yale pendant les quatre premières années. En 1987, le don généreux d'Alan Fortunoff à un fonds déjà établi par de nombreux donateurs, a permis aux Archives d'obtenir un poste de conservateur et de s'installer dans la bibliothèque de Yale Sterling Memorial Library. La Fondation Charles R. Revson a représenté la source principale des aides financières jusqu'en 1987, et continue à soutenir financièrement certains projets.

de créer une archive de la conscience à laquelle pourraient se fier les futurs éducateurs et cinéastes. A travers ces portraits vivants, nos descendants pourront s'approcher d'une génération qui disparaît peu à peu.

Je voudrais insister sur le fait que nous ne sommes pas des cinéastes. Nous rassemblons les dépositions originales, comme on rassemble des manuscrits importants. (D'ailleurs, beaucoup de ceux qui témoignent n'ont pas eu la chance de faire des études supérieures, ou même de terminer leurs études secondaires. Cette histoire orale n'est, par conséquent, pas une simple répétition de ce qui est écrit). A partir de cette collection que l'on est en train d'analyser et de répertorier en catalogue, des citations ou des extraits sont composés dans un montage qui dure entre 15 et 50 minutes. Celui-ci peut être vu par tous les publics, excepté les très jeunes.

Je ne prétends pas que nous ayons mis au point l'interview parfaite. Il est possible que cette interview n'existe pas. En effet, la qualité de l'histoire orale est influencée par l'alchimie humaine qui se passe entre l'interviewer et l'interviewé, et même par le jour et le lieu du tournage. Nous avons appris à accepter cet élément de hasard. On entend parfois des questions qui semblent mal avisées ou de trop, et pourtant, cela n'a pas grande importance parce que le flot de la mémoire, dès son premier jet, est si fort que de telles questions sont écartées ou donnent un résultat surprenant. Je dirai même que si l'interview se passe bien, si l'enquêteur laisse l'initiative au survivant, presque toutes les questions paraîtront stupides. Ce qui importe, c'est la disponibilité des survivants, la conviction qu'ils ont de l'importance de donner un témoignage public et la confiance qu'ils accordent au groupe qui leur fournit cette occasion.

Nos extraits ont un but éducatif ; et les jeunes faisant partie du public, l'aspect pédagogique est primordial.

Après Claude Lanzmann, son film *Shoah* divise vraiment l'histoire de la représentation de l'holocauste en un avant et un après, il est difficile de penser que l'on peut communiquer aux enfants ce qu'était l'enfer du génocide qui visait même la mise à mort d'enfants. Quand Helen K. dit «Je ne peux pas croire ce que mes yeux ont vu», elle pense aux enfants qui font la queue pour cela, jour après jour. Mais l'objectif des Archives Vidéo n'est pas d'être une ana-

tomie du génocide, ni d'assembler implacablement chaque étape du processus d'extermination. Grâce à une interview où la compassion est présente, nous parvenons à faire une description du milieu de tous les jours et du milieu psychologique de ceux qui se trouvent pris dans l'engrenage de l'holocauste. Cela n'exclut pas leur vie d'après, qui varie selon le pays de refuge ou de réinstallation. C'est la personne tout entière à qui l'on demande de parler et pas seulement à celle qui se souvient de la terreur et du temps des tourments. En cela, la valeur historique ou sociologique des interviews est claire. Pourtant, nous refusons de les «programmer», préférant ne pas deviner quels seront les intérêts particuliers des générations futures. Le jaillissement des souvenirs est vraiment primordial, bien plus que la contrainte d'un intérêt particulier de recherche, même si celui-ci est important pour le tableau d'ensemble. J'espère que tous ceux qui regardent ces témoignages conviendront avec moi, que pour ceux qui ont subi une agression déshumanisante, briser le silence est une démarche affirmative quoique douloureuse. Ceci, en partie, parce qu'ils acceptent d'employer des mots ordinaires, dont l'éloquence et l'insuffisance demandent toutes deux le respect.

### VIII

Je me demande à quoi la mémoire ressemblera lors du prochain millénaire ; je parle ici de la mémoire collective. Jusqu'à présent, les livres en ont été le principal moyen de transmission : même les monuments et les peintures se voulant commémoratifs ont eu besoin d'un support verbal. Mais ce que l'on a appelé «la maladie de l'information», provoquée par la rapidité et la quantité de l'information émise par les médias, combinée à ces machines que nous avons inventées et qui engendrent des possibilités sans fin, affecte toute la partie de notre être qui se fonde à la fois sur l'expérience et sur l'intellect. Nous avons l'habitude de lutter *avec* l'expérience, et sans aucun doute nous le faisons encore ; mais, maintenant, nous devons aussi lutter *pour* l'expérience, pour un sens du passé plus qu'abstrait et un sens du présent plus que virtuel <sup>11</sup>.

En bref, la question de savoir comment communiquer l'expérience de l'Holocauste se complique à cause de la grande efficacité des médias modernes, de leur réalisme et de leur capacité de représentation. Nos sens sont toujours plus agressés par des atrocités, et l'imagination, définie comme une faculté capable de restaurer une certaine présence face à ce qui est absent, est en danger d'imiter pas-

<sup>11</sup> En jouant sur la notion d'*anomie* de Durkheim, j'ai par ailleurs appelé cette condition moderne «surnomie». David Rieff, en décrivant ce qu'il appelle l'«information de la révolution», et sa «culture d'une modernité entropique», se demande si la transformation sera éventuellement si importante que «notre passé n'aura pas de futur dans notre futur». Voir «Information and Modernity», Salmagundi, Winter 1992, 12.

sivement les médias à sensation. Bien plus : on peut imaginer un danger encore plus grand dans l'affaiblissement du sens même de la réalité. Le problème contemporain est moins le Bovarisme ou le Quichottisme - c'est-à-dire considérer le vrai monde avec une imagination imprégnée de romance - que de percevoir tout ce qui se trouve sur l'écran comme un *effet du réel*<sup>12</sup>, comme une reconstruction ou une simulation<sup>13</sup>. L'actualité, en tant que cause, se retranche derrière tous ces effets spéciaux. Comment pouvons-nous distinguer simulacre et réalité, quand presque tout peut être évoqué dans une société où la plupart des tabous ont disparu, et que nous avons les moyens de tout montrer ?

<sup>12</sup> En français dans le texte (notes du trad.)

<sup>13</sup> Les écrits de Jean Baudrillard sont exemplaires pour l'étude de cette question.

L'Histoire peut être falsifiée et la mémoire collective trompée, grâce à une intervention similaire à celle qui ouvre le *Book of Laughter and Forgetting* de Kundera. L'auteur y raconte l'histoire d'un chef communiste discrédité, effacé de l'histoire sur le modèle d'une célèbre figure historique. Pas d'étonnement dès lors que, malgré le caractère immédiat de ce qui est montré aux nouvelles télévisées, un sentiment insidieux et envahissant d'irréalité sape la gravité et l'unicité des événements vécus. (Souvent visionnée, même la cassette de Rodney King ne choque plus.) Le film de notre esprit, dont des fragments apparaissaient seulement la nuit, semble maintenant être joué à la fois pendant la journée et la nuit ; et il en résulte, soit une signification biaisée de la réalité, soit une recherche désespérée de quelque chose de fondamental, d'infalsifiable.

Le sens de l'irréalité, combiné avec son contraire, c'est-à-dire une certaine connaissance de l'Holocauste inévitable quels que soient les moyens de défense mis en place, intensifie soit la recherche des vérités premières pouvant survivre à un monde irrationnel, immoral et inintelligible, soit le travail risqué de distinguer apparence et réalité. Le vers de Bayron «L'arbre de la sagesse n'est pas celui de la vie», exprime une tristesse qui devait s'être aggravée depuis le temps du *Faust* de Goethe, principale source littéraire de Bayron. Celui-ci y défiait le diable de retransformer la connaissance en joie. Même lorsque nous essayons d'être plutôt honnête qu'évasif, et, en empruntant les mots de Terrence des Pres, quand «une nouvelle façon de connaître envahit l'esprit», nous ne pouvons pas toujours nous débarrasser d'une certaine attitude de voyeur qui nourrit un besoin ancré en nous de connaître le pire. Il s'agit d'une tendance à la fois assouvie et titillée par le suspense, à la manière taquine du roman policier. La seule consolation qui se profile face à cette

situation est que nous pourrions récupérer une manière de dire plus ancienne, mieux ancrée dans la tradition et plus allusive, malgré cette volonté de divulgation ou d'étalage. Il est plus que jamais essentiel au vu de ces circonstances de préserver une mémoire vivante qui puisse traverser les générations grâce à des récits de forme canonique.

Marshall McLuhan réalisa qu'une culture électronique était en train de remplacer ce genre d'histoires, mais il considéra cela comme une avance créatrice, comme une restauration du mode de transmission traditionnel par des moyens spécifiquement modernes. Les faits se sont révélés moins heureux : l'épouse mécanique de McLuhan (son espoir utopique d'un mariage fructueux entre l'humanisme et la technologie), a simplement rendu le marié tout aussi mécanique. La mémoire humaine, rattachée aux machines, est certes étonnante mais contribue rarement à une tradition collective de conteur d'histoires.

Si les ressources de la vidéo ne sont pas utilisées, nous perdons énormément. Si elles le sont, leur contenu, en l'occurrence le témoignage sur l'Holocauste, ne garantit en aucun cas qu'il n'y aura pas de perte de réalité. La Mariée Mécanique a exigé un prix : les témoignages peuvent ainsi pâtir d'un *effacement de l'expérience*, un peu comme les cassettes magnétiques montrent avec le temps une perte de netteté visuelle et doivent être recopiées sur un support plus résistant. C'est non seulement en enregistrant une expérience vécue par une collectivité, mais également en donnant la parole à chaque individu de la communauté - sans se focaliser sur une élite particulière - qu'une dimension vernaculaire et multivocale peut être saisie <sup>14</sup>. Bien que nous ne puissions pas prévoir les qualités de témoignages qui auraient un impact dans un millénaire, on peut aisément penser que, comme il y a mille ou deux mille ans, raconter une histoire aura une importance. La collection des midrash, intitulée *Sifre Deuteronomy* (surtout une tradition orale, même si elle est éditée dans une densité textuelle remarquable), évoque une métaphore biblique «le sang du raisin». «Elle se réfère aux récits (en opposition aux lois) qui décrivent le coeur d'une personne comme du vin».

Encore une réflexion en guise de conclusion. L'avenir de la mémoire dépendra d'arts qui n'ont pas encore été imaginés aujourd'hui, annoncés par des écrivains qui ne sont pas effrayés pas la mémoire historique à acquérir. Peu après la guerre, lorsque David Boder enregistrerait les premiers témoi-

<sup>14</sup> Cf. John Bodnar, sur la contribution des «ordinary people» et comment un élément vernaculaire qu'ils introduisent modifie ou approfondit les commémorations publiques qui, dans le cas contraire, tendent à ne célébrer que les «soutis officiels». *Remaking America : Public Memory, Commemoration and Patriotism in the Twentieth Century* (Princeton : Princeton University Press, 1992), chap. 1, «The Memory Debate». Voir aussi, particulièrement sur les témoignages de l'Holocauste, Michael Pollak, *L'expérience concentrationnaire* (Paris : Métailié, 1992), p. 199, où la question du statut social est posée.

gnages dans les camps de personnes déplacées (publiés sous le titre *I did not interview the dead*, en 1948), John Hersey essaya d'absorber une masse importante de documentation à YIVO sur la révolte du Ghetto de Varsovie. Il utilisa, tout comme Boder, le «Wire recorder» nouvellement inventé ; ses assistants, dont Lucy Davidovicz, y traduisirent des manuscrits yiddish et polonais. Mais ils firent plus que cela. Ayant une connaissance personnelle des événements, «alors qu'ils traduisaient, ils pouvaient expliquer, souligner, clarifier, voire insérer des notes personnelles». Cette histoire orale, dans sa complexité et sa polyphonie, devint la base du roman d'Hersey, *The Wall*.

Hersey continue en mentionnant quelque chose d'encore plus crucial que l'apport personnel du romancier à la tradition orale de l'histoire. Pour classer les matières premières, Hersey a d'abord adopté une perspective fictive selon laquelle il avait tous les éléments en main, soit le point de vue d'un narrateur omniscient. Cela ne fonctionnera pas parce que, comme il l'a expliqué, «c'était une erreur fatale au point de vue universel...» Il décida que l'histoire devait être racontée par une personne qui avait été présente, par quelqu'un qui serait devenu un survivant. «L'imagination ne servirait pas ; seule la mémoire le pourrait. Pour préserver une chose dans toute sa dignité, il m'a fallu inventer une mémoire», et c'est ainsi que le personnage central, Noach Levinson, est né <sup>15</sup>. Ce qu'Hersey a accompli, cette solution créatrice de pression des faits sur l'imagination, cette personnification distinctive d'une «*memory-place*», est-ce possible aujourd'hui ? <sup>16</sup>

<sup>15</sup> *To Invent a Memory*, cours donné à l'Université hébraïque de Baltimore en 1983 et publié par l'Université en 1990.

<sup>16</sup> Stanislaw Baranczak cite *A Feast in the Garden* de George Konrad comme un exemple récent (dans la littérature d'Europe de l'Est) de fiction respectant et rehaussant «le pouvoir du fait dépouillé». *The New Republic*, 31 août 1992, 42-45.

Il n'y a pas que la chaîne des témoignages qui est allée aujourd'hui jusqu'au point de rupture, si l'on va plus loin que l'événement, mais les médias eux-mêmes sont devenus un événement dans cette chaîne, remplaçant une complexité originale et initiale. Le téléfilm, basé sur le roman d'Hersey, donne une nouvelle vie à l'insurrection du ghetto et en affaiblit déjà pathétiquement la spécificité humaine et historique. Nous nous éloignons d'une image de la mémoire simplifiée et sur-collectivisée. Certains diront que cela a toujours été le cas ; l'histoire est un chaos, qui peut être ordonné afin d'être transmis, et ce uniquement en étant dirigé à travers une «erreur fatale», à travers une omniscience douteuse créée par un mythe ou un paradigme historiographique. Même la phrase éloquente d'Hersey, «inventer une mémoire», nous met mal à l'aise ; nous nous souvenons nous-mêmes qu'il veut signifier par là une

mémoire basée sur les mémoires, sur des témoignages rapportés et convergents. Car, en effet, il existe une autre mémoire inventée, qui s'est révélée être dommageable. Elle se nourrit d'images héroïques, sert un opportunisme politique, et alimente des idées fondamentalistes de destinées nationales et de pureté ethnique.

**Serge BARCELLINI**  
**Inspecteur Général**  
**Ministère des Anciens**  
**Combattants (France)**

## **Réflexion autour de deux journées nationales (\*)**

### **Eléments pour une histoire de la mémoire de la déportation**

Le 4 février 1993, un décret présidentiel instituait une «journée nationale» commémorative des persécutions racistes et antisémites commises sous l'autorité de fait dite «gouvernement de l'Etat français»(1940-1944). L'article 1er de ce décret précise que cette journée est fixée au 16 juillet, date anniversaire de la rafle du Vélodrome d'Hiver à Paris (16 juillet 1942) si ce jour est un dimanche, sinon elle est reportée au dimanche suivant. Quant à l'article 2, il souligne que chaque année, à cette date la République organise une Cérémonie officielle à Paris devant le monument qui sera érigé à l'emplacement de l'ancien Vélodrome d'Hiver ; une Cérémonie analogue ayant lieu au chef-lieu de chaque département à l'initiative du préfet.

Traduction d'un «geste» présidentiel, la Journée nationale commémorative ainsi que la cérémonie qui en est le corollaire apparaît donc une nouvelle fois comme le principal outil dont se sert le Gouvernement pour intervenir dans le domaine de la politique de mémoire et dont la création et les modalités d'utilisation reflètent les enjeux dans lesquels s'inscrit l'événement historique dont on veut fixer la mémoire.

Dans le calendrier commémoratif national, la journée du 16 juillet s'ajoute au dernier dimanche du mois d'avril consacré à la Journée nationale des héros et victimes de la déportation. Ces deux journées nationales marquent l'aboutissement de deux étapes d'une histoire de la mémoire de la déportation qui se structure autour de trois temps forts,

(\*) Communication prononcée à la séance plénière du 24 novembre 1992. (Président de séance : M.R. DEJAEGERE, Recteur de la Vrije Universiteit Brussel).

le temps de la dilution de la mémoire de la déportation dans des mémoires globalisantes (1945-1947), le temps de l'affirmation d'une mémoire de la déportation autour d'une composante motrice - la déportation résistante (1948-1984) - le temps enfin du recentrage de cette mémoire sur la composante de la déportation juive (1984-...).

Trois temps d'une histoire qui sont l'aboutissement «de batailles de mémoire» dont les résultats sont porteurs de conceptions différentes tant de la République que de l'identité nationale.

## **LA MEMOIRE DILUEE ( 1945-1947 )**

«Si les combattants, ceux de Verdun, comme ceux de Bir-Hakeim, ont aujourd'hui leur flamme, souvenir vivant de leurs exploits (...), les civils semblent cruellement oubliés, ces dizaines de milliers de femmes, d'enfants, d'adultes, de vieillards de toutes conditions, de toutes confessions, de toutes opinions, arrachés à leur foyer, parqués dans des camps d'épouvantes, exterminés comme on n'ose pas tuer des bêtes. Est-il possible qu'on ne songe pas en haut lieu à perpétuer le souvenir de leur misère et la pitié qui s'impose ?

Ce cri, c'est celui que pousse un lecteur du Figaro, André LANG, dans une lettre publiée le 1er novembre 1945. Ce cri, bien peu le perçoit alors. En cette année 1945, en effet, la commémoration de la déportation n'est pas à l'ordre du jour. La mémoire de la déportation est diluée au sein de trois mémoires globales fortement rivales : une mémoire gaulloise, une mémoire communiste et une mémoire républicaine et civique.

Le 11 novembre 1945, alors que la nuit enserre le Mont Valérien, le général de GAULLE assiste à l'installation dans une crypte provisoire de 15 dépouilles de Français morts pour la patrie entre 1939 et 1945. Ces quinze dépouilles ont été choisies symboliquement afin qu'aucune des grandes composantes de la France combattante ne soient oubliées : combattants de 1940, combattants d'Egypte, d'Italie, aviateurs, marins, Tunisiens, Marocains, Sénégalais, combattants de 1945, prisonniers de guerre, résistants femme et homme <sup>1</sup>. Parmi ces 15 dépouilles figurent celles de deux déportés résistants : Renée LEVY et Raymond BIGOSSE. L'inhumation de ces 15 corps marque l'apothéose des commémorations mises en place par le général de GAULLE depuis son installation à la Présidence

<sup>1</sup> Sur «cette apothéose commémorative» de l'année 1945 et plus largement sur les commémorations des années 1945 et 1946, voir Gérard NAMER, *Bataille pour la mémoire*, Papyrus, 213 p. 1983.

du Gouvernement provisoire, le 2 septembre 1944. Cette cérémonie concentre l'ensemble des éléments constitutifs de la commémoration gaullienne.

L'événement commémoré s'inscrit dans une guerre fictive de trente ans commencée en 1914 et terminée en 1944 à travers le choix d'une date (le 11 novembre) et la création d'un lien de mémoire entre la tombe du Soldat Inconnu de l'Arc de Triomphe autour de laquelle sont déposées pendant un temps les 15 dépouilles du Mont Valérien ; cette commémoration surdimensionne les victoires et les héros au détriment des défaites et des vaincus. Parmi les 15 corps inhumés au Mont Valérien ne figure aucun des 60.000 décédés du Service du Travail Obligatoire ni aucun des 75.000 déportés Juifs disparus dans les fours Crématoires ni aucun des 40.000 soldats alsaciens-mosellans tués sous l'uniforme allemand, La mémoire gaullienne de la Seconde Guerre mondiale est une mémoire héroïque : celle de Bir-Hakeim, de Cassino, de Narvik, de Casablanca et des libérations de Paris et de Strasbourg. L'acteur principal de la commémoration gaullienne est l'armée ; elle réduit au rang de spectateurs ceux qui furent en leur temps des acteurs de l'événement commémoré : résistants de l'intérieur, combattants des armées de libération ... Cette commémoration enfin se structure autour du général de GAULLE lui-même, à la fois homme-mémoire et constructeur du temps présent.

Le 11 novembre 1945, la déportation représente 2/15ème de la mémoire globale de la Seconde Guerre mondiale. Mais au-delà de cet aspect quantitatif, ce 11 novembre 1945, marque l'appropriation par le général de GAULLE d'un grand lieu de mémoire de la Seconde Guerre mondiale, le Mont Valérien, cette appropriation attise la bataille de mémoire entre le premier parti de France le parti communiste et le président du Gouvernement provisoire.

En cette année 1945, le parti communiste et les associations dont les dirigeants sont proches de sa sensibilité multiplient les Commémorations parisiennes ; Fête du travail du 1er mai 1945, Journée des Fédérés du 27 mai 1945, Fête Nationale du 14 juillet 1945, Libération de Paris du 25 août 1945. Dans chacune de ces cérémonies apparaissent des hommes et des femmes vêtues d'habits rayés. Cette mémoire de la déportation, que le général de GAULLE a fondu au sein d'une mémoire nationale triomphante, le parti communiste tente de la fondre dans une double mémoire, ouvrière et nationale.

Une grande fédération de déportés, au recrutement pluraliste conduit cette politique : la Fédération Nationale des Déportés, Internés, Patriotes (F.N.D.I.P.). Constituée officiellement depuis le 5 octobre 1945, la F.N.D.I.P., devenue en 1946 la F.N.D.I.R.P. (fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes) regroupe sur une base large des déportés et internés résistants et politiques, ainsi que leurs familles. Elle est dirigée par deux anciens de Buchenwald, un compagnon de Jean MOULIN, le Colonel Frédéric MAHNES et un important responsable syndicaliste, ministre en 1946, Marcel PAUL.

Un lieu symbolise cette tentative de fusion : la 90<sup>ième</sup> division du cimetière du Père Lachaise <sup>2</sup>. Au sein de cette division, le Mur des Fédérés rappelle à la fois l'engagement social et national des communards.

<sup>2</sup> Sur le Mur des Fédérés voir Madeleine REBERIOUX, «Le Mur des Fédérés», in Pierre NORA, Les lieux de Mémoire, tome 1, La République pages 619-649.

Au pied du mur-symbole, près des tombes des principaux responsables du parti communiste, les cérémonies se succèdent. Le 8 octobre 1944, le parti communiste rend hommage à Henri BARBUSSE, Paul VAILLANT COUTURIER et aux intellectuels patriotes assassinés par les boches. Le 27 mai 1945, une délégation de déportés participe à la cérémonie d'anniversaire de la Commune. Un an plus tard, le 30 juin 1945, la F.N.D.I.R.P. organise une importante cérémonie, centrée autour du dépôt dans un caveau d'une urne contenant des cendres prélevées dans les fours crématoires d'Auschwitz. Présidée par le Ministre des Anciens Combattants, membre du parti communiste Laurent CASANOVA, cette Cérémonie qui n'occulte pas la mémoire de la déportation Juive, rend d'abord hommage à l'Auschwitz des patriotes, celui de Danielle CASANOVA, de Marie-Claude VAILLANT COUTURIER et des femmes du convoi du 24 janvier 1943. Le Mémorial élevé sur le caveau est inauguré le 26 juin 1949 <sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Sur la cérémonie du 30 juin 1946 ainsi que sur l'inauguration de la plaque en la synagogue de la rue de la Victoire voir Annette WIEVIOR-KA, Déportation et Génocide, Paris Plon 1992.

En cette année 1946, la F.N.D.I.R.P. n'a pas encore fait le choix d'un camp-symbole. Elle oscille entre Buchenwald, le camp de MANHES et de Marcel PAUL et Auschwitz, celui de Danielle CASANOVA et de Marie-Claude VAILLANT COUTURIER. La fédération rivale, la F.N.D.I.R. (Fédération nationale des déportés et internés de la résistance) elle, a fait son choix, celui de Buchenwald.

Créée par d'anciens déportés de Buchenwald, la F.N.D.I.R. ne regroupe que des déportés résistants. Présidée par un professeur de la Faculté de Droit de Paris, Léon

MAZEAUD, elle compte, en 1946, parmi ses vice-présidents, Edmond MICHELET, ministre des armées, de tendance MRP/Gaulliste ; Eugène THOMAS, député, ancien ministre SFIO ; Albert FORCIVAL, député, Rassemblement des gauches et André MUTTER, député, Parti républicain de la liberté. Trois de ces vice-présidents seront Ministre des Anciens Combattants : MICHELET, FORCIVAL et MUTTER.

Le 11 avril 1946, la F.N.D.I.R. commémore la libération du camp de Buchenwald en ravivant la flamme sur la tombe du Soldat Inconnu sous l'Arc de Triomphe. La cérémonie dont le rituel a été fixé en 1924 est traditionnelle. Ce 11 avril à 18 heures, un membre du Comité de la Flamme accueille les participants qui se réunissent à l'intérieur des chaînes enserrant le terre-plein de l'Arc, le dos tourné à l'avenue des Champs Elysées. Trois anciens déportés sont chargés de la garde du drapeau de la Flamme. A 18 heures 30, les participants, placés en colonne selon un ordre strict s'avancent jusqu'au pied de la tombe. La cérémonie proprement dite commence : roulement de tambour, dépôt des couronnes, ravivage de la flamme au moyen du glaive, sonnerie aux Morts et minute de silence. Un nouveau roulement de tambour marque la fin de la cérémonie. Les responsables de l'association «ravivante» vont signer le livre d'Or. Aucun discours n'a été prononcé.

Cette cérémonie inscrit la mémoire de la déportation dans une mémoire globalisante combattante et républicaine.

C'est également dans ce type de mémoire que s'inscrit la mémoire de la déportation juive. Le 27 février 1949, le Président de la République, Vincent AURIOL inaugure une plaque dans la synagogue de la rue de la Victoire. Le texte qui y est inscrit, traduit la volonté de la communauté juive de communier dans le mythe d'une république régénérée où chaque combattant a tenu sa place : «A la mesure de nos frères combattants de la guerre et de la libération, martyrs de la Résistance et de la Déportation, ainsi qu'à toutes les victimes de la barbarie allemande». Cette Communion est entretenue à partir de 1948, par la célébration d'un office liturgique le premier dimanche de l'année juive (septembre).

En cette année 1947, la mémoire de la déportation apparaît donc diluée dans trois mémoires globales. La mémoire combattante et républicaine est faite de rituel, de silence et de militantisme associatif ; la mémoire gaullienne de

théâtralisation, d'envolée lyrique et de militarisation ; la mémoire communiste de liens de filiation et de revendications quotidiennes.

En ce début d'année 1947, alors que le général de GAULLE a amorcé sa traversée du désert, trois acteurs et trois lieux de mémoire de la déportation sont en place : la F.N.D.I.R.P. et le Mur des Fédérés, la mouvance gaullienne et le Mont Valérien, la F.N.D.I.R. et la tombe du Soldat Inconnu. Un acteur prépare son intervention : la communauté juive et la synagogue de la rue de la Victoire.

Les batailles de mémoire vont pouvoir commencer. La guerre froide en sera le détonateur et l'émergence d'une mémoire de la déportation, la conséquence.

## **LA MEMOIRE DE LA DEPORTATION RESISTANTE ( 1947 - 1984 )**

Le 15 avril 1947, dans un long communiqué, la F.N.D.I.R.P. propose la création d'une semaine nationale de la déportation dans toutes les communes de France. La date choisie, au mois de mai, est fonction de deux faits chronologiques majeurs, la libération des camps et le rapatriement des survivants. Or, alors que le premier camp libéré fut celui d'Auschwitz, le 27 janvier 1945, le communiqué de la F.N.D.I.R.P. proclame «le 11 avril 1945, le premier camp de la mort était libéré. Quelques instants plus tard, la presse, la radio rendaient célèbre dans le monde le nom de Buchenwald». En oubliant «Auschwitz» la F.N.D.I.R.P., comme toutes les autres associations des déportés privilégie la mémoire de la déportation résistante, surdimensionnée par les statistiques <sup>4</sup>. La Fédération ne propose cependant pas de retenir le 11 avril comme journée nationale du souvenir. Cette date est déjà monopolisée par la F.N.D.I.R..

Le tournant s'accroît en 1948.

Le Patriote Résistant (journal de la F.N.D.I.R.P.) du mois d'avril 1948 publie un important article de Maurice LAMPE, secrétaire général de la F.N.D.I.R.P. et président de la fédération internationale des anciens prisonniers politiques. Une date fixe est désormais proposée pour la journée des Déportés : le 11 avril. Ce 11 avril est présenté sous une double dénomination. Pour la F.N.D.I.R.P. c'est la «journée internationale des déportés» et la «journée inter-

<sup>4</sup> Dans les années 1950, il est couramment fait état de 220.000 «Français et Françaises exterminés dans les camps» (Patriote Résistant, avril, mai 1953) dont 50% de résistants morts pour la France. 200.000 petites lumières symbolisent depuis 1962, les morts en déportation au Mémorial de l'Île de la Cité.

nationale pour la paix des peuples», pour la F.I.A.P.P. c'est la «journée internationale des anciens prisonniers politiques». Cette double dénomination renvoie au débat sur le statut des déportés et plus largement sur le concept de déporté retenu dans les pays de l'Europe du pacte de Varsovie.

En effet, alors que la semaine de la déportation proposée en avril 1947 se présente comme une initiative française, la journée du 11 avril naît de la décision d'une fédération internationale. La «variété des initiatives» de 1947 disparaît au profit de «meetings, conférences, manifestations» organisés autour d'une double série de mots d'ordre, ceux de la F.N.D.I.R.P. «pour le statut du déporté et de l'interné», «pour le pécule et les réparations qui nous sont dus», «pour les pensions à toutes les familles de nos camarades morts en déportation ou dans les prisons», «pour une véritable épuration et une justice», «contre le relèvement de l'Allemagne avant la France», et ceux de la F.I.A.P.P. «contre le fascisme et la guerre, pour la paix et la liberté».

Ces mots d'ordre traduisent le concept commémoratif mis en place depuis 1945 par le parti communiste : la cérémonie est conçue comme un socle-support aux revendications du temps présent (2). Entre avril 1947 et avril 1948, la F.N.D.I.R.P. est donc entrée en «guerre froide». Le tournant s'est concrétisé en juillet 1947. C'est ce mois là, en effet, que la F.N.D.I.R.P. s'est associée à la vaste campagne lancée par le parti communiste contre le plan Marshall. Dès lors, la F.N.D.I.R.P. met en place un schéma commémoratif en deux temps qui traduit à la fois une volonté d'insertion dans le modèle républicain ; le 10 avril 1948, la F.N.D.I.R.P. ravive la flamme et une volonté de lutte politique à travers l'organisation, chaque 10 avril d'une importante réunion publique. Désormais, à travers un double ravivage de la flamme, le 10 avril par la F.N.D.I.R.P. et le 11 avril par la F.N.D.I.R. la mémoire du camp-symbole, Buchenwald, est devenu un véritable enjeu politique. Cette bataille de mémoire souligne le militantisme de la F.N.D.I.R.P. La F.N.D.I.R. apparaît quant à elle comme l'association relais des politiques gouvernementales. La contre-attaque de la mémoire ne sera pas menée par cette fédération mais par deux nouvelles structures nées au lendemain de l'affaire David ROUSSET<sup>5</sup> : l'Union Nationale des associations de déportés, internes et familles (UNADIF) et le «Réseau du Souvenir».

<sup>5</sup> Le 12 novembre 1949, David ROUSSET, ancien déporté, lance un appel à ses camarades de déportation et à leurs organisations, afin d'enquêter sur le système concentrationnaire soviétique. La F.N.D.I.R. adhère à cette proposition - la majorité de la F.N.D.I.R.P., la rejette. Un rejet qui occasionne un certain nombre de départs. Sur l'affaire ROUSSET : David ROUSSET, Gérard ROSENTHAL, Théo BERNARD, «Pour la vérité sur les camps concentrationnaires», Paris Ramsay, 1990, 272 p.

Présent dans les bureaux de ces deux structures, un homme apparaît comme le maître d'oeuvre de cette offensive de mémoire : le Révérend Père RIQUET. Vice-président de l'U.N.A.D.I.F. après avoir été vice-président de la F.N.D.I.R.P., cet ancien déporté occupera à partir de 1970 la présidence du «Réseau du Souvenir».

Créée en 1952, cette petite association réunit les acteurs de la mémoire de la déportation, extérieurs à la sphère d'influence de la F.N.D.I.R.P. Elle ne dépasse pas la centaine d'adhérents au moment de sa plus forte activité, dans les années 1960. Ses adhérents sont pour la plupart des anciens déportés-résistants, des ministres, Edmond MICHELET, Maurice BOKANOWSKY, Gilbert GRANDVAL, des militaires, le Général Paul ELY, les Colonels Gaston de BONNEVAL et Charles ARNOUD, des hauts fonctionnaires, Louis FRANÇOIS, Michel HACQ, Jean CAIN, Jacques LECOMPTE-BOINET, des artistes, Darius MILHAUD, des historiens, Henri MICHEL, Olga WORMSER-MIGOT, des présidents d'associations, Irène de LIPKOWSKI, Geneviève ANTHONIOZ de GAULLE... Le «Réseau du Souvenir» véritable «lieu de pouvoir» est à la base de toutes les grandes actions de la mémoire de la déportation mises en place durant les décennies 1950 et 1960.

Parmi ces initiatives figure la Journée Nationale de la Déportation.

## **1952 LA NAISSANCE D'UNE JOURNEE NATIONALE**

La proposition de création d'une Journée Nationale de la Déportation est présentée au bureau national de l'U.N.A.D.I.F. par le Révérend Père RIQUET le 20 février 1952. Il est proposé de consacrer cette journée au dernier dimanche du mois d'avril de chaque année. Le 26 avril 1952, le Révérend Père RIQUET explique dans le Figaro les raisons de ce choix.

«Ce dernier dimanche d'avril se situe (...) à proximité des différents anniversaires de la libération des camps et il ne risque pas de se rencontrer avec les fêtes de Pâques (...). Si Auschwitz et Buchenwald furent libérés plus tôt, Dachau reçut ses libérateurs le 29 avril et Mauthausen le 5 mai». Dans le même article, l'auteur explique les orientations données à cette journée commémorative. Le souvenir de cet événement doit «rester pour les générations à venir un

thème de suggestives réflexions et pour les hommes religieux une occasion de recueillement et de prières». Dès le 27 avril 1952, deux cérémonies sont organisées dans le cadre de cette journée nationale. Toutes deux sont d'inspiration religieuse. La première se déroule de 9 h 45 en la synagogue de la rue de la Victoire. La seconde se déroule à 11 heures en l'église Saint-Roch. En ce mois d'avril 1952, l'église Saint Roch, située dans le 1er arrondissement de Paris, devient le lieu de Commémoration «des morts catholiques de la déportation». Ce choix conceptuel est dû à une petite association proche de la F.N.D.I.R - l'A.N.F.R.O.M. (l'association nationale des familles de résistants et otages morts pour la France), association dont Madame de LIPKOWSKI, député gaulliste et membre influent du Réseau du Souvenir, assume la présidence depuis 1945. En 1950, c'est à dire trois années après le lancement de la réalisation du monument de la synagogue de la rue de la Victoire, l'A.N.F.R.O.M. a pris l'initiative de créer, dans une église parisienne, une chapelle de la déportation afin de regrouper des urnes de cendres en provenance de tous les grands camps de concentration. Placée sous l'invocation de Notre Dame des Sept Douleurs, la création de la chapelle se fit en plusieurs étapes : 27 avril 1952, première messe commémorative, 27 avril 1953, bénédiction des urnes de cendres dans une chapelle provisoire, 21 novembre 1953, inauguration de la chapelle de la déportation en présence du Ministre des Anciens Combattants. Cette chapelle, dans laquelle «la présence du Christ apaise les plus grandes douleurs, allège le fardeau accablant de la veuve et la solitude des vieillards dont l'enfant n'est plus revenu» devient un lieu de pèlerinage de la mémoire.

Avec cette première journée nationale officielle, la mémoire de la déportation s'affirme par rapport à la mémoire globalisante de l'après-guerre et s'intègre dans une filiation chrétienne. Le 3 mai 1952, Le Figaro publie la lettre adressée par le grand écrivain catholique Paul CLAUDEL au grand Rabbín de France. «Ce sont devant ces cendres sacrées que les âmes pieuses viendront se recueillir et s'associer par la prière à la vertu rédemptrice de cet énorme holocauste, tel que la terre n'en a jamais connu et dont l'odeur pour l'éternité ne cessera de s'élever jusqu'aux narines du Seigneur du ciel et de la terre». L'holocauste a désormais valeur de rédemption. Mais Paul CLAUDEL va plus loin. Il propose qu'israélites et chrétiens «unissent leurs prières» devant «cette farine humaine broyée par les

meules de l'injustice et de la haine». Cette «union» dans le recueillement, l'écrivain propose à l'Etat d'Israël «qu'un lien rattache à la fumée des fours crématoires» de s'y associer officiellement par la création d'une journée commémorative. «Je crois que l'Etat d'Israël s'honorerait en prenant l'initiative qui lui revient d'une telle rencontre. Ses morts sont les nôtres et les nôtres sont les siens». Une journée commémorative qui sous le nom de Yom Hashoa, Journée de la Shoa et de l'héroïsme, est créée depuis un an - ce que Paul CLAUDEL ignore.

Si cette lettre arrive avec quelque retard pour la journée commémorative de la déportation en Israël, elle contribue néanmoins «à armer» intellectuellement les animateurs du Réseau du Souvenir. Le 12 novembre 1953, un groupe de sénateurs, anciens déportés conduits par Edmond MICHELET, dépose une proposition de loi «tendant à consacrer le dernier dimanche du mois d'avril en souvenir des victimes de la déportation et morts dans les camps de concentration du IIIème Reich, au cours de la guerre 1939/1945». Le 9 mars, les députés, après avoir écouté un rapport de Madame de LIPKOWSKI, adoptent, sans débat et à l'unanimité, cette proposition. Le 6 avril, le Conseil de la République est appelé à son tour à se prononcer. Adoptée à l'unanimité par les deux chambres, la loi, signée par le Président de la République, René COTY, le Président du Conseil, Joseph LAINIEL, le Ministre des Finances et des Affaires Economiques Edgar FAURE et le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, André MUTTER, est publiée au Journal Officiel du 15 avril 1954.

L'U.N.A.D.I.F. et le Réseau du Souvenir ont donc réussi la transformation de leur journée commémorative en journée nationale. L'ensemble des ministres et parlementaires qui ont participé de manière décisive au vote de la loi sont tous membres de l'une ou l'autre de ces associations. De ce fait, la Journée Nationale de la Déportation s'apparente aux journées nationales du 11 novembre (loi du 24 octobre 1922) et du 8 mai (loi du 20 mars 1953). Elle est une «victoire arrachée par les anciens combattants aux gouvernants»<sup>6</sup>.

Au-delà de cette comparaison, la loi du 14 avril 1954 doit être replacée dans son contexte qu'Emile Louis LAMBERT, président de l' U.N.A.D.I.F., a défini dans une intervention radiodiffusée le 24 avril 1954. «Devant l' Histoire, 1954 sera l'année de la reconnaissance et de la fidélité» (42).

<sup>6</sup> Cette citation sur le vote de la loi du 24 octobre 1922 portant création de la journée nationale du 11 novembre est tirée de l'ouvrage d'Antoine PROST «Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)», trois volumes, Presse de la fondation nationale des sciences politiques, 1977.

L'année du 10<sup>ème</sup> anniversaire de la libération de la France ouvre, en effet, une nouvelle ère de la politique de mémoire marquée par une volonté «de pardon» des crimes individuels et par une volonté «de mémoire» des actions collectives.

Deux décisions gouvernementales essentielles illustrent la volonté de pardon : le vote d'une loi d'amnistie spéciale pour les condamnés du procès d'Oradour, le 18 février 1953 et le vote de la deuxième loi sur l'amnistie des crimes de l'occupation, le 24 juillet 1953.

La volonté de «mémoire» est illustrée quant à elle par une série d'initiatives. Le 20 mars 1953 est votée une loi (d'origine parlementaire) qui instaure le 8 mai, fête nationale (et journée fériée). Le 13 octobre 1953 est publié un décret portant ouverture d'une souscription nationale pour l'érection d'un mémorial de la déportation au Struthof. En septembre 1953, le «Réseau du Souvenir» fait les premières démarches en vue de la création d'un Mémorial de la Déportation à Paris. Le Comité des deux anniversaires» (1914-1944) est créé par un décret de janvier 1954 (quarantième anniversaire de l'année 1914 et vingtième anniversaire de l'année 1944). La loi du 14 avril 1954 crée la Journée Nationale de la Déportation ; l'arrêté du 7 mai 1954 crée une Commission exécutive de travail pour l'édification d'un Mémorial au Mont Valérien. Le 20 octobre 1955, les membres de la commission de l'Education Nationale de l'Assemblée Nationale adoptent une résolution (présentée par Madame de LIPKOWSKI) invitant le Gouvernement à créer un «Musée de la Résistance et de la Déportation». En cette année 1954, une véritable politique gouvernementale de mémoire se met en place dans laquelle chaque initiative s'emboîte dans la précédente.

Un homme symbolise les deux versants de cette politique : Edmond MICHELET. Fervent défenseur de l'amnistie qu'il n'hésite pas à baptiser «loi de pardon» à la tribune du Conseil de la République le 9 juillet 1953, il est à l'initiative de la proposition de loi tendant à créer la Journée Nationale de la Déportation quelques mois plus tard.

Dans un livre qui fait aujourd'hui référence «Le syndrome de Vichy», Henri ROUSSO analyse les raisons de ce tournant. En 1954, la France connaît une première période d'expansion économique, un nouvel homme providentiel apparaît sur la scène politique, Pierre MENDES FRANCE,

de nouveaux déchirements occupent les Français - Dien Bien Phu et l'Algérie, la réconciliation franco-allemande est amorcée. Pour Henri ROUSSO, 1954 est le début d'une longue période de refoulements (1954-1971)<sup>7</sup>. Cette interprétation aurait sans doute fort étonné les protagonistes de cette «année de la reconnaissance et de la fidélité». Le 25 avril 1954, ceux qui participent aux cérémonies de la Déportation croient à la fois au «devoir de mémoire» et à l'unanimité retrouvée des déportés.

<sup>7</sup> Henri ROUSSO - Le syndrome de Vichy 1944-1980, Seuil 324 p. 1987.

«Hier dans la nuit et le brouillard, les déportés combattaient pour la liberté, luttèrent pour la justice, souffrirent pour la paix. Demain, fraternellement rassemblés pour glorifier la mémoire des absents et honorer ceux qui les pleurent, ils renouvelleront le serment solennel de ne jamais oublier et de rester toujours fidèles à leur devise : Unis comme au camp» (Emile Louis LAMBERT, Président de l' U.N.A.D.I.F. - Le Déporté - mai 1954). Or, en ce 25 avril 1954, l'unanimité n'est pas au rendez-vous. Le «Patriote Résistant» (F.N.D.I.R.P.) n'a pas évoqué la création de la Journée Nationale de la Déportation. Cette année là, la F.N.D.I.R.P. a mis toute son énergie dans l'organisation d'un pèlerinage à Buchenwald.

Monté en quelques semaines par l'U.N.A.D.I.F., le programme de la Journée Nationale de la Déportation apparaît comme une addition d'initiatives éparpillées prenant appui sur des lieux de mémoire symboliques. La cohérence de l'ensemble du programme repose sur deux entités : une urne de cendres, et le Ministre des Anciens Combattants, André MUTTER. Le fait majeur de cette Journée nationale est en effet le transfert d'une urne de cendres de déportés de Paris au Mont Valérien, suivant un parcours qui se veut symbolique. L'urne quitte le 51, rue de Boulainvilliers dans le 16<sup>ème</sup> arrondissement, siège de l'U.N.A.D.I.F., le 24 avril à 16 heures. Une heure plus tard, elle fait une halte en l'église Saint Roch à la chapelle des déportés. Puis elle est transportée au 37 de la rue de Bellechasse dans les locaux du Ministère des Anciens Combattants dans la Salle Albert AUBRY. De 18 heures à 22 heures, l'urne est veillée par une garde d'honneur. La première garde d'honneur est assurée par l'A.N.F.R.O.M., la dernière par la F.N.D.I.R. Le lendemain, à 9 heures, elle est transférée à la cathédrale Notre-Dame où elle est placée sur un catafalque dressé au milieu du chœur sous un immense drapeau tricolore tombant des voûtes de la cathédrale. L'urne est au centre de la cérémonie culturelle présidée par l'archevêque de Paris. Elle gagne ensuite l'Arc de Triomphe où elle est exposée devant la tombe du Soldat

Inconnu (de 16 heures à 18 heures 30). Une garde d'honneur est formée par les anciens déportés et internés. Le ravivage est effectué par le Ministre des Anciens Combattants et par le Président National de l'U.N.A.D.I.F.

La Cérémonie de ravivage terminée, l'urne est placée sur un command-car. Elle gagne le Mont Valérien où elle est déposée, à 9 heures 30, dans la crypte inaugurée le 11 novembre 1945, par le général de GAULLE. Cette cérémonie du 25 avril 1954 renvoie à la cérémonie gaullienne du 11 novembre 1945. Elle réactive ce haut lieu de la Mémoire qu'est le Mont Valérien, devenu, depuis 1946, un enjeu entre les gaullistes et le gouvernement de la IV<sup>ème</sup> République. Depuis le 18 juin 1946, en effet, le général de GAULLE a «confisqué le Mont Valérien» en imposant la Chancellerie de l'Ordre de la Libération comme seul organisateur de la cérémonie et en limitant les participants aux «seules personnes représentant les anciens combattants». En transférant une urne des cendres dans la crypte du Mont Valérien aux cotés des 16 Corps inhumés parmi lesquels figurent ceux de deux déportés résistants, le gouvernement tente de se réapproprier ce lieu gaullien de la mémoire. Cette réappropriation qui trouve son prolongement dans la création le 7 mai 1954 d'une Commission exécutive de travail pour l'édification d'un Mémorial dont la création annoncée par le général de GAULLE le 11 novembre 1945 était, depuis lors, suspendue.

La mémoire de la déportation n'a atteint son autonomie commémorative qu'en rompant avec la vision globalisante de la première ère gaullienne (1944/1946). Séduite par cette autonomie d'expression, la F.N.D.I.R.P. rallie la Journée Nationale dès la seconde année (1955).

Le programme des cérémonies nationales conserve cette année-là l'empreinte de ce ralliement. Quatre initiatives ont été rajoutées au programme : une cérémonie officielle à la Sorbonne constituée d'allocutions et d'auditions de poèmes, une cérémonie dans le carré des fusillés du Mont Valérien au Cimetière d'Ivry, un banquet de 600 couverts réservé aux membres des associations de déportés, un pèlerinage à la «butte des fusillés» placé à la suite de la cérémonie devant la crypte du Mont Valérien.

Si les trois premières initiatives ont disparu des programmes dès l'année 1956, il n'en fut pas de même pour le pèlerinage à la «butte aux fusillés» qui connaîtra une grande destinée commémorative.

Le ralliement de la F.N.D.I.R.P. accroît la concurrence entre les deux grandes fédérations (F.N.D.I.R.P. et U.N.A.D.I.F.) ; cette concurrence qui se traduit essentiellement à travers la publication de «messages». L'U.N.A.D.I.F. tente de maintenir son contrôle à travers un organisme dépendant du ministère des Anciens Combattants : le Comité du Souvenir et des Manifestations Nationales. Créé en 1946, afin de remettre de l'ordre dans le calendrier des collectes organisées par les associations d'anciens combattants sur la voie publique, le Comité du Souvenir est une commission de travail de l'Office National des Anciens Combattants. Composé de responsables d'associations d'anciens combattants, le comité fonctionne comme la caisse de résonance du monde combattant. Il met en place un programme qui se déroule sur trois jours. Le Vendredi consacré à la cérémonie en la synagogue de la rue de la Victoire, le Samedi consacré à une Cérémonie religieuse à la chapelle des déportés en l'église Saint-Roch et à une veillée en la salle AUBRY du ministère des Anciens Combattants, le Dimanche enfin occupé par cinq cérémonies : cérémonie en un temple protestant, cérémonie principale devant la crypte du Mont Valérien, messe en la cathédrale Notre Dame, pèlerinage à la clairière des fusillés au Mont Valérien, ravivage de la flamme à l'Arc de Triomphe.

Dès 1956, un flambeau se substitue à l'urne de cendres afin de maintenir un lien entre ces différentes cérémonies. Allumé sur la tombe du Soldat Inconnu le vendredi, le flambeau est présent le samedi en l'Eglise Saint Roch, puis en la salle Albert AUBRY où il est veillé de 18 heures à 20 heures. Le dimanche, il est porté en la cathédrale Notre Dame puis à la crypte du Mont Valérien avant de revenir à l'Arc de Triomphe où il est éteint à 19 heures. De 1957 à 1963, ce programme commémoratif connaîtra trois modifications liées à la création de trois lieux de mémoire de la déportation : le mémorial du martyr juif inconnu, le mémorial de la France combattante et le mémorial des martyrs de la déportation.

L'idée de création d'un «Mémorial du Martyr Juif Inconnu» a été lancée en 1951. La première pierre du monument a été posée le 17 mai 1953. Cette création marque la véritable émergence d'une filiation juive de la déportation. Alors que le monument inauguré en 1949 à la synagogue de la rue de la Victoire, inscrivait la mort des Juifs dans l'ensemble des morts français, le mémorial du martyr juif inconnu inscrit lui la mort des Juifs dans celui de toutes les victimes juives du génocide. L'apparition de cette filiation juive de la déportation suscite de fortes oppositions dans de

nombreux milieux juifs et non juifs. «Il est question d'élever à Paris, derrière l'Hôtel de Ville, un monument à la mémoire de tous les Israélites déportés, victimes de la barbarie nazie. Le secrétaire général craint que la différenciation qui sera ainsi faite parmi toutes les victimes de la barbarie nazie ne desserve plus qu'elle ne servira la mémoire de ceux qui tombèrent dans des conditions si atroces» souligne le bulletin de la F.N.D.I.R.P. en novembre 1952.

A partir de 1957, le mémorial du martyr juif inconnu est inclus dans le programme de la Journée Nationale de la Déportation. Dans la matinée du dimanche «une courte et très digne cérémonie y est organisée». Généralement la cérémonie se déroule sur le parvis du Mémorial. Elle est marquée par un dépôt de gerbes, l'allumage d'une flamme à partir du «flambeau sacré», une minute de silence et la sonnerie aux Morts. Exceptionnellement la cérémonie peut se dérouler en deux temps : une cérémonie sur le parvis, suivie d'une cérémonie dans la crypte avec chant, sonnerie aux Morts, minute de silence et lecture du Kaddiche. Le mémorial s'impose, dès lors, comme le lieu essentiel de la mémoire juive, au travers de cérémonies annuelles, en septembre ou octobre le Hazkara (célébration annuelle à la Mémoire des morts juifs), en avril, la Journée de la Déportation et la commémoration du soulèvement du ghetto de Varsovie. Il s'impose aussi dans la création d'un modèle propre aux cérémonies Commémoratives juives où le discours et la prière tiennent une place prépondérante. Dans la bataille de mémoire feutrée qui oppose, à partir de 1956, les deux lieux que sont la synagogue de la rue de la Victoire et le mémorial du martyr juif, la victoire du second site fut rapidement totale. Elle ne fut entérinée qu'en 1985 par le programme de la Journée Nationale de la Déportation. Le second mémorial est une création éminemment gaullienne.

Le 1er juin 1958, le général de GAULLE devient Président du Conseil. Dès lors et en pleine guerre d'Algérie, il décide d'achever le Mémorial de la France Combattante au Mont Valérien. Le 20 juin 1958, il charge, par arrêté le Colonel PONCHARDIER, de mener à bien la réalisation de ce haut-lieu qu'il inaugure le 18 juin 1960. Dans ce monument grandiose, un long mur de pierres de 100 mètres adossé à la fortification du fort, séparé en son centre par une Croix de Lorraine dans laquelle une ouverture donne accès à une crypte creusée à flanc de coteau, la place de la déportation reste conforme à l'idée que le Général en avait en 1945, une place secondaire diluée dans une mémoire globale. Trois

symboles rappellent la déportation : un seul cercueil contre deux en 1945, une urne de cendres, celle qui fut transférée dans la crypte provisoire en avril 1954 et qui est désormais enfouie au choeur de l'hémicycle de la crypte sous une sculpture d'acier, symbolisant les flammes d'un four crématoire, et un des 16 hauts-reliefs de bronze qui ornent le mur extérieur du Mont Valérien. Oeuvre du sculpteur Henri LOGIFOUL, ce haut relief est suggestif : « Dans un suprême effort, deux mains émaciées tentent d'arracher les barbelés qui lacèrent le coeur torturé sur le calvaire de l'importante cohorte des déportés »<sup>8</sup>. De la crypte, un imposant escalier permet d'accéder à un itinéraire aménagé, « le parcours du souvenir », qui conduit à la clairière des fusillés. La création du Mémorial de la France combattante individualise ainsi deux espaces : « un espace global » qui est le Mémorial de la France combattante avec sa composante gaullienne, croix de Lorraine et inscription de l'appel du 18 juin 1940, et un espace « résistance » qui est le parcours du souvenir et la clairière des fusillés.

Le troisième mémorial est l'oeuvre du Réseau du Souvenir. Il est conçu, dès l'origine, comme « le monument » de toute la déportation française. « Cette crypte est dédiée au souvenir des 200.000 Français, sombrés dans la nuit et le brouillard, exterminés dans les camps nazis de 1940 à 1945 »<sup>9</sup>. Bien qu'aucun texte n'oppose ce mémorial au mémorial du martyr juif inconnu situé à quelques centaines de mètres, la chronologie souligne la concurrence existante entre les deux mémoriaux. La première pierre du mémorial du martyr juif inconnu a été posée le 17 mai 1953, la première démarche du Réseau du Souvenir auprès du Conseil de Paris a été effectuée en septembre 1953. Le 24 juin 1954, ce Conseil vote à l'unanimité « l'érection d'un Monument aux Martyrs de la Déportation sur le territoire de la ville de Paris ». La commission artistique du Réseau choisit un architecte, Georges Henri PINGUSSON. Le 22 mars 1956, l'assemblée municipale de Paris donne son accord pour que le Mémorial soit élevé « à la pointe de l'Île de la Cité, en amont de la Seine, square de l'Archevêché ». Le 30 juin 1956, le ministère de l'Intérieur autorise l'érection du Mémorial et le 13 décembre 1960 le lancement de la souscription publique. Le 10 janvier 1961, un Comité National est créé. Le 11 avril 1962, le corps d'un Déporté inconnu provenant de la nécropole nationale du Struthof est inhumé dans la crypte du Mémorial. Le lendemain, le général de GAULLE, entouré du Premier Ministre et de plusieurs ministres, inaugure ce haut-lieu.

<sup>8</sup> Le Mont Valérien - Le Mémorial de la France Combattante, brochure éditée par le Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants, Paris, 1977, 73 pages.

<sup>9</sup> Le Mémorial des Martyrs de la Déportation. Brochure éditée par le "Réseau du Souvenir", (1963).

Conçu comme une crypte, le Mémorial s'interprète comme un itinéraire initiatique en trois phases auxquelles correspondent trois moments de l'architecture <sup>10</sup>.

<sup>10</sup> Sur l'aspect architectural du Mémorial, il existe plusieurs études :

- "Monuments aux Déportés à Paris", aujourd'hui Art et Architecture N° 39, novembre 1962.
- Mémorial des Déportés à Paris - Formes actuelles, N° 10, janvier 1963.
- A Paris, le Monument aux Martyrs de la Déportation - La construction moderne N° 1, 1963.
- War Memorial, Paris - Architectural Review N° 793, mars 1963.
- War Memorial, Paris - Architectural Design N° 4, avril 1963.
- Paris, Mémorial de la Déportation - A.M.C., La revue d'architecture du Moniteur N° 19, février 1988.

- une phase de silence : la traversée du square dans lequel est construite la crypte permet aux visiteurs de s'éloigner de l'agitation urbaine.

- Une phase de dépaysement : un escalier étroit et raide constitue une transition entre le monde des vivants et celui des morts, véritable « descente aux enfers ». Le monde extérieur s'évanouit et l'on pénètre dans un espace replié sur lui-même, intemporel, où interviennent uniquement l'eau et le ciel. La relative hauteur des parois hostiles et nues contribue à créer une sensation de claustrophobie. PINGUSSON reconstruit, ce faisant, la notion de lieu de détention : un endroit fermé, situé dans la ville mais avec laquelle l'usager ne peut plus avoir de contact, ce qui exacerbe son désir de liberté. Le parvis se veut un lieu ambigu, à la fois ouvert et fermé.

- Une phase de présence : après un étroit passage entre les deux murailles, le visiteur est confronté au souvenir matérialisé par la lueur unique qui brille au fond de la galerie.

La qualité de l'espace, sans véritable équivalent dans l'architecture occidentale frappe. Elle présente une limite essentielle : cette crypte n'est pas faite pour les manifestations spectaculaires. Elle est un lieu de pèlerinage et de méditation. Le choix architectural impose le silence et le recueillement. Tout naturellement, la crypte de l'Île de la Cité accueille, à partir de 1963, la veillée de la Journée de la Déportation et se substitue à la salle Albert AUBRY.

Dès lors et pour vingt ans, le programme de la Journée de la Déportation connaît une fossilisation apparente que perturbe la bataille de Mémoire dont l'enjeu est le Mont Valérien. Au Mont Valérien, la cérémonie de la Journée Nationale de la Déportation a, en effet, dû s'adapter à la nouvelle géographie de la mémoire. Entre le mémorial de la France combattante et la clairière des fusillés, la bataille fait rage. La période gaulliste (1962/1974-75) est marquée par la prépondérance du premier de ces espaces-mémoire.

La cérémonie du Mont Valérien du dernier dimanche du mois d'avril se déroule en deux temps : une cérémonie

principale, organisée devant le mémorial de la France combattante. Elle est calquée sur celle du 18 juin : en présence de troupes de la garnison de Paris, les participants prennent place devant la porte de la crypte et assistent aux gestes traditionnels : dépôts de gerbes, ravivage de la flamme avec le «flambeau sacré», Chant des Partisans exécuté par une musique militaire. Puis se déroule une cérémonie secondaire, «un cortège se forme ensuite, ayant à sa tête les drapeaux des associations, et les personnalités officielles et se rendra en pèlerinage sur le terre-plein de la butte des fusillés». Le passage entre la mémoire globalisante gaulloise et la mémoire résistante est marqué par le changement de porteur du «Flambeau Sacré». Du mémorial de la déportation de l'Île de la Cité jusqu'au bouclier de la flamme du mémorial de la France Combattante, le flambeau est porté par l'A.N.F.R.O.M. De la crypte du Mémorial à la clairière des fusillés et jusqu'à l'Arc de Triomphe, le flambeau est porté par l'Association des familles de fusillés et massacrés de la Résistance dont la présidente d'honneur est Madame Gabrielle PERY.

A partir de 1975, la cérémonie secondaire se développe en se diversifiant.

Un geste symbolique est ajouté au programme en 1977 : la plantation d'un rosier qui porte le nom de «résurrection» par le Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants. Deux années plus tard, sous la présidence du Premier Ministre se déroule dans la clairière une véritable cérémonie d'une durée de 30 minutes, avec le salut des couleurs, la lecture d'un poème, le «Chant des Marais» et le «Chant des Partisans» interprétés par une chorale de petits chanteurs et non par une chorale militaire, un dépôt de gerbe par des enfants, la sonnerie aux Morts et la minute de silence. Dès lors, l'espace commémoratif de la clairière se structure. Au centre de l'espace, autour de la «dalle sacrée», prennent place les présidents des grandes associations du monde de la déportation, les présidents des deux associations des familles de fusillés ainsi que le président du comité national du martyr juif inconnu. Tout autour de ce premier espace, au pied de 14 bannières sur lesquelles sont inscrits 14 noms de camps de déportation prennent place les présidents des amicales de camp.

Le 29 avril 1984, la victoire de l'espace-résistance est totale. La cérémonie devant le Mémorial dure moins de 30 minutes (entre le premier dépôt de gerbes et le départ du

Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants pour la clairière), la seconde cérémonie dure 55 minutes (entre l'arrivée du Secrétaire d'Etat pour la clairière et son départ du Mont Valérien). La mémoire de la déportation a définitivement coupé ses liens avec «l'imaginaire gaullien».

\*\*\*

\*\*

En cette année 1984, alors que triomphe, dans le domaine commémoratif la composante résistante de la déportation, la participation aux cérémonies nationales à Paris est en décroissance. Depuis cinq ans, la messe traditionnelle de la Déportation a déserté la grande nef de la cathédrale Notre-Dame pour l'espace plus réduit de l'église Saint-Louis des Invalides.

Une profonde cassure s'est développée entre la commémoration de la déportation et la perception que l'opinion publique a de l'histoire de cette déportation. On commémore la déportation résistante, alors que les Français, dans leur majorité, assimile déportation et shoah. Cette assimilation est l'aboutissement d'un lent processus dont Henri ROUSSO a fixé la chronologie <sup>11</sup> et dont la création d'une Journée Nationale, du 16 juillet est la concrétisation.

<sup>11</sup> Henri ROUSSO, l'ouvrage cite les événements jalons de ce réveil de mémoire.

- 1956 - publication du livre de SCHWARTBART "Le dernier des justes".

- 1972 - projection du "chagrin et la pitié" la rupture essentielle : la guerre des six jours (juin 1967) et la conférence de presse du général de Gaulle (27 novembre 1967).



Maurice CLING  
Déporté à Auschwitz  
et à Dachau  
(France)

## Génocide et Déportation : rapports et spécificités (\*)

Il faut savoir gré à la Fondation Auschwitz d'avoir inscrit à son ordre du jour le problème qui nous occupe. On voit en effet apparaître un certain nombre de distorsions et de confusions sur lesquelles il convient de s'interroger, en raison de l'importance des enjeux, en particulier certaines études qui, arguant de sa spécificité, tendent à isoler de la Déportation le génocide des juifs et des Tziganes <sup>1</sup>, notamment par le biais de l'opposition entre camps de concentration et camps d'extermination. Nous nous proposons d'examiner cette distinction et ses implications historiques.

### 1) Questions de terminologie

Sachant que la terminologie est souvent révélatrice des présupposés, nous suggérons d'aborder le problème sur ce plan avant d'en venir aux deux termes en question.

<sup>1</sup> Dans cette étude, *génocide*, sauf spécification, désigne le génocide des prétendues races inférieures.

L'image de la Déportation et des déportés a évolué au cours de la guerre et depuis en fonction des informations disponibles et de l'état de l'opinion publique. Témoin le mot «déporté», qui signifie à l'origine «condamné à la déportation» <sup>2</sup>. Il désigne en français un détenu étranger dans les camps nazis, puis tout détenu dans ces camps, enfin tout survivant après la seconde guerre mondiale et jusqu'à nos jours. Ainsi, de la peine politique infamante, on est passé à la valorisation des souffrances.

<sup>2</sup> «Peine politique afflictive et infamante, qui consiste dans le transport définitif du condamné hors du territoire national français». (*Petit Robert*, 1989).

(\*) Communication prononcée le 26 novembre 1992 à la commission «Milieux de Mémoire - Survivants/Héritiers». (Président de séance : M.P. Marcq, Recteur de l'U.C.L.).

Dans les années qui ont suivi la libération des camps, on utilisait indifféremment «bagne», «camp», «camp nazi», «camp d'extermination», «camp de la mort», «camp de la mort lente». Ce n'est que progressivement et assez récemment que la prise de conscience d'une spécificité du géno-

cide a conduit les historiens à distinguer deux types de camp, camps de concentration et camps d'extermination, séparant ainsi clairement les deux composantes de la Déportation au sens large. C'est cette différenciation que nous retenons en première analyse : résistants d'une part, et de l'autre victimes du génocide <sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Cette dichotomie laisse à désirer. Nous l'utilisons en première approche pour la commodité. Elle sera critiquée plus loin.

## **2) Articulation camps de concentration / camps d'extermination**

Le système du camp de concentration est bien rodé depuis huit ans quand le camp d'extermination en reprend le modèle. Il y trouve les cadres expérimentés dont il a besoin. Le système clos implanté dans une zone interdite assure au génocide le secret d'État, comme celui des basses oeuvres de la répression politique ou de la fabrication des armes secrètes l'assure au camp de concentration.

C'est le cas de l'«opération Reinhard» (Treblinka, Belzec, Sobibor, Chelmno) qui couvrait le Gouvernement Général et le Warthegau, dont les camps étaient tous placés sous l'autorité de la Gestapo. Dans les cas les plus élaborés, Maïdanek et surtout Auschwitz, on ne peut séparer le camp d'extermination du camp de concentration en raison de l'interpénétration des deux systèmes, outre le fait qu'ils constituent des composantes d'un système qui les dépasse, lui-même partie intégrante d'un appareil d'État gigantesque et hautement structuré.

Chacun utilise les ressources et les services de l'autre pour satisfaire ses besoins, comme en témoignent les exemples suivants, empruntés à Auschwitz :

1°) le pillage à grande échelle des effets des victimes ne peut se concevoir sans un énorme secteur annexe destiné à les entreposer, les trier, les expédier (plus de 30 baraquements) ;

2°) le camp d'extermination sert accessoirement à l'élimination des détenus cachectiques, blessés, malades, du camp de concentration, outre les «indésirables» et opposants politiques de la région;

3°) dans le domaine économique, on prélève sur les convois qui arrivent au camp d'extermination les quantités de main-d'oeuvre nécessaires au fonctionnement de l'ensemble et aux entreprises SS ou autres des environs.

Qu'il suffise ici de citer deux exemples de la polyvalence de ces services : le «service politique», parmi ses diverses activités, s'occupait à la fois des dossiers personnels des détenus, de la sécurité des camps, et de la gestion des fours crématoires ; le «service de l'administration économique» s'occupait aussi bien des finances, du chauffage, que de «l'entretien et la conservation des bâtiments d'habitation et des fours crématoires»<sup>4</sup>, en même temps qu'il contrôlait le *Canada* (secteur où étaient triés les vêtements et les biens personnels des victimes) et l'approvisionnement en nourriture et en vêtements des détenus et des SS. Impossible, on le voit, de séparer camp de concentration et camp d'extermination dans la réalité du fonctionnement.

<sup>4</sup> MICHALAK (1986), p. 41.

Birkenau a été conçu au cours de l'été 1941 comme un camp pour 100.000 prisonniers de guerre, manifestement pour des Soviétiques. C'est en janvier 1942 qu'y commença l'extermination des juifs. Rappelons que le plan du 15 août 1942 prévoyait la construction d'un complexe pour 200.000 prisonniers de guerre, outre les installations d'extermination. On y comptait en 43-44 près de 21.000 Tziganes et (surtout des juifs) 13.000 détenus au camp des hommes, 2.500 malades à l'hôpital, environ 5.000 détenus en quarantaine, 5.000 au camp «familial», près de 60.000 femmes (hongroises, en majorité) et en septembre 1944, 27.000 dans un autre secteur, etc. A quoi il convient d'ajouter les filiales agricoles et industrielles qui avaient recours à ce vivier de main-d'oeuvre disponible.

Birkenau ne fut donc nullement un pur camp d'extermination dans sa globalité. On voit qu'il n'a cessé, par ses dimensions, ses effectifs, ses projets d'extension, de constituer aussi un des plus grands camps de concentration du régime hitlérien, même si une part des effectifs était promise à l'extermination (camp des Tziganes, camp «familial», etc.) à plus ou moins long terme. Si un camp d'extermination se définit par sa finalité et son autonomie, tels Belzec et Sobibor, un camp de concentration se définit de même, et ce fut le cas d'Auschwitz I, qui fut un camp de concentration de 1940 à 1945. Le centre d'extermination<sup>5</sup> fut implanté au camp de concentration de Birkenau dans le cadre de la «solution finale», et dans ce camp mixte les diverses fonctions n'ont pas cessé de coexister ensuite, certaines se développant ou se réduisant au sein de l'ensemble selon l'importance des besoins, régionaux pour la main-d'oeuvre, européens pour le génocide.

<sup>5</sup> HILBERG (1985) utilise les expressions «opérations mobiles de tuerie» et «centres de mise à mort». On sait que la locution «camp d'extermination» n'existait pas dans la terminologie hitlérienne, ce qui est significatif.

### 3) Évolution d'un concept : camp d'extermination

Nous avons accepté dans une première phase le concept de «camp d'extermination», en nous limitant surtout à Auschwitz. Une analyse plus serrée fait apparaître qu'il n'est pas moins sujet à caution que «déporté» ou «déportation».

Rappelons, d'un point de vue historique, que le régime nazi a secrété dès le début le système concentrationnaire de sinistre mémoire. Même si les formes initiales des «camps sauvages» furent diverses, le système répressif nouveau était fondamentalement présent partout, dans les finalités comme dans les principes d'organisation. C'est là que furent formées les troupes d'élite SS qui devaient s'illustrer à la fois dans les camps de concentration et dans l'entreprise d'extermination. Rappelons aussi que celle-ci visa d'abord les malades mentaux allemands dès 1939, et qu'une certaine technologie était dès lors disponible, en même temps qu'un personnel qualifié<sup>6</sup>. C'est seulement après le déclenchement de la guerre, avec l'invasion de l'URSS, que la politique antijuive du régime changea radicalement. En Pologne occupée, on avait procédé au regroupement en ghettos en vue d'une éventuelle expulsion. On passe ici à la «solution finale», confiée d'abord aux tâtonnements des *Einsatzgruppen*<sup>7</sup>, qui sévirent en URSS occupée, exécutant soulignons-le à la fois les juifs et les cadres politiques soviétiques. Ce n'est qu'après ces nombreuses «expériences» que les inconvénients divers des méthodes improvisées conduisirent à la création des camps d'extermination en Pologne orientale, à des fins déterminées.

Dans l'usage courant du terme, «camp d'extermination» a pris une extension abusive. Alors qu'il s'agit de formes d'organisation du processus historiquement datées et à fonction régionale dans le cadre du génocide européen, l'expression a fini par englober la totalité des installations de ce genre, même quand le cas est sensiblement différent. Ce qui a permis d'opposer deux catégories, et deux catégories seulement, qui seraient représentatives, l'une des déportés résistants (les camps de concentration), l'autre des déportés «raciaux» (les camps d'extermination). Cette dichotomie est contestable.

Voyons les choses de plus près : Treblinka, Chelmno, Sobibor et Belzec constituent des centres autonomes, de conception provisoire, destinés à remplir leur fonction de

<sup>6</sup> La plupart des commandants des camps d'extermination avaient appartenu aux services d'euthanasie (HILBERG, 1985, p. 777).

<sup>7</sup> Commandos («groupes spéciaux») chargés des massacres de juifs, communistes, etc, sur les arrières de la Wehrmacht.

<sup>8</sup> Cf. KOGON (1984), ch. 6, pp. 135-175.

«nettoyage» dans le cadre régional polonais, puis à disparaître sans laisser de traces <sup>8</sup>. L'opération terminée, le camp rasé, les installations démontées, on sait qu'il était en général procédé au reboisement du site. Ces camps répondent seuls à la définition stricte du camp d'extermination. A Maidanek et à Auschwitz, on a greffé la fonction d'extermination sur des camps importants préexistants.

Le contraste est frappant entre le caractère provisoire de ceux-là et le béton de celui-ci, manifestement à vocation continentale et durable. Auschwitz constitue un gigantesque complexe couvrant 40 kilomètres carrés, situé au coeur d'un réseau de routes, de voies ferrées, d'entreprises industrielles et agricoles, de casernes SS. L'ensemble n'évoque guère un camp de concentration classique, encore moins un camp d'extermination tel que Belzec ou Chelmno (qui ne mesurait que 275 mètres sur 263, et où périrent au moins 150.000 victimes). Il suffit, pour s'en convaincre, de consulter la carte publiée dans *Auschwitz* <sup>9</sup>, où convergent vers Birkenau des flèches provenant de dix-sept pays d'Europe.

<sup>9</sup> Ouvrage cité.

Auschwitz apparaît avant tout comme un immense conglomérat lié aux projets nazis de germanisation de «l'espace vital» à l'est, de «purification» biologique, c'est-à-dire de génocide des juifs, des Tziganes, puis des Slaves <sup>10</sup>. Comme dans une machine bien huilée, les divers organes fonctionnaient simultanément, imbriqués les uns dans les autres, chacun dans son domaine. Dans le même temps où les quatre grands «crématoires» crachaient leur fumée sinistre, les spécialistes traçaient les plans de l'extension du camp, les *Kommandos* partaient au travail vers les usines ou les mines, les convois attendaient leur tour.

<sup>10</sup> BÉDARIDA (1989), p. 150.

Certes, on peut concevoir que le caractère abominable du génocide industriel incite certains à privilégier cette fonction exterminatrice au point qu'elle envahit Birkenau et occulte le reste, de même que pour d'autres les camps d'extermination ne concerneraient que les juifs, alors qu'y moururent aussi des Polonais et des Soviétiques (civils et prisonniers de guerre), et des Tziganes. On ignore souvent que les installations d'extermination de Birkenau, «Canada» compris, n'occupaient qu'environ 10% de la surface du camp.

C'est selon nous le passage de l'extermination du stade régional (Treblinka, Belzec) au stade européen qui a fait

abandonner le modèle de camp spécifique éphémère (le camp d'extermination) au profit d'une formule plus adaptée aux nouveaux besoins : l'insertion dans un camp de concentration (Maïdanek) ou dans un complexe concentrationnaire (Auschwitz). Un tel changement met en question le concept extensif de «camp d'extermination» généralement accepté. Birkenau, dans cette perspective, se situe donc au point d'aboutissement de l'évolution des techniques d'extermination nazies, depuis les fusillades, les camions à gaz de Chelmno, les essais divers d'industrialisation, jusqu'à la formule définitive réalisée <sup>11</sup>. Le camp d'extermination disparaît ici en tant qu'entité et se transforme en secteur au sein d'un complexe qui, lui-même, dépasse le camp de concentration par son échelle et ses fonctions. Le concept nouveau qui englobe les deux catégories dispose dorénavant d'une logistique bivalente.

L'esprit inventif des organisateurs nazis a conçu un archi-modèle plus adapté et plus économique que camp de concentration et camp d'extermination séparés, pour lequel la terminologie actuelle ne comporte aucun terme. Dans cet ensemble, on l'a vu, le secteur du génocide ne constitue qu'un «service», important certes, et «spécial» à plus d'un titre. Si on essaie de pénétrer la psychologie d'un Rudolf Hoess, commandant du camp (1940-43), d'après ses mémoires et ses dépositions devant le Tribunal de Nuremberg, il apparaît clairement, au risque de choquer certains, que l'administrateur nazi modèle, s'il est d'abord fier de cette mission exceptionnelle, ne se sent pas moins d'abord le chef d'une entreprise gigantesque (la construction du camp d'Auschwitz IV ne fut stoppée que par l'avance des troupes soviétiques) : «Or, la construction et l'agrandissement du camp étaient ma tâche essentielle et devaient le rester au cours des années suivantes, *même lorsque d'autres besoins vinrent s'y ajouter* (\*)». C'est à cette tâche que je vouai tout mon temps, toutes mes pensées. C'est à elle que je devais subordonner tout le reste, car c'est seulement ainsi que je pouvais diriger l'ensemble» <sup>12</sup>.

Nul ne songe à nier la spécificité du génocide des «races inférieures» et en particulier celui des juifs. Il est manifeste que le caractère «racial» de l'extermination entraînait la mort de la totalité du groupe humain concerné, à la différence du résistant qui était généralement puni pour son action personnelle ou pour le danger qu'il représentait pour le régime. D'autre part, l'assassinat en masse dans les installations d'Auschwitz conçues à cet effet, l'organisa-

<sup>11</sup> Une citation intéressante figure dans *K. L. Auschwitz* (ouvrage cité, p. 36) : «En été 1941 Himmler eut une conférence avec le commandant Hoess, au cours de laquelle il lui déclara : «Les centres d'extermination déjà existants dans la zone orientale ne sont pas en état de mener jusqu'au bout les grandes actions qui sont projetées. C'est donc dans ce but que j'ai choisi Auschwitz, d'abord à cause de sa situation favorable du point de vue des communications, et ensuite parce que l'emplacement destiné à une action semblable peut facilement être isolé et camouflé dans cette région.»»

(\*) souligné par l'auteur.

<sup>12</sup> HÖSS (1959), p. 143. Citons également : «Selon la volonté de Himmler, Auschwitz était destiné à devenir le plus grand camp d'extermination de toute l'humanité», p.199. A mon sens, cela signifie en clair que dans le complexe d'Auschwitz devait être implanté le plus grand centre d'extermination du monde.

tion des transports ferroviaires à l'échelle européenne, l'exploitation des cadavres et des effets «récupérés», ont frappé à juste titre l'opinion mondiale en 1945, tout autant que le nombre supposé de victimes. Il est incontestable que le sort des juifs dans le régime nazi fut le pire de tous et que - globalement parlant, et non au niveau local ou individuel - même dans les camps de concentration, les résistants ont connu un taux de mortalité bien moins élevé, et des conditions généralement moins dures que les «sur-sitaires» juifs, sans parler des persécutions, des ghettos et même du retour - pour ceux qui revinrent dans leur pays.

Le fond du problème est ailleurs. Isoler un phénomène pour le décrire - phénomène spécifique lié à un certain groupe humain - ne devrait pas entraîner de coupure radicale, voire d'opposition, avec l'ensemble dans lequel il s'insère, ensemble servant une politique gouvernementale déterminée et ensemble administratif qui contrôle son application concrète. De même qu'à Auschwitz la fonction exterminatrice était étroitement imbriquée à toutes les autres, on l'a vu plus haut, de même l'articulation de l'antisémitisme avec les autres composantes de l'idéologie nazie doit être mise en lumière.

#### **4) Un but de guerre peut en cacher un autre**

Curieusement, puisqu'il s'agit d'un régime qui avait fait du mensonge et de la fourberie une méthode de gouvernement, on prend souvent pour argent comptant l'idéologie hitlérienne telle qu'elle se présente, au lieu de s'efforcer d'analyser les raisons pour lesquelles elle était construite ainsi en vue de fanatiser les masses.

On sait que dans cette idéologie les «races inférieures» (en l'occurrence, juifs et Tziganes) sont considérées comme indignes de vivre, danger mortel pour la «race supérieure», leur anéantissement étant présenté comme une mesure de purification en même temps que de sécurité. La place centrale assignée au Juif (le singulier archétypal est très significatif) s'explique par le fait que ce groupe humain est traditionnellement porteur en Europe chrétienne d'une charge symbolique intense et qu'il est assez aisé de le diaboliser. C'est donc lui qui va constituer la clef de voûte de l'idéologie hitlérienne. «On a besoin d'un ennemi visible», déclarait Hitler. Il aurait pu ajouter «et vulnérable», en raison de l'antisémitisme ambiant. La politique antijuive désigne le bouc émissaire, l'isole, l'ostracise, le détruit

moralement, avant de l'exterminer. L'anéantissement des femmes, enfants et vieillards se justifie dans ce cadre par une théorie raciale qui exige l'élimination du sang criminel en soi : l'enfant est ici aussi coupable que l'adulte, le grabataire que le malade mental, coupable du crime d'exister.

La politique antisémite, outre son rôle de diversion, renforce la cohésion de la communauté mythifiée en substituant la lutte des races à la lutte des classes<sup>13</sup> : la prétendue race juive est le pendant nécessaire de la «race des seigneurs». Elle en exalte la supériorité biologique par l'abaissement corollaire des réprouvés ; dans le même temps, elle terrorise la population par le spectacle du sort réservé aux ennemis de l'État ; elle permet enfin, à travers le mythe du Juif qui tire les ficelles de toutes les menaces et de tous les fléaux, de salir, par amalgame, opposants politiques et ennemis extérieurs. D'où le slogan célèbre : «Les juifs sont notre malheur», qui porte en lui la conséquence inéluctable qu'est le génocide, lorsque les conditions générales en seront réunies. De l'anéantissement dans les mots, le régime passera à l'anéantissement dans les actes.

<sup>13</sup> POLITZER (1984), p.99.

Il est clair que la menace juive contre le régime était une pure fiction mise en scène en 1933 par les nazis pour justifier leur entreprise globale. Dans la politique générale du gouvernement hitlérien aux ambitions démesurées, une place privilégiée était donc assignée à la politique antisémite ; mais ce sont les mêmes dirigeants qui concevaient l'ensemble, même si des services spécialisés distincts assuraient l'exécution des décisions. De ce point de vue, *la politique raciale n'est pas foncièrement étrangère à la répression politique*, contrairement à ce que tendraient à laisser croire les analyses évoquées plus haut. Nous avons montré l'articulation des camps de concentration et des camps d'extermination au niveau de l'exécution, et on pourrait aussi citer, dans le même ordre d'idées, le cas exemplaire d'un Barbie qui, dans son rôle de policier nazi, pourvoyait *à la fois* le camp de concentration (les résistants) et le camp d'extermination (les enfants d'Izieu) au sein de la SIPO-SD de Lyon, étant responsable *à la fois* de la section IV (affaires juives) et de la section VI (Résistance)<sup>14</sup>.

<sup>14</sup> LAMBERT (1991), p. 224.

On ne saurait donc faire l'économie de la mise en perspective de la politique antijuive du régime nazi, c'est-à-dire son intégration à l'ensemble qui lui donne son véritable sens, sous peine d'être dupe des manipulations idéolo-

giques dans lesquelles ses dirigeants étaient passés maîtres. Elle masque des objectifs plus généraux en tant qu'instrument idéologique fondamental. Vues sous cet angle, la persécution raciale et la répression des adversaires politiques s'inscrivent dans un projet qui articule à ses propres fins la spécificité de chacune.

## 5) Premières conclusions

1 - Auschwitz se situe au dernier stade d'une évolution *historique* de la politique raciale du nazisme, la phase de la «solution finale» à laquelle furent également voués les Tziganes (en France, c'est le Commissariat général aux Questions juives qui en fut chargé <sup>15</sup> : mais il est clair qu'outre ceux-ci et les prisonniers de guerre soviétiques sur qui avait été expérimenté le gaz, les immenses installations (chambres à gaz et crématoires) pouvaient servir pour les suivants sur la liste, à savoir les Slaves. Maïdanek, et surtout Auschwitz, étaient liés à un projet planétaire de remodelage de l'espèce, de «purification» dépassant cette «solution finale» elle-même, dont seules les installations auraient été conservées.

2 - Auschwitz se situe d'autre part au terme d'une évolution *technique* des méthodes d'extermination utilisées en Pologne puis en URSS par les *Einsatzgruppen* en 1940-41, après la formation des tueurs dans le système concentrationnaire depuis 1933 et l'expérimentation sur les malades mentaux allemands à partir de 1939. Hoess, lui-même, avait été formé à Dachau, puis à Sachsenhausen, avant d'être nommé commandant d'Auschwitz en 1940. Ce fut là qu'en raison des conditions locales, des plans de Himmler et des compétences des exécutants, la machine à exterminer atteignit un degré maximal d'efficacité.

3 - Toutefois, aussi performante qu'elle ait pu être, on ne doit pas perdre de vue qu'elle ne constitua qu'un élément d'une organisation étendue à l'échelle *européenne*, mettant en jeu des gouvernements, des polices, des administrations, des ministères, des réseaux ferroviaires, des camps de regroupement à plusieurs niveaux, des prisons, des ghettos, des détachements militaires, des installations économiques pour la «récupération» des effets et des biens des victimes. Si Auschwitz paraît immense aux yeux du visiteur en tant que complexe concentrationnaire, c'est un endroit infime à l'échelle continentale que celui qui vit mourir ici plus d'un million de victimes. On reste médusé devant la perfection d'une machinerie qui, dans son stade le plus artisanal (le *bunker*

<sup>15</sup> BOUAZIZ (1976), p. 115.

2 de Birkenau), pouvait déjà gazer des dizaines de milliers de personnes dans une coquette maison paysanne de quatre pièces, et qui exigeait aussi peu de personnel : à Chelmno, vingt SS et cent cinquante gendarmes <sup>16</sup> suffisaient à la tâche.

<sup>16</sup> BRILLE (1976), p.150.

\*\*\*

\*\*

Auschwitz doit donc être replacé dans le cadre historique, technique et surtout politique de l'entreprise nazie colossale dont il est le rouage terminal, que la charge affective et spectaculaire inouïe du plus grand crime de l'histoire et son caractère industriel et étatique ont gravé dans les mémoires.

Nous avons souligné à plusieurs reprises les glissements sémantiques que présentent les vocables étudiés plus haut. Constatons maintenant que peu des mots concernés sortent indemnes de l'analyse. «Déporté» et «déportation» présentent successivement et simultanément plusieurs acceptions. Si «camp de concentration» renvoie à un concept assez bien défini, «camp d'extermination» - à partir de ces premiers camps de Pologne - a élargi son acception, comme on l'a vu plus haut. Non seulement, pour bien des locuteurs, l'expression couvre des centres d'extermination (de Chelmno à Birkenau), mais de proche en proche, et en raison de la phase «sauvage» de l'extermination et des multiples massacres qui se sont poursuivis jusqu'à la fin de la guerre, elle équivaut tout simplement pour beaucoup au théâtre du génocide des juifs, ce qui ne correspond pas à la réalité historique. De surcroît, dans l'usage courant et relâché, en raison de la charge émotive de ces vocables, on a utilisé et on utilise encore sans discrimination «camp de concentration» et «camp d'extermination» en songeant à la «mort lente», l'extermination par le travail.

En ce qui concerne Auschwitz, il importe d'éclairer sa lanterne, tant le nom peut avoir d'acceptions. Nous distinguons quatre niveaux :

1 - Auschwitz, camp central, distinct de Birkenau (respectivement Auschwitz I et Auschwitz II) ;

2 - Auschwitz en tant que complexe concentrationnaire (Auschwitz I, Auschwitz II, Auschwitz III) ;

3 - Auschwitz en tant que théâtre et symbole du génocide des juifs (et, pour certains, des Tziganes) ;

4 - Auschwitz en tant que symbole de la Déportation dans son ensemble (représentant tout le système des camps de concentration et des camps d'extermination, etc).

Une telle extension progressive du concept «Auschwitz» n'a au reste rien pour surprendre. Il reste fort peu de traces et de témoins des camps d'extermination - et pour cause ! -, et encore moins des massacres sauvages organisés par les *Einsatzgruppen*, alors que les vestiges du centre d'extermination de Birkenau et les documents et objets découverts en 1945 continueront longtemps de hanter les générations à venir.

De la même manière que les tâtonnements et les premières phases de la persécution antisémite en France, par exemple, laissent place à la vision des wagons à bestiaux bourrés de victimes, dernière image concrète des déportés; les enfants d'Izieu symbolisent dorénavant tous les enfants juifs assassinés. Qu'enfin le nom d'Auschwitz éclipe les autres formes du génocide et, en quelque sorte, le résume (aux dépens de la rigueur historique, qui n'est pas pertinente en l'occurrence), relève de nécessités psychologiques évidentes. Ne pouvant saisir dans sa totalité réelle l'événement multiple, complexe, immense, l'esprit humain le désigne par la symbolisation immédiatement accessible à tous.

C'est en raison du rôle majeur que le nazisme lui avait confié qu'y furent réunies toutes les fonctions de la Déportation, et c'est à juste titre que l'UNESCO l'a classé dans son «patrimoine culturel mondial» comme représentatif de l'événement historique. Aucun autre camp nazi n'approche de sa signification en raison de sa fonction exterminatrice européenne.

Symbole désormais établi, Auschwitz illustre aussi l'articulation du génocide au sein du système concentrationnaire, comme nous nous sommes efforcés de le montrer plus haut. La compréhension d'une politique mondiale, de ses instruments idéologiques, de ses services techniques, donne tout son sens au phénomène «Auschwitz» et à l'entreprise d'extermination. C'est à la fois à ce niveau le plus élevé et au niveau concret du camp de concentration et des divers instruments d'exécution de la «solution finale», qu'on vérifie cette articulation des deux composantes, sans que l'une ou l'autre perde sa spécificité. On découvre alors que l'opposition entre les deux types de camp, qui masque mal l'opposition que certains veulent établir entre résistants

(voire héros) et victimes (voire «innocents») <sup>17</sup>, constitue un faux problème puisqu'au-delà des aspects techniques de la différence entre Belzec et Birkenau, il semble que la question se pose davantage en termes de *fonctions au sein du système*. On ne peut pas plus dissocier le centre d'extermination de Birkenau du complexe d'Auschwitz, que séparer l'antisémitisme de l'idéologie hitlérienne, la fonction de la politique raciale de la politique nazie dans son ensemble, ou la résistance «aryenne» de celle des juifs, là et ailleurs, en dépit de conditions souvent particulières. Politique de répression et politique d'extermination n'apparaissentelles pas dès lors comme *complémentaires* ? Chacune, dans son domaine, participe en définitive des mêmes fins dernières.

<sup>17</sup> On se souvient de la polémique, au procès Barbie, sur la notion de «crime contre l'humanité».

Ainsi serait restituée l'unicité de la Déportation au sens d'univers concentrationnaire, de concept de «civilisation» nazie. Même si des formes spécifiques transitoires de l'extermination ont existé (parmi lesquelles figure le camp d'extermination au sens propre du terme), Auschwitz, pour les raisons qu'on a indiquées, demeurera selon toute vraisemblance à la fois le symbole du génocide des prétendues races inférieures et, au-delà, de la Déportation tout entière.

## 6) Singularité et universalité

Quant au message évoqué dans le thème proposé par la Fondation Auschwitz, nous suggérerons quelques éléments de réflexion. Notons d'abord que la formulation ne nous semble pas tout à fait satisfaisante :

1 - Elle distingue l'expérience de la Déportation et des camps de concentration, du «phénomène génocidaire» que constituent les camps d'extermination alors qu'il s'agit dans les deux cas de phénomènes historiques.

2 - Elle distingue aussi le message *universaliste* de la première, de la *singularité* du second, alors que le message (au sens d'enseignement à tirer ?) peut être cherché dans l'une comme dans l'autre. Parallèlement, le message du génocide, s'il est singulier, n'est pas moins universel de ce point de vue. Mais à la différence de celui du système des camps de concentration, c'est par définition le racisme qui le caractérise, théorie elle-même insérée dans l'idéologie globale du nazisme. Parce que le racisme touche aux postulats de la civilisation et de la démocratie (qu'on songe à la

célèbre formule nazie : « rayer 89 de l'histoire »), il ressort donc directement aux mêmes valeurs universelles bafouées dans les camps de concentration. On peut parler, en ce sens, d'articulation du génocide et du camp de concentration quant à la signification morale.

En ce qui concerne la singularité du système concentrationnaire nazi - même si on peut trouver des antécédents<sup>18</sup> - il est incontestable qu'il constitue un phénomène tout à fait original dans l'histoire moderne quant à ses conceptions, son organisation et surtout ses finalités<sup>19</sup>. Inutile d'épilo-guer sur ces aspects qui sont largement connus. Il en résulte que ce système concentrationnaire en tant que tel apparaît comme aussi singulier en tant que phénomène que le génocide des prétendues races inférieures. Cette singularité, qui relève du caractère inédit du régime dans son ensemble, n'interdit nullement d'y trouver un message universel du point de vue du droit et de l'éthique : négation de la dignité et de la fraternité humaine, du droit à la vie, des droits de l'homme en général, par référence aux valeurs universelles.

On notera que l'imbrication soulignée dans le fonctionnement des camps de concentration et des camps d'extermination (ou des centres d'extermination) se retrouve dans le domaine des valeurs. On peut aussi ajouter que l'extermination « industrielle » ébauchée dans *Mein Kampf*, est en quelque sorte produite par la logique du camp de concentration, qu'elle est l'aboutissement d'un système social dans lequel le camp de concentration est non seulement possible, mais indispensable, qui a poussé l'horreur au-delà même de l'entendement humain, c'est-à-dire des repères que l'homme s'est construits au cours des âges.

## 7) Quel message pour l'avenir ?

Ces réflexions formulées, il convient de s'efforcer, à partir des deux composantes et au-delà d'elles, d'esquisser le message de la Déportation tout entière. Si on peut parler de son unicité, en effet, on doit pouvoir formuler à ce niveau un message de synthèse.

En premier lieu, l'opposition largement répandue entre **héros** (« aryens ») de la Résistance poursuivant la lutte patriotique jusque dans les camps et **victimes** (juives) marchant docilement vers l'abattoir doit être mise en question à la lumière des connaissances historiques. Elle a suscité dans le passé bien des tensions et une amertume certaine

chez les survivants juifs et les familles des disparus. Au reste, elle est paradoxalement renforcée par l'image de la «*Shoah*», que répandent certains milieux religieux juifs : les déportés «raciaux» sont présentés en victimes marchant vers l'autel en chantant leur foi en Dieu, et les flammes de Birkenau mystiquement transformées en flammes de l'holocauste du temple de Salomon <sup>20</sup>.

<sup>20</sup> WIESEL («Le silence de Birkenau» in *Auschwitz-Birkenau*.

Certes, il y eut des degrés dans la souffrance, une multitude de situations différentes, entre catégories de détenus, entre camps, au sein du même camp, et au sein des diverses catégories. Mais le fait d'avoir beaucoup plus souffert (statistiquement parlant) que les autres n'autorise pas à s'enfermer dans une sorte de tour d'ivoire du martyr, et, dans certains cas, à considérer avec une désinvolture choquante l'engagement et les souffrances des déportés résistants sous prétexte qu'ils avaient pris des risques en connaissance de cause <sup>21</sup>, dans d'autres à leur refuser la qualité de victimes, comme si n'étaient victimes que celles du génocide <sup>22</sup>. Il est pourtant clair que les déportés résistants furent à la fois des combattants volontaires et parfois des héros, et d'autre part des victimes de la barbarie nazie et de celle des complices étrangers du régime.

<sup>21</sup> FINKIELKRAUT (1989), pp. 42 à 47.

<sup>22</sup> FINKIELKRAUT (1989), citation de Simone Veil, p.43 :alors pourquoi faut-il maintenant que les héros veuillent à tout prix et au risque de tout mélanger, être traités en victimes ?

De même qu'il y eut un certain nombre de non-résistants parmi les déportés «aryens» (raflés, droits communs, otages, etc), il y eut nombre de résistants parmi les «victimes» juives de la Déportation vouées à la mort par leur appartenance à la «race» maudite, sans parler de ceux et celles qui le devinrent dans les camps et les ghettos. On mesure à quel point la terminologie qui a cours depuis des décennies a pu contribuer à déformer la réalité historique en imposant une catégorisation schématique héritée en dernier ressort de l'administration nazie ou vichyste. De même qu'un juif ne relevait d'aucune nationalité, sa qualité de résistant n'était reconnue que négativement, pour ainsi dire, en tant que circonstance aggravante.

Ce qui a pu longtemps induire en erreur, c'est qu'on a implicitement comparé les déportés résistants «aryens» des camps d'Allemagne avec les déportés «raciaux» de Pologne, tout-venant des masses juives qui croupissaient dans les ghettos depuis 1940, moralement et physiquement affaiblis. Dans ces conditions inouïes, on sait qu'il y eut pourtant des révoltes et des évasions à peu près partout, des actions organisées ou spontanées jusque dans les camps d'extermination, jusqu'aux portes des chambres à gaz, et

parfois à l'intérieur. Le rapprochement avec les luttes des déportés «aryens» doit tenir compte des spécificités des uns et des autres. Si on a légitimement exalté l'insurrection du ghetto de Varsovie, il importe de rendre aussi justice aux luttes obscures, méconnues quoique parfois authentifiées, de tous ceux qui «résistèrent» dans les lieux de barbarie, sans distinction de catégorie administrative et sous les formes les plus diverses, en incluant ici les manifestations de dignité souvent assimilées à de la passivité.

Il serait donc grand temps de cesser de voir dans les victimes du génocide une masse amorphe et geignarde sans tenir compte des circonstances, de l'«intoxication», de la dégradation physique et morale de la plupart d'entre elles en raison des persécutions. Si on ajoute qu'en ce qui concerne d'autres exterminations massives telles que celles de dizaines de milliers de prisonniers de guerre soviétiques dans les mêmes centres d'extermination de Maïdanek et d'Auschwitz, nul ne mentionne la «passivité» de ces soldats pourtant capables de combattre; on est conduit à penser que le schéma héros/victimes est peut-être conforté dans l'inconscient collectif par l'image ancestrale du juif obséquieux, gémissant et lâche. Un stéréotype aussi profond dans la mémoire occidentale n'a certes pas été balayé par le génocide, contrairement à ce qu'on aurait pu espérer. A preuve, le succès des «histoires juives», la vitalité de l'anti-sémitisme en Europe, et notamment en Pologne même, cinquante ans après les événements.

Tel est le premier élément d'un message de la Déportation qu'on peut proposer dans le cadre de cette analyse, et qui pourrait se résumer comme suit. Imaginons un instant - vision naïve, sans doute - que les mouvements contraires de la mémoire historique se sont apaisés et que l'étude d'une période tragique entre toutes a produit une sorte d'«image de croisière» pour l'avenir. On peut ainsi concevoir que, de la description des formes de la barbarie nazie que présentent le système concentrationnaire et le génocide, naissent en contrepartie - comme l'oppression hitlérienne a suscité la Résistance - l'image inverse de la noblesse de l'homme, sorti finalement grandi de l'épreuve dont l'enjeu était précisément sa qualité d'homme. On ne peut non plus manquer d'être frappé par le fait que, dans les conditions épouvantables des camps de concentration, et dans les ghettos comme dans les centres d'extermination, une résistance sans précédent s'est organisée dans une lutte épique contre une force qui paraissait invincible, allant des formes les plus

humbles aux plus structurées, dans le prolongement des luttes nationales, et dans bien des cas antifascistes, d'avant-guerre.

Au lieu de la vision dichotomique que nous renvoie souvent l'époque actuelle (bourreaux/victimes, héros (résistants)/victimes (juifs), on verrait alors les résistants «aryens» et juifs, les premiers dans les camps de concentration, les seconds surtout dans les ghettos et camps d'extermination, luttant contre le même ennemi et réunis par la postérité dans un même hommage<sup>23</sup>. Comme on l'a écrit, l'étonnant n'est pas qu'il y ait eu **si peu** de résistance parmi les juifs persécutés, mais qu'il y en ait eu **autant**.

<sup>23</sup> LANGBEIN (1981). L'union des forces diverses a beaucoup plus de signification que les dimensions naturelles qui se sont fait jour. Cet ouvrage offre une documentation incomparable sur le sujet.

En second lieu, il nous semble nécessaire de rappeler que la Déportation dans sa globalité révèle de façon saisissante ce que le régime nazi réservait à l'humanité. On a pu dire qu'elle préfigurait la société hitlérienne idéale, dans l'organisation terroriste du *Reich* et de l'univers concentrationnaire, dans la hiérarchie des «races» comme dans la négation absolue de la dignité humaine. Nous y ajouterons la seconde composante qu'est la fonction d'extermination raciale, fonction complémentaire, comme on s'est efforcé de le montrer plus haut, dans le cadre de cette politique. Car c'est seulement le projet planétaire prévu pour «mille ans» qui permet de mettre en perspective historique les destructions humaines sans précédent que l'humanité a connues. Leur monstruosité, leur échelle, le nombre des victimes, sont tels qu'en elles-mêmes elles constituent le plus grand massacre organisé de l'histoire, et de loin, comme une sorte d'ensemble fini. Or, et c'est le plus difficile à concevoir, le plus scandaleux peut-être pour les habitudes actuelles de penser la tragédie (par exemple pour ceux qui parlent d'«holocauste»), les crimes nazis ne sont en définitive qu'un échantillon, le commencement de ce que le régime se proposait d'accomplir. Nous savons aujourd'hui qu'il en avait la volonté politique, les moyens techniques, la main-d'oeuvre et les complicités nécessaires. Stoppés dans leur élan par la victoire des troupes alliées, les nazis n'ont pu réaliser que partiellement leurs projets criminels. Qu'on imagine que la guerre ait duré quelques années de plus en raison des péripéties militaires - et cela n'a rien d'in vraisemblable - et ce sont des dizaines de millions de victimes supplémentaires qu'il faudrait comptabiliser, et des populations entières rayées de l'existence.

Enfin, s'il importe de mesurer toute l'ampleur du génocide et de la Déportation dans leur dynamique et leurs poten-

tialités, c'est parce que la menace demeure réelle pour le monde actuel. «Rien n'est jamais acquis à l'homme», dit le poète. Et même si les émules contemporains du nazisme ont l'habileté, pour la plupart, de ne pas s'en réclamer ouvertement, c'est dans les valeurs affichées ou impliquées qu'il faut débusquer les vieux démons. D'où la nécessité vitale des enseignements tirés de l'histoire des crimes hitlériens, et de la manière de s'en servir.

Peut-être s'est-on trop longtemps borné à insister sur l'horreur qu'inspirait la barbarie nazie, tant le consensus était total après la Libération (en apparence en tout cas, car les «collaborateurs» et l'extrême-droite se terraient). «Plus jamais ça !» exprimait surtout le dégoût de l'horreur d'un régime qui sombrait dans la boue et le sang, et qui en rajoutait aux immenses pertes humaines de la seconde guerre mondiale, au sens militaire de l'expression. Mais qui aurait pu soupçonner que quelques dizaines d'années plus tard, les survivants seraient placés en position d'accusés, d'escrocs, et qu'ils auraient à prouver l'existence des chambres à gaz ? On prend conscience aujourd'hui du fait que cette barbarie donnée à voir (le «spectacle» découvert par les Alliés en 1945) détournait de son analyse et la datait en tant qu'événement révolu. Or le nazisme s'était bâti une idéologie à partir d'idées qui étaient loin d'être nouvelles, de courants de pensée chauvins, racistes, élitistes, colonialistes, qui avaient cours en Europe, en France autant qu'en Allemagne, et qui plongeaient leurs racines dans des traditions conservatrices ayant pignon sur rue. Ce sont ces courants de pensée qui ont peu à peu refait surface après la guerre. Vient ensuite une situation de crise économique avec toutes ses conséquences sociales et morales, et, dans ce terreau qui évoque la République de Weimar, réapparaissent les fleurs vénéneuses du néonazisme.

On frémit en songeant à ce qui pourrait se produire dans un avenir prévisible si les possibilités de manipulation génétique ou les armes nucléaires, chimiques ou bactériologiques venaient à tomber entre les mains de dirigeants politiques qui s'inspirent du nazisme. Puissent les nouvelles générations ne jamais perdre de vue que ces idées (et à travers elles tous les thèmes nationalistes et élitistes exacerbés) ont été l'objet d'une mise en oeuvre historique dont le résultat fut l'ignoble monde hitlérien et ses crimes inouïs, que l'expérience en a en quelque sorte été faite dans ce «laboratoire» que furent aussi les camps de concentration et les centres d'extermination, puisqu'ils préparaient un *Reich*

millénaire purifié de ses «races inférieures» et de ses «indésirables», dont l'univers concentrationnaire aurait été le lot de la partie de l'humanité qui aurait été autorisée à vivre - si l'on peut dire.

Symbole de la Déportation tout entière, génocide compris, Auschwitz apparaît bien comme essentiel à toute réflexion sur l'avenir de l'espèce, à toute éducation démocratique et humaniste de la jeunesse en tant qu'ineestimable illustration *a contrario* de la valeur des droits de l'homme, c'est-à-dire de la dignité humaine (\*).

(\*) Ce dernier paragraphe a été utilisé, avec l'autorisation de l'auteur, par le dr Maurice Goldstein, Président du Comité International d'Auschwitz, lors de son allocution de clôture du Congrès ( M Goldstein, «Personne ne peut parler valablement au non des rescapés d'Auschwitz», *Bulletin Trimestriel de la Fondation Auschwitz* N°35, janvier-mars 1993, p. 92) (Ndlr).

## ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

BÉDARIDA François : *La Politique nazie d'extermination*, Albin Michel, Paris, 1989.

BOUAZIZ Georges : *La France torturée*, FNDIRP, Paris, 1976.

BRILLE Ady : *Les Techniciens de la Mort*, FNDIRP, Paris, 1976.

BUJAK Adam : *Auschwitz-Birkenau*, Critérior, Paris, 1991. (Traduction française de l'ouvrage paru en RFA, Verlag Herder, Freiburg im Breisgau, 1989.

C.I.A. : *K. L. Auschwitz*, Musée national d'Auschwitz, Cracovie, S.D.

DECROP Geneviève : «Génocide et camps de concentration nazis : un dispositif politique», in *Bulletin trimestriel de la Fondation Auschwitz*, n°32-33, avril-septembre 1992, Éditions du Centre d'Études et de Documentation, Bruxelles, pp. 33-48.

HILBERG Raul : *La Destruction des Juifs d'Europe*, Fayard, Paris, 1985. (Traduction française de *The Destruction of the European Jews, Revised and Definitive Edition*, Holmes & Meier).

HÖSS Rudolf : *Le Commandant d'Auschwitz parle*, Julliard, Paris, 1959.

KOGON Ernst, LANGBEIN Hermann, RUCKERL Adalbert, et al. : *Les Chambres à gaz, secret d'État*, Éditions

de Minuit, Paris, 1984 (traduction française de l'ouvrage allemand).

LAMBERT Bernard : *Bousquet, Papon, Touvier, Dossiers d'Accusation*, FNDIRP, Paris, 1991.

LANGBEIN Hermann : *La Résistance dans les Camps de Concentration nationaux-socialistes (1938-1945)*, Fayard, Paris, 1981 (trad. française).

MICHALAK Wanda : *Auschwitz, Camp hitlérien d'extermination*, Interpress, Varsovie, 1986, 2ème édition.

POLITZER Georges : *Politzer contre le Nazisme*, Éditions sociales - Messidor, Paris, 1984. (*Révolution et Contre-Révolution au 20ème siècle*, réponse à *Sang et Or*, de M. ROSENBERG).

THANASSEKOS Yannis : «De l'antisémitisme aux génocides nazis : dynamiques cumulatives et projet de société, in *Bulletin trimestriel de la Fondation Auschwitz*, n°32-33, avril-septembre 1992, Éditions du Centre d'Études et de Documentation, Bruxelles, pp. 5-31.

WIEVIORKA Annette : *Déportation et génocide, entre la mémoire et l'oubli*, Plon, Paris, 1992.



**Elma VERHEY**  
Journaliste «Vrij  
Nederland», schrijfster  
van het boek/film «Om  
het joodse kind»  
(Nederland)

## **Speelbal van politiek en religie - het naoorlogse gevecht om de joodse onderduikkinderen in Nederland (\*)**

In januari 1944, vlak nadat de Duitse bezetter Nederland *Judenrein* had verklaard, kwamen de leiders van een aantal verzetsgroepen in het diepste geheim bij elkaar op een veilig adres in Amsterdam. Zij zaten met een probleem. Wat moest er na de bevrijding met de joodse onderduikkinderen gebeuren. Zouden zij teruggaan naar hun ouders, als die al leefden? Of was het beter dat de kinderen bij hun pleegouders bleven?

Veel kinderen waren nog heel jong toen zij onderdoken. Voor hun eigen veiligheid waren zij opgevoed als eigen kind. Ze gingen mee naar de kerk, naar school, ze speelden met buurtkinderen, sommigen wisten zelfs niet beter of zij waren het kind van deze ouders. Het verzet besloot een wetsontwerp op te stellen, waarin alle joodse ouders die hun kind hadden laten onderduiken, uit de ouderlijke macht werden ontzet. Er moest, vond het verzet, een commissie van niet-joden komen, die ging beoordelen of joodse ouders nog wel geschikt waren om voor hun kinderen te zorgen.

Het wetsontwerp werd in oktober 1944 naar de Nederlandse regering in Londen gesmokkeld. Vlak na de bevrijding, in augustus 1945, werd de wet, met een aantal kleine wijzigingen, daadwerkelijk ingevoerd. In pamfletten werden onderduikouders opgeroepen de kinderen aan niemand, zelfs niet aan hun ouders af te staan.

Joodse woordvoerders reageerden ontzet. Zij eisten de kinderen terug. Voor hen betekende het handjevol joodse

(\*) Lezing op 26 november 1992 in de werkgroep «Milieu van de Herinnering/Overlevenden en Erfgenamen» (voorzitter van de vergadering: prof. W. Debrock, gewezen voorzitter).

kinderen dat de oorlog had overleefd het laatste restje hoop. Er ontstond een bitter, dramatisch gevecht. Mensen die tijdens de oorlog met gevaar voor eigen leven kinderen hadden gered, kwamen te staan tegenover joden die op hun manier probeerden te redden wat er nog te redden viel. In Nederland hadden maar vijfduizend joodse kinderen de oorlog overleefd. De helft daarvan had een of allebei hun ouders verloren.

Als consequentie van het gevecht werden er kinderen over en weer gekidnapt, in kloosters verstopt, onder druk gezet om partij te kiezen tussen hun familie of hun onderduikouders, kinderen werden onder permanente bewaking geplaatst, of moesten zelf voor rechtbanken getuigen. Er zijn kinderen geweest die hun ouders pas twintig jaar na de oorlog hebben ontmoet, broertjes en zusjes werden gescheiden opgevoed, neefjes en nichtjes tegen elkaar opgezet. Veel Nederlandse onderduikkinderen zeggen dan ook, dat hun oorlog *na* de oorlog begon.

Er is geen land in Europa geweest, waar zich na de bevrijding geen problemen hebben voorgedaan rond de teruggave van joodse onderduikkinderen. In Engeland werd *The Commission on the Status of War Orphans* opgericht door opperrabbin dr. J.H. Hertz. De commissie probeerde de kinderkwestie in te brengen bij de Verenigde Naties, onder de noemer culturele genocide. Resultaat had hun actie niet. De voorzitter van het *World Jewish Congress*, dr. A.L. Kubowitzki, overlegde in september 1945 zelfs met paus Pius XII over de kinderzaak. Nu er één miljoen, zeshonderdduizend kinderen tijdens de Tweede Wereldoorlog waren vermoord, vond het *World Jewish Congress* dat de joodse gemeenschap geen kind mocht verliezen. Bovendien werd gevreesd voor grote psychologische schade, wanneer kinderen die tot dan toe het jood-zijn als een negatieve, levensbedreigende situatie hadden ervaren, blijvend door hun niet-joodse onderduikouders worden opgevoed. Het onderhoud met de paus leverde echter niets op. Over de situatie in Polen is bekend dat er daar forse geldsommen moesten worden betaald. De prijs van een joods kind varieerde tussen tweehonderd en tweeduizend dollar. Soms werd het geruild tegen een huis of een stuk land. In België moesten ouders of familie kinderen soms noodgedwongen op hun onderduikadres laten. Zij zagen geen kans zelf voor de kinderen te zorgen, zo slecht was de opvang van joden geregeld in België. Frankrijk kende haar Finaly-affaire, een zaak waarbij de twee broertjes Finaly in kloos-

ters werden verstopt. Hun onderduikmoeder wilde daarmee voorkomen dat de kinderen terug zouden gaan naar hun joodse familie.

Toch is er geen land geweest in Europa waar de situatie zo principieel is uitgevochten en politiek zo hoog is gespeeld als in Nederland. Het *Besluit Oorlogspleegkinderen*, de wet die de voogdij van de joodse onderduikkinderen regelde, is daar debet aan.

Welke oorzaken, en welk sociaal-maatschappelijk gedachtengoed lagen aan de wet en het daarop volgend conflict ten grondslag ? Op de eerste plaats was dat religie. In Nederland waren het vooral de gereformeerden geweest die het voortouw namen in het verzet. De gereformeerden, zelf maar negen procent van de Nederlandse bevolking, hadden in totaal dertig procent van alle joodse onderduikers in huis. Het percentage joodse kinderen dat bij gereformeerden was ondergedoken ligt nog hoger, hoe hoog is niet bekend. Maar in Nederland bestonden er verzetsgroepen die zich speciaal bezig hielden met het onderdak brengen van kinderen. Zij werkten grotendeels via gereformeerde dominees. Waarom waren het juist gereformeerden die zoveel risico namen ? Het had een religieuze achtergrond. Voor gereformeerden waren joden Gods uitverkoren volk. Toen dat bedreigd werd, zetten zij hun huizen en boerderijen open. Tegelijkertijd waren gereformeerden niet vergeten dat de joden Christus hadden gekruisigd. Die gedachte werd weliswaar ook aangehangen door katholiek Nederland, maar lang niet zo fanatiek. In de ogen van nogal wat gereformeerden bestond er voor joden alleen redding wanneer zij zich bekeerden. Nu hun groep de levens van deze kinderen ter halve had gered tijdens de oorlog, wilden zij de kinderen het liefst ten hele redden. Het verzet zag zich bovendien geconfronteerd met een praktisch probleem. Als consequentie van het feit dat vooral gereformeerden zich over joodse kinderen ontfermden, zaten in Nederland nagenoeg alle kinderen bij particulieren ondergedoken. In België bijvoorbeeld, waren nogal wat kinderen in katholieke kloosters ondergebracht. Het was nooit de bedoeling geweest de kinderen ook na de oorlog in de kloosters op te voeden. In Nederland was het bovendien moeilijker dan in België of Frankrijk, om aan een veilig onderduikadres te komen. Daarom deed het verzet vaak een beroep op kinderloze echtparen, met een kindwens. Vooral zij hadden na de oorlog moeite om hun onderduikkind af te staan. Ze hadden zich, niet onbegrijpelijk, aan hun pleegkind gehecht.

In de wet die de kinderkwestie moest regelen, werden religie of het belang van de pleegouders niet met zoveel woorden genoemd. Er mocht na de oorlog geen onderscheid meer worden gemaakt tussen joden en niet-joden, dat deden de gehate Duitsers, zo luidde het argument. Een zienswijze die later ook door niet-religieuze groeperingen en politieke partijen werd overgenomen. Waarom zouden gereformeerden of katholieken of socialisten geen liefhebbende, zorgzame pleegouders kunnen zijn? Was de joodse identiteit als bepalend? Stond niet het pedagogisch en psychologische belang van het kind voorop? Het is een opvatting die, zeker vandaag de dag, heel logisch en begrijpelijk klinkt. Toch geeft dat argument aan dat er andere, verborgen motieven een rol speelden. Tot op de dag van vandaag houdt de Nederlandse regering rekening met de autonomie van elke minderheid. Nederland is een land van verzuiling en van consensuspolitiek. Tot lang na de oorlog was het heel gewoon dat gereformeerden voor hun eigen zieken, wezen en bejaarden zorgden en katholieken beslisten over katholieken. Elke religieuze groep had haar eigen school, eigen universiteit, woningbouwvereniging en politieke partij. Het was in die jaren hoogst ongebruikelijk om de voogdij over bijvoorbeeld een hervormd weeskind in handen van niet-hervormden te geven. Die situatie gold vóór de oorlog ook voor de joden. Na de oorlog werd daar, alleen voor hen, een uitzondering op gemaakt. Het religieuze argument, namelijk dat het hier om joodse kinderen ging, werd weggeredeneerd met verwijzingen naar het feit dat veel joden zich al voor de oorlog niet meer hielden aan alle joodse wetten. Ze werkten op zaterdag, hielden zich lang niet allemaal aan een kosjere huishouding en bezochten niet altijd de synagoge. Tegelijkertijd liet vijftientig procent van de Nederlandse joden hun huwelijk kerkelijk inzeggen, hun kinderen besnijden en stond een even groot aantal ingeschreven bij een Joods kerkgenootschap. Daar kon tenminste uit geconcludeerd worden dat joden, ook al hielden zij zich niet meer aan alle wetten, zich verbonden wisten met hun achtergrond en hun geschiedenis. Maar de niet-joden vonden die feiten niet doorslaggevend. Besnijdenis, kerkelijk huwelijk, dat was onder druk van de familie gebeurd, of door sociale controle vanuit de groep, zo werd gezegd. Zelden werden er door de Nederlandse politiek argumenten gebruikt die zo duidelijk aantonen dat het christendom haar religie superieur achtte aan die van de joden. Niet-joden ontzagen zich immers niet om de relevantie van joodse rituelen en symbolen te bepalen.

Speelde dus enerzijds religie een hoofdrol, anderzijds was er angst voor antisemitisme. De minister van justitie in Londen, mr. dr. G.J. van Heuven Goedhart, een socialist, kreeg als eerste met de joodse kindernet te maken. Hij schreef in een interne notitie waarom hij er vóór was dat de joodse onderduikkinderen bij hun pleegouders bleven : de minister was bang dat het antisemitisme in Nederland zou opleven, wanneer na de bevrijding de joodse gemeenschap haar kinderen zou opeisen.

De minister kreeg gelijk. Naar aanleiding van de standpunten van joodse woordvoerders over de kinderkwestie werd de joden ondankbaarheid verweten. «Toen de joden in de benauwdheid zaten, waren wij goed genoeg om ons leven voor hen te wagen, maar nu beschouwen zij ons als hun ergste vijanden», zo luidde de strekking van nogal wat krant artikelen. Andere bladen schreven dat de katholieken of gereformeerden zich bij een volgende oorlog twee keer zouden bedenken, voor dat zij opnieuw joodse onderduikers in huis zouden nemen. «Thans behoren de joden dankbaarheid te tonen», schreven kranten letterlijk.

Er heerste na de oorlog een anti-joodse stemming in Nederland. Als gevolg van de Duitse propaganda, maar ook uit schuldgevoel. Samen met Polen had Nederland het hoogste aantal Joden verloren, zo'n tachtig procent. In Amsterdam, waar tachtigduizend joden hadden gewoond, stonden hele woonwijken leeg. De huizen waren leeggeroofd, synagoges kapotgeslagen. Nederland voelde zich daar schuldig aan. Schuld is een typisch calvinistisch begrip. Waar katholieken hun schuld kunnen biechten – en daarmee worden ze van hun zonden verlost – dragen calvinisten hun schuld mee. Daar valt niet mee te leven. Daarom ontstaat er niet zelden ontkenning van de gebeurtenissen, of afschuiven van schuld. De joden waren zelf schuldig, zo werd er bijvoorbeeld gezegd. De joden hadden beter kunnen weten, ze hadden zich niet voldoende geweerd. En de Joodse Raad, opgericht onder druk van de Duitsers, had de deportaties zelf verzorgd !

Hoe ver de ontkenning van het joodse oorlogsleed ging blijkt uit de speciale herstelmaatregelen die de Nederlandse regering voor joden trof : *geen*. Joden die overleefden hadden daardoor niet alleen problemen met het terugkrijgen van hun kinderen, maar ook met hun banen, hun geld, hun goederen, hun huizen, hun bezit. Pas in 1972, bijna dertig jaar

na afloop van de oorlog, kwam er een pensioenregeling voor joodse oorlogsslachtoffers.

Vlak na de bevrijding ontstond er in Nederland zelfs een stemming dat joden zich in de toekomst maar beter niet meer «afwijkend» konden gedragen. «Volkomen Nederlander» worden, en anders emigreren naar Palestina, leek nogal wat Nederlanders de beste oplossing. Met «volkomen Nederlander» werd niet zelden een christelijke Nederlander bedoeld. Ook joden waren voor die stemming gevoelig. Honderden Nederlandse joden lieten zich na de oorlog dopen of vroegen naamsverandering aan. Jonge mensen gingen op zoek naar een niet-joodse huwelijks-partner. Enerzijds omdat de oorlog hen bang had gemaakt voor hun joodse identiteit, maar ook vanwege de Nederlandse reactie op hun aanwezigheid. Professor Kohnstamm, een vooraanstaand lid van de Joodse gemeenschap in Nederland, riep joodse woordvoerders op hun strijd om de joodse onderduikkinderen te staken. Hij schreef : «Een joods volk, alleen op afstamming gegrond, wordt niet erkend als gelijkberechtigd met godsdienstige groepen. Wordt hierop van Joodse zijde sterk de nadruk gelegd, dan zal de eis gesteld worden dat men ook Palestina of welk ander land als zijn «vaderland» gaat aannemen, en hier als buitenlander leeft. (...) Die kans is er. Wees niet blind voor de tekenen van de tijd !».

Zo kon het gebeuren dat de joodse strijd om de onderduikkinderen van alle kanten onder vuur werd genomen. Niet alleen door niet-joden, maar ook door joden zelf. Alleen orthodoxen en zionisten en een handjevol anderen die in die tijd laatdunkend «bewuste joden» werden genoemd, vochten de wet aan.

Zeker, opperrabbin Isaac Hertzog kwam in verband met de kwestie uit Palestina naar Nederland. Hij ging op audiëntie bij de koningin, hij bezocht ministers. Er werden door de regering bemiddelingscommissies ingesteld, in kranten werd er over de kwestie geschreven, diverse politici hebben er zich mee bemoeid, maar geen enkele politieke partij, religieus of niet-religieus, koos ondubbelzinnig voor een standpunt waarbij joden het recht werd gegeven om zelf te beslissen wat er met de onderduikkinderen moest gebeuren. Steun kwam er alleen van individuen. Daarbij namen, het moet worden gezegd, juist dominees en christelijke theologen het op voor het joodse standpunt. Katholieke steun kwam er niet. Toen twee joodse meisjes, Rebecca Meiljado

en Anneke Beekman in katholieke kloosters werden vers-topt, weigerde kardinaal mgr. dr. B.J. Alfrink de katholieke geestelijken op te roepen de kinderen af te staan. In Frankrijk had zich een soortgelijk drama afgespeeld. Maar daar was de zaak tot een ontkenning gekomen, nadat de bischop van Grenoble had opgeroepen de broertjes Robert en Gerald Finaly terug te geven aan hun familie. Tegen zoveel gezag durfden de Franse geestelijken niet in te gaan... In Nederland daarentegen, beriep de katholieke geestelijkheid zich op de kinderen zelf. Die zouden te kennen hebben gegeven dat zij «geen jood meer wilden zijn».

Het argument dat kinderen zelf voor een andere religie hadden gekozen, werd in Nederland vaak gebruikt, ook bij rechtszaken. Daar stak een kern van waarheid in. Onderduikkinderen hadden geleerd zich aan te passen. Aanpassing en zwijgen was hun levensbehoud gebleken tijdens de oorlog. Lief zijn, je gedragen, meedoen met de omgeving, er voor zorgen dat je niet naar het volgende, ongewisse adres werd gestuurd. Vaak hadden hun ouders dat bij het afscheid de kinderen op het hart gedrukt. Alles eten, meedoen met je omgeving, je joodse identiteit verstoppen.

Opvallend veel Nederlandse onderduikkinderen zeiden na de oorlog dominee te willen worden, of priester of non. Ze wilden bij hun nieuwe omgeving horen, zeker nu de joodse identiteit zo desastreus was gebleken. Bovendien speelde het element van dankbaarheid, ten op zichte van de onderduikouders die hun leven voor hen hadden gewaagd. Sommige kinderen gingen zo ver hun echte ouders te ont-kennen. Ze hadden nooit andere ouders gehad, deze mensen waren hun ouders. De kinderpsychiatrie stond nog maar aan het begin van haar ontwikkeling. Op een enkeling na zagen psychiaters en psychologen dergelijke uitlatingen van kinderen als een goed teken. Ze waren in hun nieuwe omgeving *ingegroeid*, zoals dat destijds werd genoemd.

Pedagogen hanteerden de nieuwste theorieën van Anne Freud, namelijk dat vooral jonge kinderen onherstelbare psychische schade oplopen wanneer zij van hun ouders worden gescheiden. Maar merkwaardig genoeg werden de theorieën alleen van toepassing verklaard op de verhouding met hun pleegouders. De scheiding van hun eigen ouders, hun oorlogservaringen : de dossiers die er over de Nederlandse onderduikkinderen destijds zijn gemaakt, spreken er niet over. Eens te meer blijkt daaruit hoe Nederland de oorlog wenste te vergeten.

Welke consequenties had dit alles voor kinderen ? We weten daar iets over dankzij het voortreffelijke onderzoek van psychiater dr. Hans Keilson \*, die in de jaren zeventig een grootschalig onderzoek naar hun situatie deed. De resultaten daarvan stemden toen al somber : veel opnames in psychiatrische inrichtingen, veel echtscheidingen, problemen met eigen kinderen en emotionele stoornissen. Zijn onderzoek toonde aan dat vooral de naoorlogse situatie van enorme invloed is geweest. Juist doordat de oorlogstrauma's zijn ontkend, was er geen sprake van doorbreking van de psychische schade, maar van een versterking. In de hitte van de strijd over wat het beste voor hen was : een joodse of een niet-joodse voogdij, werd de werkelijke problematiek van kinderen over het hoofd gezien. Daarbij kwam dat de strijd zelf voor nieuwe trauma's zorgde.

Nu, twintig jaar na het onderzoek van Keilson, lijkt de problematiek alleen maar te zijn verergerd. De onderduikers zijn inmiddels vijftig, zestig jaar. Hun maatschappelijke carrière heeft min of meer zijn einddoel bereikt, hun kinderen zijn volwassen, het moment waarop er de neiging komt voor het eerst echt terug te kijken en het leven te overzien. In mei 1991 werd er in New York voor het eerst een grote bijeenkomst gehouden van ondergedoken kinderen : the First International Gathering of Hidden Children during World War II. Deze zomer was er een soortgelijke bijeenkomst in Amsterdam, speciaal voor Nederlandse onderduikkinderen. Het verschil was onmiskenbaar. Vergeleken bij Amsterdam leek de bijeenkomst in New York welhaast een feest. Ondanks alle pijn en alle verdriet die er aan de orde kwamen. In Nederland stond de bijeenkomst in het teken van de problemen met de joodse identiteit.

Ik wil deze verhandeling over de Nederlandse onderduikkinderen graag afsluiten met de geschiedenis van Jenó Gruenwald \*, een joods kind dat werd geboren in 1940 in Amsterdam. Zijn vader was in 1932 gevlucht uit Hongarije, de familie van zijn moeder woonde al generaties in Nederland. Zij kwamen oorspronkelijk uit Spanje. Jenó Gruenwald bleef na de oorlog bij zijn gereformeerde onderduikouders, een al wat ouder, kinderloos echtpaar. Zijn eigen ouders waren gepakt tijdens de onderduik en omgekomen in Sobibor. Elke dag, op school, thuis en in de gereformeerde kerk, kreeg Jenó te horen hoe slecht de joden waren, hoe zij Christus hadden verloochend, hoe zij alle ellende zelf over zich hadden afgeroepen. Kinderen rie-

\* De studie van dr. Hans Keilson, «*Sequentielle Traumatisierung bei Kindern*», Stuttgart 1979, is sinds kort ook verkrijgbaar in een Engelse vertaling. «*Sequential Traumatization in Children*», Magnes Press, Jeruzalem 1992. Hans Keilson kreeg deze week een eredoctoraat voor zijn werk uitgereikt door de universiteit van Bremen.

\* De geschiedenis van Jenó Gruenwald is opgenomen in de TV-documentaire «*Om het joodse Kind*» naar het gelijknamige boek. IKON-TV, Hilversum 1992.

pen hem na : jodenvarken, ze bonden hem vast aan een boom een trokken zijn broek naar beneden. Hij moest altijd een papier bij zich dragen waarin stond dat hij een statenloze jood was. Omdat zijn vader uit Hongarije kwam, had Jenó niet meer dan een verblijfsvergunning. Voor Jenó werd jood-zijn het ergste wat een mens kon overkomen. Het maakte hem tot een zenuwachtig, onhandelbaar kind dat op elke school faalde. Op zijn zestiende jaar vluchtte hij weg bij zijn pleegouders, toen die hem in een psychiatrische inrichting wilden laten opnemen. Via allerlei omwegen kwam hij in Zweden terecht, waar particulieren zich om hem bekommerden. Hij veranderde zijn naam in Björn en vroeg een plastisch chirurg zijn besnijdenis ongedaan te maken. Tegenover vrienden en kennissen verzong hij een totaal andere levensgeschiedenis, joden haatte hij. Zijn woede en frustratie had hij omgebogen in een tomeloze ambitie. Hij klom op tot een gerenommeerd wetenschapper en een succesvol ondernemer. Een jaar geleden kondigde zijn oudste dochter aan te zullen trouwen met een orthodox joodse man, kind van twee mensen die Auschwitz hadden overleefd. Jenó kon zijn afkomst niet meer verloochenen. Hij ging op zoek naar zijn geschiedenis. Hij bleek een broer te hebben en twee zussen en zelfs twee neven. Langzaam maar zeker probeert hij nu in het reine te komen met zijn familie en zijn joodse achtergrond. Dat gaat met vallen en opstaan. Een zus wil niets van haar joodse identiteit weten, een andere zus is lid van de Pinkstergemeente, en zijn broer, die wel joods is opgevoed, voelt zich verraden door de hele familie. Hij wist al jaren dat Jenó leefde, maar op zijn brieven werd tot voor kort door zijn broer nooit gereageerd. Tegen iedereen die het maar horen wij vertelt Björn Gruenwald tegenwoordig zijn verhaal. Met één uitzondering. Zelden zal hij zijn echte naam noemen : Jenó. In het gereformeerde dorp waar hij woonde werd dat verbasterd tot *Jenó*. Björn Gruenwald hoopt dat zijn familiekring wordt geheeld. Van de nazi's mocht hij niet leven, de Nederlandse calvinisten leek het maar beter dat hij geen jood was, maar nu worden zijn kleinkinderen tenminste opgevoed in een traditie waar zijn ouders en voorouders eeuwenlang aan hebben vastgehouden. Als mijn dochter niet gekozen had voor haar joodse identiteit, vindt Björn Gruenwald, had Hitler in mijn geval zijn oorlog alsnog gewonnen.



## **Maurice GOLDSTEIN 27 ans au C.I.A. (\*)**

**Président du Comité**

**International**

**d'Auschwitz.**

**(Belgique)**

En 1965, l'Amicale d'Auschwitz de Belgique me propose de représenter notre pays au C.I.A.

J'ai donc pris la relève de notre camarade René Raindorf.

La première manifestation à laquelle j'ai participé fut l'anniversaire de la libération d'Auschwitz, le 11 avril 1965.

Vingt ans déjà. Ce fut une cérémonie très émouvante et près de 100.000 personnes y ont participé.

C'est ce jour-là que j'ai appris l'existence de Léopold TREPPER, président de l'Association Culturelle juive de Pologne et ancien «Grand Chef» du célèbre réseau d'espionnage anti-nazi «l'Orchestre rouge».

Je n'ai pas retrouvé le texte de sa déclaration mais je me souviens fort bien que les autres discours avaient évoqué toutes les nationalités représentées à Auschwitz sans que le mot Juif ne soit prononcé. Je me rends mieux compte aujourd'hui de ce que révélait cette simple constatation et qu'il s'agissait d'une occultation réelle, organisée par les autorités polonaises, tolérée et acceptée par nos camarades rescapés d'Auschwitz qui composaient la direction du C.I.A.

J'ai rapidement compris qu'au sein de ce Comité se distinguaient deux groupes :

(\*) Communication prononcée le 25 novembre 1992 à la commission «Milieux de Mémoire ; Survivants/ Héritiers». (Président de la séance : W. Ugeux, Prof. Honoraire, U.C.L.).

**a)** Les représentants des pays de l'Est - tous populaires et/ou socialistes - dont les organisations regroupaient non seulement des rescapés d'Auschwitz, mais aussi des rescapés des autres camps nazis, des anciens combattants,

etc... Ces camarades, et parmi eux les anciens prisonniers d'Auschwitz, sont désignés par leurs organisations créées par les autorités officielles et devant lesquelles ils sont «politiquement» responsables.

**b)** Les délégués des associations de l'Ouest de rescapés d'Auschwitz dont la grande majorité des membres étaient Juifs ( une seule exception, l'ANED d'Italie où sont regroupés tous les survivants des camps nazis). Tous sont bénévoles, élus dans leur amicale de rescapés d'Auschwitz.

On imagine aisément qu'entre les deux groupes existent et se développent des tensions, des oppositions quant au choix des domaines dans lesquels le CIA manifeste ses opinions.

Si la recherche et les procès contre les criminels nazis, contre les résurgences néo-nazies, la solidarité et la défense des droits matériels et moraux des survivants sont des thèmes communs aux deux groupes, je note rapidement qu'il existe fondamentalement de grandes différences.

En effet, le premier groupe, issu des pays de l'Est, est politisé et parfaitement soudé et s'oriente surtout dans la dénonciation :

- du capitalisme triomphant et dominateur
- du néofascisme en particulier en RFA
- de la spirale folle du réarmement
- du danger d'utilisation des armes nucléaires ou de destruction massive
- de la lutte pour la paix

Par contre, le deuxième groupe - même si certains sont attirés par les thèmes partisans que je viens d'énumérer - est beaucoup plus sensibilisé par les manifestations racistes, xénophobes ou antisémites. En gros, ils sont très ouverts aux droits de l'homme, élément invoqué mais non appliqué dans certains pays de l'Est.

Dès 1966, la campagne officielle antijuive est rapidement répercutée par la population polonaise ; dans ce climat de terreur morale et physique - perte d'emplois, etc. la popu-

lation juive, qui croyait avoir trouvé une nouvelle société polonaise purgée de ses démons- et qui souvent avait choisi de vivre en Pologne pour des motivations politiques - n'a plus qu'une issue : la fuite.

J'ai donc rapidement été confronté aux conflits que cette péripiétie de la vie polonaise engendrait entre les deux groupes composant le CIA.

Cette épisode dramatique a marqué durant de longues années les rapports des différents courants au sein du CIA.

Les récentes tribulations des Soeurs Carmélites indûment installées dans un bâtiment - le Theater Gebäude - qui fait partie des infrastructures de l'ancien camp d'Auschwitz de 1940 à 1945 - ont manifestement réveillé des plaies mal ou non cicatrisées ; nous sommes encore inquiets quant à l'évolution de ce différend malgré l'avancement, très lent, de la construction à 500 m du camp d'un bâtiment destiné à recevoir les Carmélites.

La situation de tensions entre les deux groupes constituant le CIA s'est brutalement aggravée et détériorée en juin 1967.

En effet, peu après le déclenchement au Moyen Orient de la guerre des six jours, le président du CIA, le Prof. Robert WAITZ, adressa un télégramme de sympathie aux rescapés d'Auschwitz en Israël où il manifestait sa préoccupation devant cette nouvelle guerre et il signait ce message comme président du CIA.

Vous imaginez le tollé manifesté par les représentants de l'Est au CIA, dont les gouvernements soutenaient, à ce moment, les Palestiniens et les Arabes.

La même année, je participais à Paris, à la réunion du Comité Directeur du CIA (plus ou moins un représentant par pays) où une discussion véhémement s'engagea durant deux jours.

Devant les critiques et les reproches adressés à Robert Waitz, celui-ci se résigna à la démission.

La crise était ouverte et c'est à Paris que commença la longue traversée du désert du CIA qui devait durer 10 ans.

Ce n'était pas la première crise au sein du CIA. Dans les années 1950 - je n'ai appris cela que beaucoup plus tard. Après les événements de Budapest en 1956, Hermann Langbein, secrétaire général du C.I.A., avait marqué son opposition à l'intervention soviétique et à l'exécution d'IMRE NAGY. Le parti communiste autrichien l'avait à l'époque exclu de ses rangs. Les membres du Comité du CIA ont emboîté le pas au parti communiste autrichien et ont forcé H. Langbein à la démission, le décrivant comme un traître. De 1967 à 1969, certains camarades autrichiens, français, allemands et belges tentèrent de rapprocher les parties éclatées du CIA mais sans résultat concret.

Plusieurs réunions de concertation puis de conciliation se tinrent à Bruxelles, Budapest et Vienne pour aboutir en 1969 à une convocation du comité directeur extraordinaire à Vienne (Kaltenleutgeben). Il s'agissait manifestement d'une ultime tentative de sauvetage du CIA.

Les débats furent passionnés et de nombreux reproches furent adressés directement aux camarades polonais et indirectement aux représentants des pays socialistes qui soutenaient aveuglément les premiers. L'antisémitisme du pouvoir politique et les mesures antijuives prises en Pologne furent mises en accusation - l'attitude antijuive dans d'autres pays de l'Est fut évoquée également.

C'est surtout l'incapacité de nos camarades de l'Est d'accepter l'idée d'une critique à leur nouvelle Société - parfaite selon eux - d'accepter que l'on puisse en débattre librement ensemble, de participer à une discussion au cours de laquelle tous les arguments et surtout les faits peuvent et doivent être analysés en toute indépendance, sans que l'intérêt définitif du socialisme ne soit mis en cause, qui empêchait tout consensus. (Exemple : Comment un pays comme l'URSS, qui a perdu 20 millions de citoyens, peut-il être soupçonné d'irrégularités dans la Société Socialiste où se développent les droits de l'homme véritable ? ).

En fin de compte, la réunion de Vienne désigna - en dehors de la légalité statutaire car c'est l'Assemblée générale qui élit le président - un président provisoire jusqu'à la prochaine assemblée générale.

C'est Félix RAUSCH, un camarade autrichien qui fut choisi ; il avait pour mission d'assumer la présidence provisoire du CIA et de préparer les conditions nécessaires à

une relance des activités - chancelantes depuis deux ans - de notre Comité en ramenant en son sein certaines organisations de l'Ouest qui s'étaient progressivement distancées.

Le bras de fer entre le président Félix Rausch et nos interlocuteurs polonais n'était pas terminé ; notre camarade Rausch, malgré le soutien que beaucoup lui apportèrent, fut contraint à démissionner à son tour. Il devait mourir quelques années plus tard.

Je regrette vivement qu'il ait échoué dans sa tentative de reconstitution d'un comité international pluraliste et indépendant des autorités qui, dans les pays de l'Est, regrettaient de ne plus mener à leur gré le CIA.

C'est durant cette période du début des années 70 que sont nés à l'Ouest des projets de scission qui n'ont pas abouti faute de soutien suffisant ; d'aucuns le regrettent encore aujourd'hui.

Entretemps, et pour combler un vide inquiétant à la tête du CIA, les organisations encore représentées avaient, en Assemblée générale, élu notre camarade roumain Alexandre BUICAN à la présidence.

La traversée du désert du CIA se poursuivait inexorablement, même si une nouvelle assemblée générale fut convoquée en 1975 ; nos camarades autrichiens y avaient envoyé Ernst TOCH que j'avais bien connu à Auschwitz en 1944. J'avais été moi-même chargé de représenter mon amicale ; tous deux nous siégeâmes avec le statut restrictif d'observateur.

Il est manifeste que nos camarades de l'Est regrettaient la non-participation des organisations occidentales et je fus approché par divers participants souhaitant qu'une réconciliation se produise afin de dynamiser le CIA et de lui rendre sa place dans le concert des autres associations internationales de la Résistance et de la Déportation.

Cette tentative avorta et la traversée du désert se poursuivit.

Cela n'a pas empêché les amicales nationales de l'Ouest de poursuivre leurs activités publiques orientées contre les manifestations néo-nazies, xénophobes et antisémites.

Dès 1976, notre combat se porta également contre les falsificateurs de l'histoire dont les mouvements devenaient de jour en jour plus agressifs et pernicieux.

Comment pouvions-nous accepter sans réagir les incroyables mensonges colportés par de pseudo-scientifiques et soutenus par les anciens nazis regroupés et absolument non repentis ?

C'était la mémoire de tous nos morts qui était niée, et nous devons défendre la terrible réalité historique des crimes et génocides nazis, en particulier ceux perpétrés dans les chambres à gaz d'Auschwitz contre les Juifs et les Tziganes.

C'est probablement durant ces années qu'est née la notion, si importante aujourd'hui, de combat pour la mémoire, **toute** la mémoire.

Durant les années 70 à 77, nous pensions toujours représenter cette mémoire - tout en étant plus préoccupés du présent dans nos sociétés respectives et de l'évolution plus égalitaires de celles-ci. C'est plus tard que d'autres groupements, silencieux jusqu'alors, manifestèrent leur intérêt vis-à-vis de la mémoire d'Auschwitz et tentèrent, en fin de compte, de la récupérer.

En 1976, de nouveaux contacts internationaux se nouèrent en vue de relancer des retrouvailles au sein d'un CIA rénové.

Un camarade berlinois Kurt GOLDSTEIN prit contact avec moi et nous nous rencontrâmes à Bruxelles et à Cologne. Nous envisageâmes ensemble la situation d'impasse dans laquelle se trouvait le CIA et les moyens que nous pouvions mettre en oeuvre pour y remédier.

Après un an de négociations, nous convînmes de convoquer une Assemblée Générale où de nouveaux statuts seraient discutés et au cours de laquelle une nouvelle direction serait élue.

Mon Amicale avait fait le choix d'y participer après discussion avec les Hollandais et les Français.

Nos camarades belges jouèrent à Auschwitz, en octobre 1977, un rôle majeur dans le lancement d'un Comité

International doté de nouveaux statuts et disposant d'une large assise européenne, efficace et pluraliste. Je fus proposé, par mon Amicale belge, comme candidat à la présidence et je fus élu.

J'ai relu, à l'occasion de la rédaction de ce rapport, le texte du discours de clôture adressé à mes camarades d'Auschwitz où, pour une fois, le mot juif était utilisé pour décrire la majorité des victimes d'Auschwitz alors qu'auparavant il était habituel que seules les diverses nationalités soient citées.

Je souhaite vous lire quelques phrases de ce discours qui illustrent les choix que j'ai faits en acceptant la charge de Président du Comité International d'Auschwitz : «Nous avons vécu depuis 10 ans comme une famille **désunie** et nous devons déplorer que certains membres de notre famille ne soient pas venus participer à nos retrouvailles.

Pour y parvenir nous devons nous efforcer de mieux nous comprendre et d'admettre nos différences. En dehors de nos buts communs, nous devons admettre que certaines de nos organisations membres sont, pour le moment, davantage préoccupées par la lutte contre l'antisémitisme et d'autres, davantage par la lutte pour la Paix et d'autres encore par les Droits de l'Homme.

Depuis 10 ans, la stagnation, la perte de confiance, le doute ont pris place dans nos esprits et nos activités au sein du C.I.A. en ont beaucoup souffert. En tant que rescapés d'Auschwitz, nous devons, que nous soyons communistes, socialistes juifs, combattants antifascistes de tous les pays, unir nos forces comme par le passé, contre la renaissance du fascisme, du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme.

Nous devons faire nôtre la conclusion de l'acte final d'Helsinki (1975) qui demande à tous les Etats de :

**RESPECTER LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA LIBERTE DE PENSEE, DE CONSCIENCE, DE RELIGION OU DE CONVICTION POUR TOUS SANS DISTINCTION DE RACE, DE SEXE, DE LANGUE OU DE RELIGION.**

Nous ne pouvons plus nous diviser, car nous ne sommes pas des anciens combattants ordinaires.... Notre guerre n'est malheureusement pas finie. Les spectres du racisme, de l'intolérance, de l'antisémitisme renaissent de leurs cendres comme des phénix et restent toujours à combattre».

Au cours des 15 années de présidence assumée au C.I.A., j'ai essayé de tenir compte, de faire respecter les engagements que j'avais pris devant mes camarades en 1977. Je n'ai probablement pas toujours réussi. Le maintien de cet équilibre délicat fut malaisé entre les exigences de type politique réclamées par nos camarades de l'Est et le refus de trop d'engagements politisés souhaité par les camarades de l'Ouest, plus préoccupés par les droits de l'homme, le racisme et l'antisémitisme.

Cependant, l'utilisation, dès 1977, d'un langage clair concernant le sort des Juifs et des Tziganes devant la mort d'Auschwitz -rappelant que c'est pour eux, quasi exclusivement, que les chambres à gaz de Birkenau furent construites et servirent efficacement- devait modifier nos comportements ultérieurs.

En ce faisant, nous avons préparé au C.I.A. le développement de la bataille pour la mémoire, développement qui devait s'accélérer dans les années 1980.

Dans ce cadre, le C.I.A. avait, dans les années 70, poussé la Pologne à demander l'inscription du site d'Auschwitz-Birkenau sur la liste du Patrimoine de l'humanité.

Nous avons obtenu satisfaction en 1978 et étions assurés que la matérialité du site était le gage assuré du maintien de la mémoire.

Entretemps, nos camarades français avaient rejoint leur place parmi notre grande famille de rescapés d'Auschwitz ; il ne restait que les Autrichiens qui gardent encore jusqu'à ce jour une participation comme observateur.

C'est à coup sûr une séquelle des tensions et de la crise qui ont agité le C.I.A. dans les années 50 et plus près de nous de 1967 à 1977.

Notre Comité International avait apparemment retrouvé un certain équilibre dans le respect des différentes priori-

tés existant au sein des organisations membres et récupéré une audience dans l'opinion publique.

Comme Président, j'ai repris la place libre au sein du Groupe des Présidents des Comités Internationaux des camps de concentration et d'extermination nazis.

Ce groupe fonctionne d'une manière informelle, avec un porte-parole renouvelé annuellement ; il s'efforce d'harmoniser les prises de position des différents Comités Internationaux.

En 1985, une plaquette rappelant en bref l'histoire des 8 grands camps nazis a été éditée en commun.

Plus récemment, la conférence des présidents des Comités Internationaux s'est engagée publiquement pour la préservation des sites des anciens camps nazis ; pour y parvenir, elle a multiplié les délégations auprès de la C.S.C.E. (Cracovie et Helsinki) ainsi qu'au niveau des organisations européennes.

Cette bataille n'est pas terminée et la conférence des Présidents reste vigilante.

En 1982, le C.I.A. a failli entrer dans une nouvelle zone de turbulence née des divergences Est-Ouest.

Le C.I.A. avait reçu une invitation à participer à un Colloque international en Israël sur le thème «Holocaust and Genocides» ; avec l'accord de mon Comité exécutif, j'avais annoncé mon adhésion avec présentation d'une communication.

Les hasards de l'histoire font débiter, 15 jours avant l'ouverture du Colloque, l'invasion du Sud Liban par les troupes israéliennes (opération Paix en Galilée).

Je reçus des lettres expresses et des télégrammes envoyés par nos camarades de l'Est siégeant au C.I.A. m'enjoignant de refuser publiquement de me rendre en Israël. J'ai répondu par une longue lettre aux membres des organes de direction du C.I.A. et aux organisations membres pour expliciter le choix que je maintenais.

Quand je me rends dans un pays, je n'approuve ni ses lois ni sa politique ; cela est aussi vrai pour Paris, New York, Moscou que pour Jérusalem.

Renoncer à participer à ce Colloque, en cédant aux injonctions d'une partie de nos organisations, aurait correspondu à une prise de position que je ne souhaitais pas ; la position contraire aurait scandalisé nos camarades de l'ouest et entravé le développement du pluralisme au C.I.A.

J'ai participé à cet important Colloque en Israël. Il n'y eut aucune suite à la position que j'avais prise en faisant le voyage malgré les oppositions qui s'étaient manifestées.

C'est également en 1982 qu'est né au C.I.A. un projet paraissant insensé : celui d'organiser une exposition Auschwitz aux Nations Unies, à New York.

Le scénario fut préparé en collaboration avec le Musée d'Auschwitz et allait porter le nom : *Auschwitz, crimes contre l'humanité*.

L'histoire d'Auschwitz y est relatée du 14 juin 1940 -jour d'arrivée du 1er convoi de prisonniers polonais - à la libération le 27 janvier 1945 par l'Armée Rouge de 6500 survivants non évacués par les nazis.

Ce projet d'exposition ne fut concrétisé qu'en décembre 1985 et la présentation fut honorée de ±100.000 visiteurs en 3 mois sous le haut patronage du Centre des droits de l'homme des Nations Unies (plus de cent panneaux).

Elle fut présentée ensuite, avec la collaboration du Congrès «World Jewish» et du «United Jewish Appeal», dans 14 villes américaines entre 1986 et 89, et près de 400.000 personnes eurent l'occasion d'apprendre les crimes nazis perpétrés en particulier au camp d'Auschwitz-Birkenau.

En 1990, la même exposition commença son périple européen à Genève, Vienne et Budapest ; en 1991, Florence et Rome la présentèrent.

Egalement en 1991, une nouvelle copie, préparée avec le «U.S. Holocaust Memorial Council» fut exposée pendant deux mois aux Nations Unies à New York.

Toujours patronnée par le Centre des droits de l'homme de l'O.N.U., elle fera un tour en Amérique du Nord pendant 5 ans.

Nous pensons que de telles expositions restent une des manières didactiques les plus efficaces pour sensibiliser le grand public aux droits de l'homme et à leur violation.

En 1988, se tint la dernière Assemblée Générale avant l'écroulement des régimes politiques de l'Est européen entraînant les changements au sein des organisations qui représentaient les survivants des camps et parfois leur disparition. En effet, ces associations étaient largement subsidiées par le pouvoir qui a disparu.

Malgré le fait que durant des années la lutte pour la mémoire d'Auschwitz, pour la transmission de toute la vérité sur les crimes nazis a pu être partiellement occultée par la volonté de perpétuer l'antifascisme et la lutte contre le néo-nazisme, le rôle que ces organisations ont joué, même avec le soutien de leurs autorités politiques, reste important.

Je pense que ce serait illusoire de considérer leurs batailles comme étant entièrement dépassées... Il suffit de voir ce qui se passe en Allemagne depuis 6 mois.

Je souhaite citer un autre cas où l'opposition Est-Ouest a desservi le C.I.A. : vous savez tous que des Soeurs Carmélites sont installées depuis fin 1985 dans le bâtiment «Theater Gebäude» à Auschwitz 1 (inscrit sur la liste du Patrimoine de l'humanité).

Nous avons essayé d'obtenir de nos camarades polonais, d'abord, des réponses aux questions que cette appropriation soulevait ; plus tard, nous avons essayé en vain en 1986 de trouver un consensus sur une résolution concernant ce problème. Nous avons finalement abouti à persuader nos camarades polonais que le silence du C.I.A. sur cette situation était inacceptable.

Depuis 1987, le C.I.A. s'était engagé dans une action pour la transformation de la fameuse Villa de Wannsee en un musée sur l'extermination des Juifs et rappelant la réunion du 20.01.1942 qui programma la solution finale du problème juif en Europe.

Les démarches conjuguées d'autres groupes de pression ont eu raison de la résistance allemande à ce projet.

Le C.I.A., invité à participer à l'inauguration, tint le 20 janvier 1992 - 50 ans après la conférence de Wannsee - la première réunion officielle dans le bâtiment rénové qui avait abrité en 1942 Heydrich et ses complices.

Depuis plus de 10 ans, le C.I.A. a plaidé pour une rénovation, un rajeunissement du musée d'Auschwitz et a exprimé à plusieurs reprises le souhait de faire partie d'un groupe de réflexion sur ce thème.

Nous souhaitons que l'exposition générale soit actualisée et présente de manière claire et complète le génocide contre les Juifs et le rôle des chambres à gaz de Birkenau.

Nous n'avons jamais réussi à convaincre nos interlocuteurs polonais et nous avons enregistré une augmentation significative du nombre de plaintes et de critiques émises par des visiteurs occidentaux. Certains d'entre eux rendaient le C.I.A. directement ou indirectement responsable.

Il a fallu attendre 1989 et la profanation de notre Monument International de Birkenau pour qu'enfin un «Conseil Supérieur International du Musée d'Auschwitz» soit créé par le Ministère de la Culture de Pologne et que des rescapés d'Auschwitz, non polonais et d'autres personnalités y soient désignées.

Le fonctionnement et la représentativité de ce nouveau Conseil ne sont guère adéquates ; les travaux sont lents, peu démocratiques et de surcroît dominés par des Polonais.

Dans le souci de perpétuation de la mémoire, le C.I.A. avait accueilli, en 1980, comme membre adhérent, une Fondation Auschwitz de Los Angeles.

Cette idée fut trouvée intéressante, et à Bruxelles, la Fondation Auschwitz, qui organise ce présent Colloque, fut fondée en 1981.

Depuis de nouvelles «Fondations» ont rejoint le C.I.A. et se sont associées à ses activités.

L'activité des nouvelles Fondation Auschwitz, créées à l'initiative du C.I.A., rencontre les préoccupations majeures des associations de rescapés d'Auschwitz au sein du C.I.A. :

- Perpétuer la mémoire d'Auschwitz.
- Préserver le site d'Auschwitz-Birkenau.

Les modifications récentes des structures politiques des pays de l'Est, les disparitions de certaines associations ont modifié l'équilibre au sein de notre Comité International.

Cette situation imposa au C.I.A. une refonte de ses Statuts.

Ceux-ci viennent d'être discutés et adoptés en Assemblée Générale d'Auschwitz.

Les droits et devoirs des Fondations Auschwitz seront désormais similaires à ceux des Associations de rescapés. Il était aussi important que des militants de la mémoire aient leur place au sein de tous les organes de direction du C.I.A.

L'importance de ces nouvelles organisations au sein d'un Comité International d'Auschwitz rénové n'est plus à définir ; elles apportent un souffle nouveau, une approche dynamisée aux activités du C.I.A.

Il est important que les capacités nouvelles viennent épauler les rescapés d'Auschwitz dont les forces d'activité sont ralenties par l'inexorable évolution physiologique.

J'espère, au nom de mes camarades du C.I.A., que les dispositions que nous avons prises avec les «Fondations» de différents pays préparent le C.I.A. du siècle prochain au sein duquel toutes les responsabilités touchant la Mémoire et la préservation du Site d'Auschwitz-Birkenau seront assumées par des militants de la mémoire.



**Harold MARCUSE**  
**Prof., Dept of History,**  
**University of California**  
**(Etats-Unis).**

## **Die Geschichte der musealen Darstellung der Konzentrationslager in der Bundesrepublik, 1949-1985 (\*)**

<sup>1</sup> Für einen Überblick über die Ausstellungen, die seit den 1980<sup>er</sup> Jahren in der BRD bestehen, verweise ich auf die Freiburger Magisterarbeit : Cornelia Brink, «Visualisierte Geschichte : Zu Ausstellungen an Orten nationalsozialistischer Konzentrationslager» (1990), sowie die Dissertation von Gisela Lehrke, *Gedenkfäkten für Opfer des Nationalsozialismus : Historisch-polit. ische Bildung an Orten des Widerstands und der Verfolgung* (Frankfurt : Campus, 1988).

<sup>2</sup> Zwei frühe Ausstellungen waren «Opfer und Widerstand» (Jan. 1946 in München) und «Kampf und Opfer» (Wanderausstellung, Sept. 1947 in Hamburg). Die ersten Ausstellungen, die den Holocaust explizit thematisierten, waren m.W. eine Eichmann-Ausstellung in München (Frühjahr 1961), und die Auschwitz-Ausstellung in Frankfurt (Eröffnung : Bußtag 1964). Vgl. Anm. 19.

<sup>3</sup> Inzwischen gibt es eine umfangreiche Literatur zu diesem Thema. Um nur eine der früheren, wissenschaftlichen Werke zu nennen, s. Walter Laqueur, *The Terrible Secret : Suppression of the Truth about Hitler's Final Solution* (Boston : Little, Brown, and Co., 1980). Sehr gut ist auch : Deborah Lipstadt, *Beyond Belief : The American Press and the Coming of the Holocaust, 1933-1945* (New York : Free Press, 1986).

(\*) Vortrag gehalten am 24 November 1992 in der Arbeitsgruppe «Museen» (Präsident der Arbeitsgruppe : M. Van Hemeldonck, M.d.E. parlaments).

Heute ist es fast selbstverständlich, daß Ausstellungen an Orten ehemaliger Konzentrationslager in der Bundesrepublik die Geschichte des Holocaust mehr oder weniger ausführlich präsentieren <sup>1</sup>. Sucht man nach solchen musealen Darstellungen in den späten 40<sup>er</sup> und in den 50<sup>er</sup> Jahren, sieht die Lage ganz anders aus <sup>2</sup>. Obwohl sehr konkrete Hinweise und Informationen über die systematische Ausrottung der Juden schon während der Kriegszeit vorlagen <sup>3</sup>, scheint das entsprechende Bewußtsein vom Ausmaß der fabrikmäßig betriebenen Fließbanderschießungen und -vergasungen von Menschen sowohl bei den Alliierten als auch bei der deutschen Bevölkerung während des ersten Jahrzehnts nach dem Krieg nicht vorhanden gewesen zu sein. Wie ich weiter unten ausführen werde, wurde dieses Bewußtsein erst ab Ende der 50<sup>er</sup> Jahre durch Massenmedien und Gerichtsverhandlungen geschaffen. Insofern müßte ich meine Ausführungen erst nach der 'musealen nicht-Darstellung' des Holocaust einsetzen lassen.

Für die Jahre vor ca. 1960 kann man jedoch die Bezeichnung «museal» auf die bewußte Konservierung und Gestaltung der Orte der NS-Verfolgung und -Vernichtung beziehen, und den Begriff Holocaust von der spezifischen Bedeutung der Massenermordung der europäischen Juden um andere Verfolgungs- und Massentötungsprogramme der NS-Machthaber erweitern (z.B. «Euthanasie» ; Tötung von sowjetischen Kriegsgefangenen, Sinti, und anderen Minderheiten, sowie

die brutale Verfolgung von Regimegegnern aller Art). Diese erweiterte Themenstellung könnte folgendermaßen lauten : Die Darstellung des Holocaust *durch die Gestaltung der Orte* ehemaliger Konzentrationslager in der Bundesrepublik.

Verschiedene Gruppen haben und hatten unterschiedliche Auffassungen von dem, was «der Holocaust» sei. Diese Auffassungen hängen sehr eng mit dem Erlebten und Erfahrenen bzw. Erlernen jeder Gruppe zusammen.

Am Ende des Krieges sprach man nicht vom «Holocaust», sondern von «Naziverbrechen» («Nazi atrocities») und assoziierte damit Namen wie Ohrdruf, Nordhausen, Gardelegen, Buchenwald, Bergen-Belsen, oder Dachau - Orte, die übersät von Gebirgen von Leichen und Sterbenden, von den Alliierten überrannt wurden und tage- und wochenlang die Medien beherrschten. Heute hat sich diese Vorstellung konsolidiert und verfestigt, wie das 1984 für die Stadt San Francisco geschaffene Holocaustdenkmal von George Segal (ein in Bronze gegossener Leichenhaufen hinter Stacheldraht) belegt <sup>4</sup>. Aber dieses Image wird nunmehr mit dem Namen «Auschwitz» (d.h. Auschwitz-Birkenau) in Verbindung gebracht, also mit dem fabrikmäßigen Menschenmord durch Gas. Ich werde diese Vorstellung als die vom «dreckigen KZ» bezeichnen. Die damalige Vorstellung von der mörderischen, undifferenzierten Massenbrutalität ist relativ nahtlos in die heutige der brutalen, systematischen Massenvernichtung übergegangen, so wie während des Dritten Reiches in umgekehrter Richtung die «saubere» Schließung und Einebnung von Treblinka in die grauenhafte Aufräumung in Bergen-Belsen übergang. Die Nachkriegshistorie hat die von den NS-Machhabern verwischten Spuren erst sukzessiv wieder erschlossen <sup>5</sup>.

Diese Vorstellung der Alliierten und vieler heutiger Gruppen vom «dreckigen KZ» ist jedoch eindimensional. Daß heißt, sie berücksichtigt keine zeitliche und räumliche Entwicklung des KZ-Systems. Die Leichenberge werden als Normalzustand der Konzentrationslager seit 1933 zurückprojiziert bzw. die systematische Ausrottung von Menschen durch Gas als von «Anfang» an existierender Plan angenommen <sup>6</sup>. So grauenhaft es in den deutschen Konzentrationslagern vom ersten Tag an zugeht <sup>7</sup>, so viel schlimmer waren die Zustände Anfang der 40<sup>er</sup> Jahre und gegen Ende des Krieges, während der Gebrauch von

<sup>4</sup> Siehe : Matthew Baigall, «Segal's Holocaust Memorial,» in : *Art in America* (Sommer 1983), 134-6 ; Sybil Milton, *In Fitting Memory : The Art and Politics of Holocaust Memorials* (Detroit : Wayne State, 1991), 248 ff.

<sup>5</sup> Die systematische nachträgliche Verwischung von Spuren ihres Genozids durch die NS-Machthaber ist ein wichtiges aber bisher vernachlässigtes Thema der Forschung. 1943 wurden Spezialkommandos an die Torteile zurückgeschickt um Leichen zu exhumieren und verbrennen. Für einige Beispiele, vgl. Wolfgang Benz (ed.), *Dimension des Völkermords : Die Zahl der jüdischen Opfer des Nationalsozialismus* (München : Oldenbourg, 1991), 320n55,469. Auch die berühmte Himmler-Rede von Okt. 1943 in Poznan (die Judenvernichtung sei ein nicht geschriebenes und nie zu schreibendes Blatt unserer Geschichte...) weist auf die Intention hin, den Massenmord der Nachwelt zu verbergen. Vgl. Saul Friedländer, «The 'Final Solution' : On the Unease in Historical Interpretation,» in : Peter Hayes (hg.), *Lessons and Legacies : The Meaning of the Holocaust in a Changing World* (Evanston : Northwestern, 1991), 23-35, 25 ff.

<sup>6</sup> In der Geschichtswissenschaft ist dieser Streit um die Entstehung und Entwicklung von Hitlers Politik als die zwischen den «Intentionalisten» (z.B. A. Hillgruber, K. Hildebrand) und den «Funktion-» bzw. «Strukturalisten» (u.a. H. Mommsen) bekannt.

<sup>7</sup> Für eine eingehende Beschreibung der Brutalität in den ersten Tagen von Dachau, s. Hans-Günter Richardi, *Schule der Gewalt : Das Konzentrationslager Dachau, 1933-1934* (München : Beck, 1983). Einen Überblick über das KZ System der ersten Jahre bietet : Johannes Tuchel, *Herrschaftssicherung und Terror : Zu Funktion und Wirkung nationalsozialistischer Konzentrationslager 1933 und 1934* (Berlin : FU Fachbereich Politikwissenschaft, 1983).

<sup>8</sup> Für eine differenzierte Darstellung der Entwicklung der Zustände, s. Falk Pingel, *Häftlinge unter SS-Herrschaft* (Hamburg : Hoffmann und Campe, 1978). Pingel beschreibt 3 Perioden : 1933-36, 1936-41, und 1942-44.

Häftlingen in den Rüstungsindustrien anfänglich gewisse Verbesserungen mit sich brachte <sup>8</sup>. Ebenfalls gab es große Unterschiede zwischen den einzelnen Lagern : Dachau und Buchenwald boten geradezu «günstige» Überlebenschancen verglichen mit Mauthausen oder Flossenbürg, die an Grauen wiederum von Auschwitz und Majdanek übertroufen wurden.

Die ehemaligen Häftlinge (und einige sich heute für die KZ Geschichte interessierende Gruppen) haben dagegen ein «mehrdimensionales» Verständnis vom «dreckigen» KZ-System, das zeitliche und räumliche Unterschiede kennt und nach den betroffenen Gruppen differenziert. Dieses Verständnis geht vom weiteren Begriff des Holocaust aus, hat sich im Laufe der Zeit aber auch verändert. Insbesondere ist das Bewußtsein (auch der ehemaligen politischen KZ-Häftlinge) von der Verwendung der KZs nicht nur als Instrumente politischen Terrors, sondern auch rassistischer Staatspolitik seit Anfang der 60<sup>er</sup> Jahre wesentlich gestiegen.

Es gibt auch eine Gegenvorstellung zu der des «dreckigen» KZs. Diese Auffassung wird selten klar artikuliert ; sie kommt zumeist indirekt zum Ausdruck in Aussagen wie denen des Nichtgewußt-Habens. Ich gehe davon aus, daß diese Vorstellung, wenn evtl. nicht vordergründig, insbesondere von denjenigen vertreten wird, die einen «Schlußstrich» ziehen wollen bzw. den Holocaust auf die eine oder andere Weise relativieren oder verharmlosen wollen. Da diese Vorstellung ihren Ursprung in der offiziellen Nazi-Darstellung der Konzentrationslager (aus der Vorkriegszeit<sup>9</sup> als eine Art mustergültige, ordentliche, aufgeräumte «Arbeitserziehungslager», werde ich diese Vorstellung als die vom «sauberen KZ» bezeichnen <sup>10</sup>.

<sup>9</sup> Die öffentliche Propaganda über die KZs verstummte während der Kriegszeit. Vgl. Marlis Steinert, *Hitlers Krieg und die Deutschen : Stimmung und Haltung der deutschen Bevölkerung im Zweiten Weltkrieg* (Düsseldorf : Econ ; Wien, 1978), Kap. II.2.

<sup>10</sup> Auch die propagandistische offizielle Darstellung der KZs während des Dritten Reiches ist ein vernachlässigtes Gebiet der Forschung. Das Hauptaugenmerk ist darauf gerichtet, wieviel die Deutschen von den tatsächlichen Vorgängen, insbesondere in den Vernichtungslagern, gewußt haben. Siehe unten, Amn. 15.

Natürlich gibt es viele Schattierungen und Variationen zwischen den beiden Vorstellungspolen «dreckig» und «sauber», die sich insbesondere nach den Gruppen und ihren radikal differierenden historischen Erfahrungen und gegenwärtigen Interessen richten. Ich meine, daß sie trotzdem heuristischen Wert haben und zum Verständnis der KZ-/Holocaustrezeption in der Bundesrepublik beitragen können.

Mein Hauptargument in diesem Vortrag lautet : Das jeweilige museal vermittelte Bild «des Holocaust» kann als Versuch verstanden werden, eine von diesen Vorstellungsidealtypen in der Öffentlichkeit durchzuset-

zen. Es gibt 4 relativ klar abgrenzbare Phasen in der Geschichte der Bemühungen, ein bestimmtes Bild von den ehemaligen Nazi-KZs in Westdeutschland zu vermitteln. Diese Phasen stehen mit bestimmten Gruppen in Zusammenhang und gelten für alle ehemaligen KZs in der Bundesrepublik, wobei es zu zeitlichen Verschiebungen je nach Ort kommt. Diese Variationen sind durch die Besonderheiten der örtlichen Nachkriegsgeschichte, sowie durch die Geschichte des jeweiligen KZs selbst zu erklären.

## **Die Vier Phasen**

1. Die Phase der Besatzungsmacht erstreckt sich von der Befreiung bis etwa zum Jahresbeginn 1948, als der Ost-West-Gegensatz nicht mehr öffentlich zu leugnen war. In dieser Zeit dienten die ehemaligen KZs als Internierungs- und Arbeitslager zur strafweisen Umerziehung der Deutschen. Die Sieger vermittelten ein Bild vom Holocaust, das die Brutalität und Menschenverachtung im alltäglichen Umgang hervorhob.

2. Da die Besatzungsmächte im Kalten Krieg bei den Westdeutschen Verbündete suchten - viele ehemalige Häftlinge standen dazu quer-, durften deutsche Behörden unter Ausschaltung der ehemals Verfolgten von etwa 1948 an in einer zweiten Phase eigenmächtig über die Lager bestimmen. In dieser Periode wird das Bild vom sauberen KZ schrittweise verwirklicht, vor allem durch die Beseitigung von Zeugnissen und den Abbau von anschaulichen Überresten.

3. Erst nachdem die heiße Phase des Wirtschaftswunders im vollen Gange war und die ehemaligen Häftlinge sich international organisiert hatten, also etwa ab Mitte der 1950er Jahre, bekamen die Staatsbehörden ernsthafte Konkurrenz. In einem Tauziehen, das in Dachau bis Ende der 60er Jahre andauerte, haben die ehemals Verfolgten Gedenkstätten höchst unterschiedlicher Ausprägung durchsetzen können. So wurde in Dachau bis 1965 ein aufgeräumtes, denkmalgeschütztes Lagergebiet mit Museum und Bibliothek verwirklicht ; in Bergen-Belsen 1966 eine kleine unbetreute Ausstellung außerhalb des eigentlichen Lagerbereichs, das zu Wald und Wiese geworden war ; und in Neuengamme 1965 nur eine schlichte Denkmalsanlage am Rande des in ein Gefängnis verwandelten ehemaligen KZs. Diese Lösungen waren

allesamt mühsam errungene Kompromisse, die als Versuche beschrieben werden können, eine mehrdimensionale Vorstellung von den «dreckigen» KZs aus den zufällig erhalten gebliebenen Überresten zu rekonstruieren.

4. Die letzte Phase wird charakterisiert von einer gegenläufigen Tendenz, die von den nach dem Krieg geborenen Generationen vorangetrieben wird ; sie setzt etwa 1970 ein. Vielfach wird die Ausstrahlung des «Holocaust»-Films 1979 als Einschnitt in der Rezeptionsgeschichte des NS-Terrorapparats genommen, aber die nähere Betrachtung zeigt, daß der Interessenaufschwung der 80er Jahre auf einer längeren Entwicklung fußt. Während dieser Phase wurden und werden die Gedenkstätten zu Bildungs- und Forschungseinrichtungen ausgebaut und, was vielleicht das Wesentliche ist, rege in Anspruch genommen. Mit knapp einer Million BesucherInnen im Jahr gehört die Gedenkstätte in Dachau zu den Spitzenmuseen der Bundesrepublik. In diesen Jahren wurde und wird versucht, den von den ehemaligen Häftlingen abgesteckten mehrdimensionalen Rahmen mit konkretem, nachvollziehbarem Inhalt zu füllen.

## 1) Die Besatzungsmacht, 1945-1948

Die alliierte Vorstellung von den Konzentrationslagern als von Leichenbergen bedeckten Stätten unmenschlicher Brutalität entstand schlagartig mit der Entdeckung und Eroberung nichtaufgelöster Lager Mitte April 1945. Am 12. April besichtigte der Oberkommandierende der westalliierten Streitkräfte Eisenhower mit seinen Generälen Patton und Bradley das soeben befreite Buchenwald-Außenlager Ohrdruf (in der Nähe von Gotha). Er befahl, daß sämtliche augenblicklich nicht kämpfende alliierte Einheiten durch dieses und ähnliche Lager geführt wurden, und er veranlaßte die Besichtigung durch Parlamentsdelegationen aus Washington und London, sowie von einer Gruppe der medienwirksamsten Chefredakteure und Journalisten der USA <sup>11</sup>. In kürzester Zeit hatte sich die Vorstellung von den deutschen KZs als grauenhaft «dreckige» Tortur- und Leichenfabriken in der internationalen Öffentlichkeit festgesetzt <sup>12</sup>.

Die Alliierten gaben sich große Mühe, dieses Bild vom dreckigen KZ auch der deutschen Bevölkerung zu vermit-

<sup>11</sup> Vgl. Norbert Frei, « 'Wir waren blind, ungläubig und langsam' : Buchenwald, Dachau und die amerikanischen Medien im Frühjahr 1945» in : VZ 35(1987), 385-401.

<sup>12</sup> Siehe dazu Robert H. Abzug, *Inside the Vicious Heart : Americans and the Liberation of Nazi Concentration Camps* (New York/Oxford : Oxford, 1985) ; Jon Bridgman, *the End of the Holocaust : The Liberation of the Camps* (Portland : Areopagitica, 1990).

teln. Bei Kriegsende wurden deutsche Zivilisten Zeugen des Grauens an zahllosen Orten des NS-Terrors : sie wurden zwangsweise durch die befreiten Lager geführt. Außerdem wurden didaktische Serien in Zeitungen veröffentlicht, Poster mit Szenen aus den befreiten Lagern aufgehängt, Ausstellungen veranstaltet, Broschüren verteilt, besondere Radiosendungen ausgestrahlt und Filme gezeigt. Die Alliierten, die die abscheulichen Szenen in den KZs bei der Befreiung als Dauerzustand sich vorstellten, waren überzeugt davon, daß die Deutschen schon viel früher von diesen Zuständen Kenntnis gehabt hatten. In Bergen-Belsen errichteten die Briten ein großes Schild am ehemaligen Lagereingang, das in der englischen Fassung das «berühmte» (infamous) Konzentrationslager Belsen ankündigte, in der deutschen jedoch das «wohlbekannte» Lager - ein Indiz dafür, daß die Alliierten die deutsche Behauptung, eine abweichende Vorstellung von den KZs gehabt zu haben, durch den Nachweis vor Ort zu widerlegen trachteten.

Im Juli 1945 wurde das befreite KZ Dachau in ein «Prisoner of War Enclosure» für deutsche Kriegsgefangene umgewandelt. Das eigentliche KZ, das Schutzhaftlager (im Gegensatz zu dem wesentlich größeren Bereich der SS-Kaserne), wurde «SS-Compound». Dort wurden bis Jahresende 1945 ca. 25.000 SS-Männer eingesperrt. Parallel zum Nürnberger Prozeß begann am 15. November ein Prozeß gegen 40 Männer der Lagerverwaltung im Wirtschaftsgebäude des ehem. KZs Dachau<sup>13</sup>. Zur propagandistischen Begleitung dieses Prozesses wurde im Dachauer Krematorium eine Ausstellung von ehemaligen Häftlingen mit Beteiligung der US-Armee eingerichtet.

Das parkähnliche Ambiente des Krematoriums stand in starkem Kontrast zu den Veranschaulichungen der unmitteibaren Brutalität des Lageralltags im Inneren. Mittels Puppen wurden beispielsweise 'Pfahlhängen' und die Prügelstrafe demonstriert. Zweck dieser Ausstellung war, das harte Vorgehen gegen die Angeklagten zu legitimieren ; kein Versuch wurde unternommen, den Holocaust als System zu begreifen. Weder der politische Terror noch die Mordindustrie wurden dargestellt, nur der bestiale Sadismus. Auf einem Schild draußen wurde auf die Einäscherung von 238.000 Menschen hingewiesen. Das Schild belegt das Beharren auf die Vorstellung vom KZ als Leichenfabrik : es hing wahrscheinlich einige Jahre, obwohl die korrekte Zahl von 32.000 Todesfällen schon am Anfang des ersten Dachauer Prozesses im November 1945 herauskam

<sup>13</sup> Siehe Angelika Schafflik, «Im Schatten der Nürnberger Urteile - Die Dachauer Prozesse unter besonderer Berücksichtigung des Weiss-Prozesses». Zulassungsarbeit Staatsexamen (Munich, 1986), masch. Eine systematische Darstellung von Robert Sigel ist gegenwärtig (1992) um Druck.

und in einer Schlagzeile der *Süddeutschen Zeitung* veröffentlicht wurde.

## 2) Das Bild der sauberen KZs, 1949 ff.

Als die westlichen Alliierten die Westdeutschen als Verbündete im Systemkonflikt zu mobilisieren suchten, wurde die Durchsetzung ihrer Holocaust-Vorstellung unzuweckmäßig. So erhielten deutsche Stellen mit dem rapiden Abzug der Amerikaner aus dem Dachauer Häftlingslager die Möglichkeit, ihre Vergangenheitsvorstellung zu verwirklichen. Es gibt zahlreiche Zeugnisse dafür, daß das offiziell vermittelte Bild der KZs nach der Machtübernahme der Nationalsozialisten eins von Sauberkeit und Ordnung war<sup>14</sup>. Stellvertretend zitiere ich einen Artikel der Münchner Illustrierten Zeitung von Juli 1933 mit dem Titel «Die Wahrheit über Dachau» :

*«Volksgenossen, die artfremden Verführern zum Opfer fielen und Wegbereiter des bolschewistischen Kommunismus in Deutschland waren und sein wollten, werden durch die heilende Wirkung produktiver Arbeit und straffer Disziplin zu brauchbaren Mitgliedern des nationalsozialistischen Staates erzogen.»*

<sup>14</sup> Cf. z.B. Werner Schäfer, *Konzentrationslager Oranienburg : Das Anti-Braunbuch über das erste deutsche Konzentrationslager* (Berlin, 1934) oder Friedrich Franz Bauer, «Konzentrationslager Dachau,» in : *Illustrierter Beobachter*, 3.12.1936, 2014-2017,2028. Die Torinschrift vieler KZs (Arbeit macht frei»), sowie die Aufschriften auf den Dächern der Gebäude an den Neuengammer und Dachauer Appellplätzen («Es gibt einen Weg zur Freiheit. Seine Meilensteine heißen : Gehorsam, Fleiß, Ehrlichkeit, Ordnung, Sauberkeit, Nüchternheit, Wahrhaftigkeit, Opfersinn und Liebe zum Vaterlande !») sind weitere Belege.

<sup>15</sup> Die Literatur dazu wächst ständig an. Siehe z.B. Herbert Obenaus, «Haben sie wirklich nichts gewußt ? Ein Tagebuch zum Alltag von 1933-45 gibt eine deutliche Antwort,» in : *Journal für Geschichte* 2(1980),26-31 ; Elmer Luchterhand, «Das KZ in der Kleinstadt : Erinnerungen einer Gemeinde an den unsystematischen Völkermord,» in : Detlev Peukert and Jurgen Reulecke (Hg.), *Die Reihenfast geschlossen* (Wuppertal : Peter Hammer, 1981), 435-456, Hans Mommsen «Was haben die Deutschen vom Völkermord an den Juden gewußt ? ,» in : Walter Pehle (Hg.), *Der Judenpogrom 1938 : Von der «Reichskristallnacht» zum Völkermord* (Frankfurt : Fischer, 1988),176ff ; Ernst Klee/Willi Dreen/Volker Rieß, «Schöne Zeiten» : *Judenmord aus der Sicht der Täter und Gaffer* (Frankfurt : Fischer, 1988)- Jörg Wollenberg (Hg.), «Niemand war dabei und keiner hat's gewußt» (Munich : Piper, 1989) ; und Gordon Horwitz, *In the Shadow of Death : Living Outside the Gates of Mauthausen* (New York : Free Press, 1990).

Obwohl die offene Propaganda recht bald fast keine Informationen mehr über die KZs verbreitete, war die Auffassung von KZs als «Arbeitserziehungslager» zumindest in der Sphäre öffentlicher Kommunikation etabliert. Inzwischen darf es als selbstverständlich gelten, daß breite Kreise der Bevölkerung lange vor Kriegsende eine ganz andere Wahrheit zumindest ahnten<sup>15</sup>, aber insbesondere angesichts der massiven Vorwürfe der Alliierten sich an dieses Nazi Propaganda-Image als Strohalm der Entlastung klammerten. Als bald versuchten westdeutsche Politiker die ehemaligen KZs in Musterlager zu verwandeln. In Bayern verabschiedeten alle Landtagsparteien im Januar 1948 einstimmig den Beschluß,

*«Mit der Militärregierung umgehend Verhandlungen aufzunehmen, um auf dem schnellsten Wege Lagerobjekte - insbesondere Dachau - freizubekommen zur Errichtung von Arbeitslagern für asoziale Elemente.»*

*«Bedeutung der Arbeitslager als Stätten der Umerziehung von arbeitsscheuen Elementen zu willig arbeitenden Menschen.»*

ausdrücklich hervorheben. In Neuengamme wurde das KZ tatsächlich in eine, wie es in der zeitgenössischen Begründung der Gefängnisbehörde hieß, «mustergültige» Erziehungsvollzugsanstalt umgewandelt.

Nach der Währungsreform im Sommer 1948 lagen die Prioritäten jedoch anders : Kein Arbeitserziehungslager wurde geschaffen, sondern das KZ Dachau wurde, wie viele andere Lager aller Art in den Westzonen, in ein Wohnlager umgewandelt, um Flüchtlinge aus dem Osten aufzunehmen. Für die enorme Summe von über 5 Millionen DM wurde die «Wohnsiedlung Dachau-Ost» im Winter 1948/49 geschaffen. In den folgenden Jahren wurden im Lagerbereich Industrien angesiedelt, z.B. eine Färberei, ein Lederveredelungsbetrieb, Nudel- und Strumpffabriken und eine Holzwerkstatt. In die Baracken wurden nicht nur Wohnungen für 400 Familien und 200 Ledige eingebaut, sondern auch Geschäfte, Gaststätten, ein Kino, eine Schule und ein Kindergarten. Die Lagerstraße wurde geteert, eine Buslinie in die Stadt Dachau eingerichtet, und die Wasser- und Stromversorgung erneuert. Es gab auch ein Siedlungseigenes Heizkraftwerk und katholische und evangelische Kirchen. In der ehemaligen Entlausung (an der Stelle der heutigen jüdischen Gedenkstätte am Nordende des Lagers) gab es eine Gaststätte, die übrigens 1961 vom neuen Wirt in «Gaststätte zum Krematorium» umgetauft wurde. Nach und nach wurden die Umfassungsmauer und die Umzäunung entfernt und mit dem Abriß der Wachtürme begonnen.

Während die eigentlichen Überreste des KZs zu einer «sauberen» Wohnsiedlung umgebaut wurden, sollte das Andenken an die KZ-Zeit explizit durch Denkmale fortgesetzt werden. Die KZ-Denkmale, die in dieser Zeit von Deutschen (z.T. auf alliierterm Geheiß) vorgeschlagen und verwirklicht wurden, spiegeln die Vorstellung des ordentlichen KZs wider : ein für Dachau vorgesehenes Denkmalsmodell von November 1945 (30m hoher Monumentalbau mit bekrönendem Goldmosaik), wie auch das im April 1950 eingeweihte Denkmal des «unbekannten Häftlings» von Fritz Koelle (*unterlebensgroß*, auf hohem Sockel stehender KZ-Überlebender, glatt und säuberlich umhüllt von den Falten seines Mantels)<sup>16</sup>. Ähnlich wurde 1952-53 in Neuengamme eine schlichte, 7m hohe Säule errichtet - das denkbar einfachste Gedenkzeichen<sup>17</sup>. In Dachau wäre die öffentliche Erinnerung an das «dreckige» KZ in dieser Zeit vielleicht sanft entschlummert, wenn

<sup>16</sup> Ein vom selben Künstler stammender Entwurf, der einen qualvoll mageren Überlebenden zeigte, der einen zum Gerippe abgemagerten Leichnam trug, wurde vorher nach heftiger Kritik verworfen.

<sup>17</sup> In Bergen-Belsen wurde 1952 ein 1946 auf Anweisung der Briten errichteter Holzobelisk von deutschen Stellen in Steun (25m hoch) neu errichtet. Obwohl der Verzicht auf jegliche symbolische Sinngabe kaum kritisiert werden kann, ist insbesondere wegen der unmittelbar danach einsetzenden Vernachlässigung der Stätte offensichtlich, daß es sich dabei um eine Minimallösung handelte. Der Einwand, daß in der ersten Nachkriegszeit allen Besuchern die Bilder aus der KZ-Geschichte gegenwärtig waren und folglich eine Darstellung vor Ort entbehrlich war, wird durch den regen Zuspruch der damaligen Ausstellungen in Dachau und Buchenwald widerlegt. 1952 kamen über 100.000 BesucherInnen nach Dachau.

nicht ein Bagger, der in der Nähe des KZs nach Sand grub, im Sommer 1949 ein Gemeinschaftsgrab mit ca. 20 Skeletten aufgedeckt hätte. Obwohl sich später herausstellte, daß das Grab in keinem Zusammenhang mit dem KZ stand, wurde gleichzeitig entdeckt, daß unmittelbar benachbarte Massengräber von über 6.000 KZ-Häftlingen zumindest vergessen, wenn nicht absichtlich vernachlässigt worden waren. Eine internationale Öffentlichkeit verfolgte den Vorfall mit Empörung. Um vom Vorwurf der Vernachlässigung abzulenken, ließ der bayerische Staat die Massengräber mit großem Aufwand zu einem Friedhof mit einer Gedenkhalle ausgestalten. Zugleich wurden alle ca. 400 bayerischen KZ-Grabstätten überprüft und neugestaltet.

Zur weiteren Besänftigung der kritischen Stimmen des Auslands wurde im Sommer 1950 die Ausstellung im Krematorium auf Staatskosten renoviert : die Puppen wurden entfernt, und stattdessen Dokumente und Übersichten ausgestellt, wie beispielsweise eine Farbtafel mit den KZ-Winkeln, eine Übersichtskarte der KZs in Europa, und eine Graphik der Dachauer Häftlingszahlen. Ein Schillerzitat diente als Ausstellungsmotto :

Der Menschheit Würde ist in eure Hand gegeben,

Bewahret sie !

Sie sinkt mit euch !

Mit euch wird sie sich heben !

Diese zweite Ausstellung war ein Schritt in Richtung einer Versachlichung der Vermittlung der KZ-Erfahrung ; die Darstellung des Systems der Konzentrationslager und seiner zeitlichen Entwicklung ist als Anliegen deutlich sichtbar. Diese Ausstellung währte jedoch nicht lange, stand sie doch im krassem Gegensatz zur Tendenz der Bereinigung der KZ-Vergangenheit.

Die ehemaligen Häftlinge, die stärksten Befürwörter der Ausstellung, standen, nachdem sich das internationale Interesse abgewandt hatte, allein da. Ihre Stellung in der bundesdeutschen Öffentlichkeit schwand rapide dahin. Während eine gewaltige Renazifizierung der Staatsämter stattfand (1951 waren beispielsweise 94% der bayerischen Richter und Staatsanwälte, 77% aller Angestellten der

Finanzbehörde und 60% des Landwirtschaftsministeriums ehemalige Nazi PGs.), wurden Häftlingsorganisationen wie die VVN und die Arbeitsgemeinschaft Dachau von der Münchner Polizei überwacht und schikaniert. Zu der heißen Welt der «Wohnsiedlung Dachau-Ost» paßte die Ausstellung überhaupt nicht ; die ersten Bemühungen, sie zu entfernen, ließen nicht lange auf sich warten.

1952 fand eine Medienkampagne gegen die Ausstellung statt, und nachdem die Gedenkveranstaltungen zum Befreiungstag im April 1953 ohne öffentliche Resonanz vergangen waren, ließ die Finanzbehörde die Ausstellung im Mai 1953 in einer Blitzaktion räumen und den Verkauf von Broschüren und Postkarten über das KZ Dachau verbieten<sup>18</sup>. Die behördliche Antwort auf eine offizielle französische Anfrage nach den Gründen für die Räumung bietet einen Einblick in die dahinterstehende Vorstellung vom ehrenhaften KZ. Nach Anweisung aus der Staatskanzlei teilte das Finanzministerium mit, es habe sich um eine Ausstellung gehandelt,

*«die im ehemaligen Krematorium von einem früheren Lagerhäftling ohne Genehmigung eingerichtet worden war. [Aber wohl auf Veranlassung und mit Geldern des Staates !] Diese Ausstellung wurde nach übereinstimmender Auffassung der zuständigen Stellen [!] durch die Art ihrer Darbietung dem von den Lagerhäftlingen gebrachten Opfer in keiner Weise gerecht».*

Die Entfernung der Ausstellung scheint dem Verlangen nach einer unbefleckten Erinnerung nicht genügt zu haben. Im Juli 1955 beantragte der Dachauer Landtagsabgeordnete die Schließung des Krematoriums. Da internationale Verträge die Unantastbarkeit von Grabstätten festgelegt hatten (eine Folge des Skandals um die Leiten-Gräber), durften deutsche Stellen die Schließung nicht verfügen, und der Antrag wurde zurückgezogen. Kurze Zeit später ließ der Dachauer Landrat jedoch sämtliche Wegweiser zur Gedenkstätte entfernen, wie auch die Originalbeschriftung «Brausebad» an der Gaskammer und andere Originalaufschriften im Krematorium (wie etwa «Gaszeit» an den Türen der Entlausungskammern).

### **3) Die ehemaligen Häftlinge, 1960-70**

In der zweiten Hälfte der 1950er Jahre fing das Pendel der KZ-Erinnerung an, in die andere Richtung zu schwingen.

<sup>18</sup> Für eine genauere Darstellung des Vorgangs siehe meinen Aufsatz : «Das ehemalige Konzentrationslager Dachau : Der mühevollen Weg zur Gedenkstätte 1945-1968», in : *Dachauer Hefte* 6 (1990), 182-205, S. 193f. Dort finden sich auch die Belege für die meisten anderen hier besprochenen, Dachau betreffenden Ereignisse.

Eine jüngere Generation Deutscher begann sich für die «dreckige» Geschichte des KZ-Systems zu interessieren. Filme, Hörspiele und Bücher wie Alain Resnais «Nacht und Nebel», «Das Tagebuch der Anne Frank» und Erwin Leisers «Mein Kampf» trugen dazu bei. Ende der 50er Jahre pilgerten Scharen von Jugendlichen, aufgewühlt von ausländischen Zeitungsberichten über die Verwahrlosung der Gedenkstätte in Belsen, dorthin, um die Anlage instandzusetzen und ihre Betroffenheit zum Ausdruck zu bringen.

Gleichzeitig verzeichneten die ehemaligen Häftlinge erste Erfolge in ihrem Versuch, sich durch internationalen Rückhalt gegen die Ausgrenzung und Diffamierung in der Bundesrepublik zu wehren. Forschungsprojekte, die auf einem großen Treffen im April 1948 in Buchenwald begonnen wurden, aber wegen der erneuten Diskriminierung und Verfolgung nicht verwirklicht werden konnten, wurden ab 1955 wieder in Angriff genommen. Als Lobby für die Schaffung einer Gedenkstätte in Dachau wurde das internationale Häftlingskomitee der Lagerzeit 1956 wieder ins Leben gerufen.

Als Beispiel für die Haltung, gegen die diese Gruppe ankämpfen mußte, zitiere ich eine Postwurfsendung, die 1955 von der bundesdeutschen Dachaugemeinschaft an alle Haushalte in Dachau geschickt wurde. Man beachte den Kontrast zwischen dem «dreckigen» und dem «sauberen» KZ :

*«Liebe Dachauer Bürgerinnen und Bürger !*

*Für viele, die Ihre aufstrebende Stadt am Rande Münchens nicht kennen, hat Dachau immer noch einen schrecklichen Klang. [Jene] wissen nichts von den Naturschönheiten, die Ihre alte bayerische Stadt umgeben, daß ein Ludwig Thoma hier gelebt und viele seiner Werke geschaffen hat. Für sie ist Dachau immer noch untrennbar verbunden mit dem Nazi-Konzentrationslager, das hier von 1933-45 aufrechte Deutsche und Menschen aller europäischen Nationen hinter seinen elektrisch geladenen Zäunen gefangen hielt. Erst als 1945 die Stunde der Befreiung für die Häftlinge schlug, haben Sie den ganzen Umfang des Schreckens, des Grauens und des Todes erkennen können. Dankbar gedenken heute noch viele ehemalige Häftlinge der Hilfe, die ihnen von Bürgern Ihrer Stadt während der Jahre der Unterdrückung gegeben wurde...»*

Unterschiedliche Gruppen ehemaliger Häftlinge hatten unterschiedliche Vorstellungen von der KZ-Vergangenheit, an die zu erinnern war. Insbesondere sind zu nennen : deutsche und ausländische politische Häftlinge, sowie katholische, evangelische und jüdische Gruppen. Die politischen Häftlinge hatten eine klare Vorstellung von dem System der KZs im Reichsgebiet, aber die Ausmaße des fabrikmäßigen Massenmords war ihnen zunächst nicht voll bewußt. Wie bereits 1957 beim sogenannten Ulmer Einsatzgruppenprozeß, ging 1961 vom Eichmann-Prozeß in Jerusalem eine schockwellenartige aufklärerische Wirkung aus. Auch die ehemaligen politischen Häftlinge wurden dadurch für die Geschichte des Holocaust im engeren Sinne sensibilisiert, für diese weitere Dimension der «dreckigen» Seite der KZ/Vernichtungslager. Die Lagergemeinschaft Dachau machte dazu eine Dokumentar Ausstellung in München. Die Frankfurter Auschwitz-Prozesse 1964 gaben wiederum einen kräftigen Impuls, sich mit der geplanten Ausrottung aller europäischen Juden zu befassen <sup>19</sup>.

Der Bewußtseinswandel der ehemaligen Häftlinge läßt sich in Dachau zeitlich ziemlich genau eingrenzen, denn im Sommer 1960 wurde eine vorläufige Ausstellung im Krematorium eingerichtet. Darin fehlte der Holocaust, verstanden als die fabrikmäßige Menschenvernichtung <sup>20</sup>. Ein weiterer Schritt der Versachlichung und Verwissenschaftlichung gegenüber der Ausstellung von 1950 wurde jedoch getan. Beispielsweise wurde eine Häftlingsuniform in eine Vitrine gehängt und maßstabgetreue Lagermodelle angefertigt. Jede Aussage über das Lager wurde durch Kopien von Originaldokumenten belegt. In jedem Bereich des Krematoriumgebäudes wurden erklärende Hinweistafeln aufgestellt. Aber dieses Bemühen um Reduktion auf das unanfechtbar Belegte konnte auch ein schiefes Bild vermitteln. Die Originalaufschrift «Brausebad» über der Tür zur Gaskammer wurde mit folgendem Text kommentiert :

Zeit stammenden Pläne des Museumkomitees für die Dauerausstellung (damals sollte ein Museum in den zwei südlichsten Baracken eingerichtet werden) zeigen dasselbe Manko.

*«Dieser Raum wäre als Auskleide- und Warteraum verwendet worden, wenn die Gaskammer funktioniert hätte. Die Aufschrift 'Brausebad' diente zur Täuschung der Häftlinge».* [Hervorhebung hm]

<sup>19</sup> Zur Münchner Ausstellung vgl. Hans-Schwarz-Nachlaß (Forschungsstelle für die Geschichte des NS, Hamburg), Ordner 13-4-41, zur Frankfurter s. Eugen Kogon, «Auschwitz und eine menschliche Zukunft», Eröffnungsrede zur Ausstellung von Dokumenten von und über Auschwitz in der Frankfurter Paulskirche, Bußtag 1964, in: *Frankfurter Hefte* 19(1964), 830-838.

<sup>20</sup> Man könnte einwenden, daß dies in der Ausstellung von 1960 aus Zeit- und Platzgründen sowieso unmöglich war. Jedoch wurde die Ausstellung konzeptionell nicht verändert bei den Verbesserungen 1961, und die aus derselben.

Das war aber eine Untertreibung : die Gaskammer war in der Tat lange vor Kriegsende voll funktionsfähig, sie wurde aus nicht endgültig geklärten Gründen aber nicht in Betrieb genommen (evtl. weil die Sterblichkeit aufgrund von Epidemien schon so hoch war, daß man die Menschen nicht mehr im großen Stil vorsätzlich töten mußte). Außerdem konnte man das Krematorium im Winter 1944/45 wegen Brennstoffmangel sowieso nicht betreiben, so daß ohnehin viel zu viele Leichen anfielen. Jener Kommentar war jedoch eine defensive Antwort auf die heute noch in gewissen Kreisen vielbeschworene «Gaskammerlüge» von Dachau, nämlich daß das neue Krematorium mit den Gas- und Leichenkammern in Dachau von deutschen Kriegsgefangenen auf Befehl der US-Armee erst nach dem Krieg erbaut wurde.

Diese Behauptung stellt die auf die Spitze getriebene Formulierung der Vorstellung vom «sauberen KZ» dar. Sie findet sich jedoch nicht nur im rechtsapologetischen Kreis um die «Deutsche National- und Soldaten-Zeitung» ; Aussagen von älteren Deutschen (insbesondere der Jahrgänge vor ca. 1915) deuten darauf hin, daß nicht wenige davon überzeugt sind, daß die Leichenberge in den KZs v.a. wegen dem von den Alliierten verursachten Versorgungs- und Transportkollaps gegen Kriegsende, sowie durch alliierte Luftangriffe entstanden seien. Davor, so wird «erinnert», sei es in den KZs zwar schlimm gewesen, aber zu «Derartigem» sei es nicht gekommen. Aus diesem Körnchen verzerrter Wahrheit wird dann das ganze Rechtfertigungsgebäude der Nachkriegszeit aufgebaut, das eine Wurzel der Überrest-armen Topographien bundesdeutscher Gedenkstätten darstellt. [Nestbeschmutzungsvorwurf] Eine neue Museumskonzeption wurde in den Jahren nach 1962 mit Hilfe jüngerer deutscher PädagogInnen erarbeitet. Im Mai 1963 wurde Sinn und Zweck des zu gestaltenden Museums wie folgt formuliert :

*«Das Museum im ehemaligen KZ-Dachau soll der Aufgabe dienen, einem möglichst weiten Besucherkreis ein realistisches und in jeder Beziehung wahrheitsgetreues Bild aller Geschehnisse, die sich in diesem Lager abspielten, zu vermitteln. Darüber hinaus muß die Ausstellung aufzeigen, wie sich dieses mörderische System entwickeln und ausbreiten konnte». [Hervorhebung hm]*

Diese neue Ausstellung wurde 1965 eröffnet ; sie besteht heute noch fast unverändert. Sie hat vier Hauptabteilungen :

-Die Vorgeschichte bis zur Machtübernahme -Das Konzentrationslager Dachau -Die Vernichtung ; darin ein umfangreicher Abschnitt «Die Endlösung der Judenfrage» (setzt 1941 ein) -Das Ende der Konzentrationslager (über die Evakuierungen und Befreiung).

In dieser Konzeption sollte das Lager möglichst im Originalzustand konserviert werden, doch die Eingriffe in die Bausubstanz bei der Einrichtung des Wohnlagers, z.B. die Innen- und Außenverkleidung der Baracken, waren nicht mehr rückgängig zu machen. Staatliche Denkmalspfleger, vermutlich immer noch an die «saubere» Seite der KZs denkend, konnten die ehemaligen Häftlinge überreden, sämtliche Bauten des Schutzhaftlagers (außer den noch stehenden Wachtürmen und dem Wirtschaftsgebäude am Südende) abreißen zu lassen, und zwei Baracken am Südende neu zu errichten. Aus diesem Kahlschlag resultierten die heutigen sogenannten Barackenfundamente : die Umriss der unfundamentierten Baracken wurden 1964-65 in Beton nachgegossen. Und die zwei Baracken am Südende des Lagers wurden in vereinfachter Form auf Betonplatten nachgebaut. Nichts weist darauf hin, daß diese Baracken ursprünglich keine Unterkunftsbaracken waren, sondern einen Teil des Reviers bzw. die Lagerkantine beherbergten. Die Komplexität und Normalität des KZs, eben das, was es anschaulich machen könnte, wurde beseitigt zugunsten eines simplen, abstrakten Bildes. Es treffen sich in diesem didaktisch motivierten partiellen Nachbau des Lagers drei Vorstellungen vom «Holocaust». Einmal wird in den (im übrigen heute noch andauernden <sup>21</sup> Abrißarbeiten das Bemühen um die Säuberung der KZ-Geschichte von Hinweisen auf die schmutzige Geschichte offenbar. Und da fast jeder Hinweis auf das Geschehen in einem NS-Konzentrationslager irgendwie auf Schmutz hindeutet, führt dieses Bestreben in letzter Konsequenz zur völligen Beseitigung aller Überreste und Denkmale.

<sup>21</sup> In den 1980er Jahren wurden beispielsweise die ehem. Kommandantenvilla, Teile des Ur-KZs von 1933 (ehem. Munitionsfabrik), Gleise, die ins Lager führten, und einige ehem. SS-Offiziersvillen abgerissen.

Zum Zweiten : Die vereinfachende Rekonstruktion und Konservierung nur ausgewählter Details zeugt von der undifferenzierten Vorstellung zu Kriegsende von primitiven, brutalen Leichenfabriken. Abgesehen vom Museumsgebäude, dessen Funktion in der Lagerzeit den meisten BesucherInnen verborgen bleiben dürfte, existieren als einprägsame historische Gebäude auf dem Lagergelände nur die Unterkunftsbaracke und das große Krematorium. Von der Pritsche in den Ofen ? Nur die intellektuelle Auseinandersetzung mit den Texten im Museum vermag die

<sup>22</sup> Diese Behauptung stützt sich auf eine Reihe von Interviews, die ich mit US-amerikanischen Touristen geführt habe, die die Gedenkstätte in Dachau zwischen 10 und 21 Jahren vor dem Interview besucht hatten.

dazwischenliegende Zeit mit Inhalt zu füllen. Im groben Langzeitgedächtnis speichert sich der Eindruck des Gedenkstättenbesuchs als eine Vorstellung vom KZ als kurzfristiger Folter- und Todesstätte <sup>22</sup>.

Schließlich wird in dem Bemühen, die volle Komplexität der Lagerwirklichkeit wiedererstehen zu lassen, das Bild des mehrdimensionalen, «dreckigen» KZs sichtbar: Die vor wenigen Jahren auf dem kahlen Lagergelände aufgestellten Schautafeln mit Großfotos aus der Lagerzeit zeugen in ihrer Einsamkeit von dem noch begrenzten Erfolg dieser Tendenz. Führungen von Zeitzeugen oder ausgebildeten LehrerInnen, der Gedenkstättenfilm, das Museumskatalog, die Schriftenreihe und nicht zuletzt das Jugendbegegnungszeltlager in Dachau sind weitere Beispiele für dieses Bestreben, aber im Gegensatz zu einer reicheren Rekonstruktion des Lagers (sofern die Überreste schon entfernt wurden) vermögen sie nur, einen Bruchteil der BesucherInnen zu erreichen.

Doch die Gruppen, die an einem Gedenken in Dachau interessiert sind, sind vielfältig nicht alle sind an historischer Aufklärung oder Erklärung interessiert. Das katholische Gedenken in Dachau ist auf das Jenseits ausgerichtet; es beachtet die quälenden Seiten des irdischen Daseins kaum <sup>23</sup>. Folgerichtig tauchen nur die spärlichsten Hinweise auf den Holocaust auf. Innerhalb weniger Monate im Jahr 1960 ließ der ehemalige Dachau-»Sonder«-Häftling Weihbischof Neuhäusler die katholische «Todesangst-Christi-Kapelle» erbauen. Der schlichte Rundbau, dessen Außenhaut von im Fischgratmuster gelegtem glattem Isarkies gebildet wird, ragt in beherrschender Stellung am Nordende der Lagerstraße empor. Seine schützende Hülle öffnet sich zum Lager hin. Spärliche Überreste einer Grünanlage, ein Rasenstück und ein Kranz von Eichen, lassen kaum die Wirkung der ursprünglich geplanten Ausdehnung des Grüns auf das gesamte Lager ahnen. Die Ereignisse des Lagers sind in der künstlerischen Gestaltung weitestgehend ausgeblendet; im Andenken an die Passion des Herrn, der stilisiert am Kreuzifix im Mittelpunkt schwebt, soll versöhnender Dienst an der göttlichen Vorsehung verrichtet werden.

<sup>23</sup> Das Bemühen um ein katholisches Gedenken fing schon unmittelbar nach der Befreiung an. Im Sommer 1945 wollte Kardinal Faulhaber das Krematorium als Unterbau eines Nosters verwenden; aus dem Vorhaben ist freilich nichts geworden. Dieses Projekt wäre aber ein weiterer Beleg für die hier beschriebene Tendenz des katholischen Gedenkens.

Knapp hinter der Kapelle wird dieser Dienst Tag und Nacht verrichtet. Das 1962-63 erbaute katholische Karmelitinnenkloster wird durch ein Portal im angrenzenden KZ-Wachturm betreten. Die vielbeschworene «hermetische Abgeschlossenheit» des Lagers wird an der

undurchdringlichsten Stelle aufgelöst. Die einzige Erinnerung an das ehemalige KZ sind einige in Schaukästen ausgestellte liturgische Geräte und Gewänder, die von inhaftierten Priestern verwendet wurden. Es sind dies vielleicht die einzigen Überreste, die derart von der Vielschichtigkeit des Lageralltags Zeugnis ablegen könnten. Doch durch die museale Präsentation und die Kontextlosigkeit werden sie ihrer Kraft beraubt.

Auch auf dem Leitenberg zeigt sich die Vergangenheitslosigkeit des katholisch geprägten Gedenkens. Obwohl Menschen jüdischen Glaubens die Mehrzahl der dort Verscharreten und Begrabenen ausmachen durften (viele der bei der Befreiung vorgefundenen Toten waren aus anderen Lagern evakuierte Juden), steht das katholische Gedenken auffallend im Vordergrund. Der Weg vom Parkplatz hinauf führt an 14 Kreuzwegstationen vorbei, die die KZ-Marter mit der Passion Jesu verquicken. In der Friedhofsanlage steht ein Hochkreuz im Mittelpunkt, dessen Reliefs christliche Martyriumsszenen wiedergeben. Dagegen ist der bemooste jüdische Gedenkstein an einer unscheinbaren Stelle versteckt. Auch die 1957-63 errichtete italienische Mini-Kuppelkapelle auf einer westlichen Anhöhe neben der Anlage dient der katholischen Totenehrung. Als einzige Anomalie zur messianisch überhöhten Vereinnahmung steht als Pendant auf dem Osthang ein urwüchsig-germanischer Achteckbau (vgl. Aachen, Castel del Monte, Tannenberg, Annaberg, El Almain) aus einheimischem Nagelfluh (die Italiener bauten aus Carrara-Marmor), dessen düsteres Inneres mit den Wappen der Nationen und einem bronzenen Taufbecken ausgestattet ist ; bronzene Fackelhalter in den Ecken können ggf. für kulturelle Beleuchtung sorgen.

Östlich der katholischen Kapelle im Lager steht eine jüdische Gedenkstätte (1964-67 erbaut). Der Bau sollte ausdrücklich keine Synagoge sein, denn nach jüdischer Auffassung sei es ein Ding der Unmöglichkeit, an solch einem gottverlassenem Ort ein Gotteshaus zu errichten. Der im Grundriß bogig keilförmige Bau schirmt sich durch die Dachschräge gegen das Lager ab. Seine Gestalt nimmt ikonographisch Bezug auf den Holocaust : Eine Rampe, ähnlich der Selektionsrampe in Birkenau, führt hinunter in die gruftähnliche Kammer. Der Weg ist gesäumt von stilisiertem Stacheldrahtgeflecht ; ein bewehrtes Gitter verweigert dem Herantretenden Einlaß. Im rückwärtigen Scheitel führt ein heller Marmorstreifen empor zu einer

lichtdurchfluteten Öffnung : der einzig vorgesehene Ausgang für Juden aus einem Nazilager war der Schornstein des Krematoriums. Der abschirmende, eingekapselte, isolierte Bau repräsentiert das jüdische Gedenken in Dachau : keine Fragen, keine Antworten, bewußte Abstinenz von Sinnggebung, nur der Schmerz der Erinnerung.

Ganz anders dagegen ist die Gedenkkonzeption der ebenfalls 1964-67 erbauten evangelischen Versöhnungskirche. Den von der Lagerstraße Kommenden öffnet sich eine weite Treppenanlage, die einladend in die Tiefe führt. Keine aufragende Überhöhung des Lagerleidens wie im katholischen Bau soll hier stattfinden, sondern Einkehr in eine introspektive Reflexion. Eintretende Besucher werden in einen geschlossenen Innenhof geführt, der zwischen einem etwas tieferliegenden Sammlungs- und Gesprächsraum links und dem kargen Kirchenraum rechts vermittelt. Der Ausgang führt durch die Kirche hinauf durch einen schmalen Betongang. Der Rundgang führt dann unmittelbar weiter zum Krematorium.

Von Anfang an wurde hier ein Dienst am Menschen vorgesehen : Ein hauptamtlicher Geistlicher ist der Kirche zugeteilt, und freiwillig arbeitende Jugendliche der Aktion Sühnezeichen, die schon beim Bau der Kirche mithalfen, ermöglichen eine ganzjährige Besucherbetreuung mit Gedenk- und Bildungsveranstaltungen. Im Gegensatz zur Gloria Dei der Katholiken und dem blanken, hoffnungs- und sinnlosen Schmerz der Juden wird hier im Verständnis des Evangeliums mit der Macht des Wortes versucht, Wissen um und Erfahrung vom KZ-Geschehen zu vermitteln.

Als jüngstes Werk der monumentalen Gedenkkunst im Lager zeigt sich das internationale Mahnmal am Rande des Appellplatzes am entgegengesetzten Südende des Lagers. Obwohl es erst im September 1968 eingeweiht wurde, wurde der Entwurf schon 1959 von Albert Guerisse, einem belgischen ehemaligen Häftling, der ein führendes Mitglied der Resistance war und später eine höhere Stellung in der NATO innehatte, gegen die Bedenken der deutschen Häftlinge durchgesetzt. Jene meinten, das filigran in Bronze gegossene Menschengemetzelt stelle nur das Leiden im Lager dar («dreckiges KZ») ; sie wollten auch ein Symbol der Häftlingssolidarität und des Widerstands gegen eben diese Reduktion auf namenlose, entpersonalisierte Leichen.

Als Kompromiß zur Veranschaulichung der internationalen Solidarität der Häftlingsgruppen wurde ein Kettenrelief mit verschiedenfarbigen KZ-Winkeln in der Sockelanlage montiert. Dabei fehlen jedoch einige der von der SS zur Kategorisierung der Häftlinge verwendeten Farben : das Grün der «Berufsverbrecher» oder Kriminellen, das Rosa der Homosexuellen, das Schwarz der «Asozialen» - die oft willkürlich gewählten Stigma der SS wurden übernommen, die damalige Ausgrenzung symbolisch fortgesetzt. Es ist fraglich, ob ein Denkmal überhaupt in der Weise differenzieren kann, doch wird dabei der nachträglichen Pauschalisierung der Vergangenheit Vorschub geleistet.

Ein letztes Beispiel aus dieser Zeit soll belegen, daß die Vergangenheit der KZ-Orte durchaus kein Stigma war in den Augen derer, die der Vorstellung vom sauberen KZ anhängen. Das Schutzhaftlager machte nur etwa 1/5 der Gesamtanlage des KZs Dachau aus. Der größere Teil beherbergte die SS-Wachmannschaften und zwei SS Kampfeinheiten, sowie einige große Versorgungsbetriebe für die SS Truppen (z.B. Deutsche Ausrüstungswerke). Von 1945 bis 1971 benutzte die US-Armee diese KZ-Anlagen für ähnliche Zwecke. Als das Gelände dann an die Bundesrepublik zurückgegeben wurde, ergriffen die bayerischen Behörden die ideale Gelegenheit, dort eine Einheit der Bereitschaftspolizei zu stationieren. (übrigens hatten Bereitschaftspolizisten schon im Frühjahr 1933 für die SS Wachen in Dachau gekocht und geputzt.)

Daß die Lagergeschichte die Seelen der Verantwortlichen in keiner Weise belastete, wird anhand zweier Ereignisse des Jahres 1981 klar. Einmal übte die Bereitschaftspolizei Häuserräumungen mit in der Gedenkstätte vernehmbaren Lautsprecheransagen ; kurze Zeit später führte sie das für den Krieggebrauch geächtete Erstickungstränengas «CS» ebenfalls im ehemaligen SS-Lagerbereich vor. Als die nationalen Medien solche Insensibilität monierten, antwortete der Polizeichef entlarvend, kein Mensch habe an die Bedeutung und Geschichte des KZs gedacht.

Zehn Jahre später sind wir vielleicht etwas sensibler geworden, z.B. wenn die Hamburger Innenbehörde unter dem Druck der Öffentlichkeit die geplante Gefängnisenerweiterung auf dem Schutzhaftlagergelände in Neuengamme unterläßt, oder wenn der Bau eines Lebensmittelgeschäfts auf einem Teil des Ravensbrücker Lagergeländes durch öffentliche Empörung verhindert wird.

#### **4) Nachkriegsgenerationen, ab 1970**

Eingangs habe ich erwähnt, daß seit etwa 1970 eine neue Generation mit einer mehrdimensionalen Vorstellung vom Holocaust versucht, den Kampf der ehemaligen Häftlinge gegen das Bild des sauberen KZs fortzusetzen. Eine Graphik der Dachauer Besucherzahlen zeigt einen Anstieg der deutschen Besucherzahlen ab 1973, die v.a. durch eine überproportionale Zunahme der Anzahl von Schulklassen und Jugendgruppen bedingt ist. Zwischen 1973 und 1979 kletterte diese Ziffer von 500 auf über 5000 jährlich. Es ist in diesem Zusammenhang unwichtig, ob die Schüler selbst oder ob ihre LehrerInnen diese Fahrten initiierten, und wie tief der hinterlassene Eindruck war ; Tatsache bleibt, daß allerwenigstens die Existenz der Gedenkstätte und des Holocaust fest im Bewußtsein eines breiten Publikums verankert ist.

Die erste größere gedenkstättenbezogene Initiative von Jugendlichen fand im Jahr 1970 statt. Im Vorfeld der Münchener Olympiade 1972 schlugen die Dachauer Jungsozialisten dem Stadtrat einen 7-Punkte-Plan vor, in dem sie pädagogische und didaktische Maßnahmen forderten, wie etwa eine wissenschaftliche Dokumentation der Lagergeschichte, eine Jugendbegegnungsstätte und eine hauptamtliche BetreuerIn für Besucher.

Seitdem befaßte man sich v.a. mit der Verbesserung der didaktischen Einrichtung und der pädagogischen Betreuung in der Gedenkstätte : 1978 wurde der Katalog zur Ausstellung fertiggestellt ; 1979 begannen Freiwillige der Aktion Sühnezeichen, regelmäßig im Lager zu arbeiten ; 1980 nahmen das katholische «Dachauer Forum» und der eingetragene Verein «Zum Beispiel Dachau» gedenkstättenbezogene Arbeit auf ; ebenfalls 1980 wurden drei Lehrer vom bayerischen Kultusministerium zum Dienst in der Gedenkstätte abgestellt ; bis 1987 stieg ihre Zahl auf 9. Seit 1983 wird jährlich ein internationales Jugendbegegnungszeltlager veranstaltet ; 1984 schlossen sich verschiedene Trägergruppen zusammen, um einen Förderverein zur Durchsetzung und Betreuung einer Jugendbegegnungsstätte gegen staatlichen Widerstand zu bilden.

Im Jahre 1990 unterscheiden sich die Nestbeschmutzungsargumente vieler saubermännischer Politiker nur wenig von denen der 50<sup>er</sup> und 60er Jahre ; ich werde

nicht gesondert auf sie eingehen<sup>24</sup>. Trotz der soeben aufgelisteten Fortschritte in Richtung der Veranschaulichung einer mehrdimensionalen Vergangenheit ist das Tauziehen zwischen den Befürwortern aufklärender Erinnerung und den Verfechtern der sauberen Vergangenheit keineswegs vorbei. Davon legt der Wahlerfolg der «Republikaner» in den Dachauer Gemeindewahlen Zeugnis ab : mit der Forderung des Gedenkstättenabrisses ergatterten sie 1989 ein gutes Fünftel der Stimmen. Auf nationaler Ebene wären der sogenannte Historikerstreit (1986ff.) und das geplante nationale Opfermal in Bonn (1983-88) zu nennen : ersterer kann als Versuch gewertet werden, die öffentlichen Vorstellungen vom Holocaust zu «säubern» ; letzteres ist beispielhaft für die nivellierenden Gedenk-Gegenentwürfe jenes Erinnerungslagers.

Wenn man die mehrdimensionale, «dreckige» Vergangenheit nicht als Schmutz auf der eigenen Weste begreift, sondern als Chance, um den Philosophen Karl-Otto Apel zu zitieren, «etwas Besonderes aus der nationalen Katastrophe» zu lernen<sup>25</sup>, dann müßte man an den Tatund Lernorten der Vergangenheit die Komplexität der Vergangenheit plastisch wiederauferstehen lassen. Echte historische Aufklärung kann mit eindimensionalen Vorstellungen, seien sie «dreckig» oder «sauber», *beginnen*, aber die Gefahr ist groß, daß der Aufklärungsprozeß dann in eine Sackgasse gerät<sup>26</sup>. Sofern die Orte der Vergangenheit schon von unliebsamen Relikten bereinigt worden sind, dann ist eine bis in die relevante Details korrekte Rekonstruktion wünschenswert und notwendig, um die willkürliche 'Auffüllung der Erinnerung, Prägung der Begriffe, und Deutung der Vergangenheit' im Interesse der Tagespolitik vorzubeugen, wie es Regierungshistoriker Michael Stürmer jüngst vorgeschlagen hat<sup>27</sup>.

<sup>24</sup> S. dazu etwa Ralph Giordano, «Angst vor der Geschichte ? Erinnerungsarbeit in Dachau und anderswo», in : *Dachauer Hefte* 6 (1990), 43-55, bes. 50 ff.

<sup>25</sup> Karl-Otto Apel, «Zurück zur Normalität ? Oder könnten wir aus der nationalen Katastrophe etwas Besonderes gelernt haben ? Das Problem des (welt-) geschichtlichen Übergangs zur postkonventionellen Moral in spezifisch deutscher Sicht,» in : Forum für Philosophie Bad Homburg (hg.), *Zerstörung des moralischen Selbstbewußtseins : Chance oder Gefährdung ? Praktische Philosophie in Deutschland nach dem Nationalsozialismus* (Frankfurt : Suhrkamp, 1988), 91-142.

<sup>26</sup> Ein spannendes Beispiel für einen erfolgreichen, von einem eindimensional bereinigten Vergangenheitsbild ausgehenden Aufklärungsweg ist : Ib Melchior, Frank Brandenburg, *Quest : Searching for Germany's Nazi Past, A Young Man's Story* (Novato, CA : Presidio, 1990). Ein anderes Beispiel wäre der Film «Das schreckliche Mädchen».

<sup>27</sup> Wörtlich schrieb Stürmer, daß «in geschichtslosem Land die Zukunft gewinnt, wer die Erinnerung füllt, die Begriffe prägt und die Vergangenheit deutet.» Außer in der FAZ (25.4.86) und den zahlreichen Dokumentationen zum «Historikerstreit» ist Stürmers Artikel abgedruckt in der Wochenzeitung *Das Parlament* Nr. 20-21, Jg. 36, 17./24. Mai 1986. Diese Themenausgabe über «Geschichts-bewußtsein» enthält außerdem mehrere einschlägige Artikel und Interviews, u.a. zu dem hier erwänten Nationaldenkmal.

**Jan Rense BOONSTRA**  
Diensthooft van het  
Anne Frankhuis  
(Nederland)

## «Het Anne Frank Huis : méér dan alleen een historische plek» (\*)

Van alle musea en plekken in Europa, waar de Tweede Wereldoorlog ook vandaag nog een belangrijke rol speelt, is het Anne Frank Huis in Amsterdam een van de kleinste en tegelijk een van de drukstbezochte. Het lijkt een paradox : de voormalige, geheime onderduikplaats van de familie Frank en vier anderen is in feite een openbare ruimte geworden. En wie had zich dat veertig jaar geleden kunnen voorstellen ? Toen ik een aantal maanden geleden de titel van deze lezing aan het organiserend comité moest doorgeven, hoefde ik daar niet lang over na te denken. Het Anne Frank Huis is méér dan alleen die historische plek, de vier kamers achter de boekenkast waar de bezoekers natuurlijk in de eerste plaats op af komen. Meer, zowel in kwantitatief als kwalitatief opzicht, zowel ruimtelijk als inhoudelijk. Ik wil proberen u in het kort een beeld te geven van ontstaan en geschiedenis van het Anne Frank Huis, vervolgens wat er op dit moment te zien valt en wat de activiteiten op museaal gebied zijn en tenslotte met u een voorzichtige blik in de toekomst werpen.

Een paar maanden geleden, op 6 juli van dit jaar, herdachten we het feit dat de familie Frank vijftig jaar geleden haar onderduikperiode begon. Het was op een maandagochtend in 1942 dat Otto en Edith Frank en hun twee dochters Margot en Anne hun intrek namen in het Achterhuis. In het dagboek, dat Anne op 12 juni van dat jaar voor haar dertiende verjaardag had gekregen, heeft ze over de voorbereiding tot die onderduik het volgende geschreven :

(\*)Lezing op 24 november 1992 in de werkgroep «Musea» (voorzitter van de vergadering : prof. Herman Corijn, V.U.B.)

«Toen we een paar dagen geleden samen om ons pleintje wandelden, begon vader over schuilen te praten, hij had het erover dat het erg moeilijk voor ons zal zijn om helemaal afgescheiden van de wereld te leven. Ik vroeg waarom hij daar nu al over sprak. ‘Ja Anne’, zei hij daarop, ‘je weet dat we al meer dan een jaar kleren, levensmiddelen en meubelen naar andere mensen brengen. We willen onze goederen niet in handen van de Duitsers laten vallen, maar nog veel minder willen we zelf gepakt worden. We zullen daarom uit ons zelf weggaan en niet wachten tot we gehaald worden’.

‘Maar vader, wanneer dan?’ Ik werd angstig door de ernst waarmee vader dit zo zei».

Anne schrijft deze woorden op zondagmorgen vijf juli. ’s Middags om drie uur wordt er op het Merwedeplein, waar het gezin Frank toen woonde, een oproep van de Sicherheitsdienst bezorgd, gericht aan Margot. Zij moest zich de volgende dag melden om op transport gesteld te worden naar een zogenaamd werkkamp in Duitsland. Nog diezelfde middag wordt besloten de volgende dag vroeg te vertrekken naar de schuilplaats waar Otto Frank Anne over vertelde. Voor Anne, maar ook voor haar zus Margot, was het een volslagen verrassing dat de schuilplaats in het kantoorgebouw van hun vader was. In het grootste geheim waren in de maanden ervoor enkele leegstaande ruimtes in het achterste gedeelte van het gebouw voor bewoning ingericht. Alleen Otto’s naaste medewerkers, de heren Kleiman en Kugler en de secretaresse van de firma, Miep Gies, waren hiervan op de hoogte geweest. Zij zouden ook in de periode die volgde een belangrijke rol spelen als helpers en als het eerste contact met de buitenwereld. Een week na die vijfde juli betreft het gezin van compagnon van Daan de bovenste verdieping van het Achterhuis. Op 16 november - vorige week dus vijftig jaar geleden - komt tenslotte de achtste en laatste onderduiker, tandarts Dussel, met wie Anne voortaan de kamer zal delen. 25 maanden heeft het achtstal zich verborgen weten te houden.

Een onderduikperiode die door het dagboek van Anne voor miljoenen mensen over de hele wereld is gaan leven. Maar niet alleen de dagelijkse gebeurtenissen in dat achterhuis, ook de zorgen en inspanningen van de helpers, ook de voortdurende angst ontdekt te worden, heeft Anne in haar dagboek beschreven. En tegelijkertijd schrijft zij over haar dromen en idealen. Het dagboek is zo het verhaal geworden van een jong, opgroeiend meisje in wel heel bijzondere omstandigheden.

Over de afloop van dat verhaal hoef ik u niets te vertellen. Het feit dat Anne de oorlog niet heeft overleefd, maar enkele weken voor de afloop ervan in Bergen Belsen aan uitputting en tyfus is gestorven : dit macabere eind speelt voor iedereen mee bij het lezen van het dagboek. Het is als het ware de doem die over het optimisme van Anne hangt. Wat zou er met het boek gebeurd zijn als alle onderduikers wèl de oorlog overleefd zouden hebben ? Anne zelf had het graag gepubliceerd gezien - ze heeft daar met zoveel woorden over geschreven - maar de andere onderduikers ? Ik weet het niet, u weet het niet en we zullen daar ook nooit meer achterkomen.

Otto Frank heeft het uiteindelijk wel gewild en kwam daarmee tegemoet aan de wens van zijn overleden dochter. In juni 1947, twee jaar na het einde van de oorlog kwam het dagboek uit onder de titel 'Het Achterhuis', de naam die Anne destijds zelf voor het boek bedacht had. De eerste oplage bedroeg 1500 exemplaren. Er verschenen lovende kritieken en ook uit het buitenland is er belangstelling voor het boek. In 1950 komen in Frankrijk en Duitsland de eerste vertalingen op de markt. Twee jaar later volgen uitgaven in Engeland en Amerika. De afgelopen veertig jaar is het dagboek het meest vertaalde Nederlandse boek geworden. Ongetwijfeld heeft ook het succes van het toneelstuk en de verfilming daartoe bijgedragen.

Ik wil met u nu terug naar de plek zelf. Hoe ontstond het museum zoals we dat kennen, wat was de weg van grachtenpand tot Anne Frank Huis ? Het begin ervan ligt natuurlijk bij het dagboek. Al vanaf het verschijnen van de eerste druk komen er belangstellenden kijken op de Prinsengracht, waar nog steeds het kantoor van Otto Frank gevestigd was. Ze krijgen een persoonlijke rondleiding van Johannes Kleiman, helper van het eerste uur en directeur van één van de bedrijven.

Met de verspreiding van en de internationale aandacht voor het dagboek neemt de belangstelling toe. Het huis wordt langzamerhand, ook in naam, het Anne Frank Huis. In 1957, als het huis desondanks afgebroken dreigt te worden, wordt de Anne Frank Stichting opgericht met het doel, en ik citeer : «het herstellen, zo nodig verbouwen van het perceel Prinsengracht 263 te Amsterdam en speciaal het in standhouden van het daartoe behorende Achterhuis, en daarnaast het uitdragen van de idealen, aan de wereld nagelaten in het Dagboek van Anne Frank». Met steun van

velen, ook uit het buitenland - met name Amerika en Duitsland - wordt in een paar jaar tijd het eerste doel gehaald. Op 3 mei 1960 wordt het Anne Frank Huis geopend. Ook het pand ernaast wordt bij het nieuwe museum betrokken : het zal die jaren erop de basis zijn van een Internationaal Jeugdcentrum, een van de wensen van Otto Frank en helemaal passend in de sfeer van die tijd. Het eerste jongerencongres in 1961 had bijvoorbeeld als thema : 'hoe kan de jeugd bijdragen tot een betere onderlinge verstandhouding in de wereld ? ' Naast dergelijke congressen ook culturele manifestaties, lezingen en concerten : het vindt allemaal plaats in en rond het Anne Frank Huis. Het bezoek stijgt in die jaren van 9000 in 1960 tot bijna 200.000 in 1970.

Hoe verder de oorlog weg kwam te liggen, des te noodzakelijker bleek het om goede informatie daarover te geven. De eerste, echte en professioneel gemaakte tentoonstelling hierover kwam in 1971. In 19 panelen met bijna 200 foto's en lange bijschriften in vier talen probeerde de toenmalige staf een beeld te geven van oorlog, bezetting en jodenvervolging. De expositie was de opmaat tot een bezoek aan het Achterhuis en heeft tot 1982 als zodanig gefunctioneerd. De verbinding naar het heden, die tot 1969 vooral tot uiting kwam in het Internationaal Jeugdcentrum, manifesteerde zich in de jaren 70 steeds meer in alle activiteiten van de Anne Frank Stichting. In cursussen en educatieve publicaties van de Stichting werd aandacht besteed aan algemene thema's als mensenrechten maar ook de apartheid in Zuid-Afrika of de oorlog in Vietnam waren onderwerpen waar niet aan voorbij werd gegaan.

Vanzelfsprekend werd die lijn ook doorgetrokken naar het museum, waar bijvoorbeeld in 1973 een expositie te zien was over het napalmgeweld en de vele burgerslachtoffers in Noord-Vietnam. Deze tentoonstelling sloot aan bij een actie van de stad : 'Amsterdam helpt Hanoi'. In het gastenboek stonden woedende reacties van sommige Amerikanen : «What has this communistic bullshit to do with the memory of Anne Frank ? «En daar werd dan weer op gereageerd door andere bezoekers, die deze schrijver verweten niets van de werkelijke boodschap van het dagboek begrepen te hebben. Andere actuele tentoonstellingen in die jaren gingen over de thematiek van de 'Gastarbeid', zoals dat toen nog eufemistisch heette, of de Europese verbanden tussen de toen nog in de marge opererende ultrarechtse, neonazistische groepen. Dat het Anne

Frank Huis veel méér dan een historische plek was, werd ook duidelijk in de zogenaamde actuele panelen : knipsels uit de internationale pers rond fascisme, racisme en antisemitisme. De educatieve dienst, een toen gevestigd verschijnsel in museumland, deed zijn intree rond 1980. Ook bij de honderden schoolgroepen, die vanaf die tijd een begeleid programma wordt aangeboden, wordt altijd een verbinding met het heden gelegd. Het is duidelijk dat dit des te noodzakelijker is bij een generatie waarvan ook de ouders de oorlog alleen maar uit verhalen, boeken of films kennen.

In elk museum zijn wisselende tentoonstellingen een belangrijk medium om het museum onder de aandacht te brengen en publiciteit te genereren. Bovendien kunnen hierdoor soms nieuwe publieksgroepen getrokken worden. In het Anne Frank Huis vervullen deze tentoonstellingen veel minder een dergelijke functie. Ook zonder extra publiciteit in dit opzicht wordt het museum jaarlijks door een steeds groter publiek bezocht. Veel meer hebben deze exposities voor ons een educatieve functie. De Anne Frank Stichting wil het bezoek meer laten zijn dan alleen de tocht langs de boekenkast door de lege kamers. Zij wil de bezoekers ook tot nadenken stemmen over hun eigen situatie en die van hun directe omgeving en liefst tot handelen aanzetten.

Elie Wiesel zei in het Anne Frank Huis, op 25 mei 1989, bij de opening van een nieuwe tentoonstelling over de geschiedenis van het antisemitisme en de holocaust : «Er waren drie rollen in de tragedie : de moordenaar, het slachtoffer en de toeschouwer (de ‘bijstander’). En zonder de toeschouwer zou de moordenaar nooit zoveel slachtoffers hebben vermoord». Waar Wiesel hier op doelt, is de onverschilligheid van de toeschouwer. De onverschilligheid, het je ogen sluiten voor wat er met je naaste gebeurt, je afwenden in de gedachte ‘het zal mij niet overkomen’, dat is voor Wiesel het belangrijkste om te bevechten. Hij probeert dat met zijn boeken en lezingen, wij proberen dat in onze tentoonstellingen, educatieve produkten en projecten. Ik wil u daar twee voorbeelden van geven.

Het eerste is een samenwerkingsproject van het Anne Frank Huis met een Amsterdams Toneelgezelschap. In 1991 maakte dit gezelschap een bijzondere voorstelling voor de schooljeugd, onder de titel «Kinderjaren». Het ging over twee kinderen in een oorlogssituatie, waarbij de teksten geïnspireerd waren op het werk van Jona Oberski,

György Konrad, Abel Herzberg en anderen. Doel van het project was om het stuk een zekere meerwaarde te geven, en we hebben dit gevonden in een speciale, op kindermaat gemaakte tentoonstelling en een voorontvangst in het Anne Frank Huis. Hier werden de kinderen als het ware ‘handvaten’ uitgereikt om naar het toneelstuk te kijken. Meer dan 3000 Amsterdamse leerlingen tussen acht en twaalf jaar hebben hieraan deelgenomen.

Een tweede voorbeeld is de tijdelijke tentoonstelling, die op dit moment nog in het museum te zien is. Het is een confrontatie voor de bezoeker met hedendaagse ontwikkelingen rond nazisme, antisemitisme, racisme en discriminatie in Europa en de Verenigde Staten. Na de gang door het Achterhuis en onze permanente exposities, opent deze tentoonstelling met een groot paneel. Hierop een foto van een zwarte man die ons aankijkt door een gat in een muur, waarop een hakenkruis gekalkt is. De titel van de expositie luidt : ‘En vandaag.. ?’ De bezoeker, wie het ook is, weet onmiddellijk waar op gedoeld wordt, foto en titel spreken voor zichzelf. Het is niet onze bedoeling de bezoekers met het materiaal in de tentoonstelling te shockeren. Dat kan ook nauwelijks als we ons bedenken wat er allemaal dagelijks via de televisie en de kranten over ons heenkomt. Nee, veeleer willen we de bezoekers ervan doordringen dat de ontwikkelingen iedereen persoonlijk aangaan. Dat het niet alleen maar gaat om zaken die zich ver weg afspelen en waar je toch niets aan kunt doen. Daarom laten we in de tentoonstelling voorbeelden zien van mensen die in hun eigen, directe omgeving in beweging zijn gekomen. Die in positieve zin invloed op de ontwikkelingen uitoefenen. Met Wiesel willen we op die manier proberen de onverschilligheid te doorbreken. En we geloven ook op die manier een beetje in de geest van Anne Frank te handelen. Haar geloof in het goede van de mens en in de mogelijkheid zelf iets te kunnen doen tegen onrecht. Niet voor niets eindigt deze tentoonstelling met een prachtige, vooroordeel-doorbrekende, grote kleurenfoto, die ik u hier graag had laten zien. Een lachend zwart meisje, in een Zeeuws traditioneel kostuum, compleet met oorhangers. Een citaat van een Amerikaans schrijfster sluit de expositie af : «I want the right to be different and not to be punished for it».

Ik had u bij het begin van mijn verhaal ook nog een voorzichtige blik in de toekomst beloofd. Wie van u ooit in het Anne Frank Huis is geweest, zal begrijpen dat wij met gemengde gevoelens naar het enorme bezoekersaantal kij-

ken. Natuurlijk zijn wij er blij mee - welk museum zou dat in deze tijd van steeds grotere financiële tekorten niet zijn ! Het is een zeer gemêleerd publiek, variërend van overlevenden van kampen tot toeristen, die alleen gehoord hebben dat 'Anne Frank' een 'must' is bij een bezoek aan Amsterdam. In zomerse dagen soms meer dan drieduizend mensen per dag. Hun financiële bijdragen - het entreegeld, de donaties, de uitgaven in de museumwinkel - maken veel van onze activiteiten op educatief en voorlichtend gebied mogelijk. Maar er zit een keerzijde aan de grote belangstelling en die betreft letterlijk het huis zelf. Het barst soms uit zijn voegen. Al in de jaren 70 onderzochten we mogelijkheden om hier iets aan te doen, uitbreiding naar buurpanden om bijvoorbeeld een betere routing te realiseren.

In 1986 is een begin gemaakt met de uitwerking van een plan, waarin zowel rekening is gehouden met het behoud als met de toekomst van het Anne Frank Huis. Het komt erop neer dat de beide panden aan de Prinsengracht volledig in de publieksroute worden opgenomen. Nu is dit slechts gedeeltelijk het geval. Het nieuwe concept voor het museum gaat uit van een wandeling door de tijd, aan de hand van het levensverhaal van Anne en haar familie. Het Achterhuis zelf zal de bezoeker pas betreden op het moment dat in de tentoonstelling het jaar 1942 is bereikt. Na de schuilplaats komen er nog een aantal kleinere tentoonstellingen waarin het verhaal wordt afgerond, tot en met de publicatie van het dagboek. Een nieuw te bouwen pand, naast het huidige buurpand van het Anne Frank Huis, zal ruimte bieden voor de tijdelijke tentoonstellingen en alle overige faciliteiten voor de bezoekers, waaronder museumwinkel, mediatheek en ontvangstruimte voor groepen. Ook de kantoren van de Anne Frank Stichting zullen hier onderdak krijgen.

Het is, al met al, een gigantisch project, waarvan we aan de vooravond staan en het zal waarschijnlijk een jaar of vijf duren voordat dit allemaal gerealiseerd is. Het museum zal erdoor van karakter te veranderen, het Achterhuis zelf zal waar nodig gerestaureerd worden en vanzelfsprekend in de oorspronkelijke staat behouden blijven. Met meer tentoonstellingen hopen we het publiek beter te kunnen spreiden, ook op dagen dat er drieduizend mensen komen. Deze nieuw te maken tentoonstellingen stellen ons ook in staat in te spelen op het huidige publiek. Steeds minder bezoekers aan het Anne Frank Huis hebben de oorlogsjaren zelf meegemaakt. Dit heeft gevolgen voor de informatie die in het museum gegeven wordt en de wijze van presentatie. De

tijd dat een tentoonstelling alleen kon bestaan uit voorwerpen en begeleidende teksten, ligt al ver achter ons. Audio-visuele middelen, zoals dia-programma's, inleidende video's, walkmantours, interactieve beeldplaten en dergelijke hebben overal hun intree gedaan en zijn nog volop in ontwikkeling. Ook in het Anne Frank Huis wordt, zij het spaarzaam - gezien het karakter en het kleine oppervlak van het museum - van dergelijke middelen gebruik gemaakt.

Dames en heren, ik begon mijn lezing met u terug te nemen naar het jaar 1942 en ben nu aangeland in de jaren 90. Het zal u duidelijk zijn : het Anne Frank Huis is in de loop van die vijftig jaar een historische plek geworden, de vele bezoekers kunnen er als het ware een stukje geschiedenis beleven 'op de plek zelf'. Die evocatieve ervaring laat onze bezoekers open staan voor informatie, en dat geeft ons de mogelijkheid geeft meer te vertellen dan alleen het verhaal van Anne Frank. Uit de duizenden reacties die jaarlijks in het gastenboek van het museum staan, blijkt dat onze intenties overkomen. Afgezien van een enkele boze brief, deelt 99% van de bezoekers het 'doortrekken van de lijn naar het heden'. Een publieksonderzoek enkele jaren geleden bevestigde dit. Het Anne Frank Huis : meer dan een historische plek alleen, dat was de titel die ik aan mijn verhaal meegaf. Ik hoop dat u, na het horen van dit alles, die stelling met mij deelt en dank u voor uw aandacht.

**Michèle FREY**  
**Verantwoordelijke**  
**Vredescentrum Stad**  
**Antwerpen (België)**

## **«Seul l'avenir donne un sens au passé» (Jacques Attali) (\*)**

De geschiedenis van Antwerpen is ongeveer 12 eeuwen oud. Onderdrukkingen, overrompelingen en bezettingen zijn nooit ver weg geweest. Dit heeft deze stedelingen een ingeboren afkeer voor oorlogen en geweld bezorgd maar de Antwerpenaar heeft er wel een ongebreidelde vrijheidsdrang aan overgehouden.

De cosmopolitische geest van Antwerpen wordt nog beklemtoond door het gastvrij karakter van haar bewoners.

Deze (open mentaliteiten) gastvrijheid loopt als een rode draad door de geschiedenis van deze stad, ze leeft in de harten van haar bewoners en is vastgeankerd in de Antwerpse tradities.

Zelfs als we nu vreemde toestanden meemaken in onze gemeentelijke politiek.

Deze stad is zich bewust van de kracht die uitgaat van haar beleid, zij weet dat zij een belangrijke bijdrage kan leveren tot het vredesproces, tot de ontspanning en tot de toenadering tussen mensen en mensengroepen.

Van alle overheden immers staat de gemeentelijke overheid het dichtst bij de bevolking.

Daarom ook heeft de stad Antwerpen de taak op zich genomen om een actief vredesbeleid te voeren waarbij de eigen bevolking, en de jeugd in het bijzonder, nauw betrokken worden. Op die manier levert zij een belangrijke bijdrage tot het waarmaken van de droom van «liberté, égalité en fraternité» die tot ver buiten haar grenzen weerklank vindt.

5 jaar geleden, op 11 november 1987, zette het Vredescentrum van de stad Antwerpen zijn deuren open voor iedereen die wil meewerken aan het vredesideaal.

(\*) Lezing op 24 november 1992 in de werkgroep «Musea» (voorzitter van de werkgroep : mevrouw M. Van Hemeldonck, Lid van het Europese Parlement)

Het idee om de stad Antwerpen op concrete wijze te doen meewerken aan het uitdragen van de vredesgedachte ging uit van onze burgemeester Bob Cools. Het werd op 28 juli 1986 door het College van Burgemeester en Schepenen goedgekeurd. Het initiatief werd uitgewerkt in samenwerking met de vaderlandsminnende verenigingen en de Antwerpse Joodse Gemeenschap.

De «vrede» is het middel om tot een menswaardigere samenleving te komen. In het Vredescentrum wordt het woord «vrede» in haar breedste betekenis verstaan : namelijk als fundamenteel recht van de mens op leven, op vrijheid en op persoonlijke onschendbaarheid.

Onder de woorden «oorlog» en «agressie» wordt alles gerekend dat de fundamentele vrijheid en de menselijke waardigheid aantast.

Verdrukking, bezetting, terreur, racisme, hongersnood, genocide, onverdraagzaamheid, onverschilligheid, individualisme, nationalisme,... : een eindeloze reeks begrippen die een even eindeloos menselijk leed hebben veroorzaakt en helaas nog vandaag voor veel menselijk leed zorgen.

Zij roepen de vraag op wat mensen kunnen leren van hun geschiedenis.

Geschiedenis moet dichtbij gehaald worden en aan actuele beleving gekoppeld worden.

Daarom een permanente tentoonstelling in het Vredescentrum die verschrikkingen visueel in herinnering brengt in een historisch overzicht vanaf de middeleeuwen tot 1945.

Deze historiek richt zich in het bijzonder tot de jeugd, tot hen die nooit aan den lijve met een oorlogssituatie werden geconfronteerd en het fenomeen slechts als een nieuwsitem op TV of als een alinea uit hun geschiedenisboek kennen.

Opvoeders in en buiten de school, bevinden zich midden in het maatschappelijk krachtveld.

De massamedia zorgen ervoor dat alle wereldgebeuren een ieder bereikt.

Maar hoe ? Vredesopvoeding heeft alles met normen, waarden en attitudes te maken.

Hoofdtak van het Vredescentrum.

Om die reden vormen de Eerste en de Tweede Wereldoorlog - en vooral de verschrikkingen van het fascisme en het nazisme - een hoofdbrok in dit historisch overzicht.

Het uitgangspunt is echter steeds humanitair.

De belangrijkste vraag doorheen de tentoonstelling luidt : wat waren de gevolgen van «oorlog» en «geweld» op de fysische en psychische toestand van de mens.

Daarom worden de bezoekers bij het binnenkomen geconfronteerd met de vijf sleutel - woorden van het Vredescentrum, met name : angst, honger, vlucht, pijn en dood.

Ook bij het buitengaan wordt de bezoeker met de noodkreet van deze woorden geconfronteerd.

Tegenover de geschiedenis van de oorlog staat echter ook het permanente streven van de mens naar vrede. België kan trouwens bogen op een lange duurzame pacifistische en anti-fascistische traditie : van de Antwerpse Meetingpartij in de 19de eeuw en de pacifistische drukkinggroepen die tijdens het interbellum in alle politieke families actief waren.

Met het einde van de Tweede Wereldoorlog kwam er «een» vrede. Een «vrede» die bijna uitsluitend voor onze westerse wereld telde, terwijl er sindsdien in tientallen conflicten overal ter wereld meer dan 20 miljoen mensen zijn gestorven.

De koude oorlog met zijn permanente conflicthaarden en de koloniale en bevrijdingsoorlogen brachten de internationale samenwerking vaak op haar laagste niveau.

De problemen van de Derde Wereld, het terrorisme en het religieus fanatisme maakten na 1945 deel uit van de dagelijkse realiteit.

Het wegvallen van het ijzeren gordijn riep nieuwe spanningen op en op dit ogenblik beleven we een tragische burgeroorlog op nog geen 2.000 km van hier. De tijdelijke tentoonstellingen van het Vredescentrum behandelen steeds deze actualiteit rond de angst, de honger, de vlucht, de pijn en de dood die een bedreiging vormen voor de fundamentele vrijheden van de mensheid en die de menselijke waarheid op haar laagste niveau dreigen te brengen.

Het oorspronkelijke doel van het Vredescentrum : de strijd tegen het fascisme, het racisme en het antisemitisme blijvend herdenken en in beelden en woorden levend houden - en vandaag spijtig genoeg nog steeds levendig, zijn - maken dat het initiële doel van het Vredescentrum moet aangepast worden.

Morele verontwaardiging bijbrengen bij de jongeren wordt centraal gesteld.

Sensibilisering en morele verontwaardiging zijn immers vaak de voedingsbodem van de verbetering van sociale en andere misstanden.

Voor de wereld van morgen zullen socialisatie, individualisatie en collectieve emancipatie meer dan ooit de hoekstenen moeten zijn van de ontwikkelingsbegeleiding die de jongeren van vandaag, de volwassenen van morgen,

voorbereid op het functioneren in een wereld die zijn grenzen verliest, waarbij ons individueel gedrag meer dan ooit zal worden geleid door de belangen van het geheel. Tussen november 1987 en 1992 vonden hier meer dan 20 tentoonstellingen plaats waarbij vrede, de verdraagzaamheid en de solidariteit de boodschap waren.

Enkele voorbeelden :

- «Tekens aan de wand» : een tentoonstelling over Anne Frank, het nazisme en het heroplevend fascisme.

- «Schoollopen in oorlogstijd» over het dagelijks leven van de scholieren tijdens de Duitse bezetting. «Van pers in verdrukking over bevrijding naar vrijheid» een tentoonstelling en een colloquium over pers en persvrijheid, in het verleden, vandaag en morgen.«45 jaar bevrijding van de kampen», waarbij de woorden van Brecht ons tot waakzaamheid manen: «daar waar men boeken verbrandt, verbrandt men tenslotte ook mensen».

- «Op stelten voor vrede» en«Schijnwerpers op Unesco»: een dubbeltentoonstelling die op een ludieke manier met een sponsor - steltenloop voor alfabetisering» werd afgesloten op 23 maart 1991.

- «Ik zie, ik zie wat jij niet ziet» : een spelcircuit voor jongeren van 10 tot 14 jaar over vooroordelen, discriminatie en zondebokken. Waarbij centraal staat dat we de jongeren niet moeten leren wat ze moeten denken, maar wel dat ze moeten denken.

- «Oost-Europa ? bekijk het eens !» Via goede contacten met onderwijsinstellingen en gemeentebesturen wordt de jeugd van Vlaanderen en zelfs van Wallonië betrokken bij dit tentoonstellingsprogramma.

Voorbeeld :

Het educatief spelencircuit, dat vanaf 1993 ook in Wallonië in het kader van de lessen Nederlands zal te beleven zijn, leert kinderen op een speelse wijze hoe discriminatie, vooroordelen en zondebokmechanismen in elkaar zitten.

Dit tentoonstellingscircuit kwam tot stand in samenwerking met de Nederlandse Stichting Vredesopbouw.

De twee sets van deze tentoonstelling die in Vlaanderen en in Nederland rondreizen zijn nu reeds tot in 1995 volgeboekt. Het is niet zonder trots dat het Vredescentrum kan melden dat men voor dit spelencircuit ook vanuit Frankrijk, Polen en de Verenigde Staten belangstelling vertoont. Zo zal deze tentoonstelling binnenkort ook vanuit de Tsjechische hoofdstad Praag van start gaan.

Het contact met de jeugd is een hoofdbekommernis van het Vredescentrum.

Sinds haar oprichting hebben vele tienduizenden jongeren dit centrum bezocht.

De idee om universele waarden zoals «mensenrechten» en «wereldvrede» bij een jong publiek levend te houden is ook de doelstelling van de prijs «Jeugd en Civisme» ingericht door de Nationale Confederatie van Politieke Gevangenen en Rechthebbenden, gewest Antwerpen. Het Vredescentrum is nauw betrokken bij deze wedstrijd ; zij organiseert regelmatig een overzichtstentoonstelling van de werkstukken van deze jongeren. Ook geeft zij jongeren de kans om hun werkstuk visueel weer te geven naar aanleiding van een plechtigheid in het Vredescentrum. Zo voerden de leerlingen van het Koninklijk Atheneum van Aarschot, die toen laureaat waren van de wedstrijd Jeugd en Civisme, tijdens de 11 november herdenking van 1989, hun choreografie op van de «ballade van Mauthausen».

De opvoering van de ballade van Mauthausen is geen toevallig gegeven. Tijdens het vijfjarig bestaan werden in het Vredescentrum meer dan 90 activiteiten georganiseerd waaronder studiedagen, colloquia, voordrachten.

Er wordt steeds getracht om samen te werken met andere organisaties zoals :

- de VZW Vrienden van het Vredescentrum
- VAKA
- de Antwerpse Filmstichting
- Pax Christi
- de Auschwitz-stichting
- Oxfam
- AKO

en andere groeperingen, verenigingen en instellingen die het vredesideaal voor ogen houden. De onderwerpen van deze activiteiten lijken van uiteenlopende aard te zijn, maar de gemeenschappelijke bekommernis voor een vreedzame en menswaardige samenleving is steeds het beoogde doel. Zo hield op 9 mei 1989 Lydia Chagoll een voordracht over «Vrouwen in Jappenkampen».

Dit breed gamma van activiteiten maakt dat het Vredescentrum niet zomaar een museum is. Het is een ontmoetingsplaats, een forum, een spreekbuis voor allen die, op welke wijze en vanuit welke geloofs-, ideologische of politieke overtuiging ook, een bijdrage willen leveren tot de constante evolutie naar een menswaardige samenleving.

Wij zijn ook geen museum verbonden aan een historische plaats zoals bijvoorbeeld Breendonk of het Museum van de Deportatie & het Verzet in de Dossinkazerne zal worden. Herdenkingen, 8 mei, 4 september, 11 november zijn belangrijk bij het oproepen van het verleden om het te ver-

talen naar het heden. Herdenken wordt een actief proces van herinneren voor de toekomst.

Dit kan op school via een heleboel vakken gebeuren en ook binnen het kader van namelijk intercultureel onderwijs, culturele en maatschappelijke vorming, geestelijke stromingen, geschiedenis,...

Het bijbrengen bij jongeren van deze materies hoort niet bij één enkel vak of leerkracht, het is grensoverschrijdend.

En hier is een specifieke rol weggelegd voor het Vredescentrum.

Het Vredescentrum is dus de sluitsteen van de Stad Antwerpen om te «werken aan de vrede» ; een ambitie die de man in de straat dichterbij de overheid, kleine gemeenten tot grote steden, arme landen tot het rijke Westen, het Oosten tot het Westen en het Noorden tot het Zuiden. Het is juist voor dat ideeëngoed dat de Verenigde Naties de stad Antwerpen de onderscheiding van «Peace Messenger» heeft gegeven.

In juni 1991 werden een aantal kinderen uit Antwerpen en Waremmes - twee Belgische Peace Messengergemeenten - ontvangen door Uno-secretaris-generaal Perez de Cuellar.

De stad Antwerpen staat dus niet alleen met haar symbool, de «piramide van het Vredescentrum», waarbij zij «elke man en elke vrouw wenst te danken, die waar ook ter wereld, gisteren, vandaag of morgen, zijn of haar leven inzet om onze vrijheid en onze waardigheid te verdedigen».

«Ongastvrije» en «Racistische» meningen die her en der in elke grootstad te sprokkelen zijn, steken ook in Antwerpen de kop op.

Dit doet er ons aan denken dat een maatschappij constant evolueert, dat normen verschuiven en dat men steeds waakzaam moet toezien op het respect voor de waarden van de democratie en de fundamentele «rechten van de mens».

Waarden en normen bijbrengen behoren dan ook tot de hoofdtaken van het Centrum.

Dit ideeëngoed kan gerealiseerd worden omdat de stad de nodige instrumenten en kanalen aanwendt om de bevolking in te lichten en op te voeden. Informatie verstrekken wordt een van de belangrijkste terreinen waarop de gemeente actief moet zijn. Antwerpen, in 1993 Culturele Hoofdstad van Europa, kan dit ideeëngoed ten volle ontplooiën als zij streeft naar een innerlijke vrede binnen haar eigen muren, als zij open staat voor alle vormen van de menselijke expressie, ongeacht herkomst of cultuur.

Als Peace Messenger beschouwt deze stad het tot haar taak op dit terrein actief te zijn. Niet om anderen te leren «hoe» ze moeten samen-leven maar «dat» ze moeten samen-leven.

De vele activiteiten van het Antwerps Vredescentrum willen een bijdrage leveren tot de universele vredesgedachte en in samenwerking met alle betrokkenen bij het educatief proces de jeugd sensibiliseren, haar hoeden voor onverschilligheid en haar ervan overtuigen dat we er «samen» iets kunnen aan doen.



**Prof. Dr. Dietrich  
GOLDSCHMIDT**  
Dir. (em.) Max-Planck-  
Institut für  
Bildungsforschung,  
(Deutschland)

# **Möglichkeiten der Schule zur Mitgestaltung der Sozialisation junger Menschen bei der Bildung ihres Geschichtsbewußtseins : Der nationalsozialistische Völkermord - ein Menetekel <sup>1</sup> gegen jegliche Verletzung der Menschenrechte (\*)**

## **I. Sozialisation**

Die kürzeste Formulierung für den Prozeß der menschlichen Entwicklung von der Geburt bis zum Tod, den sogenannten Sozialisationsprozeß, oder - in der Terminologie des amerikanischen Sozialpsychologen Urie Bronfenbrenner - für die Ökologie der menschlichen Entwicklung findet sich in dessen Buch : «The Ecology of Human Development» <sup>2</sup>. Er formuliert einige Definitionen, deren erste hier zitiert sei :

«Die Ökologie der menschlichen Entwicklung befaßt sich mit der fortschreitenden gegenseitigen Anpassung zwischen dem aktiven, sich entwickelnden Menschen und den wechselnden Eigenschaften seiner unmittelbaren Lebensbereiche. Dieser Prozeß wird fortlaufend von den Beziehungen dieser Lebensbereiche untereinander und von den größeren Kontexten beeinflusst, in die sie eingebettet sind». (S. 37)

(\*)Vortrag gehalten am 24. November 1992 in der Arbeitsgruppe «PÄDAGOGIK». (Präsident der Arbeitsgruppe : H. Abramowicz, psychotherapeut, U.L.B.).

Dieser Prozeß wird auch als die zweite, die soziokulturelle Geburt bezeichnet, die unmittelbar an die physische Geburt anschließt und die die unentbehrliche Voraussetzung für die Lebensfähigkeit eines Menschen ist. Ohne die ihm zuteil werdende physische Pflege wäre das Baby nicht lebensfähig. Wird diese nicht von positiver Zuwendung der pflegenden Personen - in der Regel der Mutter - begleitet, leidet das Baby emotional und intellektuell (Hospitalismus). Hier wird unter Umständen bereits die Wurzel für etwaiges späteres abwegiges Verhalten gelegt. Wie kürzlich eine Mutter sagte : «Wer eine glückliche Kindheit hatte, wird nicht zum gewalttätigen Jugendlichen».

Entsprechend dem sich erweiternden Lebenskreis vom Kind zum Jugendlichen, zum Erwachsenen spricht Bronfenbrenner des weiteren als Medien der Sozialisation von Mikrosystem, Mesosystem, Exosystem und Makrosystem<sup>3</sup>. Hinsichtlich des letzteren ist auf den grundsätzlichen Wandel der Gesellschaftsstruktur seit dem 19. Jahrhundert hinzuweisen. Zu Feudalzeiten erhielten die einzelnen Personen in der nach Ständen geordneten Gesellschaft ihren Platz in der Regel nach Stand und Tradition zugewiesen : Gutsbesitzer, Bauer, Handwerker und ähnliche. Dagegen in der heutigen Gesellschaft muß der einzelne im allgemeinen nach Ausbildung und Leistung seinen Platz erwerben. Insofern lebt er in einer Risikogesellschaft, die - wie der Name sagt - in der Lebensgestaltung Freiheit gewährt und zugleich die Gefahr des Scheiterns, etwa aufgrund von Konkurrenz, einschließt und zu gefährlichen, individuellen Kompensationen verleiten kann (Drogen, politischer Radikalismus und ähnliches).Bronfenbrenner lenkt dagegen die Aufmerksamkeit in seiner zusammenfassenden, siebten Definition in erster Linie auf die positive Möglichkeit menschlicher Entwicklung :

«Menschliche Entwicklung ist der Prozeß, durch den die sich entwickelnde Person erweiterte, differenziertere und verlässlichere Vorstellungen über ihre Umwelt erwirbt. Dabei wird sie zu Aktivitäten und Tätigkeiten motiviert und befähigt, die es ihr ermöglichen, die Eigenschaften ihrer Umwelt zu erkennen und zu erhalten oder auf nach Form und Inhalt ähnlich komplexem oder komplexerem Niveau umzubilden». (S. 44)

## II. Grenzen der Schule

Die Klärung des Sozialisationsprozesses vermittelt Einsicht in die bekannte Erfahrung, daß die Schule nur eine und nicht einmal die bedeutendste Sozialisationsagentur des heranwachsenden Kindes und Jugendlichen ist. Sie hat ihre größte Bedeutung in der Vermittlung der Kulturtechniken wie Lesen, Schreiben, Rechnen und ähnliches, weiter berufliche Ausbildung und Vorbereitung auf das Studium ; doch schon in der Beschäftigung mit Gegenständen des Humanbereichs wie Sprache, Geschichte, Sozialkunde und ähnliches stößt Unterricht in der Absicht rationaler Aufklärung und humaner Wertung leicht auf Barrieren in Gestalt vorgefaßter Meinungen, meist Vorurteilen. Sie aufzuklären und aufzulösen, ist um so schwieriger, je stärker sie als Teil des Sozialisationsprozesses in der sozialen Umwelt der Kinder bzw. Jugendlichen gelernt, von ihnen verinnerlicht und emotional verankert sind.

Die potentiellen Faktoren der dabei wirksamen Unzuträglichkeiten des Sozialisationsprozesses als ganzen dürften bekannt sein. Im Rahmen meines Themas ist speziell nach den Ursachen fehlgeleiteten Geschichtsbewußtseins und mangelnder humaner Orientierung und Mitmenschlichkeit zu suchen, die sich bereits in zahlreichen Fällen in Bereitschaft zu Gewalt und ihrer passiven Akzeptanz zeigen. Die Zahl denkbarer Ursachen *negativ* zu bewertender Sozialisation ist groß, so zunächst *außerhalb der Schule* :

- Mangel an kommunikativer persönlicher Zuwendung, vor allem von seiten Eltern, Familie (vollständig, unvollständig), Heim.

- Aggressivität in sozialem Klima : öffentlichem Verkehr, Demonstrationen und ähnlichem, Depressionen aus wirtschaftlicher Not, Arbeitslosigkeit, Politikverdrossenheit, mangelnder Zukunftsperspektive, sozialer Desintegration, Angst.

- Infiltration von Vorurteilen gegen Ausländer, Sinti und Roma, Juden.

- Unzulänglicher Umgang mit Geschichte (besonders NS-Geschichte, Auschwitz), unverarbeitete Familiengeschichte : politisches Verhalten/Schicksal der

Familienmitglieder seit dem Ersten Weltkrieg, Versagen vor den Aufgaben rationaler Aufklärung und emotionaler Verinnerlichung.

- Verleitung zu politischer Radikalisierung und Gewalt durch entsprechende Nachbarschaftsbeziehungen und Organisationen samt deren Demonstrationen.

- Weit mehr Darstellung von Gewalt in Massenmedien, als im Sinne politischer Information unerlässlich (einschl. Videobänder und -spiele).

### **Fragen zur Schule als Mittlerin der Sozialisation**

- Ist die Erziehung in der Schule eher kontraproduktiv als produktiv ? Wie wirkt die funktionale Erziehung (Meso- und Exosystem nach Bronfenbrenner) ? So etwa durch :

- Art, Bau und Größe der Schule,

- Zahl und Größe der Schulklassen,

- Engagement von Schulleitung und Lehrern,

- Kooperation mit den Eltern,

- Allgemeines «Schulklima» : sozial förderlich oder autoritär ? unpersönlich ? - Wie gelingt die intentionale Erziehung der Schule ? Wo liegen die institutionellen Mängel :

- Mangel an Kompetenz von Schulleitern und Lehrern,

- Mangel an Zeit etwa für Unterricht in Sozialkunde, vor allem aber für Kommunikation, die nicht unmittelbar auf Unterrichtsstoff bezogen ist (so an deutschen Berufsschulen ! <sup>4,5</sup>,

- Mitunter unzulängliches Lehrmaterial, vor allem in Staatsbürgerkunde, Geschichte, Geographie unter Einbeziehung von Perspektiven aus internationalem Schulbuch-Vergleich,

- Zu wenig oder keine Einladungen an Zeitzeugen und Personen des beruflichen oder politischen Lebens.

### **III. Ergebnisse von Umfragen und Studien aus jüngster Zeit zu Politikverdrossenheit, Rechtsradikalismus und Gewalt**

Die Welle leider zahlreicher ausländerfeindlicher Untaten in jüngster Zeit - Hoyerswerda, Rostock, Mölln und anderenorts und antisemitische Aktionen wie die Schändung jüdischer Friedhöfe lösen im In- und Ausland Abscheu und die berechnete Frage aus, wie groß das rechtsradikale Potential und seine Virulenz in der Bundesrepublik Deutschland sind. Mit Recht ist auch zu fragen, welche Wirkung der großen, viel beachteten ausländerfreundlichen Demonstrationen und Lichterketten sich in den politischen Diskussionen und Entscheidungen zeigt - sei es in der umstrittenen Asylpolitik von Regierung und Parlament, sei es in allgemeinen Wahlen.

Ich habe keine Ergebnisse eigener Erhebungen zu Umfang und Art von Ausländerfeindlichkeit, Rechtsradikalismus, Gewalt und Politikverdrossenheit vorzulegen. Statt dessen seien hier einige Umfragen und Studien aus jüngster Zeit über diese Phänomene und ihre Verflochtenheit mit den derzeitigen politischen, wirtschaftlichen und sozialen Krisenerscheinungen in der Bundesrepublik Deutschland referiert, die sich (vgl. Abschnitt II) unvermeidlich auf die Schule, auf die Tätigkeit von Lehrern und Schülern auswirken.

- «Jugend 92», die 11. sogenannte Shell-Studie, erhoben Juli/August 1991 (4 Bände, Opladen : Leske + Budrich, 1992), zeigt die Entfremdung von der etablierten Politik in den Aussagen von 4.000 Jugendlichen aus Ost und West im Alter von 13 bis 29 Jahren :

82 Prozent sind der Ansicht, daß die Bevölkerung von den Politikern sehr betrogen wird. 69 Prozent meinen : «In der Politik geschieht selten etwas, was dem kleinen Mann nützt». 63 Prozent sagen : «Die Abgeordneten interessieren sich kaum für die Probleme der Leute, von denen sie gewählt werden».

- Malwettbewerb für Kinder zwischen 7 und 14 Jahren, 1992 ausgeschrieben von der Gewerkschaftszeitung «Metall» zum Thema «Gewalt-Erlebnisse, Ängste, Auswege» :

440 Kinder im Alter von 7 bis 14 Jahren haben sich beteiligt. Die erschreckenden Ergebnisse bestätigen die in jüngster Zeit sich mehrenden Meldungen und Berichte über Gewalt in Familien und auf der Straße. Eine Auswahl der Briefe soll demnächst im Eichborn-Verlag veröffentlicht werden (vgl. Tagesspiegel, 7.2.1993).

- Institut für Familien- und Kindheitsforschung an der Universität Potsdam : Abschlußbericht zur Feldstudie «Jugendszene und Jugendgewalt im Land Brandenburg» (mit Bibliographie, Vervielfältigung, Potsdam 1992). Die Studie stellt die Ergebnisse einer repräsentativen Befragung von 1.644 Schülern und Auszubildenden im Alter von 14 bis 18 Jahren an 42 Schulen und Oberstufenzentren dar. Einige Ergebnisse nach dem Bericht im Tagesspiegel (31.10.92) :

«Kapitalismus und soziale Marktwirtschaft werden nicht akzeptiert, sondern mit einer tiefen Skepsis betrachtet. Und die Erfahrungen mit den importierten Wessis haben sich in dem Bewußtsein der Jugendlichen so negativ niedergeschlagen, daß 57 Prozent der Mädchen und 59 Prozent der Jungen die Einschätzung teilen : «Die Wessis bescheißen die Oassis, wo sie nur können».

Die Angst vor der fortschreitenden Zerstörung der Umwelt bestimmt 63 Prozent der Jugendlichen in Brandenburg, und Sorgen vor einer «Überschwemmung des Landes mit Ausländern» sind für 54 Prozent charakteristisch.

Überraschend ist angesichts der Umbruchsituation, daß nur Minderheiten zwischen 23 und 27 Prozent sich Sorgen machen, ob sie eine Lehrstelle finden werden oder was sie überhaupt nach dem Ende der Schulzeit anfangen. Auch das Bedürfnis, in den Westen zu gehen, ist nur bei einer Minderheit vorhanden. Die Demokratie ist die beste Staatsform - zu dieser Aussage bekennen sich nur 23 Prozent der Mädchen und 40 Prozent der Jungen. Aber 68 Prozent der Mädchen und 47 Prozent der Jungen äußern zu dieser wesentlichen Frage überhaupt keine Meinung.

Die soziale Marktwirtschaft führt zum Wohlstand für alle - nur 15 Prozent der Mädchen und 26 Prozent der Jungen in Brandenburg können das bestätigen. 40 bzw. 42 Prozent bezeichnen diese Aussage als nicht zutreffend,

und 44 Prozent der Mädchen und 31 Prozent der Jungen haben auch zu dieser Position keine Meinung. «Die Monopole saugen uns aus» - diese ideologische Aussage aus der DDR teilen noch 27 Prozent der Mädchen und 39 Prozent der Jungen, aber auch hier dominiert wieder die Meinungslosigkeit bei nahezu 64 Prozent der Mädchen und 44 Prozent der Jungen.

Ziele und Methoden der Terroristen werden von 68 Prozent der Mädchen und 72 Prozent der Jungen abgelehnt. Das Anwachsen des Neonazismus bereitet 70 Prozent der Mädchen, aber nur 57 Prozent der Jungen Sorgen. Eindeutige Indizien für autoritäre Neigungen zeigen sich in folgenden Antworten : «Deutschland braucht wieder einen Führer/starken Mann, der zum Wohle aller regiert» - das bejahen zwar nur 23 Prozent der Mädchen und 31 Prozent der Jungen, aber 33 Prozent der Mädchen und 28 Prozent der Jungen haben zu dieser gefährlichen Aussage überhaupt keine Meinung. «Man muß in Deutschland wieder Ordnung und Sicherheit schaffen» - dieser Ansicht sind 85 Prozent der Mädchen und 85, 7 Prozent der Jungen. 35 Prozent der Mädchen und 47 Prozent der Jungen bekennen sich zu der rechtsradikalen Parole «Deutschland den Deutschen - Ausländer raus». Nahezu 30 Prozent der Mädchen und 22 Prozent der Jungen haben hierzu keine Meinung. «Die Ausländer haben schuld an der Arbeitslosigkeit in Deutschland», bejahen 31 Prozent der Mädchen und 45 Prozent der Jungen ; 28 Prozent bzw. 23 Prozent bleiben indifferent. «Die Ausländer muß man aufklatschen und raushauen» - diese rechtsradikale Forderung findet bei 21 Prozent der Mädchen und 36 Prozent der Jungen Zustimmung ; 28 Prozent der Mädchen und 23 Prozent der Jungen äußern wiederum keine Meinung. «Die meisten Kriminellen sind Ausländer» - dieses Vorurteil ist für die Haltung von 25 Prozent der Mädchen und 41 Prozent der Jungen typisch. Auch hier fällt wieder die Meinungslosigkeit von 23 Prozent der Mädchen und 25 Prozent der Jungen ins Gewicht».

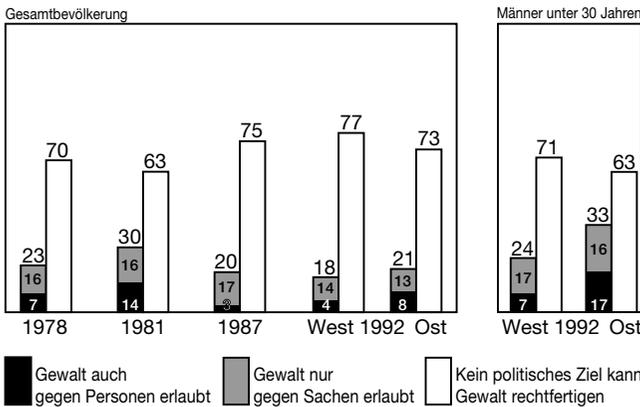
- Institut für Demoskopie, Allensbach (FAZ, 12.11.92) :

Überraschenderweise ist «die Unterstützung für die Anwendung von Gewalt heute wesentlich geringer als noch vor zehn oder fünfzehn Jahren. Ende der siebziger Jahre hielten 16 Prozent der westdeutschen Bevölkerung

den Einsatz von Gewalt gegen Sachen unter bestimmten Umständen für vertretbar, weitere sieben Prozent billigten sogar Gewalt gegen Personen. Zu Beginn der achtziger Jahre stieg die Quote derer, die bereit waren, Gewalt gegen Personen zur Durchsetzung politischer Ziele zu tolerieren, gar auf 14 Prozent (bei 16 Prozent Toleranz gegenüber Gewalt gegen Sachen). Heute hängen «nur» noch vier Prozent im Westen, acht Prozent im Osten der Auffassung an, daß es politische Ziele gibt, die Gewalt gegen Personen rechtfertigen ; anfällig für diese Vorstellung sind in erster Linie junge Männer, und zwar besonders jene, die jünger als 30 sind und in den neuen Bundesländern leben (siehe S. 8).

### Gewaltbereitschaft in Deutschland

Einstellung zu Gewalt gegen Personen Sachen zur Durchsetzung wichtiger politischer Ziele (Angaben in Prozent)



### Verständnis ?

Frage: „Wie denken Sie über die gewalttätigen Anschläge auf die Asylantenwohnheime: Haben Sie persönlich Verständnis für die Leute, die solche Anschläge verüben, oder haben Sie dafür gar kein Verständnis?“ (Angaben in Prozent)

	Alte Bundesländer		Neue Bundesländer	
	1991	1992	1991	1992
Verständnis	12	16	11	15
Kein Verständnis	77	70	80	69
Unentschieden	11	14	9	16

Quelle: Allensbacher Archiv /FAZ

Die Forderung, unnachsichtig gegen Gewalttäter vorzugehen, wird unter dem Eindruck der Gewalt gegen Asylbewerber von noch mehr Bürgern vertreten als vor einem Jahr. 1991 forderten 84 Prozent der Bevölkerung wirksame Strafen für Gewalttäter, die Asylbewerberunterkünfte beschädigen oder ausländerfeindliche Parolen verbreiten ; heute sind es 89 Prozent.

Und doch gibt es gesellschaftliche Strömungen, welche die kleine Minderheit der Gewaltbereiten ermutigen müssen. Deutschland gleicht zur Zeit einem Pulverfaß. Die Bevölkerung ist aufs höchste alarmiert. Ängste vor einer wirtschaftlichen Rezession verbinden sich mit dem Eindruck, daß Regierung und Opposition das Asylproblem aus parteitaktischen Gründen tatenlos eskalieren lassen. Die Diffamierung durch politische Brandstifter, die die Unruhe der Deutschen über diese Entwicklung offen oder unterschwellig mit Ausländerfeindlichkeit gleichsetzen, läßt die Beunruhigung teilweise in Wut umschlagen. Unruhe, Ohnmachtsgefühle und Zorn haben bei einem Teil der Bevölkerung in den letzten Monaten die grundsätzliche Ablehnung von Gewalt durchbrochen. Während auf der einen Seite die Unterstützung für eine Ahndung von Gewalttaten wächst, bringt man den Tätern heute erkennbar mehr Verständnis entgegen als vor einem Jahr. Der Anteil der Bevölkerung, der Verständnis für Anschläge auf Asylantenunterkünfte bekundet, ist im Westen von zwölf auf 16, im Osten von elf auf 15 Prozent gestiegen ; kein Verständnis haben heute 70 Prozent der Bevölkerung für solche Gewalttaten, vor einem Jahr waren es fast 80 Prozent (Tabelle 5. 8). Der Teil der Bevölkerung, der den Eindruck hat, daß der politische Entscheidungsprozeß nur noch durch Gewalttaten vorangetrieben werden könne, ist in den alten Bundesländern binnen eines Jahres von 18 auf 25 Prozent, in den neuen von 16 auf 30 Prozent gestiegen.

Die Standfestigkeit bei der Ablehnung von Gewalt wird jedoch auch durch eine tiefgreifende, lange Zeit kaum wahrgenommene Veränderung der ethischen Bindungen untergraben. Immer weniger werden Grundsätze als verbindlich akzeptiert. Langzeitanalysen belegen, daß feste Maßstäbe für richtig und falsch, für zulässig und unzulässig zunehmend zugunsten einer Situationsethik aufgegeben werden : Wie die Gesellschaft bestimmte Verhaltensweisen bewertet, wird in wachsendem Maße

von den Umständen, den Absichten und Zielen, die verfolgt werden, abhängig gemacht.

Immer weniger ist die Bevölkerung bereit, bestimmte Verhaltensweisen ohne Einschränkung zu verurteilen : Das gilt für Versicherungsbetrug wie für Eigentumsdelikte, für das Verhalten am Arbeitsplatz wie in der Familie, für Formen des politischen Protestes wie für die Anwendung von Gewalt. Am Beginn der achtziger Jahre stuften noch 71 Prozent der westdeutschen Bevölkerung die Bedrohung von Arbeitern, die sich nicht an einem Streik beteiligen wollten, als ausnahmslos unzulässig ein, am Beginn der neunziger Jahre waren es nur noch 63 Prozent. Die bedingungslose Verurteilung von Angriffen auf Polizeibeamte ist in der gleichen Zeit van 58 auf 41 Prozent zurückgegangen, in Ostdeutschland in der kurzen Spanne von 1990 bis 1992 von 51 auf 46 Prozent».

#### **IV. Der makrosoziale Rahmen schulischer Pädagogik**

Die zahlreich vorliegenden Studien über Rechtsextremismus und Gewalt, von denen einige hier zitiert wurden und zu denen besonders auch die umfassenden Arbeiten von Heitmeyer und anderen zählen<sup>6</sup>, führen zu folgenden Feststellungen über die Gesellschaft der Bundesrepublik Deutschland :

Die gesamtgesellschaftliche Entwicklung ist widersprüchlich : Der politische, ökonomische und beginnende kulturelle Zusammenschluß Europas findet aufgrund der derzeitigen wirtschaftlichen Krise und der Verflüchtigung übergreifender politisch-kultureller Wertvorstellungen zeitgleich mit gesellschaftlicher Desintegration statt. Die etablierten politischen Kräfte, die ohnehin in der Öffentlichkeit an Ansehen einbüßen, wenden sich gegen vielerorts noch wachsende politische Randgruppen, ohne den Ursachen ihrer Entstehung gerecht zu werden : der sozialen und wirtschaftlichen Krise-, begleitet von zerfallender Wertorientierung. Im Gegenteil : moralisch fragwürdiges Verhalten so mancher Entscheidungsträger in Politik und Wirtschaft trägt erst recht zur Entstehung jenes sozialen Klimas bei, in dem Verdrossenheit, Radikalismus und Gewalt zu gedeihen vermögen. Das statt dessen von konservativer Seite häufig geübte «Entgegenkommen» an «rechts»orientierte Bürger stellt eine fatale Ausflucht dar.

Vielfach wird die Wiedergewinnung politisch-kultureller Wertvorstellungen, schlicht gesagt : traditioneller Werte persönlichen Verhaltens einschließlich des Bewußtseins sozialer Verpflichtung eingeklagt, so jüngst von Gräfin Dönhoff in der «Zeit» vom 12. März 1993. Doch moralische Appelle nutzen - wenn überhaupt - nur wenig. Es gilt, die entscheidenden Prozesse gesellschaftlicher Desintegration, deren prinzipielle Tendenz Marx und Engels bereits eindrucksvoll im Kommunistischen Manifest beschrieben haben, im Blick auf die Sozialisation heutiger Kinder und Jugendlicher genauer zu erkennen. Zunehmend durchdringen Prinzipien kapitalistischer Wirtschaft das gesamte Gesellschaftsleben. Die Marktwirtschaft stellt innerhalb staatlich gesetzter Rahmenbedingungen ein relativ geschlossenes System wechselseitigen Anbietens und Kaufens dar. Leistung- und individueller Wettbewerb so gut wie Konkurrenz unter Wirtschaftsunternehmen sind maßgeblich für sein Funktionieren. Die einzelnen Personen sind darin im Gegensatz zu feudalistischen oder totalitären Systemen in ihrem Handeln frei. Jeder kann, wie es heißt, seines Glückes Schmied sein. Doch wem dies, aus welchen individuellen oder sozialen Gründen auch immer, nicht gelingt, der wird «freigesetzt». Er wird zwar meist durch ein Netz sozialer Hilfen vor krasser physischer Verelendung bewahrt ; doch zugleich drohen vor allem Jugendliche der Verführung gesellschaftsfeindlicher Gruppen zu verfallen.

Leistung und Konkurrenz durchdringen inzwischen weit über den Beruf hinaus fast das gesamte gesellschaftliche Leben. Leistungssport, Autoraserei, selbst die vermeintliche Nötigung zu «sexueller Leistung» in der Begegnung von Partnern und Partnerinnen sind hierfür Beispiele. Und in der Schule ? Nichts gegen vernünftiges Leistungsstreben, das wohlausgewogen ist mit dem Erfordernis gemeinsamer Leistungen der Schüler, mit Pflege sozialer Kohärenz, mit Diskussionen ethischer und religiöser Art, mit gesellschaftlichen und musischen Aktivitäten ! Dagegen ist die derzeit allorts sich wieder ausbreitende Überbetonung von Leistung und Auslese als Aufgabe der Schule verhängnisvoll. Sie beginnt bei der Benotung der Schüler in den ersten Grundschuljahren, sie wird fortgesetzt in der Verteilung der Schüler auf weiterführende Schulen unterschiedlicher Anforderungen, und sie endet bei Schulabschluß in der mechanischen Kalkulation von Leistungspunkten als Ausweis der «Reife». Einseitige Sozialisation dieser Art beschränkt viele Schüler in der

Entfaltung einer breiteren Kreativität. Die im System angelegte Konkurrenz leistet zugleich verengter Individualisierung und Isolation derjenigen Schüler Vorschub, die außerhalb der Schule - vor allem in ihrem Zuhause - von frühester Kindheit an zu wenig Liebe, Zuwendung, Kommunikation erfahren haben.

Wie all dem auch sei : Leistung und Bestehen im Konkurrenzkampf sind von allen gefordert. Nur so kann der einzelne heutzutage hoffen, in der Welt der Verwissenschaftlichung, der Rationalisierung und der zunehmenden Verengung des Arbeitsmarktes ein für sein Leben hinreichendes Auskommen zu finden. Und was wird aus denen, die es nicht schaffen ? Radikale ? Darf Leistung zur «Lebensleistung» erhoben werden ? Wie kann Schule, die selbst auf vielerlei Weise Leistung fordert und damit zugleich auf die Realität Wettbewerbsgesellschaft vorbereitet, in Beantwortung dieser Frage die Schüler auch erkennen lassen, daß Leistung nicht das zentrale Lebensziel ist, sondern in einer Vielfalt von Werten ihren Platz finden muß ? Wolfgang Dietrich hat kürzlich zu solcher Sicht in einem Gedicht «Mitten im Sturm - die Ruhe» ermuntert<sup>7</sup>. Es heißt dort :

### **Mitten im Sturm - die Ruhe**

*In der Mitte kein Gebot  
der Arbeit und Arbeit und Arbeit,  
sondern ein großes  
Los- und Lockerlassen.  
In der Mitte kein Lobpreisen  
von Leistung und Leistung und  
Leistung,  
sondern ein ganz und gar  
entspanntes Verweilen.  
In der Mitte kein gefordertes Soll,  
das um jeden Preis zu erfüllen ist,  
sondern ein heiter  
sich erfüllendes Sein.*

Wirtschaftliche Notlage und mangelnde soziale Integration lassen viele junge Männer ihre Selbstbestätigung in rechtsextremen, nationalistischen Randgruppen suchen. Ohne wirklich zu wissen, was der Nationalsozialismus war, weisen sie meist die ihnen zugeschriebene Bezeichnung «Neonazis» nicht von sich. Sie bestätigt sie in ihrem Willen zur Macht und in ihrer Bereitschaft zu Gewalt. In markt-schreierischer Berufung auf ihr deutsches Volkstum strei-

chen sie ihre Anmaßung heraus, Fremden überlegen zu sein. Sie weigern sich, diese als gleiche, als Menschen wie sie anzuerkennen, sondern proklamieren allerorts «Ausländer raus!». In diesem Ruf appellieren sie zugleich an die Solidarität national gesonnener Deutscher - und finden damit leider auch mehr oder weniger laute Zustimmung bei vielen Bürgern.

Gewalt wird zunehmend als politisches Mittel akzeptiert - sei es, daß Menschen sie selbst ausüben, sei es, daß sie sie zuschauend billigen (vgl. Abschnitt III). Gewaltdarstellungen in den Massenmedien, besonders auch in Videos, Videospiele, elektronischen Spielen setzen bei Kindern und Jugendlichen die Hemmungen, Gewalt auszuüben, um so mehr herab, je weniger Eltern und andere Familienangehörige sich um sie von klein auf kümmern, je mehr sie sich in ihrem Alltag selbst überlassen bleiben und somit keine befriedigenden Möglichkeiten des Austauschs über das Gesehene haben. Gesellschaftliche Desintegration, Auflösung traditioneller Wertvorstellungen und ähnliches werden in beträchtlichem Maße durch derartige individualisierende Sozialisation ohne Möglichkeiten der persönlichen Kommunikation außerhalb etwaiger «Gangs» ausgelöst. «Wenn die selbstverständliche Zugehörigkeit und Akzeptanz so weit gelöst sind, daß nur noch die Gewißheit übrig bleibt, Deutscher zu sein, bekommt die Gewalt eine Richtung!» (W. Heitmeyer, Frankfurter Rundschau, 22.10.1992, S. 6). An die Stelle von Gesinnungs- oder Verantwortungsethik auf der Basis kultureller Werte aus jüdisch-christlicher Tradition können - euphemistisch als «Situationsethik» verhüllt - leicht Opportunismus und Gewalt treten.

In seiner Feindlichkeit nicht nur gegen Fremde, sondern auch gegen schwache, behinderte Menschen nimmt der Rechtsradikalismus - in der Regel unbesehen und ohne zutreffende Geschichtskennntnisse - nationalistische und nationalsozialistische Doktrinen und Vorurteile auf, so besonders christlichen Antijudaismus, Antisemitismus, Rassismus und Fremdenhaß. Sie scheinen dem einzelnen die Möglichkeit der Projektion eigener bedrängender emotionaler Probleme wie Existenzangst und Haß nach außen zu bieten. Es ist bekannt, daß deshalb die Bekämpfung von Vorurteilen außerordentlich schwierig ist. Je verbohrt Radikale sind, um so vergeblicher ist die Hoffnung, daß sie rein rationale Belehrung und Argumente annehmen. Solche Aufklärung allein wird von ihnen abgelehnt; denn sie stellt

ihr Selbstbildnis in Frage und bedeutet eine Bedrohung ihres psychischen Gleichgewichts. Diese Mauer läßt sich - wenn überhaupt - nur in Verbindung mit persönlicher Erfahrung von Zuwendung, also in ausführlichen Gesprächen, verbunden mit Besuchen historischer Stätten, durchbrechen.

Das Menetekel «nationalsozialistischer Völkermord» lehrt, daß höchste Aufmerksamkeit angesichts der Widrigkeit der derzeitigen allgemeinen, politischen Lage am Platze ist : Wirtschaftskrise, Umweltgefährdung, ungelöste Probleme der Verwirklichung der deutschen Einheit, Mühsal der europäischen Integration, Kriegsgefahr bzw. Krieg in den Nachfolgestaaten der GUS und in Jugoslawien, Hunger in der dritten Welt, zu alledem Enttäuschung über die Schwächen der Parlamente und Regierungen auf Länder- und Bundesebene ! Resignation als Folge ? Politikverdruß, der bei Parlamentswahlen die Nichtwähler zur zahlenmäßig größten Gruppe der Wahlberechtigten werden läßt, Gleichgültigkeit und Wegschauen bei Überfällen auf Fremde und Behinderte, kurz : politische und soziale Passivität leistet dem Umsichgreifen des Rechtsradikalismus Vorschub. Weggeschaut zu haben bei nationalsozialistischer Gewaltpolitik und ihren Verbrechen müssen sich viele ältere Deutsche vorwerfen lassen. Heutzutage weggeschaut zu haben, trägt nicht nur zur Sorge der einzelnen Bürger um ihre eigene Sicherheit und Wohlbefinden bei, sondern gefährdet die demokratische Basis der Bundesrepublik Deutschland ! Mitwirkung ist zur Verwirklichung der Vorgabendes Grundgesetzes der Bundesrepublik Deutschland gefordert ! Dort bekennt sich das deutsche Volk ausdrücklich «zu unverletzlichen und unveräußerlichen Menschenrechten als Grundlage jeder menschlichen Gemeinschaft, des Friedens und der Gerechtigkeit» (Art. 1 Abs. 2). Weiter heißt es : «Die Freiheit der Person ist unverletzlich» (Art. 2 Abs. 2), «Alle Menschen sind vor dem Gesetz gleich» (Art. 3 Abs. 1), «Politisch Verfolgte genießen Asylrecht» (Art. 16 Abs. 2).

So liegt die Aufgabe der Schule über die unmittelbare Prävention und Bekämpfung von Rechtsradikalismus, Fremdenfeindlichkeit und Gewalt hinaus in der Vermittlung der demokratischen Grundrechte, in der Vorbereitung und Einübung der Schüler und Schülerinnen, Bürger einer humanen demokratischen Gesellschaft zu werden.

## **V. Möglichkeiten der Schule**

In Deutschland agieren Gruppen extremer Verhetzung bei Demonstrationen und Überfällen auf Ausländer, speziell auf Heime für Asylbewerber (Hoyerswerda, Rostock u.a.). Die Zahl dieser Gruppen ist zwar klein, noch kleiner ist die ihrer Rädelsführer ; doch es besteht die Gefahr, daß ihre spektakulären Auftritte ansteckend wirken. Schule und Lehrer/innen können hier kaum noch etwas ausrichten. Vielmehr sind in solchen Fällen harte Strafverfahren am Platz - und sei es nur, um den betroffenen wie unbeteiligten Jugendlichen die Grenze der gesellschaftlichen und staatlichen Toleranz unmißverständlich zu zeigen.

Lehrer und Lehrerinnen stehen dagegen vor der Aufgabe, potentielle Mitläufer durch verlässliche Wegweisung gegen rechtsradikale Sirenen zu wappnen. Möglichst allen Schülerinnen und Schülern sind von der Grundschule an geschichtliche Kenntnisse, sozialpsychologische Einsichten und sittliche Werte zu vermitteln, die sie zu aktivem Eintreten für Menschenrechte, Frieden und Erhaltung der Schöpfung stimulieren. Welche Voraussetzungen sollten dazu erfüllt sein ? Welche didaktischen und methodischen Möglichkeiten bieten sich den Lehrkräften, um den aufgewiesenen Ursachen negativer Sozialisation zu begegnen ? Ich möchte den oben gekennzeichneten Mängeln im Schulwesen positive Möglichkeiten, sie zu beheben und den akuten Problemen gerecht zu werden, gegenüberstellen :

### **A. Allgemeine Voraussetzungen**

- Qualifizierte Lehrerbildung und -fortbildung ;
- Überschaubare Größe der einzelnen Schule : Bauten, Zahl der Schüler, Größe des Lehrerkollegiums ;
- «Schulklima» : kooperativer, zwangloser, aber nicht formloser Umgang von Schulleiter, Lehrern und Schülern miteinander ;
- Kooperation mit Eltern, Erziehern, Jugendarbeitern ;
- Erkennbares, aktives Engagement von Schulleitung und Lehrern an sachgerechter Verarbeitung der Geschichte unseres Jahrhunderts und an allseitiger Durchsetzung der

Menschenrechte ; Teilnahme an Aktionen für die Menschenrechte wie Demonstrationen und ähnlichem ;

- Angemessene Ausstattung der Schule mit Lehrmitteln vor allem für Geschichte, Sozialkunde, Deutsch, Ethik, Religion (Lehrbücher, Quellentexte, Anschauungsmaterial, Landkarten, Bildbände, Dias, Filme, Videos usw.).

## **B. Didaktische und methodische Möglichkeiten**

- Begrenzte Größen der Klassen und Lerngruppen ;

- Kommunikationsfreundliche Sitzordnung und entsprechende Erarbeitung des Lehrstoffs (Frontalunterricht nur bei Vortrag o.ä.) ;

- Kenntnis auf seiten der Lehrer über die soziale und familiäre Situation vor allem ihrer Problemschüler und -schülerinnen ;

- Unterricht anhand des genannten Lehrmaterials, besonders über deutsche Geschichte im 20. Jahrhundert, dazu vor allem Gruppenarbeit mit Schülerdiskussion usw., Kooperation der Lehrer im Sinne wechselseitiger Beratung über den Unterricht einschließlich wechselseitiger Unterrichtsbesuche (Supervision) ;

- Fächerübergreifender Unterricht, Team Teaching (z.B. Geschichte, Geographie, Sozialkunde, Literatur, Religion) ;

- In Unterricht jeglicher Art Beachtung korrekten sprachlichen Ausdrucks in Wort und Schrift bei Lehrern und Schülern, und damit Schärfung politischer Aufmerksamkeit, denn «Politik vollzieht sich in Sprache»<sup>8</sup> ;

- Förderung der eigenen Kreativität der Schüler in ausgiebigem musischen Unterricht ;

- Genügend Freiräume für Lehrer, mit den Schülern Themen zu besprechen, die für deren Lebenssituation herausragende Bedeutung haben : Zukunftsängste, Umweltschutz, Sex, Aids, Drogen und anderes mehr ;

- Soziodrama, auch im Sinne der Gestaltpädagogik : Erkenntnis der jeweiligen Rolle der Gesprächspartner, Artikulation von Ängsten, Umgang mit Konflikten, Erkenntnis eigener Verantwortung<sup>9</sup> ;

- Kritischer Umgang mit Massenmedien nach Inhalt und Sprache, möglichst an Beispielen : Zeitungen, Fernsehen, erst recht mit Videos sowie mit Video- und elektronischen Spielen (Gerade sie führen zu weitgehendem Ausfall kritischer Reflexion und Kommunikation der Zuschauer bzw. der je für sich allein Spielenden. Die Darbietungen und Spiele leisten allermeist Gewalt und politischem Radikalismus Vorschub.) ;

- Begegnung mit Zeitzeugen ;

- Besuch örtlicher Museen und Gedenkstätten, Arbeit über die örtliche Geschichte von NS-Verfolgungen, das Schicksal der Verfolgten ; Vergleich der Berichte überlebender Verfolgter über ihre Vertreibung mit den Erinnerungen seinerzeit nicht betroffener deutscher Ortsbewohner <sup>10</sup> ;

- Projekte, gegebenenfalls mehrtägig, unter Umständen auch außerhalb der Schule, so etwa zu ausgewählten Fragen der Ortsgeschichte, zur Situation der Ausländer in der Gemeinde, zu Anschauungen und Verhalten Jugendlicher im eigenen Umfeld, aber auch Einsatz in Projekten der Sozialarbeit und ähnlichem mehr <sup>11</sup> ;

- Aktivierung von Schülern und Schülerinnen zur Beteiligung an demokratischen politischen Gruppen oder zur Initiierung eigener Kreise inner- oder außerhalb ihrer Schule ;

- Reisen von Schulklassen und anderen Gruppen zu Gedenkstätten, das heißt ehemaligen Konzentrationslagern in Europa wie sie unter anderen die Aktion Sühnezeichen/Friedensdienste vielfach veranstaltet und dabei immer auf sorgfältige Vorbereitung geachtet hat. Sonst kann folgendes geschehen : Der polnische «Pilot» (Reisebegleiter) einer deutschen Schulklasse beim Besuch von Auschwitz berichtete kopfschüttelnd, er habe beim Gang durch Birkenau einen Schüler beobachtet : Walkman im Ohr, Arm um die Schulter der Freundin. Er habe ihm den Walkman heruntergezogen und ihn gefragt : «Warum bist du hierher gekommen ? «Er hatte nicht den nachfolgenden Lehrer bemerkt, der sich nun seinerseits an den Schüler wandte : «Das kannst du hier nicht machen, die Polen sind doch so empfindlich !» Es sei hinzugefügt, daß der alte, verehrungswürdige ehemalige KZ-Insasse und hilfreiche Führer vieler deutscher Gruppen, Tadeusz Szymanski,

immer wieder betont, daß es keine Verhaltens- und Verständnisprobleme gebe bei Gruppen, die sich angemessen vorbereitet hätten.

Abschließend sei ein Beispiel wichtiger, positiver Erfahrungen berichtet, das Schule machen sollte : Das Volkswagenwerk in Wolfsburg läßt regelmäßig Gruppen Auszubildender zu mehrtägigem Arbeitseinsatz in Auschwitz und zum Besuch des nahe gelegenen Werks von Fiat-Polski und von Familien zugehöriger Werksangehöriger reisen. Die Teilnehmer pflegen sehr beeindruckt an ihre Arbeitsstätte zurückzukehren und dort enthusiastisch zu erzählen. Ihre Berichte finden in den VW-Werken durchweg ein positives Echo und so auch in der «Wolfsburger Allgemeinen Zeitung» (30.10.1992). Einzelne Teilnehmer berichten zudem in ihren Gemeinden, veranstalten eine Ausstellung in den Räumen ihrer Bank und ähnliches. Auf Anregung des Betriebsrats hat das VW-Werk kürzlich eine beachtliche Summe Geldes ausgesetzt, um durch Arbeitseinsätze und Materiallieferungen zu den dringend erforderlichen Arbeiten für die Erhaltung der Lageranlagen beizutragen. Über Auschwitz darf kein Gras wachsen !

<sup>1</sup> Vor Belsazzar, mächtiger König von Babel (6. Jh. v.), erscheint während eines Saufgelages eine Schrift an der Wand : «Mene, Mene, Thekel, Upharsin». Daniel deutet sie : Mene, Gott hat dein Königtum gezählt und es preisgegeben. Thekel, du bist auf der Waage gewogen und zu leicht gefunden worden. Pheres, dein Reich ist zerteilt und den Medern und Persern gegeben worden. (Daniel 5, 25-28).

<sup>2</sup> Cambridge/MA : Harvard University Press, 1979. Deutsche Übersetzung : Die Ökologie der menschlichen Entwicklung. Stuttgart : Klett-Cotta 1981.

<sup>3</sup> Definition 2 : Ein Mikrosystem ist ein Muster von Tätigkeiten und Aktivitäten, Rollen und zwischenmenschlichen Beziehungen, die die in Entwicklung begriffene Person in einem gegebenen Lebensbereich mit den ihm eigentümlichen physischen und materiellen Merkmalen erlebt (S. 38).

Definition 3 : Ein Mesosystem umfaßt die Wechselbeziehungen zwischen den Lebensbereichen, an denen die sich entwickelnde Person aktiv beteiligt ist (für ein Kind etwa die Beziehungen zwischen Elternhaus, Schule und Kameradengruppe in der Nachbarschaft ; für einen Erwachsenen die zwischen Familie, Arbeit und Bekanntenkreis) (S. 41).

Definition 4 : Unter Exosystem verstehen wir einen Lebensbereich oder mehrere Lebensbereiche, an denen die sich entwickelnde Person nicht selbst beteiligt ist, in denen aber Ereignisse stattfinden, die beeinflussen, was in ihrem Lebensbereich geschieht, oder die davon beeinflusst werden. Beispiele eines Exosystems eines kleinen Kindes sind der Arbeitsplatz der Eltern, die Schulklassen älterer Geschwister oder der Bekanntenkreis der Eltern (S. 42).

Definition 5 : Der Begriff des Makrosystems bezieht sich auf die grundsätzliche formale und inhaltliche Ähnlichkeit der Systeme niedrigerer Ordnung (Mikro-, Meso- und Exo-), die in der Subkultur oder der ganzen Kultur bestehen oder bestehen könnten, einschließlich der ihnen zugrunde liegenden Weltanschauungen und Ideologien (S. 42).

Definition 6 : Ein ökologischer Übergang findet statt, wenn eine Person ihre Position in der ökologisch verstandenen Umwelt durch einen Wechsel ihrer Rolle, ihres Lebensbereichs oder beider verändert (S. 43).

<sup>4</sup> Im Bericht des «Central Advisory Council for Education (England)» (London : HMSO 1959) heißt es bereits 1959 :

«It is our contention that teaching is always allied to other forms of social work, but the terms of the alliance certainly differ greatly from one area to another. In... specially difficult districts the teacher must be more of the social worker than in other places. Indeed, with some of his pupils that role must come first. And, of course, he needs far closer contacts with other social workers than are needed elsewhere» (Vol. 1, p. 39).

<sup>5</sup> Alle Jugendlichen in Deutschland, die nach dem 9. oder 10. Schuljahr nicht weiterhin auf eine Vollzeitschule gehen (etwa die Hälfte eines Jahrgangs), haben bis mindestens zum 18. Lebensjahr die Berufsschule zu besuchen : eine Teilzeitschule im sogenannte dualen System. Sie arbeiten meist vier Tage in der Woche als Auszubildende oder Angelernte/Ungelernte in einem Betrieb oder sind schlimmstenfalls arbeitslos. Alle besuchen ein bis zwei Tage in der Woche die Berufsschule zur theoretischen Ergänzung der Fachlehre, ferner für je zwei Schulstunden zu 45 Minuten Unterricht in Deutsch und Sozialkunde. Manchenorts ist die Regel auch zwei bis drei Wochen Betrieb im Wechsel mit einer Woche Schule. Die Berufsschüler pflegen ihr gesellschaftliches Feld im Betrieb, nicht in der Schule zu finden. Diese Form der sogenannten Sekundarstufe II genießt wegen ihrer Verbindung von Theorie und Praxis international einen guten Ruf. Das alternative Modell integrierter Berufsschulen wie die in den 1950er Jahren selbst produzierende Baufachschule Zitadelle in Berlin-Spandau hat sich dagegen als Berufsschule leider nicht durchsetzen können. In der seither angebrochenen sozialen Desintegration zeigt sich, daß im allgemeinen weder Betrieb noch Berufsschule - wenn überhaupt, so nur unzulänglich - ihre begrenzte Möglichkeit nutzen, pädagogisch oder sozialpflegerisch auf Lebensprobleme der Jugendlichen einzugehen.

In jüngster Zeit hat dieses Problem in den neuen Bundesländern Deutschlands an Schärfe zugenommen infolge der Umstellung der entsprechenden Ausbildung in der DDR auf das System der BRD. Die polytechnischen Oberschulen wie die anschließenden betrieblichen und Kommunalen Berufsschulen waren Ganztagschulen gewesen : Einmal abgesehen von der vorgeschriebenen politischen Indoktrination hatten sie den Lehrern über den Fachunterricht hinaus hinreichend Gelegenheit zu pädagogischem Umgang mit ihren Schülern geboten. Klaus Tillmann - bis vor kurzem Leiter des Pädagogischen Landesinstituts Brandenburg in Ludwigsfelde - kam die Ideologie in DDR-Schulen ohnehin eher aufgesetzt als tief verinnerlicht vor (vgl. Tagesspiegel, 7.3.1993, S. 21).

<sup>6</sup> Heitmeyer, W. u.a. (1992). Die Bielefelder Rechtsextremismus-Studie - Erste Langzeituntersuchung zur politischen Sozialisation männlicher Jugendlicher. Weinheim/München: Juventa.

Ferner: Heitmeyer, W. (1992), 22. Oktober). Weznn Belehrung gegen Erfahrung nicht ankommt - Betrifft: Gewaltakzeptanz/Die Möglichkeiten und Grenzen der schulischen Pädagogik. Frankfurter Rundschau, S.6.

<sup>7</sup> Dietrich, W. (1987). Sabbat halten - Arbeit loslassen. Eschbach/Markgräflerland : Verlag am Eschbach.

<sup>8</sup> Zur Gestaltpädagogik vgl. die Artikel von Zeuner, S. u.a. (1983). Gestaltpädagogische Praxis in der Hauptschule. päd extra, 12, 35-44 (einschl. Verweise auf Literatur über Gestaltpädagogik). Darin ist der Bericht über eine Schulstunde im Jahr 1981 besonders bemerkenswert. Schüler einer zehnten Klasse waren aufgefordert, sich anhand des folgenden Tafelbildes in die Rolle einer der dargestellten Personen zu versetzen, darüber nachzudenken und dann ihre Gefühle und Erkenntnisse zu Papier zu bringen. Wie der Bericht über die anschließende Diskussion zeigt, ging den meisten Schülern die Erfahrung zweifellos «unter die Haut».



*In einer Schule nach 1933. Text auf der Tafel : «Der Jude ist unser größter Feind ! Hütet euch vor den Juden !» Dieses Bild ist im Schulbuch «Die Reise in die Vergangenheit» (Ebeling/Birkenfeld ; Westermann) abgedruckt. Siehe dazu unser Gespräch. Demütigung jüdischer Schüler in Wein vor der Klasse, Foto: 1938 Bildarchiv preussischer Kulturbesitz bpk NS 756 ( 1 Berlin 61, Postf. 610317)*

Hier ist auch auf einen «Roman» zu verweisen, in dem beim Schulunterricht über den Nationalsozialismus und dessen Verbrechen die Schüler dazu gebracht werden, Machtausübung und Disziplin des braunen Systems nachzuerleben : Rhue, M. (1985). Die Welle - Bericht über einen Unterrichtsversuch, der zu weit ging. Ravensburg : O. Maier. (Aus dem Amerikanischen : The Wave. New York : Delacoste Press, 1981).

<sup>9</sup> Eppler, E. (1992). Kavalleriepferte beim Hornsignal - Die Krise der Politik im Spiegel der Sprache. Frankfurt a.M. : edition Suhrkamp (NF 788), S. i.

<sup>10</sup> In Rhina, einem Dorf in der hessischen Vorderrhön, lebten im Juni 1933 172, im Oktober 1938 87 Juden. Peter und Renate Chotjewitz haben Ende der 1970er Jahre Rhina besucht : Sie konnten kaum Auskünfte über die einst dort lebenden. Juden erhalten - das sei so lange her. In den USA und Israel berichteten Ausgewanderte dagegen lebhaft und detailliert mit Fotos über Leben in und Auswanderung aus Rhina. (Chotjewitz, P. und R. (1980). Die mit Tränen säen. Israelisches Reisejournal. Verlag Autoren-Edition.) Beispiel eines weniger verstellten Verhältnisses zur Vergangenheit gab dagegen die hessische Kleinstadt Kirchhain anlässlich des 50. Jahrestages des Pogroms im November 1988. Vgl. Lenhardt, G. (1990). Judenverfolgung und Bürgersinn. In : B. Klewitz (Hrsg.), Kirchhain-Alltag im Dritten Reich (S. 124-134). Marburg a.L. : SP-Verlag.

<sup>11</sup> Anregung und finanzielle Förderung von Projekten sind meist willkommen, so auch die Ausschreibung des Kultusministeriums Sachsen-Anhalt, eines aus der DDR hervorgegangenen Bundeslandes, von 1992 «Lebensorientierungen - gegen Gewalt - gegen Drogen» (Kultusministerium, Magdeburg 1992). Sie bietet ein Beispiel gutgemeinter, doch zaghafter, ich möchte fast sagen, unaufrichtiger politischer Erziehung. Kinder und Jugendliche sollen «auf ihre Aufgabe als mündige Bürger in einer demokratischen, gewaltarmen Gesellschaft» vorbereitet werden (S. 16). Denkbar sei «zum Beispiel die Förderung von solchen Projekten, bei denen Kinder und Jugendliche dazu angeleitet werden,

- die Bildungsangebote in einer Region wahrzunehmen,
- sich für Aufgaben im Bereich des Umweltschutzes zu engagieren,
- sich für sozial Benachteiligte einzusetzen oder,
- persönliche Fähigkeiten, Neigungen und Interessen zu entwickeln» (S. 19).

Nichts gegen Projekte dieser Art ! Sie sind pädagogisch in vieler Hinsicht wichtig. Doch es fällt peinlich auf, daB zwar von der Notwendigkeit einer Orientierung «in der Phase des gesellschaftlichen Umbruchs» geschrieben wird, tatsächlich aber deutsche geschichtliche Erfahrungen seit Beginn des Jahrhunderts - Niederlage der Demokratie 1933, Ideologien, Gewaltherrschaft, Kriege, Mord, Versagen des real existierenden Sozialismus - und daraus resultierende Projektideen zum Beispiel zur Ortsgeschichte, zum Schicksal der Juden aus dem eigenen Ort, zur Pflege von Friedhöfen mit keinem Wort auch nur angedeutet werden. So bleiben zukunftsrelevante, aber moralisch beschwerende, konfliktrichtige, zentral wichtige politische Projektmöglichkeiten ausgespart.



Jean-Paul WIBRIN  
Professeur d'Histoire  
(Belgique)

## La mémoire d'Auschwitz dans l'enseignement : pour une pédagogie de l'émotion ? (\*)

Ces pages réunissent, sous une version quelque peu modifiée, deux communications, *La mémoire d'Auschwitz dans l'enseignement. Pour quoi faire ? et Auschwitz : pour une pédagogie de l'émotion ?* faites, la première à l'occasion de la Rencontre Pédagogique Internationale consacrée à *Mémoire d'Auschwitz dans l'enseignement. Problèmes et perspectives*, organisée à Bruxelles du 4 au 8 novembre 1991 par la Fondation Auschwitz et Aktion Suhnezeichen Friedensdienste e. V. ; la seconde pour le Congrès International *Histoire et mémoire des crimes et génocides nazis*, organisé à Bruxelles du 23 au 27 novembre 1992 par la Fondation Auschwitz. Volontairement, je leur ai conservé leur allure orale. (Note de l'auteur).

(\*) Communication prononcée le 26 novembre 1992 à la Commission «Pédagogie». (Président de séance : M. R. RAINDORF, Fondation Auschwitz).

Ferdinando Camon raconte que Primo Levi *ne criait pas, n'insultait pas, n'accusait pas, parce qu'il ne voulait pas crier, il voulait beaucoup plus : faire crier*<sup>1</sup>. La voix calme, sans colère, de Primo Levi doit être celle des professeurs de l'enseignement secondaire devant leur classe quand ils parlent d'Auschwitz : ils doivent faire crier. Encore faut-il savoir pourquoi crier et dans quel but. Mon propos sera limité et tentera de répondre à cette triple interrogation : que dire d'Auschwitz à des élèves de l'enseignement secondaire, jeunes adolescents, comment en parler, dans quel but ? La réponse à cette triple et fondamentale question n'est pas toujours simple<sup>2</sup>. Première question : que dire de l'événement «Auschwitz» en classe ? Un drame spécifique, en dehors du temps et de l'espace, au delà de l'humanité.

Savoir ce qu'il faut dire ou ne pas dire ne m'appartient pas. Je souhaite simplement formuler quelques remarques générales que, j'imagine, tout le monde acceptera. Auschwitz n'est pas un accident de l'histoire survenu, comme une météorite, un matin quelconque et effroyable. Auschwitz et tout le système nazi d'extermination ont une histoire longue, de plusieurs décennies, voire de plusieurs siècles. Le professeur doit, bien sûr, insister sur ce contexte. Mais le contexte n'explique pas tout : les nazis lui ont donné un aboutissement cataclysmique. Et on ne peut confondre : les pogromes ne sont pas Auschwitz, et Isabelle, dite la Catholique, n'est pas Hitler. Le génocide perpétré par les nazis contre les peuples juif et tzigane a une spécifici-

té tout à fait particulière<sup>3</sup>. Le professeur ne peut pas ne pas aborder cette spécificité, cette volonté sciemment planifiée, rigoureusement organisée, scrupuleusement accomplie, complaisamment réalisée, d'exterminer un peuple entier, sous prétexte qu'il est ce qu'il est. La présentation de cette spécificité aboutira, quasi automatiquement, à une lancinante question, question que, depuis 1945, se posent les Allemands et avec eux les démocrates du monde entier : comment cela a-t-il pu arriver ? Question d'autant plus inquiétante qu'elle ne trouve pas de réponse absolument satisfaisante et qu'elle nous renvoie à des faits commis il y a seulement cinquante ans, par des gens proches de nous, sur des terres voisines géographiquement et culturellement. Cette question se décompose elle-même en plusieurs interrogations<sup>4</sup> :

1° Comment l'Allemagne, nation phare de la culture, fleuron de la philosophie, de la science et de l'art, a-t-elle organisé la liquidation physique de millions d'êtres humains de manière calculée, systématique, industrielle ? Comment Hitler, après avoir apparemment pris si facilement le pouvoir, a-t-il pu transformer l'Allemagne et les Allemands en symbole de bellicisme cruel et d'antisémitisme meurtrier et institutionnalisé ?

2° Comment un Etat moderne, champion de la rationalité, en est-il arrivé à vouloir anéantir une catégorie entière de la population de l'Europe pour la seule raison qu'elle était juive ou tzigane ?

3° Comment tout un peuple en voie d'être exterminé a-t-il pu subir pareil destin ?

4° Comment la classe ouvrière allemande (syndicats, partis communiste et socialiste) a-t-elle accepté ? Comment, de façon plus générale, les Allemands ont-ils pu faire preuve d'un tel «suivisme» ou d'un tel «zèle» ?

5° Comment le monde entier a-t-il pu laisser s'accomplir une telle monstruosité sans tenter d'intervenir pour l'arrêter ou tout au moins la freiner ? Comment les démocraties occidentales ont-elles laissé faire, s'aveuglant littéralement ?

6° Qu'est-ce qui fait que, avec un environnement analogue, l'évolution politique allemande ait été si différente de celle des autres pays ? Comment se fait-il, par exemple,

que la crise économique débouche sur Roosevelt et le *New Deal* aux Etats-Unis et sur Hitler et le nazisme en Allemagne ?

7° Comment l'Europe chrétienne a-t-elle pu laisser périr le peuple d'Israël - c'est-à-dire les enfants de la promesse et les frères de race du Christ - quand elle n'a pas contribué elle-même à leur massacre ? Ces questions - et sans doute encore quelques-autres doivent être abordées en classe si on veut que le génocide nazi soit mesuré avec un minimum de sérieux scientifique. Cependant, il ne peut pas être question dans l'enseignement secondaire général, sauf à l'occasion de travaux particuliers, de consacrer à ce chapitre, fût-il fondamental, des dizaines d'heures de cours, et, ce qui n'arrange rien, les manuels scolaires sont parfois fort rapides sur ce sujet<sup>5</sup>. Mais des livres tels que celui déjà cité de François BÉDARIDA, *Le nazisme et le génocide. Histoire et témoignages*, peuvent être précieux. Outre qu'il est récent et propose une bibliographie essentielle et accessible à jour, l'ouvrage de F. Bédarida a l'avantage d'avoir été conçu pour des enseignants et pour un large public à qui il veut *apporter des données sûres et précises sur le génocide nazi à la lumière des travaux les plus récents des historiens*<sup>6</sup>. En plus d'un exposé clair des problèmes, on y trouvera plusieurs documents et témoignages que l'on pourra fort utilement exploiter en classe. A ne pas négliger non plus, mais à utiliser avec prudence à cause de leur charge émotionnelle, les documents iconographiques : diapositives, vidéo, films. Ils sont nombreux, et souvent de qualité<sup>7</sup>. Deuxième question : comment parler d'Auschwitz en classe ? Le poids de l'émotion.

Il est extrêmement difficile de parler d'Auschwitz en classe ou d'y écouter le témoignage d'un rescapé, non pas pour un motif scientifique - les faits sont établis, les témoignages nombreux et solides -, mais pour des raisons essentiellement psychologiques ou simplement humaines : le discours sur Auschwitz a une telle charge émotive qu'il n'est pas facile à maîtriser. Que ce soit simplement en étudiant quelques textes ou quelques photos, en visionnant des extraits de documentaires ou de films tels que *Shoah* (Claude Lanzmann) ou, plus encore, en écoutant en classe le témoignage d'un rescapé, l'émotion surgit et risque d'engloutir toute conscience. Chaque fois, l'émotion submerge : gorge nouée, pleurs furtifs, silences pesants ou rires trompeurs. Des plus fanfarons de nos élèves, ou de leurs professeurs, aux plus discrets, personne n'échappe,

chacun fait l'expérience, brutale, de l'émotion devant le malheur des autres, devant ce que l'homme peut faire à l'homme, devant finalement soi-même.

Par les répercussions qu'elle provoque, par l'émotion qu'elle dégage, la mémoire d'Auschwitz est unique ou presque. Peu d'événements de l'histoire humaine sont étudiés ou transmis au travers d'une grille si particulière. Il n'est pas possible de parler d'Auschwitz ou de l'étudier sans en tenir compte. L'émotion du survivant, l'émotion du témoin<sup>8</sup> constituent un cas rare dans les règles de critique historique. Il faut à la fois les utiliser - ces émotions sont, elles aussi, à leur manière, je pense, sources historiques - et tenter de s'en détacher. Pour être crédible, le discours scientifique ne peut pas ne pas situer à leur place ces émotions. Mais ce sujet dépasse sans doute, et de loin, le cadre de l'enseignement secondaire.

L'origine de cette émotion n'est pas facile à cerner : plusieurs éléments jouent en même temps, d'ordre sociologique ou culturel, d'ordre moral ou philosophique, mais aussi d'ordre personnel. A cause de la proximité chronologique, à cause de l'immensité de l'horreur produite par des gens qui ont l'âge de nos pères sur des terres qui se réclament de la même civilisation que la nôtre, à cause des questions essentielles qui surgissent et se précipitent, et aussi parce qu'ils mettent le témoin privilégié que nous sommes dans une situation très ambiguë et donc très dérangeante de «voyeur autorisé», tout témoignage sur Auschwitz, toute approche de l'extermination, tout regard sur le génocide sont des séances difficiles à gérer en classe, et sont bien plus qu'une simple information scientifique sur n'importe quel sujet.

Les autres génocides et les multiples massacres - le génie humain, dans ce domaine, s'est surpassé - ne suscitent pas les mêmes déferlements affectifs : les tueries carolingiennes, les raffinements inquisiteurs, les carnages américains du XVIème ou du XIXème siècle, voire même, plus près de nous, les boucheries, pourtant fameuses, de la première guerre mondiale, les hécatombes cambodgiennes ou les cruautés irakiennes sont observés avec un certain détachement. Pas Auschwitz qui nous interpelle beaucoup plus radicalement.

En fait, la difficulté n'est pas tant de présenter des informations objectives, vérifiables, quantifiables sur Auschwitz

que de trouver le ton juste pour les présenter : il faut à la fois respecter la mémoire des défunts et l'action des rescapés et tenir compte de la conscience des élèves à qui l'on s'adresse. Il n'est pas question de faire n'importe quoi et les dangers de dérapage peuvent être réels.

D'une part, il est bien sûr nécessaire qu'il y ait transmission d'une information objective, scientifiquement établie, contrôlée par toutes les règles de la critique historique. Les témoignages des rescapés, les dossiers pédagogiques nombreux sur le sujet, répondent à ces exigences. Mais, d'autre part, il est évident qu'il y a plus. Tout discours sur Auschwitz, celui des rescapés sûrement, celui des professeurs dans leur classe souvent, tente de transmettre plus, même de façon implicite ou inconsciente : une émotion particulière. Tout discours sur Auschwitz tient au tréfonds de l'être tant il est «tripal» et renvoie à des questions fondamentales auxquelles les adolescents sont particulièrement sensibles. Même si elles sont énoncées avec un extrême pudeur, l'histoire des rescapés, comme le drame des morts sans nombre et sans nom, ont des allures d'épouvante et ne peuvent que renvoyer à des questions essentielles. Des questions qu'on se pose à tout âge, mais peut-être plus encore lors de l'adolescence : qui sont les autres ? Qui suis-je ? Et de façon plus précise, dans le contexte concentrationnaire : qui sont ces autres, ces milliers de juifs, de tziganes, de résistants, d'innocents, qui sont morts dans des conditions effroyables à Auschwitz ? Quelle est leur faute ? Qui sont ces rescapés ? Qu'ont-ils fait de particulier, que sont-ils pour être rescapés ? Face à eux, face à ce cortège de misères et d'épouvante, qui suis-je ? Tant qu'on reste dans les généralités, les «risques» ne sont pas trop grands : même à seize ou dix-huit ans, il peut encore être possible de considérer les millions de victimes du nazisme sans émotion bien particulière. Les télévisions du monde entier ne nous banalisent-elles pas tous les massacres ? Et l'énormité du drame concentrationnaire, le gigantisme de l'extermination, son organisation rationnelle peuvent masquer la réalité et ne pas susciter beaucoup de sentiments. Par contre, si on tente une approche plus «humaine», si l'on cherche des témoignages précis, des épisodes vécus par des personnages de chair et d'os, qui ont un nom et un visage, ou mieux, si l'on a affaire à un rescapé qui vient livrer son témoignage en classe, alors, au-delà du simple témoignage, l'émotion peut être bouleversante et ravageuse. Très vite les premières questions, celles qui portent sur le comment et le pourquoi, sont dépassées par des questions plus

essentielles car plus personnelles : qui est ce rescapé qui me parle ? Qu'a-t-il de particulier ? Pourquoi est-ce que je le considère quasi automatiquement comme exceptionnel ? Est-il un héros d'avoir été au coeur même - à *l'anus mundi* disaient certains Allemands - de la plus remarquable entreprise de déshumanisation et de mort et d'y avoir résisté ? Pourquoi lui, a-t-il résisté et pas les autres ? Et ceux-ci, qui ne sont pas des héros ( ? ), quelle considération méritent-ils ? Sont-ils morts pour avoir commis la simple faute d'exister ? Toutes ces questions, et encore bien d'autres si on pousse la comparaison avec les victimes d'autres systèmes totalitaires, n'obtiennent guère de réponse. Pas de réponse générale ou définitive en tout cas.

Et ces questions en entraînent d'autres, plus personnelles encore, plus intimes, existentielles, et embarquent l'auditeur, celui qui s'informe ou qu'on informe sur Auschwitz, dans une réflexion sur lui-même : comment puis-je me situer face à cette information, face à ce rescapé ? Si celui-ci a les difficultés que l'on devine à raconter ses aventures, j'ai aussi des difficultés à l'écouter : comment puis-je me permettre de faire intrusion, même s'il me le propose, dans sa vie la plus privée ? Pourquoi, même le temps d'un témoignage, vais-je me risquer à accompagner quelqu'un que je connais à peine sur un terrain aussi intime ? Vais-je considérer ce témoignage comme délectable et m'en repaître ou comme effrayant et ne plus jamais vouloir entendre parler de ça ? Quelle sera ma position face à Auschwitz ? En redemander ? Vomir ? Engager une action ? Considérer que la vie d'aujourd'hui est belle, plus belle que celle de mes pères ? Pleurer sur les cinquante mille enfants qui meurent chaque jour de faim et de manque de soin dans le Tiers Monde ? Me lamenter sur les Kurdes qu'on ne cesse de massacrer ? Déplorer les calamités naturelles du Bangladesh ? Bref, qui suis-je ? Où suis-je ? Qui sont mes semblables ? Qui sommes-nous ? Qu'est-ce que l'homme ? De quoi est-il capable ? Où est sa dignité ?

Et, l'émotion aidant, la classe, élèves et professeurs, peut déboucher dans une atmosphère encore plus dérangeante, voire plus inquiétante, quand on se trouve, comme cela m'est arrivé avec des élèves, en face d'un rescapé qui fait basculer toute la situation et renverse tous les rôles. Au terme d'un exposé poignant sur son expérience à Auschwitz, il nous interpelle : *Vous supportez ce que je dis ? Comment vous sentez-vous ?* Comme si la victime, ce n'était plus lui qui avait dû subir dans sa chair le système nazi, mais nous,

ses auditeurs ! Que voulait-il signifier par sa sollicitude ? Une pure compassion à notre égard ? Je ne crois pas. Accentuer un choc, intensifier une émotion déjà dévastatrice ? Sans doute. Insister, même de la façon la plus inconsciente qui soit, sur son rôle de « héros » qui a accompli un parcours douloureux sûrement, mais exceptionnel ? C'est possible. Et si, plus dramatiquement, son apparente sollicitude ne servait qu'à masquer une poignante lucidité ? Peut-être ce rescapé se rend-il compte qu'à la fin de sa vie, comme la majorité de ses compagnons d'infortune, il n'a pas transmis grand-chose à ses contemporains, que ceux-ci, bien souvent, se calfeutrent dans leur petit monde à eux, sans beaucoup se soucier des autres, que la civilisation d'aujourd'hui, malgré le droit d'ingérence, n'est guère plus attentive que celle des années 30. Bref, que l'Homme n'a pas appris grand chose à Auschwitz ?

Cette hypothèse me semble d'autant plus plausible qu'il existe - j'ai pu souvent le constater dans le milieu rural où je travaille, mais aussi en bien d'autres endroits - une sorte de distanciation par rapport au Juif. Celui-ci est souvent perçu comme quelqu'un de différent, quelqu'un qui a eu une destinée exceptionnelle, et qui connaît encore aujourd'hui un sort hors du commun. Parler du sort des Juifs<sup>9</sup> pendant la seconde guerre mondiale, à des élèves, provoque automatiquement chez ceux-ci des réflexions sur la différence qui existerait, selon eux et donc selon leur entourage, entre eux-mêmes et les Juifs. D'un côté, eux, les gens normaux, de l'autre, les Juifs, au destin particulier. Les clichés sont toujours bien vivaces : *Pourquoi les Juifs sont-ils si riches ? Pourquoi réussissent-ils tellement bien dans leurs affaires ? Pourquoi y a-t-il chez eux tant de grands savants ? De grands musiciens ?* Et bien sûr toutes ces questions sont sous-tendues par un non-dit : *Pourquoi plus que nous, les normaux ?* Ce processus est dangereux : à défaut de constater des différences, de les mesurer rigoureusement, on les invente, on les suppose, on les crée, on les perpétue. Conduite jusqu'au bout, cette logique est épouvantable : elle constatera et acceptera comme étant dans l'ordre des choses que le destin des Juifs est exceptionnel jusque dans la mort à Auschwitz<sup>10</sup>. Dire ou croire que les Juifs sont différents peut conduire au pire des dérapages intellectuels et moraux : « justifier » d'une certaine manière Auschwitz<sup>11</sup>. A ce sujet, le rôle du professeur sera primordial : percevoir des différences ne peut signifier en aucune façon accepter des exclusions. Nos élèves, qui font

facilement des amalgames, doivent être sensibilisés aux catastrophes que ceux-ci peuvent provoquer.

Troisième question : dans quel but parler d'Auschwitz en classe ? De l'émotion à l'engagement.

L'émotion que provoque tout discours sur Auschwitz est à la fois le meilleur et le pire des sentiments : cultivée pour elle-même, enrichie à sa propre source, elle n'a pas beaucoup d'intérêt. Pourquoi faire pleurer des élèves ou les promener dans un musée de l'horreur et de la sensation, si cela n'a guère d'autre sens que de les conforter dans leurs certitudes d'enfant que la vie a - je l'espère pour eux - choyé et qui se persuadent qu'ils sont riches de cœur puisqu'ils s'attendrissent sur les pitoyables malheurs de leurs aînés. Si rien d'autre ne se produit que ce moment intense sans doute, mais finalement creux, il vaut mieux ne pas aborder la question d'Auschwitz en classe <sup>12</sup>.

De l'émotion en classe, sans doute il en faut et il est impossible qu'il n'y en ait pas, mais elle ne peut être première. Il est primordial de la canaliser, de la mettre au service de plus qu'elle-même. Jouer le jeu des sentiments en classe, c'est prendre le risque de l'«embrigadement», d'un attachement purement affectif, c'est jouer avec la conscience des élèves et leur ravir leur libre arbitre.

Au-delà de l'émotion, présenter Auschwitz en classe doit poursuivre trois buts importants : assurer le respect, aiguillonner la vigilance de la conscience, provoquer un engagement.

I. D'abord, tout le monde - mis à part quelques révisionnistes à qui l'on fait beaucoup d'honneur en leur accordant de l'importance - en est intimement persuadé : par respect pour les morts sans nombre et sans nom, pour les rescapés, la mémoire d'Auschwitz doit être gardée vive. Car notre mémoire est bien fragile. *L'histoire efface jusqu'à l'oubli des hommes*, dit André Malraux <sup>13</sup>.

II. Et aussi pour assurer la vigilance de la conscience et forcer sa réflexion. Dans *Les naufragés*, Primo Levi, se demande *de ce monde concentrationnaire, quelle part est morte et ne reviendra plus (...), quelle part est revenue ou est en train de revenir, que peut faire chacun de nous pour que, dans ce monde gros de menaces, celles-ci au moins se révèlent vaines* <sup>14</sup>. Et Bertold Brecht nous le rappelle : *Il ne*

*faut pas pour nous chanter victoire, il est encore trop tôt : le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde*<sup>15</sup>. Le discours sur Auschwitz ne peut donc pas être seulement une question d'érudition, encore que celle-ci soit fondamentale. Au-delà de cette érudition, il ne peut que déboucher sur une question de sens. Le rôle du professeur est à ce point de vue déterminant : c'est lui qui doit mettre en place ou renforcer certaines dispositions intellectuelles chez ses élèves. Ceux-ci doivent être capables d'écouter, d'interroger, de critiquer un discours sur Auschwitz<sup>16</sup>, de tirer des informations qu'ils reçoivent des conclusions le plus possible rationalisées, et pas seulement émotives. Par exemple, il me semble essentiel que nos élèves puissent réfuter, par une information solide et une argumentation cohérente, les thèses négationnistes ou révisionnistes. Mais aussi, qu'à partir de l'innommable, ils soient à même d'aborder des interrogations religieuses, morales, politiques ou philosophiques. Auschwitz pose les grandes questions de l'humanité : qu'est-ce que l'homme ? Quelle est sa responsabilité ? Que valent les idéologies face à sa liberté ?

Même si ce n'est pas facile, - car comment enseigner la souffrance et la mort de millions de personnes, comment enseigner la complicité ou la lâche indifférence de toute une civilisation face à cette souffrance ? - il importe, selon l'expression du professeur Carlo Ottino, de dépasser le niveau de l'émotivité, qui passe, et d'atteindre celui de la rationalité, qui reste. Dépasser l'émotion, ne pas se laisser submerger par l'émotivité, c'est ne pas risquer de camoufler l'appréhension du fait, sa compréhension peut-être, c'est donner un sens à Auschwitz : que représente, pour moi, professeur, pour chacun de mes élèves, Auschwitz aujourd'hui ? Au contraire de pas mal de faits historiques, étudiés ou non en classe, Auschwitz a gardé - ou créé - une extraordinaire possibilité d'interpellation. Dans l'histoire déjà longue et souvent sinistre de l'humanité, il y a un avant et un après Auschwitz. Faire comme si l'univers d'extermination n'était qu'un fait parmi d'autres, *simplement un peu plus grave, un simple détail de la seconde guerre*, a-t-on entendu, revient presque à le nier, en tout cas à le banaliser, à refuser sa particularité. Or, et pardonnez-moi cette expression, c'est là la richesse d'Auschwitz : que ce soit par engagement civique, par conviction morale, par certitude religieuse, que sais-je encore, Auschwitz nous oblige à avoir un regard critique sur notre histoire, collective ou personnelle. Et nos élèves ne peuvent passer à côté

d'une telle aventure philosophique sans que nous ne leur proposons de s'y engager.

Trois exemples entre mille : d'abord, Auschwitz nous démontre qu'il n'y a pas de «bonne dictature», qu'il n'y a pas d'«indispensable dictateur, nécessaire pour remettre de l'ordre», mais que la liberté se conquiert tous les jours, qu'elle est faite de vigilance à l'égard de tous les racismes, de tous les totalitarismes, de toutes les exclusions, d'abord dans la plus banale vie de tous les jours, à l'école, en famille, au travail dans les loisirs. La «peste brune» doit d'abord être traquée en nous et autour de nous. Sinon on sait à quelle dérive toute complaisance conduit.

Ensuite, deuxième exemple, la question de la responsabilité collective est généralement abordée par les élèves : le peuple allemand est-il globalement responsable d'Auschwitz, ne serait-ce que par sa passivité ? Les jeunes Allemands d'aujourd'hui ont-ils reçu, comme en héritage, une part de cette responsabilité ? Dans quelle mesure les Allemands doivent-ils partager avec les Occidentaux cette responsabilité ? Actuellement, sommes-nous, ici en Belgique ou en Europe occidentale, responsables des massacres serbes ou bosniaques, nous est-il possible d'aller au restaurant après avoir assisté, au journal télévisé, à la famine somalienne et à ses milliers de morts ? Faut-il plus s'indigner de tous ces massacres que des effets banals du racisme ordinaire que subissent près de nous les immigrés, ces Juifs d'aujourd'hui ?<sup>17</sup>. Elie Wiesel ne tergiverse pas : le monde n'a pas appris que si on n'intervient pas, le mal gagne. On n'a pas compris que si l'on n'aide pas les victimes, on devient complices et, à terme, victimes aussi. A terme, ceux qui regardent sans réagir les souffrances des autres vont souffrir aussi<sup>18</sup>.

Enfin, troisième exemple, plus philosophique, une des traces qu'Auschwitz a laissées dans notre mémoire collective : qu'est-ce que mourir à Auschwitz d'une *mort planifiée, rationnellement prévue, gérée comme un procédé de fabrication* ?<sup>19</sup> Quel est le sens de cette mort ? Ni salut, ni expiation. Seulement le naufrage d'une civilisation<sup>20</sup> ? Démarche extrêmement délicate que de vouloir donner un sens à Auschwitz, que de vouloir y chercher des valeurs, car il y a une espèce de religion d'Auschwitz, fréquemment perçue comme «sacré», comme intouchable<sup>21</sup>. Sans aucune sympathie pour le révisionnisme ou le négationnisme, je constate que simplement mettre en cause le fonctionnement

d'Auschwitz (Y a-t-il eu tant de morts ? Pénétrait-on bien dans les chambres à gaz de telle manière ? Etc.) provoque des réactions de haute indignation. Or les historiens remettent en cause bien d'autres sujets sans que cela entraîne de tels remous. C'est qu'Auschwitz n'est pas un événement comme les autres, juste un peu plus grave : touchant à la vie et à la mort, agrippant la dignité de l'homme, il a une dimension sacrée qui le rend difficile à appréhender. Un exemple me fera mieux comprendre. Des proches participaient dernièrement à un jury de sélection de livres pour enfants (le Prix Bernard Verseele organisé par la Ligue des Familles) : dans chacune des séries de livres, il s'imposait comme absolument évident que le sujet des camps soit retenu, qu'il y ait un ouvrage sur le monde concentrationnaire nazi : on ne discute pas ce qui paraît «sacré». Une telle attitude est à la fois très heureuse - il est fondamental que les enfants soient sensibilisés à ce chapitre d'histoire -, et très risquée si elle entraîne une certaine automaticité, donc une certaine banalisation. Il faut être prudent. Le caractère «sacré» d'Auschwitz, c'est-à-dire «qui appartient à un domaine séparé, interdit et inviolable», ne peut oblitérer notre recherche de sens : Auschwitz ne doit pas s'imposer comme une sorte de dogme monolithique, comme une vérité religieuse qu'on ne peut discuter parce que c'est ainsi ! Au contraire, Auschwitz doit s'imposer à notre conscience et à celle de nos élèves parce qu'il a quelque chose de fondamental à nous dire, parce qu'il nous interpelle au plus profond de nous-mêmes, parce que son message est «sacré», ce qui veut évidemment dire qu'il faut le discuter, qu'il est impératif d'en rechercher le sens. Et cela d'autant plus qu'on assiste ces dernières années à une exaspération ultime des survivants qui réclament la mise en relief du souvenir <sup>22</sup> et en même temps tentent d'une certaine manière de le confisquer, lui conférant ainsi une dimension sacrée. *Cinquante ans nous séparent déjà de l'événement : cinquante ans à la fois d'oubli, d'impossible dire, de dilution lente de l'incompréhensible dans une sorte de brouillard mythifiant* <sup>23</sup>. Il ne faut pas non plus se faire trop d'illusions : tous nos élèves ne sont pas des anges qui ne rêvent que du bonheur universel. Accompagnant une classe à l'exposition «Le monde d'Anne Frank», présentée en automne 1992 à l'Albertine (Bruxelles), j'ai surpris, de la part d'un jeune intelligent et assez bien informé sur le génocide nazi, ce commentaire destiné à quelques-uns de ses copains : *Anne Frank, je n'en ai rien à foutre de ce truc...* Résurgence d'un antisémitisme latent ? Pur égoïsme devant le destin des autres ? Simple et sottise fanfaronnade destinée à épater les

amis ? Il m'est bien difficile de traduire cette réflexion. Il est cependant fondamental de ne pas l'ignorer, de ne pas faire semblant que tous nos élèves - et leurs parents - sont avides de justice et de bonheur. Notre discours sur Auschwitz doit en tenir compte et ne pas verser dans l'angélisme béat et lénifiant. Il ne sert à rien de se voiler la face : une majorité de gens vivent sans connaître Auschwitz, ou le connaissant, n'y attachent pas plus d'importance... Est-ce à dire que tant de massacres dont les médias nous abrutissent quotidiennement ont provoqué une radicale insensibilisation devant la souffrance des autres ? Ou que l'opulence de notre société de consommation n'estime incongru toute référence à la mort et à la douleur <sup>24</sup>.

III. Et, finalement, dans le meilleur des cas, de s'engager. C'est quand l'émotion aura été «rationalisée», qu'elle pourra conduire un jeune élève à un engagement de citoyen responsable : n'est-ce pas là un des rôles essentiels de l'éducation ? Agir ou faire agir, s'engager aussi bien dans les Restos du coeur que dans les mouvements de jeunesse ou dans l'aide aux personnes âgées. Bref, considérer qu'on n'est pas seul sur terre et qu'on porte une parcelle de responsabilité d'autrui. Et nos élèves d'ailleurs ne s'y trompent pas : les plus lucides d'entre eux, ou les plus engagés, reconnaissent que rien n'est gagné définitivement. Leur action dans des mouvements tels qu'Amnesty International ou les Iles de paix en témoigne. Mais, à ce stade, ce sont les élèves qui doivent faire la démarche personnellement. Il ne peut jamais être question de forcer la conscience de qui que ce soit, a fortiori des élèves, plus fragiles. Les convaincre sur base d'une information émotive, d'accord, leur remuer les tripes uniquement pour le plaisir, parce que cela donne chaud au coeur, non.

Avant de conclure, une remarque importante, mais sur laquelle je ne m'arrêterai guère : aux problèmes posés par l'émotion s'ajoutent ceux provoqués par la possibilité ou l'impossibilité de transmettre. *Jamais nous ne saurons (...)* *Aussi prolifique, aussi détaillée soit-elle, la parole des déportés est comme enveloppée de silence* <sup>25</sup>. En classe, le témoignage de rescapés, l'étude de documents écrits, l'analyse de séquences filmées provoquent une multitude de questions sur le comment et surtout sur le pourquoi. Il arrive un moment où les réponses sont impossibles : qui peut comprendre rationnellement et accepter intellectuellement ou moralement pourquoi un homme a décidé de tuer un autre homme, pourquoi un régime a planifié et réalisé un

génocide ? Comment peut-on deviner jusqu'au plus intime la souffrance de quelqu'un dont on lit les textes - je songe notamment à Primo Levi, à Elie Wiesel ou à Robert Antelme- ou dont on écoute les paroles. Mais c'est pourtant là, quand on arrive à l'indicible et à l'incommunicable que la réflexion est la plus riche, que la recherche du sens (Qu'est-ce la vie ? Qu'est-ce que l'homme ? Qui suis-je ?) est la plus féconde.

### **Conclusion : le professeur, Auschwitz, la classe.**

Quand il aborde ce chapitre d'Auschwitz en classe, le professeur doit savoir où cela peut le conduire, lui et ses élèves, doit être au clair d'abord avec lui-même. Inviter en classe un rescapé dans le seul but d'illustrer un cours et de se lamenter sur son sort, n'est guère intéressant, ni respectueux. Par contre, l'inviter pour provoquer un choc est beaucoup plus riche : un choc d'ordre intellectuel (Comment puis-je savoir que ce témoin dit la vérité ? Quelle est cette vérité ?), philosophique (Qu'est-ce que ce témoignage m'apprend sur l'homme, sur l'humanité, sur moi-même ?) et social (A partir de ce témoignage, que vais-je faire pour que «plus jamais Auschwitz» ?). Pédagogiquement, il me semble important de bien poser, avec les élèves, les enjeux de ce triple choc à vagues concentriques.

I. La question théorique de la compréhension ne peut pas être réservée aux seuls intellectuels universitaires. Elle doit se poser aussi à nos élèves du secondaire, voire du primaire. Comprendre signifie être informé sur la réalité concentrationnaire et son contexte, mais aussi être capable de réagir aux nombreuses questions morales, philosophiques et politiques posées par cette réalité, hier et aujourd'hui.

II. Quelles «valeurs» humaines, philosophiques, morales, religieuses, que sais-je encore, vont se trouver bafouées ou renforcées par ce témoignage ou par un cours sur l'univers concentrationnaire ? Tant de questions méritent réflexion et les réponses ne s'imposent pas d'évidence. Quelles que soient celles qu'on y apportera, il est fondamental que les élèves ne reçoivent pas une solution toute faite, stéréotypée, mais qu'à travers les risques d'une démarche perturbatrice et dérangeante, ils se forment une opinion personnelle eux-mêmes. Démarche perturbatrice et dérangeante sûrement, car il est assez paradoxal qu'à travers un événement comme Auschwitz, qui a voulu détruire toutes les références éthiques et humanistes, fondatrices

d'une civilisation, il soit possible d'apprécier la prééminence de certaines valeurs et de certains comportements et, en même temps, de passer à côté du piège du relativisme absolu, affirmant qu'après Auschwitz il n'y a plus rien, ni de Bien, ni de Beau.

III. Auschwitz doit avoir un sens, doit nous dire quelque chose aujourd'hui. Mais Auschwitz doit être plus que cela. La réflexion sans l'action risque bien d'être un jeu stérile. L'engagement concret doit suivre. C'est finalement qu'un cours sur Auschwitz est formateur, dans la mesure où, après réflexion, il amène nos élèves à saisir l'épaisseur de la réalité, à mesurer en gestes et en paroles ce qu'est la solidarité, à partager la liberté.

<sup>1</sup> F. CAMON, *Conversations avec Primo Levi*, Paris, Gallimard, 1991, p.11.

<sup>2</sup> Il serait sans doute intéressant de savoir ce que représente Auschwitz aujourd'hui auprès des jeunes de l'enseignement secondaire des différents pays européens d'Europe de l'Est et de l'Ouest. Une telle enquête aboutirait-elle à ce que l'on a déjà connu : *Auschwitz, connais pas*. On lira à ce propos J. BLUM, *Histoire et mémoire. Enquête auprès de six cents étudiants de l'enseignement supérieur au sujet des années 1933 - 1945, dans Cahiers de Clio*, n°107-108, automne-hiver 1991, p. 67-99. L'auteur a interrogé en 1988 et 1989 des jeunes belges francophones et remarque que les interrogés ne sont que rarement atteints par le doute ou la relativisation quant au régime nazi, aux camps, à la Shoah, mais qu'ils ne disposent guère d'une information sérieuse (p.97).

<sup>3</sup> Fondatrice même : c'est au lendemain de la guerre, à Nuremberg et à l'ONU, que les juristes ont tenté de donner une définition légale du mot. Sur le sens du mot *génocide* et sur les dérives de son utilisation abusive aujourd'hui. Voir A. FINKIELKRAUT, *L'avenir d'une négation. Réflexion sur la question du génocide*, Paris, Seuil, 1982, p.146-150. V. ENGEL, *Pourquoi parler d'Auschwitz ?*, Collection *Sciences pour l'Homme*, Bruxelles, Les Eperonniers, 1992, p.36-50, explique que le nom choisi pour désigner le fait n'est pas neutre du tout. Des pages à lire !

<sup>4</sup> Les questions du remarquable livre de F. BÉDARIDA, *Le nazisme et le génocide. Histoire et témoignages*, s. 1., Presses Pocket, n° 3934, 1992, p. 7-8, constituent une approche substantielle. On relira aussi A.GROSSER, *Introduction : l'interrogation sur le devenir allemand*, dans *dix leçons sur le nazisme*, Bruxelles, Editions Complexe, 1984, p. 9-30.

<sup>5</sup> Dans leur ensemble, les manuels belges d'histoire contemporaine et les programmes accordent une place assez réduite au phénomène concentrationnaire. Du côté de l'enseignement libre catholique, il faut cependant épinglez les volumes de J. LEFÈVRE et J. GEORGES, *Les temps contemporains, tome 1, 1815 - 1945*, 2ème édition, 1973, p. 332-334 (Quelques données essentielles accompagnées de photos sur le racisme et le génocide hitlérien), p. 362-363 (Photos consacrées à l'univers concentrationnaire) ; *Les temps contemporains vus par leurs témoins. Textes et documents (1776 - 1945)*, 1973, p. 85-87 (Dossier d'un dizaine de textes consacrés à «Racisme et génocide» dans l'Allemagne nazie. On y trouve, entre autre, des extraits des écrits de Hoess) ; *Trente-cinq années de notre monde. Les temps contemporains 1945 - 1980*, tome 2, 1982, p.86-87 (Présentation en quelques lignes de la spécificité de l'extermination nazie et de ses répercussions). A partir de ces lignes, le professeur d'histoire pourra, sans doute succinctement mais de façon correcte, poser les grandes

lignes du problème. Libre à lui d'aller plus loin ; les documents ne manquent pas. A côté du livre de F. BEDARIDA, *Le nazisme et le génocide*, le recueil déjà ancien, *Auschwitz*, présenté par L. POLIAKOV, Collection Archives, Gallimard, 1964, est toujours précieux. Il faut aussi signaler que le tout nouveau - il date du 21 mars 1991 - *Programme d'histoire* du 3ème degré de l'Enseignement général secondaire catholique propose, à titre d'exemple parmi les questions approfondies à étudier en 6ème année, «L'univers concentrationnaire nazi» et recommande de lui consacrer un maximum de six heures de cours.

<sup>6</sup> F ; BEDARIDA, *op. cit.*, p. 9.

<sup>7</sup> Sans vouloir du tout en proposer une liste exhaustive, quelques exemples de documents iconographiques facilement accessibles.

\* Diapositives : *Le système concentrationnaire nazi*, par M. et M. PIFFAULT, dans la Série Histoire du XXème siècle, de la Documentation audiovisuelle Diapofilm, MV 1266.

\* Sur le sujet des films, voir A. INSDORF, *L'holocauste à l'écran*, dans CinémAction, n° 32, 1985.

\* Films documentaires : *Nuit et brouillard* (Alain Resnais - 1956), *Le chagrin et la pitié* (Marcel Ophuls - 1971), *Shoah* (Claude Lanzmann - 1976 à 1985), *Un jour, les témoins disparaîtront* (Lydia Chagol - 1978), *Le temps des assassins* (Guillaume Silberfeld et Paul-Marie de La Gorce/TF1 - 1985), *Auschwitz : la mémoire qui revient* (Josy Dubié/RTBF - 1988), *Auschwitz ou l'introuvable sens* (André Darteville et Micheline Leblud/RTBF - 1988), *La dernière image* (Gérard Preszow - 1989), *Souvenez-vous de Neue Bremm* (Ingrid Hessdenz - 1990), *Robert Antelme : L'espèce humaine* (J.-M. Turine - 1992).

\* Films d'archives : *La mémoire meurtrie* (Images de Bergen-Belsen filmées à la libération du camp par Sydney Bernstein), *Images d'Auschwitz* (Images tournées par Alexander Vorontsov lors de la libération du camp).

\* Films de fiction : *Le dictateur* (Charlie Chaplin 1940), *Lacombe Lucien* (Louis Malle - 1974), *Au revoir les enfants* (Louis Malle - 1987).

\* Il faut aussi signaler au moins deux expositions itinérantes : *Le monde de Anne Frank*, préparée par la Anne Frank Stichting (Amsterdam) et *L'univers concentrationnaire et son contexte historique, 1914 1945*, préparée par la Fondation Auschwitz (Bruxelles). Ces deux expositions utilisent, entre autre, la photo d'archives comme support important.

<sup>8</sup> Un simple exemple : le *Bulletin trimestriel de la Fondation Auschwitz*, n°28, avril-juin 1991, p.3, relate, sous la plume de P. Halter, le climat du voyage, organisé comme tous les ans par la Fondation, à Auschwitz au printemps 1991 : le président Halter insiste sur le fait que ce voyage fut un grand succès notamment par les moments d'intense émotion que nous (les participants) avons vécu ensemble. Et de citer deux cas précis qui se rapportent directement - ce ne doit pas être un hasard -, non pas à des rescapés, mais à des accompagnants.

<sup>9</sup> Une information sur les Tziganes ne provoque guère les mêmes réflexions. Peut-être ceux-ci sont-ils perçus comme radicalement différents, eux qui n'ont jamais tenté de réaliser une complète assimilation avec les populations au milieu desquelles ils vivaient ; c'est du moins ce que laisseraient croire les réflexions communes entendues ci et là.

<sup>10</sup> Il faut relire les réflexions décapantes d'A. FINKIELKRAUT, *L'avenir d'une négation*, *op. cit.*, p. 152-153 sur le sujet du «judéocentrisme» et p.161-164, sur la question des rescapés considérés par un antisémitisme bien vivace. Les interrogations de mes élèves ne s'inscrivent pas dans cette ligne dure : ils ne sont pas pour le plus grand nombre délibérément antisémites, ils se contentent de véhiculer - et c'est inquiétant - de vieux préjugés sur les différences entre les groupes sociaux. Il ne s'agit pas pour eux de rouvrir les chambres à gaz : ils veulent comprendre des différences qu'ils inventent ou qu'ils répètent.

<sup>11</sup> Analysant ces questions de l'antisémitisme et de l'antisionisme, A. FINKIELKRAUT, *L'avenir d'une négation*, *op. cit.*, explique que de tels raisonnements aboutissent à prétendre que *Israël est coupable de la mort à laquelle il est voué, de même que les juifs accomplissaient, dans les camps de Pologne, leur destin de solitude absolue* (p.145).

<sup>12</sup> Tel collègue, rencontré dernièrement, me raconte que ses élèves gardent un «formidable» souvenir de ses leçons sur l'Allemagne nazie. Plusieurs, dit-il, quand ils le rencontrent quelques années après leur sortie de l'école, lui adressent : *Ce que nous avons retenu de vos leçons, ce sont les images du bulldozer à Bergen-Belsen et les têtes de cadavres dans un panier !* De fait, ces images se trouvent dans *Le chagrin et la pitié*, film que, consciencieusement, mon collègue fait voir à ses élèves. Que reste-t-il de ce choc ? Qu'est-ce que ces élèves ont retenu de plus que la simple (!) surprise d'une série d'images épouvantables ? En quoi, à partir de là, sont-ils devenus des citoyens conscients et responsables ?

<sup>13</sup> A. MALRAUX, *Le Miroir des Limbes*, t. II, *La corde et les souris*, Paris, Folio, Gallimard, 1976, p. 484.

<sup>14</sup> P. LEVI, *Les naufragés et les rescapés. Quarante ans après Auschwitz*, Paris, Gallimard, 1989, p. 20-21.

<sup>15</sup> B. BRECHT, *La résistible ascension d'Arturo Ui*, Paris, L'Arche, 1989, p. 105.

<sup>16</sup> Ce qui peut aboutir à des drames. Un collègue m'a raconté qu'il n'a pas pu gérer cet incident. Une déportée, invitée dans sa classe, se mit à décrire avec force détails et beaucoup d'émotion les exterminations de familles juives par la chambre à gaz à Dachau ! Or un élève savait que, s'il y avait une chambre à gaz à Dachau, celle-ci n'avait très vraisemblablement pas été utilisée. Il le lui fit remarquer, détruisant par là et son information, et le message émotif qu'elle voulait transmettre. La déportée s'effondra en pleurs....

Sur la chambre à gaz de Dachau, voir E. KOGON, H. LANGBEIN, A. RÜCKERL, *Les chambres à gaz, secret d'Etat, dans Collection Points, Série Histoire*, n°H95, Paris, Seuil et Minuit, 1987, p.252-255.

<sup>17</sup> L'expression est d'A. FINKIELKRAUT, *L'avenir d'une négation*, Op. cit., p.153.

<sup>18</sup> E. WIESEL, interrogé par P. MATHIL, *Sur l'année écoulée et l'horizon de l'an 2000*, dans *Le Soir*, 30/12/1992, p. 2, à propos du drame de Sarajevo.

<sup>19</sup> C. JAVEAU, *Mourir*, op. cit., p. 31. Voir aussi p. 31-33 et p. 82.

<sup>20</sup> Sur le sens que nous donnons à Auschwitz (Des millions de personnes y sont-elles mortes en vain ?), il faut relire, encore une fois, les remarques percutantes d'A. FINKIELKRAUT, *L'avenir d'une négation*, op. cit., notamment p. 136-137.

<sup>21</sup> A ce propos, il faut relire les remarques particulièrement lucides de V. ENGEL, *Pourquoi parler d'Auschwitz ?*, Collection *Sciences pour l'Homme*, Bruxelles, Les Eperonniers, 1992, notamment p. 21.

<sup>22</sup> P. NORA interrogé par M. BAILLY, *Sur la mémoire du génocide juif*, dans *Le Soir*, 24/11/1992, p. 2.

<sup>23</sup> P. NORA, *Lieux commémoratifs et stratégies de mémoire*, Séance d'ouverture du Congrès *Histoire et mémoire des crimes et génocides nazis*, Bruxelles, 23 - 27 novembre 1992, cité de mémoire.

<sup>24</sup> A ce sujet, voir C. JAVEAU, *Mourir*, Collection *Sciences pour l'homme*, Bruxelles, Les Eperonniers, 1988, p. 3.

<sup>25</sup> A. FINKIELKRAUT, *L'avenir d'une négation*, op. cit., p. 94

**Perel WILGOWICZ**  
Membre de la Société  
Psychanalytique de  
Paris (France)

## **Approche psychanalytique des impasses de la mémoire. Retrouvaille de sens et transmission vivante (\*)**

<sup>1</sup> Gluck M., *Partition Blanche*,  
Lagrasse, Verdier, 1983.

«La mémoire ne nous guérit pas de la mémoire et l'oubli nous tue». Michael Gluck, *Partition blanche* <sup>1</sup>.

Avoir de la mémoire, garder en mémoire, témoignent de l'aptitude, consciente, que possède l'individu à se sentir maître de ses souvenirs, ceux qui portent sur des faits, événements, sentiments se rattachant à sa propre histoire, vécue dans un contexte familial, socio-culturel et historique donné. La psychanalyse, en s'intéressant à l'inconscient, déplace quelque peu cette perspective. Elle met l'accent sur la construction, ou la reconstruction du souvenir, liée à la réactualisation dans la cure des sentiments autrefois refoulés, rééprouvés dans le cadre du transfert sur l'analyste. Cette reviviscence donne lieu à une réélaboration de la mémoire et de l'oubli subjectifs. La Shoah, l'anéantissement des Juifs programmé par les nazis, qui s'est gravée sur un double registre, individuel et collectif, fait appel à une double élaboration de la mémoire, individuelle et collective, susceptible de redonner du sens là où destructivité et chaos firent rage.

Lorsque, face à une réalité intolérable, un sujet a dû mobiliser ses forces vives pour survivre, son évolution psychique ne dépend pas seulement du déroulement et de la résolution de ses conflits intra et intersubjectifs. Elle est grevée de tout le poids des traumatismes subis. Ceux qui connurent l'inhumanité des camps de concentration, ceux qui, par hasard et chance, échappèrent à la déportation,

(\*) Communication prononcée le 26 novembre 1992 à la Commission «Aspects Psychologiques». (Président de la séance: Cl. Bloch, Psychiatre).

ont eu à se confronter, une fois la vie normale recouvrée, avec un passé à jamais tracé par les effets d'une haine bureaucratiquement organisée, mise au service d'une idéologie démente : le génocide.

Mémoire et oubli ont inévitablement été tissés dans un voile mortuaire particulier, en ce qu'il revêtait simultanément des êtres proches, mais aussi des parents, connus ou inconnus, plus ou moins éloignés dans l'arbre généalogique, mais encore l'ensemble d'une communauté vouée à être totalement effacée de la surface de la terre, dont une grande partie a effectivement disparu. Souvenirs conscients et inconscients se sont trouvés noués aux butées de la réminiscence vectrice des traumatismes subis, à la nécessité de pouvoir tenir à distance les débordements affectifs désorganiseurs, aux impasses de la communication avec ceux qui n'avaient pas connu ces temps de terreur. En proie aux hallucinantes visions de l'enfer, comment ceux qui sont revenus pouvaient-ils transmettre à leur entourage cette part mortifère de leur histoire ? Ceux qui ont échappé à la déportation, mais ont connu la crainte d'être persécutés, l'angoisse de vivre séparés de leur famille, d'avoir à se cacher, avaient-ils la faculté de comprendre ce qui leur arrivait et de donner un sens à ce qui relevait d'une entreprise délétère inimaginable, insensée ? Les descendants des survivants ont dû bâtir leur personnalité à l'aide d'identifications inhabituelles en ce qu'elles impliquent de prendre en compte à la fois les humiliations, les souffrances extrêmes subies par leurs parents mais aussi leurs facultés de survivre aux plus incroyables périls, mais encore les conséquences de la Shoah sur leur vie : le poids de séquelles physiques, les difficultés de réinsertion sociale, les questionnements identitaires, la mise en oeuvre d'une lutte constante contre des sentiments dépressifs.

Je n'ai pas eu à suivre d'anciens déportés dans ma pratique de psychanalyste mais j'ai fréquemment été engagée dans des psychothérapies ou des analyses avec des personnes de la première ou de la deuxième génération. Plusieurs éléments sont spécifiques à ces cures, tout particulièrement les *modalités du deuil* et les choix, conscients et surtout inconscients, d'*identification*, ainsi que les formes de *transmission de la mémoire*.

Fréquemment, du moins en France sur le plan collectif comme, dans mon expérience, sur le plan individuel, le travail du deuil a été bloqué par l'impossibilité d'ensevelir

psychiquement les «morts sans sépulture». Espace et temps de l'extermination, longtemps demeurés inconnus, sont restés irréprésentables pour l'esprit. Nombreux sont ceux qui, après la guerre, ont continué à espérer et à attendre le retour de leurs proches. Ceux qui ne sont pas revenus poursuivaient leur vie dans un no man's land de non-oubli, dans un *hors-là et hors-le-temps* d'une part de la psyché de leurs survivants qui, à ne pouvoir s'en éloigner de crainte de les abandonner, ont sacrifié une part de leurs forces vives. Comment accueillir l'innommable et l'inacceptable sans se laisser entamer dans son être même, comment fermer ses oreilles aux cris sourds et persistants des disparus, comment trouver les mots aptes à décrire l'«indicible» ? Plusieurs rescapés ont insisté sur leur difficulté à évoquer le camp après leur retour, par peur de n'être pas écouté ou pas compris. Trop de silence comme, à l'inverse, trop de récits et de commémorations <sup>2</sup> ont parfois provoqué le même écueil, chez les descendants : une certaine difficulté à approcher la réalité, celle de l'extermination, mais aussi celle de leur individualité de sujet. Tout un secteur de leur psyché demeurait inapte à penser ces vies/non-vies, dont toute humanité avait été effacée, ces morts dont tout rituel ou cérémonie funéraire avaient été supprimés.

<sup>2</sup> Nathan-Murat M., *Un Eternel Retour*, in *Non-lieu de la Mémoire*, Paris, Bibliophane, 1990.

Ana Novac, adolescente hongroise de quatorze ans qui a assisté à la mort d'une partie de sa famille, au départ de nombreux hommes et femmes vers les camions transformés en chambre à gaz, dépeint dans son journal, publié dans *Les beaux jours de ma jeunesse*<sup>3</sup>, cette forme d'existence de morts-vivants infligée par les nazis : «*Nous n'étions plus capables de souffrir, de craindre ni de nous étonner... ; l'idée de la mort ne nous effrayait plus depuis longtemps car depuis longtemps déjà nous n'étions plus vivants...*»

<sup>3</sup> Novac A., *Les beaux jours de ma jeunesse*, Balland, Paris, 1992. Traduit du hongrois par l'auteur et Jean Parvulescu.

Transmettre dans une écriture ce que furent ces années de ténèbres a été tenté par quelques écrivains, dans une tension pour survivre et un besoin de témoigner. Mais décrire à ceux que l'on aime le plus l'avilissement dans l'être et dans la chair infligé par les bourreaux nazis faisait encourir le risque de raviver ses plaies les plus profondes, tout en éveillant chez l'auditeur des angoisses insupportables, dont il importait de le préserver, de le protéger. La transmission individuelle entre les générations a fréquemment été amputée d'une part de sa mémoire. Les quelques décennies écoulées depuis la fin du nazisme ont permis la reconstruction collective d'une continuité historique, en Israël comme en diaspora. Historiens, archivistes, écri-

vains, cinéastes ont, chacun dans leur champ propre, contribué à élever l'édifice d'un mémorial, qui n'est pas seulement le monument funéraire devant lequel s'inclinent les endeuillés, ni la stèle commémorative propre à l'idéalisation des disparus et des martyrs, mais qui regroupe également les mémoires, livres de notes, écrits où sont consignés les témoignages portant sur les événements et leur contexte affectif, dont l'écriture et la lecture contribuent à maintenir et à transmettre une mémoire vivante. Hitler, dans son entreprise barbare d'effacer de la terre vivants et morts, a échoué.

Sur le plan individuel, ce travail indispensable n'a pas toujours pu être conduit psychiquement : souvent le deuil n'a pas atteint de terme, les identifications aux disparus sont demeurées prégnantes, un mode de transmission inconsciente mortifère, réinscrivant les traumatismes subis par d'autres que soi, a entravé la subjectivation.

*«For years it lay in an iron box buried so deep inside me that I was never sure just what it was. I knew I carried slippery, combustible things more secret than sex and more dangerous than any shadow or ghost. Ghosts had shape and name. What lay inside my iron box had none. Whatever lived inside me was so potent that words crumbled before they could describe».*

Cette phrase inaugurale du livre d'H. Epstein <sup>4</sup>, *Children of the holocaust*, situe le climat d'opacité vécu par les descendants des déportés, intraduisible dans le langage. Dans la cure, le *travail du deuil*, les *processus d'identification et de transmission*, *organisés de façon blocante pour l'évolution du sujet*, la *quête identitaire*, requièrent une intuition et une attention particulières.

<sup>4</sup> Epstein H., *Children of the Holocaust*, Penguin Books, 1988.

Michaël avait appris la déportation de ses parents quelques mois après avoir été éloigné à la campagne, à l'âge de neuf ans, mais n'avait vraiment réalisé qu'ils avaient été exterminés qu'une fois la guerre terminée, lorsqu'il dut abandonner tout espoir de retour. Adulte, il avait su se bâtir une vie professionnelle et familiale apparemment satisfaisante, mais n'avait que peu parlé de son enfance à son entourage, encore moins de sa séparation d'avec ses parents. Une partie de ses souvenirs d'avant la guerre étaient frappés d'amnésie. Il restait fixé à l'évocation de son père en pleurs, avant leur séparation, et d'une carte postale envoyée par sa mère. A l'âge mûr, Michaël commença à vivre un état

dépressif grave lorsque la femme qui l'avait élevé mourut subitement. Lui, qui avait maintes fois dans sa vie surmonté des obstacles difficiles, s'effondra. Tout le poids d'un deuil demeuré enkysté en lui depuis sa neuvième année ressurgit, le plongeant dans un épisode quasi mélancolique. Ce n'est qu'après une longue élaboration de la souffrance et des défenses qu'il avait été obligé de développer pour faire face aux événements et tenir, qu'il fut en état de renouer le fil, brisé, de certains conflits habituels dans la relation de tout petit garçon avec ses parents, qu'il put se réapproprier quelques souvenirs de sa vie d'enfant au sein de sa famille, réévoquer celle de ses parents avant leur séparation.

Esther, éloignée de ses parents et cachée en zone libre, officiellement orpheline à la fin de la guerre, comme Michaël, me disait : «J'ai toujours pensé à eux plus qu'à moi. Je ne pensais pas à moi, affligée de leur disparition, mais à eux souffrant de n'être plus là». Elle ajoutait : «C'est comme si le miroir qu'ils étaient ne renvoyait plus mon image. Je les ai perdus pour l'éternité ou plutôt, je vis avec eux pour l'éternité».

*Faire le deuil* suppose d'être en mesure de le quitter, de se séparer des défunts et de pouvoir se retrouver dans le monde des vivants. Les cérémonies funéraires accompagnant la mise au tombeau des trépassés inscrivent collectivement la séparation d'avec les morts. L'individu peut ensuite s'abandonner à ses larmes, à la perte qu'il vient de subir, se replier sur son malheur avant de retrouver le plaisir de vivre. Avec le temps, sa douleur finira par s'estomper, dont il conservera le souvenir. Fréquemment, les descendants des morts en déportation sont restés en communication inconsciente avec leurs parents, comme dans un déni de leur disparition. De nombreux auteurs ont insisté sur la culpabilité, en partie inconsciente, d'avoir survécu. Ouvrir la boîte en fer expose ceux qui sont demeurés orphelins à voir exploser tout l'échafaudage bâti contre l'effondrement psychique, surgir des manifestations dépressives ou psychotiques graves, se développer des affections psychosomatiques.

Dans leurs cures, comme dans celle de la deuxième génération, l'abord de leurs *identifications inconscientes* est un temps fondamental. Hanna croyait ne rien savoir sur la mort de ses grands-parents maternels vivant en Pologne, qu'elle n'avait pas connus. Sa mère ne lui avait jamais

parlé de la façon dont ses propres parents avaient été assassinés. Ce n'est qu'après la mort de celle-ci, survenue plus de vingt ans après la guerre, qu'Hanna avait appris qu'ils avaient été enterrés vivants, après avoir été contraints de creuser leur tombe. Souvent, en séance, un leit-motiv ponctuait ses phrases : «Je ne sais pas». La jeune femme s'intéressait tout particulièrement à la littérature fantastique. Sur les toiles qu'en amateur elle peignait pendant ses loisirs figuraient des châteaux gothiques, ou encore des espaces cotonneux, des tertres de terre, des maëlstroms, des gouffres sans fond. Depuis son enfance, *sans le savoir*, Hanna agissait et représentait ce qu'aucun mot n'avait pu dire.

Edith, née en 1946, dont le père, revenu d'un camp de concentration, avait perdu sa première femme et leurs deux fils, revivait sur le divan une expérience d'abandon préoccupante. Elle déplorait fréquemment que les séances n'aient pas de sens. «Je suis quelqu'un d'autre, me dit-elle un jour. Je ne suis pas ici, je suis ailleurs... Je vis une mort lente. Je voudrais partir dans un autre pays, où je me retrouverais. Je ne sais pas comment être. Je me suis vue en rêve, désespérée. Je pleurais, pleurais, pleurais. Mais ce n'était pas pour moi, je pleurais pour les autres». Après plusieurs mois de traitement, nous comprendrons qu'Edith s'était inconsciemment identifiée à son père qui, lorsqu'il était interné à Auschwitz, rêvait de s'en échapper et qui, depuis son retour, ne cessait d'être en deuil, derrière la façade d'une réinstallation dans une vie active. Mais Edith s'identifiait également à la première femme de son père ainsi qu'à ses demi-frères disparus, qu'elle semblait continuer à porter en elle. Elle ne devait abandonner son père ni à son internement qui n'«avait pas de sens», ni à sa vie de survivant pleurant sa famille exterminée. Edith paraissait engagée dans une quête individuelle d'ensevelissement de ces morts qu'elle n'avait pas connus, comme si elle reprenait à son compte un travail inaccomplissable, indéfiniment reconduit, par son père. La jeune femme, qui se croyait stérile, semblable à l'Antigone de la tragédie grecque, dont le nom signifie «celle qui ne peut engendrer», tentait douloureusement, à travers sa cure, de rétablir la distinction entre les vivants et les morts, fut-ce au prix du sacrifice de sa propre existence.

Par un attachement occulte et une empathie extrême à un passé traumatique et à une souffrance vécue par d'autres qu'eux, en d'autres temps et d'autres lieux, les descendants des déportés sont secrètement conduits à rééprouver

<sup>5</sup> Wilgowicz, P., *Le vampirisme. De la Dame Blanche au Golem. Essai sur la pulsion de mort et sur l'irreprésentable*, Meyzieu, Césura Lyon Edition, 1991.

une part de la dépression masquée de leurs parents que, ce faisant, ils contribuent à réanimer, à revivifier. Ce processus singulier induit parfois une forme de reproduction à l'identique dans leur vie, un mode d'*identification vampirique*<sup>5</sup>. Les enfants répètent sans le savoir ce qu'ils n'ont pas ressenti eux-mêmes, ce qui n'a pu être dit, compris, même pensé. Ils se font dans leurs actes, voire dans leur corps, les porte-paroles d'une histoire qui ne leur appartient pas en propre, les porte-douleurs de vies qui ont été brisées, les porte-mémoires de ceux dont les nazis voulaient effacer jusqu'à toutes traces de présence sur la terre, tant celles des morts que celles des vivants.

Alain, né après la guerre, se plaint d'asthénie insurmontable. A certaines périodes, il reste couché dans sa chambre, inerte, inactif. Sa mère, ancienne déportée, qui présente des troubles mentaux sérieux, n'a qu'une occupation dans la vie : remplir d'aliments le frigidaire de son fils, tâche qu'elle accomplit scrupuleusement deux fois par semaine, en donnant des consignes d'utilisation très précises. Elle ne vit que pour lui, semble-t-elle toujours lui dire. Souvent en séance, il soupire : «Je n'ai rien à dire, je n'ai pas d'idées». Il a beaucoup de mal à trouver quelque plaisir dans son existence. Longtemps il a souffert d'une éruption cutanée semblable à celle de sa mère, dont il gardait encore des manifestations au début de sa cure. A l'adolescence, il avait présenté une affection digestive bénigne, peu de temps après l'apparition chez sa mère d'une tumeur gastrique. Ainsi, depuis de nombreuses années, mère et fils restaient liés en un cycle infernal où le corps de l'un souffrait des maux de l'autre, où la circulation des idées chez le fils demeurait figée, glacée, par la suralimentation des rappels traumatisants de l'histoire de sa mère.

Alain ne retrouve pas le sens de ses propres pensées, gavé et aliéné qu'il est depuis l'enfance par les conséquences de la déportation sur sa mère devenue insensée. Ses associations ne naissent pas librement en lui, car elles charieraient avec elles tous les conflits qu'il ne doit pas laisser exploser entre sa mère et lui, de peur de s'identifier alors aux bourreaux, dans leur visée destructrice. La route de sa propre agressivité étant barrée, il se réfugie dans son espace réfrigéré, dans un mouvement auto-destructeur. Il ne peut naître à son histoire privée, pour ne pas se priver de sa mère. Se détacher d'elle supposerait qu'il devienne apte à affronter à la fois l'idée qu'elle puisse en mourir, mais aussi ne pas en mourir. Disjoindre ces liens vampiriques à-

la-vie/à-la-mort, tel est en partie le sens de notre travail dans la relation transférentielle qu'il réinstalle dans sa cure. Il lui faut pouvoir affronter les angoisses d'être soumis aux mêmes menaces de mort que sa mère, aux vœux infanticides des nazis, et aux craintes, projetées transférentiellement sur moi, soulevées par sa propre agressivité envers sa mère, imprégnée de souhaits matricides.

Une élaboration continue, dans une relation point par point au-dessus des zones de non-sens, dans un retissage de sens autour de ces deux images indissociables, celle du bourreau et celle de la victime, permettra à Alain de se dégager quelque peu de cet accollement mère-fils, de cette peau commune semblant affectée de la même souffrance, comme si elle continuait à les réunir en un même corps.

Comme Alain, Sylvie connaît très peu de choses de sa généalogie. Née également après la guerre, elle s'est mariée, est devenue mère. Mais à quarante ans, elle a encore le sentiment de se trouver dans un tunnel à l'obscurité angoissante dont elle aperçoit dans le lointain l'ouverture étroite, de ne pas savoir ce qu'elle désire. Sa mère revenue des camps ne lui a jamais parlé de ses propres parents disparus. Sylvie n'a, jusqu'à sa cure, pas osé lui demander l'album de photos familiales tenu enfermé, au secret, dans le tiroir d'une commode. S'enhardissant progressivement, elle entreprend d'établir un arbre généalogique, de marquer ainsi dans sa mémoire consciente les places des vivants et celles, vides, ou effacées, des membres de sa famille morts pendant la Shoah. Elle obtient de sa mère l'album de photos et elle fait encadrer celles de ses grands-parents, qu'elle dispose dans son appartement. Dans ce même temps, elle prend conscience que, toute sa vie, elle s'était efforcée de se conformer aux vœux maternels, sans jamais imaginer se révolter, ni se permettre de penser par elle-même. Comme Alain, en séance, elle se plaint de ne pas avoir d'idées. Contredire ses parents eût signifié pour elle les abandonner à leur sort marqué par le fer rouge du génocide ;

B. Lechevalier<sup>6</sup>, dans son article : «Troubles psychiques chez les descendants des survivants de la Shoah : deuil non élaboré ou troubles de la pensée ? », note : «Quelque chose de l'horreur du vécu parental a été transmis très tôt par des messages infra-verbaux à l'enfant..., quelque chose de l'ordre de la pulsion de mort comme Non-Sens, ou attaque du sens (identification à l'agresseur nazi ? ) est à l'oeuvre probablement de façon discontinue dans la consti-

<sup>6</sup> Lechevalier B., *Troubles psychiques chez les descendants des survivants de la Shoah : deuil non élaboré ou trouble de la pensée ?*, Perspectives psychiatriques, n°32, 1992.

tution des mécanismes de pensées dans les premières identifications. Des défenses de toutes sortes sont établies pour éviter la perception d'une souffrance sans nom et la décompensation émotionnelle hémorragique».

Aux identifications vampiriques inconscientes, rendant difficilement dissociables deux êtres pourtant distincts, se conjuguent les craintes d'aborder des situations conflictuelles qui risqueraient de susciter des sentiments imprégnés d'agressivité et de violence, derrière lesquelles se profile le spectre d'une identification aux bourreaux. A la filiation humaine dans toute communauté civilisée, incluant la différence des sexes à la suite des générations, s'est substituée une chaîne distordue, dont maints anneaux ont été cernés de noir ou totalement effacés, arrachés par le génocide. L'idéologie nazie visait simultanément la suppression, pour une grande part atteinte, de quatre générations successives, arrières-grands-parents, grands-parents, parents et enfants. La première génération qui les désigne tous, ne devait être suivie d'aucune autre. En cela, l'ampleur du projet nazi dépassait tous les processus d'extermination imaginés jusqu'alors : l'existence des chambres à gaz pour transformer les vivants en morts dont aucun cimetière ne garderait la trace ; celles-ci, camouflées au moment du meurtre et détruites en partie lors de la défaite allemande, pourraient même un jour être niées.

La destructivité et la persécution ont représenté, et ont réalisé, une attaque massive de la filiation pour tout un peuple ; Retrouver et réunir tous les fils de l'Histoire, telle est la nécessaire exigence des générations d'après la Shoah, pour que reste vive la mémoire collective ; relier ses branches généalogiques, renouer avec les réseaux de sa propre histoire, familiale et individuelle, tel est l'un des sens de la cure, pour que se reconstitue la mémoire individuelle d'un sujet.

Deuils sans fin dans la première génération, *identifications vampirisantes blocantes et généalogies lacunaires* dans la deuxième, balisent la route de la recherche de racines, de la *quête identitaire* qui se révèle parfois en cours de traitement. Maurice, né après la guerre, a milité pendant toute son adolescence dans un mouvement de jeunesse juif, mais contrairement à son frère parti en Israël, il a choisi de vivre en France. Il revendique sa judéité, qu'il affirme, voir met en avant, d'emblée dans ses relations amicales ou professionnelles. Un de ses grands-pères, dont

les parents ont été massacrés en Pologne, s'est suicidé lorsque Maurice avait 18 ans. Longtemps identifié à cet homme, lors d'une séance en cours de cure, Maurice prend conscience d'une zone demeurée jusque là obscure dans son esprit qu'il rattache à ce qu'il dénomme «un antisémitisme intégré» : certains propos de collègues réveillent en lui un sentiment de persécution, qu'il rattache aux brimades et sévices antisémites subies par ses ancêtres pendant des siècles. Il découvre avec peine qu'il éprouve, enfouies, comme une gêne et une honte à descendre d'une minorité, à être différent de ces collègues que, pourtant, il n'apprécie pas particulièrement. Derrière son appartenance juive volontiers affichée, Maurice héberge un être craintif, mal assuré, en proie à une identité plus vacillante qu'il n'y paraît. Son père avait dû se cacher, enfant, sous un faux nom, ainsi qu'une partie de sa famille. Au cours du traitement, Maurice dégagera des heures dans son emploi du temps chargé pour reprendre des études d'hébreu et de Thora. Hanna retournera dans le village où elle avait été cachée, Esther, dans un rêve, découvrira, enfouie sous la cendre, une chaîne qui avait appartenu à sa mère.

En mettant à distance leurs identifications vampiriques aliénantes, en s'interrogeant sur leur judéité, Alain, Sylvie, Maurice, comme bien d'autres, donnent à leur questionnement identitaire et à leur quête d'identité des assises plus stables. Les photos de famille retrouvent enfin leurs cadres. Les nazis, en instaurant le génocide, en appliquant l'élimination tant des ascendants que des descendants, avaient en quelque sorte décrété un vampirisme historique massif, collectif : avec l'extermination des Juifs, toute trace personnelle, toute mémoire collective devait disparaître. A la non-mort d'un peuple tout entier devait succéder une non-naissance des générations suivantes. En lieu et place d'une transmission vivante, la Shoah inscrivait une «généalogie de la destruction» (J. Gillibert <sup>7</sup>. La folie d'une haine ethnique destructrice avait pour visée de faire table rase de tout passé, de tout devenir, pour chaque individu, pour toute une communauté.

<sup>7</sup> Gillibert J., *Généalogie de la destruction*, in *Ça n'est plus ça*, Meyzieu, Césura Lyon Edition, 1988.

Chaque cure entreprise chez un survivant de la Shoah ou chez un de ses descendants voit émerger une cohorte d'ombres, comme dans les oeuvres de Kantor. Souvenirs et fantômes individuels sont arrimés au désastre collectif. Le fléau de la destructivité et de la violence qui ont frappé les ascendants infiltre chaque histoire individuelle. Les trous noirs de l'histoire et de la mémoire collectives, avec

leurs impasses, qui aspirent la mémoire subjective, nécessitent un remailage, un fil à fil minutieux, pour que circule à nouveau une filiation vivante, redonnant sens et mobilité aux souvenirs, connus, méconnus, ou inconnus, qui, figés dans le traumatisme, continuent à opérer souterrainement en silence.



**A.Willy SZAFRAN (°)**  
**Prof. de Psychiatrie,**  
**Fac. de Médecine,**  
**V.U.B. (Belgique)**

## **Le deuil chez des rescapés d'Auschwitz : un processus interminable (\*)**

(°) Enquête réalisée en collaboration avec Yannis THANASSEKOS, Jean-Michel CHAUMONT et Benny FISCHLER.

*Le Fils :*

*«J'ai souffert chaque jour ta mort... j'étais moi-même mort, je n'ose pas exister, je m'étouffe, j'avais peur d'être aimé, d'être brillant ou drôle, je me cultivais terne, taiseux... j'étais toujours mort de peur, surtout quand je sentais que je plaisais,... j'étais continuellement toi, inexistant, je ne faisais jamais de bruit, surtout qu'on ne m'entende pas, j'étais gêné d'être regardé, me percevant moins que rien, en permanence, aspirant à n'être que toi, comme toi,... souffrant à blanc, faux dandy toujours prompt à se délester de sa propre souffrance par une moquerie, affectant d'en ignorer la virulence».*

SURVIVRE

ou

La mémoire blanche

Pièce en 1 acte de Adolphe NYSENHOLC

L'un d'entre nous a pu remarquer, au cours de sa pratique psychiatrique et psychothérapique depuis trente ans, que le phénomène de deuil chez les rescapés des camps de concentration et d'extermination présente des caractéristiques le distinguant fondamentalement de la clinique habituelle du deuil. Notre hypothèse de départ était que dans le cas de survivants de camps d'extermination (Juifs, mais probablement aussi Arméniens, Kurdes, Cambodgiens), on trouve des phénomènes de deuil qu'on pourrait qualifier d'«infini» :

(\*) Communication prononcée le 26 novembre 1992 à la Commission «Aspects Psychologiques». (Président de séance : Mme N. Dopchie, Psychiatre).

a) infini parce qu'il dépasse les mesures «normales» de deuil que l'on peut rencontrer dans la clinique habituelle.

Il est notamment caractérisé par une sensation de vide énorme, correspondant aux morts de toute la communauté humaine à laquelle le survivant appartient. Ce vide ne pourra jamais être comblé, un peu comme le vide de celui qui a perdu ses parents lorsqu'il était en bas âge. Il y a une énorme culpabilité.

b) infini parce qu'il ne se termine jamais : le vide n'est jamais comblé, la culpabilité n'est jamais dépassée. Le deuil reste vivace comme aux premiers jours.

Comprendre l'expérience concentrationnaire, tenter d'appréhender le vécu des déportés est une chose extrêmement ardue. Nous avons dû nous baser sur de nombreuses lectures. Nous citerons en exemple, parmi beaucoup d'autres, les témoignages de Primo Levi, Charlotte Delbo, Elie Wiesel, Bruno Bettelheim, Margarete Buber-Neumann... Nous, nous ne pouvons que souligner ce que Primo Levi dit dans *Si c'est un homme*<sup>1</sup>, à savoir que les mots de la langue usuelle sont insuffisants pour raconter ce qui s'est passé. Cette incapacité à traduire en mots l'expérience concentrationnaire est d'ailleurs unanimement exprimée par les rescapés. Nous avons également lu beaucoup de travaux sur les camps et avons tenté de retirer des éléments qui nous paraissaient importants pour le vécu des déportés. C'est ainsi que Raoul Hilberg rapporte, dans *La destruction des Juifs d'Europe*<sup>2</sup>, le cas d'un S.S. qui s'adresse à son chien en lui désignant un Juif : «Homme, attaque ce chien». Nous nous sommes bien rendu compte de l'aspect personnel du vécu de chaque déporté ainsi que de la complexité de la vie concentrationnaire, comme le souligne Michaël Pollak dans son travail *L'expérience concentrationnaire, essai sur le maintien de l'identité sociale*<sup>3</sup>. Il n'empêche que nous pouvons affirmer, sans risque d'être réductionnistes, que dans la situation extrême où étaient placés les déportés juifs, ceux-ci ont subi la blessure narcissique la plus grave à laquelle un être humain peut être soumis. En effet, le génocide entrepris contre les Juifs était motivé par une volonté d'exterminer ceux-ci uniquement en fonction de ce qu'ils étaient, de leurs origines ethniques donc. Dans les camps, les déportés juifs étaient humiliés et dépouillés de toute possibilité de conserver un minimum de dignité humaine ; ils étaient mis dans une situation de totale impuissance. Ils étaient affamés et toute leur énergie était centrée autour de la nécessité, de la volonté de survivre, alors que les conditions de l'univers concentrationnaire rendaient précisément cette survie pratiquement impossible.

<sup>1</sup> LEVI Primo : Si c'est un homme, Julliard 1987 (édition originale : *se questo è un Homo* ; Tinandi, 1958).

<sup>2</sup> HILBERG Raoul : *La destruction des Juifs d'Europe*, Fayard, 1988 (édition originale : *The Destruction of the European Jews, Revised and Definitive Edition*, Holmes and Meier, New York, 1985).

<sup>3</sup> POLLAK Michael : *L'expérience concentrationnaire, essai sur le maintien de l'identité sociale*, Métailié, 1990.

Nous avons eu une série d'entretiens avec treize rescapés juifs des camps de concentration et d'extermination. Il s'agit de sept hommes et six femmes dont certains avaient été arrêtés pour cause de militantisme politique et résistance à l'occupant allemand et les autres pour des raisons raciales uniquement. Mais tous ont subi le traitement réservé aux Juifs à partir du moment de leur arrestation. Les treize personnes ont aussi en commun le fait d'avoir toutes séjourné au camp d'Auschwitz-Birkenau à une période donnée de leur parcours de déportation. La plus jeune des survivants avait quatorze ans à la fin de la guerre, l'aînée d'entre eux en avait trente-trois. Nous allons centrer notre propos sur la thématique du deuil chez ces personnes au sujet desquelles nous possédons des données biographiques plus extensives par ailleurs. Nous devons souligner déjà ici que notre hypothèse de départ d'un deuil infini à un double titre a dû être modifiée suite aux données récoltées lors des entretiens avec les rescapés d'Auschwitz. C'est la raison pour laquelle nous avons formulé une autre hypothèse, alors que la série d'entretiens était toujours en cours, à savoir que le deuil chez les rescapés des camps d'extermination serait possible grâce au phénomène de l'«historisation» par lequel le rescapé tenterait de transcender son drame personnel en plaçant ce dernier dans son contexte historique. Nous n'avons pas pu confirmer cette hypothèse par les résultats des entretiens.

### **Le parcours de la déportation et le passage par Auschwitz-Birkenau : absence de réactions de deuil aiguës**

Nous remarquons un premier élément important concernant une insensibilité émotionnelle qui s'installe de façon progressive et pratiquement générale chez les déportés dès le début de la déportation dans les camps de concentration et d'extermination. Ils insistent tous sur cette forme d'anesthésie affective : «Si je vous disais qu'on était blindé à toutes ces choses-là...» (Daniel). Toutes ces «choses-là» étant, entre autres, tous les décès qui survenaient constamment, partout, dans les baraques, à l'appel, au revier... les sélections. Il arrivait qu'on devait rester longtemps, 20-28h, près d'un mort et ajoute Mathias : «... je ne me souviens pas d'avoir eu une émotion particulière». Et celui-ci insiste même, pour illustrer son insensibilité, sur son absence totale de réaction lorsque, étant dans le camp, on lui annonce le décès de son beau-frère qui lui était très proche

et lorsqu'il reçoit une information, qui s'avèrera fausse après la guerre, du décès de sa femme. Il s'était marié quelques jours avant d'être déporté avec sa femme, son beau-frère et sa belle-soeur et puis ils avaient rapidement été séparés les uns des autres. Quelques semaines après son retour à Anvers, il retrouve sa femme qu'il croyait morte.

Cette insensibilité émotionnelle est devenue totale à Auschwitz-Birkenau. Là, il y avait vacance de civilisation et l'être humain était obligé d'investir toute son énergie dans la volonté de survivre. Avant cela, dans les camps de travail, dans les ghettos où un semblant de structures sociales était maintenu, il y avait bien des réactions émotionnelles suite aux décès de camarades. C'est ainsi que Mathias se souvient qu'étant interné au camp de travail de Laurahütte, il avait été confronté pour la première fois avec la mort d'un jeune déporté, décédé des suites des exécrationnelles conditions de vie dans ce camp. Mais là, les déportés, ont pu organiser une cérémonie d'enterrement et ont pu dire le Kaddisch, la prière des morts. Mathias a eu de fortes réactions émotionnelles - larmes, tristesse, manque d'appétit - tous sentiments qui ne se sont pas manifestés par la suite à Auschwitz-Birkenau. Joachim a connu une immense tristesse à la mort de son père dans le ghetto de Lodz et il insiste sur les mauvaises conditions de vie qui y régnaient : «Le ghetto était pire que le camp car là, on mourait de faim, de travail, ...». Dans le ghetto, on vivait en famille et certaines structures sociales continuaient à exister malgré les nombreuses morts. C'est pourquoi Joachim est encore sensible aux conditions de vie dramatiques qui y régnaient. Suite à la disparition de son père, Joachim se bloque sur le plan affectif : «... la mort de mon père m'a frappé énormément. J'ai reçu un choc qui m'a poursuivi mais qui m'a, en même temps, aussi blindé parce que par après je ne crois pas que j'ai eu des émotions de deuil ou de tristesse. J'ai compris qu'il ne fallait pas d'émotion pour survivre». On voit bien avec Raoul que déjà dans les camps de travail les exigences de survie émoussaient sérieusement les réactions émotionnelles. Au début de sa déportation, il se trouvait avec son père, arrêté et déporté en même temps que lui, à Trzebinia, camp de travail (annexé, ou sous-camp de Birkenau). Raoul se trouvait dans une baraque de jeunes et rendait régulièrement visite à son père, très malade, dans le revier du camp. C'est ainsi qu'il a assisté aux dernières minutes d'agonie de son père. Celui-ci a pu être enterré selon le rite juif grâce à la communauté juive de Krenau, ghetto voisin du camp. Raoul se souvient de n'avoir pu, ce

jour-là, manger sa ration de pain, celle-ci lui a d'ailleurs été volée la nuit suivante. Mais Raoul se souvient très bien de n'avoir pas eu de deuil par la suite car, dit-il, «il fallait surtout survivre».

Cette insensibilité de déportés dans l'univers concentrationnaire d'Auschwitz-Birkenau signe l'incapacité d'avoir des réactions de deuil aiguës suite aux décès autour d'eux de proches parents, de camarades et d'autres déportés. Les réactions de deuil aiguës, telles qu'on les rencontre dans la clinique habituelle du deuil, sont caractérisées par :

- une sensation aiguë d'une urgence somatique (poids sur la poitrine, troubles respiratoires, soupirs, sensation de vide dans l'abdomen, perte de force musculaire...) en vagues durant de 20 minutes à 1 heure ;
- une préoccupation intense autour de l'image de la personne décédée, associée à une sensation de vide, d'irréalité, avec une distance affective vis-à-vis des autres ;
- sensation de culpabilité vis-à-vis du mort ;
- froideur dans les relations avec les autres, irritabilité, agressivité ;
- perte de comportements «normaux» ; impatience, irritabilité, incohérences.

Ces réactions de deuil aiguës sont absentes, singulièrement à Auschwitz-Birkenau. Dans les conditions de vie déshumanisantes de l'univers concentrationnaire, le sujet a dû désinvestir les autres et recentrer toutes les pulsions libidinales sur lui-même afin de consacrer toute son énergie à son éventuelle survie. Ces réactions sont liées à la blessure narcissique qu'il a subie dès son arrivée dans les camps : il y a retrait des traits du narcissisme secondaire conscient, désinvestissement des objets et régression au niveau des traits narcissiques primaires, à un niveau archaïque donc. Là où le régime nazi a mis la civilisation en vacance, ses victimes n'ont rien pu faire d'autre que de régresser à un niveau archaïque leur interdisant d'avoir les réactions de deuil aiguës élémentaires caractéristiques de la vie humaine en société.

Il ne faut cependant pas oublier que des réactions humaines d'empathie, de solidarité étaient malgré tout possibles dans cette situation extrême de la vie concentrationnaire, et étaient même choses courantes. Prenons comme seul exemple, parmi tous les autres, celui de Pierre. Etant affecté au commando «Canada», qui avait pour mission de prendre aux déportés tout ce qu'ils avaient apporté, dès

leur descente du train, il avait la possibilité d'aider d'autres déportés en médicaments et en nourriture. Il a aussi, de même que d'autres membres de ce commando, essayé de sauver certains arrivants de la première sélection, celle qui se faisait à la descente du train-même, avant d'entrer dans le camp d'Auschwitz-Birkenau. C'est le même Pierre, déjà fort endurci sur le plan affectif, qui a pleuré en voyant : «... un petit gosse de 3-4 ans qui portait un gosse plus jeune encore et que les Allemands ont mis dans la voiture qui transportait le gaz et qui accompagnait le camion avec les gens sélectionnés dès leur descente de train...». Cet exemple souligne toute la complexité des mécanismes psychologiques déclenchés par la blessure narcissique subie par le déporté dans la situation extrême de l'univers concentrationnaire. Le sujet doit désinvestir les objets et régresser à un niveau archaïque, où il investit sa propre personne dans une tentative de survie où l'une des conditions est de devenir insensible au monde extérieur. Mais, en même temps, il y a toujours un réinvestissement des autres sous forme de solidarité humaine et un réinvestissement de soi-même au niveau conscient sous forme de dignité humaine. Cela signifie un mouvement dialectique constant entre une régression narcissique primaire archaïque et un investissement empathique de l'autre, entre la même régression narcissique primaire archaïque et un investissement narcissique secondaire de soi-même.

Ajoutons encore que de tous les rescapés que nous avons interviewés, Sophie est la seule fille à se souvenir d'avoir eu une réaction horrifiée à la vue d'une jeune fille morte au cours de la marche de la mort et qui était sa voisine de travail au camp. Elle ajoute cependant : «Naturellement, sur le moment-même, on n'a pas toujours une réaction. La réaction vient peut-être plus tard». Myriam, ayant d'abord été déportée à Birkenau, estime s'être endurcie dans les camps ultérieurs. Elle avait moins de quatorze ans au moment de sa déportation.

### **Après la guerre, réactions très diverses, mais toujours un deuil interminable**

Après la libération des camps, les déportés survivants retournent à Bruxelles ou à Anvers et présentent des réactions face à la disparition des membres de leur famille, des proches, des amis et des connaissances. Ces réactions sont extrêmement diversifiées.

La plupart des rescapés n'ayant pas eu de réactions de deuil aiguës à Auschwitz-Birkenau, ont gardé ce deuil entre parenthèses après la guerre pour tout ce qui concerne les proches parents, amis et connaissances perdus pendant la guerre, et dont ils n'ont souvent appris la disparition qu'après leur retour de déportation. C'est le cas de Daniel, Pierre, Léonard, Raoul, Rachel, Mathias, Wilhelmina. On peut rapprocher ce phénomène du deuil entre parenthèses d'un autre phénomène souligné par deux des coauteurs de ce travail, Yannis Thanassekos et Jean-Michel Chaumont<sup>4</sup>, dans une autre recherche, à savoir que de multiples raisons peuvent expliquer une absence de projet, de besoin de constituer un «milieu de mémoire» chez les rescapés entre la libération et la fin des années quarante : traumatismes graves à gérer, difficultés immenses de la réinsertion sociale, écoute problématique et problématisante de l'environnement. La culpabilité des rescapés vis-à-vis de cette anesthésie affective, ayant persisté depuis la fin de la guerre, est encore présente actuellement dans leur esprit. C'est pourquoi Mathias s'étend longuement sur la peine ressentie lors du décès de sa soeur en 1983 et Léonard parle, de façon émouvante d'ailleurs, de son attachement à sa mère et de la douleur ressentie quand celle-ci mourut en 1950. Ce sentiment de culpabilité de n'avoir pas eu de réactions de deuil aiguës est lié à la conscience nette d'avoir été dégradé dans les camps d'Auschwitz-Birkenau au point de ne plus avoir eu d'émotions humaines élémentaires vis-à-vis de la mort d'autrui. Un autre sentiment de culpabilité, toujours présent dans l'esprit des rescapés quarante-sept ans après la fin de la guerre, concerne le fait d'avoir survécu alors que la grande majorité des déportés ont disparu, gazés, brûlés, dans les camps. Il est poignant de noter différents types de rationalisations comme autant de tentatives de justification de sa propre survie. Rachel, par exemple, est obsédée, ces dernières années, par la question de comprendre pourquoi elle est la seule à avoir survécu d'une famille si nombreuse. Elle a trouvé, dit-elle, une réponse simple : elle est croyante et pratiquante et elle est persuadée que sa destinée était de survivre pour procréer et refaire une grande famille. Faut-il rappeler que dans la clinique habituelle du deuil, le sentiment de culpabilité d'avoir survécu au disparu, s'estompe «normalement» dans l'espace d'environ deux ans ?

<sup>4</sup> THANASSEKOS Yannis, CHAUMONT Jean-Michel : *«Présentation de l'entretien avec Daniel Lachman»*, Bulletin trimestriel de la Fondation Auschwitz, n° 24, avril-sept 1990., 99 p.

A côté de ces rescapés que nous venons de mentionner et qui ont maintenu le deuil entre parenthèses, il y a ceux chez qui le processus de deuil s'est enclenché après 1945. Les expériences existentielles varient ici d'une personne à

l'autre. Lorsque Brigitte apprend, après la guerre, que ses parents sont morts dans les camps, son monde intérieur s'effondre. Elle avait été déportée en même temps que sa mère et, pendant trois mois, elle a vécu une relation fusionnelle avec celle-ci, se sentant parfaitement protégée. Elle n'a jamais pu se remettre de la mort de ses parents et vit un état de deuil permanent. Très frappant est le fait qu'elle n'a pratiquement plus de souvenirs du camp : il y a refoulement total. Elle n'a jamais pu accepter la mort et ses réactions de deuil ont été aussi aiguës lors du décès d'un frère en 1939 des suites d'une péritonite que lors de la perte d'un fils par accident de roulage en 1985. Lorsque le processus de deuil s'enclenche après 1945 chez Gabriella, il se centre d'abord sur les enfants disparus, puis s'étend rapidement à toute la communauté juive. Avant la guerre, elle avait conscience d'être juive mais elle percevait son militantisme politique et son activité de résistante dans l'Orchestre Rouge comme étant des caractéristiques primordiales de son être. Celles-ci sont minimisées après la guerre par Gabriella au profit d'une plus grande prise de conscience de sa judéité et d'un fort attachement à Israël. Il est fort probable que la spécificité juive du génocide explique ces aspects particuliers du deuil perpétuel de Gabriella. Sophie transcende son deuil personnel en y englobant l'ensemble des disparus, Juifs et non-Juifs, mais elle insiste néanmoins sur la spécificité juive du génocide : «Les Juifs sont allés directement dans la chambre à gaz, mais je n'ai jamais vu un non-Juif aller directement à la chambre à gaz (...). Mais je ne peux pas dire que tout le monde était traité sur le même pied».

Il faut également souligner un fait évident chez tous les rescapés, à savoir que leurs capacités à avoir des réactions émotionnelles fines et nuancées, antérieures à leur séjour dans les camps, sont réapparues après 1945. C'est cela qui leur a permis notamment de vivre un deuil «normal» lors de la perte d'êtres chers après la guerre. Hubert, se souvenant avec affection des êtres qu'il a perdus après 1945, l'explique bien : «Je trouve qu'il est normal qu'ils soient morts, ils sont morts normalement. Ce qui fait la différence entre ces morts après la guerre et les morts... involontaires, disons, qu'ont subies nos martyrs, je crois que c'est la manière dont les choses se sont passées et dont les choses ont été décidées».

On peut se demander si ceux qui, constituant la majorité des rescapés, ont maintenu après-guerre le deuil entre parenthèses, ont réellement montré une absence de pro-

cessus de deuil au niveau des mécanismes psychologiques inconscients. Nous pouvons trouver un argument en faveur d'un processus de deuil, évoluant chez tous au niveau inconscient, dans le matériel de rêves. Tous les rescapés ont fait des rêves et des cauchemars, très fréquemment durant les premières années de l'après-guerre, plus espacés par après. Certains de ces rêves et cauchemars ont trait aux événements dans les camps (tortures, scènes traumatisantes...) ou sont des rêves de persécution (très généralement le ou la rescapé(e) se voit poursuivi(e) par des soldats allemands ou par des S.S. Au moment d'être rattrapé(e), il ou elle se réveille brutalement, en sueur, angoissé(e)...). D'autres rêves mettent en scène des disparus dans les camps, mais que les rescapés voient dans ces rêves dans des circonstances «normales et sereines». C'est Mathias, par exemple, qui dit ne rêver que rarement des personnes disparues dans les camps, mais, s'il le fait, il les voit en rêve «dans de bonnes conditions comme si elles ne sont pas disparues». Il en est de même de Wilhelmina qui voit sa mère, décédée de mort naturelle en 1979 à l'âge de 84 ans, ou son père, mort en déportation, ou encore son frère, probablement tué comme otage par les Allemands à Paris, dans des rêves sereins ou comme elle le dit également «dans des circonstances normales». Or aussi bien Wilhelmina que Mathias font partie du groupe des rescapés qui, après la guerre, n'ont pas entamé de processus de deuil et ont donc mis le deuil entre parenthèses. Cependant, les rêves qu'ils font sont ceux-là mêmes que l'on trouve dans tout processus de deuil et l'on peut imaginer qu'il y a chez eux également un processus de deuil à un niveau inconscient. Un autre argument en faveur de l'hypothèse d'un processus de deuil inconscient chez la majorité des rescapés n'en faisant pas au niveau conscient est que certains d'entre eux présentent depuis quelques années des phénomènes de deuil apparents. Raoul s'explique ce phénomène chez lui par le fait que depuis quelques années, il s'occupe activement de la mémoire du génocide. Il en est de même de Rachel qui fait un deuil important centré sur le personnage de son frère cadet disparus durant la guerre.

Dans tous les cas et indépendamment de la diversité des réactions émotionnelles après 1945, tous les éléments d'un deuil vivace sont présents chez tous les rescapés en 1992, 47 ans après le génocide. Nous pouvons conclure des données recueillies que tous les éléments sont réunis nous permettant de parler d'un deuil interminable, ce qui confirme l'un des deux aspects de notre hypothèse de départ au sujet

d'un deuil infini. Il est clair, quand on entend Hubert et Joachim parler de leur deuil perpétuel, que celui-ci est lié à l'horreur des conditions dans lesquelles les déportés ont disparu dans les camps.

## Essai d'approche psychanalytique du processus de deuil

Les recherches psychanalytiques appliquées aux phénomènes culturels et sociaux, qui ne font pas la liaison avec la psychologie individuelle, comportent le risque d'offrir des interprétations purement hypothétiques dans la mesure où elles font appel essentiellement au concept de l'inconscient, tous les autres concepts issus de la situation de la cure psychanalytique n'étant employés que de façon arbitraire et abstraite. C'est ainsi que l'un des coauteurs du présent travail, Willy Szafran<sup>5</sup>, a fait une étude préliminaire du phénomène de deuil chez les rescapés, basée sur l'analyse de témoignages écrits et d'oeuvres littéraires. Il y défend la notion d'un deuil infini à double titre : infini dans son amplitude, infini dans le sens où il ne se terminera jamais. Ce n'est pas réellement faux, mais il s'est avéré que cela ne rend pas du tout compte de la complexité et de la diversité du processus tel qu'il est apparu lors des entretiens avec les rescapés.

Lors des entretiens centrés sur la thématique du deuil, nous sommes partis des données de la psychologie individuelle, et plus particulièrement de la psychobiographie, pour placer celles-ci dans le contexte politique, social, économique et idéologique.

Nous avons vu plus haut que tous les rescapés ont montré, lors de leur période d'Auschwitz-Birkenau, une insensibilité émotionnelle, dont témoigne Jean Cayrol : «C'était le principe des vieux concentrationnaires : vivre obscur avec le minimum de pensées ou de sentiments. Il fallait même empêcher ceux qui perdaient un membre de leur famille, enfermé avec eux, de pleurer, comme me disait un kapo : «Ici il n'y a rien, l'amour, l'amitié, n'existent pas ; il faut tout supprimer dans ces lieux»<sup>6</sup>.

C'est la vacance de civilisation à Auschwitz-Birkenau, l'absence de cérémonies et de rituels d'enterrement allant de pair avec la déshumanisation des vivants et des morts qui ont obligé les déportés à retirer l'investissement libidinal des autres, à retirer les investissements narcissiques secondaires

<sup>5</sup> SZAFRAN A. Willy : «*Le deuil infini dans l'identité juive contemporaine*», in *Pourquoi le Carmel d'Auschwitz*, Revue de l'Université de Bruxelles, 1990/3-4, p. 163-169.

<sup>6</sup> CAYROL Jean : *Les rêves concentrationnaires*, in *Les Temps Modernes*, sept 1948, n°36, p. 533-534.

et à régresser au niveau des pulsions narcissiques primaires afin de tenter de survivre. Ces réactions psychologiques sont responsables de l'insensibilité émotionnelle chez les déportés à Auschwitz-Birkenau. La conséquence en est l'absence de réactions aiguës de deuil, au contraire de ce qui se passe dans la clinique habituelle, comme nous l'avons vu plus haut. C'est ce que nous appelons la mise entre parenthèses du deuil à Auschwitz-Birkenau.

Après le retour des rescapés des camps à Bruxelles et à Anvers, nous pouvons remarquer des réactions extrêmement diversifiées : du maintien du deuil entre parenthèses au deuil perpétuel, du deuil vécu comme un drame personnel ou deuil transcédé à la communauté juive et à toute l'humanité, des réactions immédiates de deuil à des réactions différées de deuil. Mais dans tous les cas, les rêves et les cauchemars l'attestent, un deuil interminable, et cela en opposition totale avec la clinique habituelle du deuil dans nos cultures occidentales, où toutes les réactions doivent s'estomper au bout de deux ans. On peut formuler une hypothèse selon laquelle le processus de deuil inconscient, attesté par les rêves, pouvait être entamé par les rescapés dès le début du parcours de la déportation. Nous ne pouvons pas vérifier cette hypothèse dans la mesure où, à une exception près, nous n'avons pas pu récolter du matériel de rêve, que les rescapés ont eu durant la période-même de la déportation. Ce deuil interminable est aussi en opposition totale avec le deuil impossible de la société allemande analysé par Margarete et Alexandre Mitscherlich<sup>7</sup> en 1967. Ce que les Mitscherlich appellent, à juste titre, le deuil impossible de la société allemande est lié à un refoulement massif de la réalité dans l'inconscient et à un surinvestissement libidinal de la réussite économique.

<sup>7</sup> MITSCHERLICH Alexandre et Margarete : *Le deuil impossible*, Payot, 1972 (titre original : *Die Unfähigkeit zu trauern*, Munich, 1967).

Parmi toutes les questions que l'on peut se poser quant au processus de deuil chez les rescapés d'Auschwitz-Birkenau, il en est une fondamentale, à savoir s'il faut le considérer comme normal ou pathologique.

Sur le plan clinique, on considère qu'un deuil est pathologique lorsque l'un des éléments suivants apparaît :

- Absence persistante de sentiments après le décès d'un proche comme pour éviter le processus de deuil. Le deuil s'exprimera plus tard de façon pathologique : par exemple une identification névrotique avec le mort en ne se per-

mettant rien et en vivant comme un mort, ou encore une réaction de deuil aiguë à une date anniversaire.

- Une trop longue réaction de deuil, celui-ci devenant un but en soi : idéalisation de l'objet perdu comme forme de négation de sa perte.

- Réactions de deuil excessives dues à des sentiments de culpabilité et un besoin d'être puni. Le survivant peut montrer des troubles somatiques, de l'irritabilité ou de l'agressivité.

- Ajoutons que selon le D.S.M. III-R (Diagnostic and Statistical Manual of Mental Diseases : Manuel diagnostique et statistique des Maladies mentales, édition n°III Revue <sup>8</sup>, en cas de complication de deuil, il y a développement d'une dépression majeure. Soulignons que selon le D.S.M. III-R, il est question d'éventuellement traiter, dans le cadre du deuil non compliqué ou «normal», dirions-nous, un sujet qui a des réactions normales au décès d'un être cher.

<sup>8</sup> D.S.M. III-R, American Psychiatric Association, Washington, D.C., 1987.

Au vu de toutes ces considérations cliniques sur le deuil normal et ses déviations pathologiques, on pourrait, un peu hâtivement à notre sens, conclure que le processus de deuil chez les rescapés d'Auschwitz-Birkenau est pathologique, ne serait-ce qu'à cause de l'absence de réactions aiguës de deuil durant le séjour au camp et de la durée du processus du deuil. Nous devons insister sur le fait que le deuil en lui-même n'est pas à ranger dans le cadre de la pathologie psychiatrique, c'est d'ailleurs un point de vue défendu également dans le D.S.M. III-R, et que les personnes interviewées par nous n'ont pas présenté de pathologie psychiatrique à mettre en rapport avec les déviations par rapport au processus de deuil «normal». De plus, ces personnes se sont toutes adaptées à la vie sociale, professionnelle et familiale après la guerre. Il est possible que le processus du deuil ait contribué, dans l'économie psychique de chaque rescapé, aux mécanismes de «coping», ceux-là même qui permettent l'adaptation de l'individu à la vie en société et en famille.

Nous pouvons également considérer les différentes formes du deuil interminable des rescapés comme autant de défenses contre les conditions mortifères de l'univers concentrationnaire. A ce titre, le deuil interminable est un ensemble de réactions «normales» à des situations «anormales» de l'univers concentrationnaire, au même titre que

l'humour est une défense contre les peines infligées au sujet par le monde extérieur, mais est insuffisant dans la situation extrême des camps d'extermination. Et si nous avons été frappés par le sens de l'humour des personnes que nous avons interviewées, et si certaines d'entre elles nous ont fait savoir que même à Auschwitz-Birkenau l'humour avait sa place, celui-ci n'a bien entendu pas empêché que tous restent hantés par les disparus. Myriam, la plus jeune des rescapés avec qui nous avons eu le privilège de nous entretenir, reprend ainsi le thème du Dabbouk : «C'est quelque chose qui vit en moi comme ces gens qui sont morts et qui sont là. Les camps, c'est exactement la même chose. Je me souviens surtout d'un cauchemar qui se rapporte à mon père. Je revoyais toujours ses ossements, son cadavre, dans un petit baraquement».



Jean-Charles Szurek  
Chercheur au CNRS,  
(France)

## L'Historiographie polonaise et la Shoah : aperçu de quelques problèmes (\*)

<sup>1</sup> Né en 1947 sous la responsabilité de l'Etat polonais comme lieu de la «martyrologie de la nation polonaise et des autres nations», le musée d'Auschwitz fut d'emblée conçu comme antifasciste, la lutte des nations opprimées par Hitler s'y confondant avec la lutte sociale pour un ordre «populaire», démarche qui conduisit à réduire, minimiser, voire nier tant des pans entiers de ces histoires nationales que des aspects spécifiques de l'occupation nazie. Ce détournement de sens était tel que certaines expositions du musée, la bulgare notamment, s'étaient constituées exclusivement autour de l'histoire du Parti communiste sans qu'aucun lien avec Auschwitz fût établi.

(\*) Communication prononcée le 26 novembre 1992 à la commission «Histoire et Mémoire». (Président de séance : L. Vos, Prof. Kath. Univ. Leuven).

L'historiographie polonaise de la Shoah se distingue-t-elle des autres historiographies propres à l'ex-camp soviétique sur le même sujet ? Bien qu'il faille, naturellement, distinguer les mouvements historiographiques selon les périodes historiques et les pays où ils se produisent, c'est toutefois toujours la même lecture de l'antifascisme - moule saisi comme fondateur des Démocraties Populaires - qui s'est imposée à l'histoire dite officielle de 1945 à 1989. Cet antifascisme stalinien élaborera une histoire construite sur quelques thèmes simples et unitaires, à savoir :

1. que la victoire fut obtenue par une résistance antifasciste de masse, et surtout de gauche,
2. que, là où elle a existé, la résistance de droite fut minoritaire (quand elle n'a pas collaboré avec les Allemands) ;
3. que la résistance de gauche, aidée par l'Union soviétique, exprimait en réalité la volonté populaire de *transformer* l'antifascisme en idéologie de progrès et de construction d'un nouvel ordre social et politique.

Ces thèmes s'agrègeront diverses variantes (par exemple en RDA, c'est la petite minorité antifasciste qui exprimera la «masse victorieuse», en URSS, les massacres des Einsatzgruppen ne concerneront que des *victimes soviétiques* etc.) mais demeureront en vigueur jusqu'à la fin des années 80. En Pologne, ils s'appliquèrent également et le musée d'Auschwitz en constitue l'exemple-type <sup>1</sup>.

L'analyse historique de l'occupation allemande, telle que la développa l'antifascisme stalinien, procéda de fait à l'occultation du génocide juif.

Les raisons en sont complexes. Enumérons en quelques unes. Tout d'abord, la dimension du martyre des peuples slaves (Russes, Polonais), les dévastations de la guerre, rendaient difficile l'idée d'une place particulière pour une catégorie de victimes. Dans l'internationalisme factice de l'antifascisme, les victimes juives étaient mentionnées au même titre que les autres nationalités : s'agissant des Juifs et des Tsiganes, de quelle nationalité pouvait-il bien s'agir ? La difficulté de l'antifascisme à admettre la spécificité du génocide des Juifs provenait également du malaise à «chausser» les catégories des SS : fallait-il inclure les Français ou les Belges déportés à Auschwitz sous leur identité nationale, ou sous celle de «Juifs», ce qui revenait à donner raison aux nazis qui les avaient précisément déportés en tant que juifs ? Les travaux historiques et, à leur suite, les manuels scolaires, suivant en cela l'«égalitarisme» de toutes les nations victimes voulu par l'antifascisme, furent souvent embarrassés avec cette triste nomenclature, préférant en général additionner les «nations», occultant de ce fait la dimension génocidaire, dont le vocable avait été pourtant inventé en 1945...

De surcroît, quel était le degré de conscience du génocide à l'Est en général, en Pologne en particulier ? La construction d'un savoir, puis d'une mémoire du génocide, suit dans une certaine mesure, le même parcours qu'en Occident : les conditions de fabrication des consensus sociaux n'étaient pas favorables, à la Libération, à l'éclosion d'une mémoire juive <sup>2</sup>. La reconstruction nationale réclamait partout que l'on regarde vers l'avenir : on a noté ainsi en Pologne que, en 1945-46, les émissions radiophoniques étaient surtout consacrées au présent et au futur, et fort peu au passé récent <sup>3</sup>. Les rescapés juifs eux-mêmes préférèrent soit quitter la terre polonaise devenue lieu-symbole de mort soit se fondre - dans la mesure où c'était possible, ce qui reste une question essentielle - dans la société polonaise : la soviétisation leur imposera de toute façon, à partir de 1948, l'homogénéisation sociale.

En Pologne toutefois, il n'était guère possible de faire du génocide une *page blanche* intégrale de l'histoire polonaise. Si fiable qu'il a été, le Comité Central des Juifs de Pologne, organisation communautaire de rescapés, et notamment la Commission Historique de ce comité - dont sera issu

<sup>2</sup> Dans son étude sur les commémorations en France depuis 1945, le sociologue Gérard Namer a noté ainsi que «le phénomène de déportation... est gommé pendant l'année même où l'on pouvait se souvenir ; il est gommé malgré les expositions, malgré les témoignages, malgré les écrits dans la presse, malgré ce que l'on savait : 1945 organise l'oubli de la déportation» ; cf. Gérard Namer, *La Commémoration en France de 1945 à nos jours*, éd. l'Harmattan, 1987, p. 158.

<sup>3</sup> Cf. Edmund Dmitrow, *Niemcy i okupacja hitlerowska w oczach Polaków, poglady i opinie z lat 1945-1948* (L'Allemagne et l'occupation hitlérienne aux yeux des Polonais, points de vue et opinions des années 1945-1948), Varsovie, Czytelnik, 1987, p. 90.

l'actuel Institut d'Histoire Juive de Varsovie -, a tenté avec succès de rassembler le maximum de preuves sur les crimes hitlériens. Ce sont les responsables de cette Commission, dont le premier directeur fut Michel Borwicz, qui retrouvèrent les archives d'Emmanuel Ringelblum, qui publièrent, dès les années 1945-47, des dizaines d'ouvrages consacrés aux premiers témoignages et informations sur les ghettos et les camps, qui suscitérent et recueillirent les milliers de témoignages sur le génocide qui se trouvent aujourd'hui à l'Institut d'Histoire Juive de Varsovie.

Les publications spécialisées, surtout les bulletins de la Commission Centrale d'Investigation des Crimes Allemands en Pologne, exposeront scrupuleusement l'étendue et la spécificité des crimes commis par les nazis contre les Juifs <sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Le premier numéro du «Bulletin de la Commission Centrale d'Investigation des Crimes Allemands en Pologne» (Główna Komisja Badan Zbrodni Niemieckich w l'olsce), paru en 1946, constitua la première publication élaborée qui présentait «les fonctions» des différents camps nazis et l'étendue du massacre des camps d'extermination.

Mais il en ira autrement des livres de masse, notamment des manuels scolaires. Voici par exemple comment sont présentés les camps de la mort dans un manuel de 1949 :

«De nombreux camps d'extermination appelés camps de la mort, sont nés. Les plus grands étaient : le camp de concentration d'Oswiecim, où 3 millions de personnes ont péri, le camp de Maidanek à côté de Lublin et celui de Treblinka, où les hitlériens ont assassiné environ deux millions de personnes. Des transports spéciaux amenaient constamment de nouvelles victimes de la sauvagerie fasciste. Des Polonais et des Juifs, des Russes, des Français, des Grecs et des Yougoslaves périrent étouffés dans d'abominables chambres à gaz. Leurs corps étaient brûlés. Les crématoires fumaient nuit et jour» <sup>5</sup>.

<sup>5</sup> J. Barbag, J. Lider, W. Najdus, K. Marianski, E. Sluczanski (sous la direction de) : *Nauka o Polace i swiecie wspolczesnym, ksiazka do uzytku szkolnego*, Warszawa, PZWS, 1949, p. 75.

Comment l'écolier de cette époque pouvait, à partir de ces informations, savoir que Treblinka était un camp d'extermination pour Juifs, que les Grecs, Yougoslaves, Polonais, Russes, Français morts dans les chambres à gaz l'avaient été parce que Juifs, que les camps de la mort cités là étaient massivement destinés à eux ? En fait, les nécessités du «consensus populaire» voulu par le pouvoir communiste imposaient l'unité nationale. Ni les conditions d'urgence d'une *mémoire* juive du génocide n'étaient ainsi réunies, même si celles de la constitution de son savoir l'étaient, ni la volonté d'aborder de front la question de l'antisémitisme et des «relations judéo-polonaises» pendant la guerre, et aussi après, et dont le pogrom de Kielce constitua le tragique point culminant <sup>6</sup>.

## Les pièges du débat sur l'antisémitisme (1946-47)

C'est durant l'immédiat après-guerre que se nouent les termes, spécifiques à la situation polonaise, d'une approche du génocide et de la «question juive». Donc dans un contexte où s'opère la mainmise progressive des forces communistes sur le pays - elles sauront habilement lier les idéologies du progrès et de la reconstruction -, provoquant la naissance d'une opposition armée. La vieille question des «liens des Juifs avec le communisme» prendra dans le débat public la *seule* place, au détriment de toute autre.

Les manifestations d'antisémitisme qui se produisent en Pologne une fois la guerre achevée, à propos notamment du retour des Juifs réfugiés en URSS, pose aux principaux acteurs politiques des problèmes auxquels ils ne parviennent pas à répondre *directement*.

L'intelligentsia de gauche qui regroupe au lendemain de la guerre - comme dans tous les pays européens - la majorité des écrivains de renom, et qui fait figure de conscience sociale, dénonce ce qui lui paraît perpétuer l'antisémitisme d'avant-guerre, aggravé par celui de l'Occupation, mais se refuse à aborder un aspect considéré comme central par ses adversaires : la participation importante de Juifs au nouveau pouvoir.

Les raisons de ce silence sont aisément compréhensibles. Il y a d'abord le refus véhément, principiel, d'établir un lien de causalité entre les attaques antisémites et la présence de Juifs - ou plutôt de Polonais d'origine juive - au pouvoir : l'antisémitisme est blâmable en soi, a fortiori en terre polonaise. Quant aux Juifs communistes, venus avec l'Armée Rouge construire la «Pologne Populaire», actifs dans un gouvernement peu soutenu dans le pays, ils étaient les alliés laïcs, les acteurs aussi bien sûr, de la reconstruction progressiste. Au demeurant, pour les Juifs communistes, la mise en oeuvre de l'engagement communiste et de l'idéal de fraternité constituait non seulement un «passeport» contre l'antisémitisme, mais aussi un mode d'assimilation à la nation polonaise. Ils ne se rendirent que tardivement compte combien Staline les avait utilisés en tant que «groupe», dans la plupart des ex-démocraties populaires d'ailleurs.

Mais l'adhésion au progressisme, puis au marxisme, puis - pour certains - au pouvoir conduisit une fraction significative de l'intelligentsia à brandir l'antisémitisme

<sup>6</sup> Dans la ville de Kielce, le 4 juillet 1946, une foule de plusieurs milliers de personnes, excitées par un rumeur qui affirmait que «les Juifs» s'étaient livrés à des meurtres rituels sur des enfants polonais, avait pris d'assaut l'immeuble qui abritait des rescapés juifs, rapatriés d'URSS. Il y eut 42 tués, une cinquantaine de blessés. Le pogrome déclencha une vague massive d'émigration.

comme une arme idéologique contre les ennemis du pouvoir populaire, principalement l'Eglise. Les concepts utilisés pour décrire cette alliance de l'antisémitisme avec la «réaction» traduisent autant une dénonciation morale qu'une expression idéologico-politique. C'est ainsi que l'antisémitisme sera dénoncé dès 1945 comme une arme de la *bourgeoisie*, d'une nouvelle bourgeoisie née sous l'occupation. Tel est le sens d'un article paru, par exemple, dans la revue de l'intelligentsia de gauche. *Odrodzenie* (Renaissance) le 9 septembre 1945, après de premiers troubles antisémites survenus à Cracovie, qui mentionne l'apparition sous l'Occupation d'une nouvelle bourgeoisie contaminée par l'antisémitisme nazi qui n'admet pas le retour des Juifs après la guerre. L'article se termine par une attaque contre l'Eglise «qui protège les bourgeois et qui refuse les mariages civils»<sup>7</sup>. «Comme il est difficile de trouver dans *Tygodnik Powszechny*/hebdomadaire de l'intelligentsia catholique - J.C.S./un article réprobateur sur les excès de Cracovie!» ajoute l'auteur. Les manifestations d'antisémitisme horrifieront autant l'intelligentsia progressiste que l'intelligentsia catholique, conscientes de leur signification en Pologne après la guerre. Mais, dans ce débat, elles se trouveront prisonnières de la politique, la première, protestant contre l'antisémitisme tout en l'étendant à un combat gauche/droite, la seconde se taisant inversement parfois sur l'antisémitisme pour ne pas se soumettre aux injonctions du pouvoir dont elle pressentait la volonté de répression grâce au thème juif.

<sup>7</sup> Bednarczuk *ibid.* : sur les mariages civils, voir l'analyse d'Adam Michnik, *Kosciol, lewica, dialog*, Paris, 1977, p. 24.

En témoigne la polémique, apparemment anodine, mais ô combien révélatrice sur les mentalités politiques de l'époque, entre deux représentants des deux intelligentsias, la laïque et la catholique, Jan Sieradzki (*Odrodzenie*) et Pawel Jasionica (*Tygodnik Powszechny*)<sup>8</sup>. L'auteur d'*Odrodzenie* rapporte les propos de certains adversaires politiques, dont l'anthropologue F. Bujak et le militant paysan Jan Sobek (du Parti Paysan de Mikolajczyk, principal parti d'opposition au pouvoir communiste).

<sup>8</sup> Cette polémique a déjà été évoquée dans Brossat A., Combe S., Szurek J.C., «Le génocide juif vu de l'Est», in *Révision de l'Histoire* (sous la direction de Thanassekos Y. et Wisnmann H.), éd. Cerf, 1990, mais je crois utile de la rappeler ici.

Franciszek Bujak, cité par Jan Sieradzki :

«Le départ (ubytok) de la population juive constitue un changement de taille dans les mouvements démographiques (zaludnienie), mais le poids de ceux qui sont restés et qui reviennent d'exil est important dans chaque domaine de la vie de l'Etat».

«Ce mais, dit Sieradzki, est plein de contenu. On pourrait l'inclure dans tout un volume...»

Jan Sobek, toujours cité Sieradzki : «La guerre nous a détruits à tout égard... Certains des postulats populistes pour lesquels nous avons combattu... ont été actualisés et accélérés par la guerre à un point que nous n'imaginions pas. Nous avons 3 questions à régler : 1. La réforme agraire. 2. la polonisation de nos villes. 3. l'industrialisation de notre pays. La réforme agraire et la polonisation des villes ont été déjà partiellement réalisées».

Commentaire de Sieradzki :

«La polonisation des villes déjà partiellement réalisée» est une euphémisme pour signifier le massacre total des Juifs en Pologne par les Allemands. L'approbation du résultat est évidente, l'insatisfaction du fait qu'il existe des Juifs est signifiée, de même que chez Bujak («partiellement réalisée»<sup>9</sup>.

Pawel Jasienica, dans un article intitulé *Metody niedopuszczalne* (Des méthodes inadmissibles<sup>10</sup>, récuse l'usage politique que la rédaction d'*Odrodzenie* fait de la question juive, «ce qui alimente encore davantage l'antisémitisme» :

L'intérêt de la Pologne, son renom, exigent que l'affaire de Kielce, et, en général, la question de la population juive soient traités avec le plus grand sérieux et avec calme. Leur exploitation à des fins politiques fait partie des méthodes absolument inadmissibles et sert en définitive les provocateurs»<sup>11</sup>. Dans cet échange d'articles, le débat sur l'antisémitisme se trouve surtout ramené à l'état d'instrument, sans que l'aient réellement voulu les différents auteurs (sauf Bujak et Sobek qui comptabilisent les mouvements démographiques urbains, mesurant tranquillement les pertes et profits du génocide à l'aune de leur programme politique).

Pour *Odrodzenie*, il s'agit de montrer que l'antisémitisme populaire de Kielce (l'article sort le 21.7.1946, donc 15 jours après le massacre) trouve son origine dans les écrits de la «réaction».

Quant à Jasienica, loin de réagir également aux propos de Bujak et de Sobek - qui desservent effectivement «le

<sup>9</sup> Jan Sieradzki (js) : Neoantysemityzm, in *Odrodzenie* n° 29/146. Les articles de Bujak et de Sobek furent publiés respectivement dans *Wies i l'anstwo* n°1/1946 et dans *Piast* n° 25.

<sup>10</sup> Pawel Jasienica (jas) : *Metody niedopuszczalne*, in *Tygodnik Powszechny*, n° 33/1946, 17.8.1946.

<sup>11</sup> cf. Michal Borwicz : 1944-1947, in *Puls* n° 24 ; Jan Sieradzki : *Spowiednik ks. kardynała, Odrodzenie* n° 34 (25.8.1946).

renom de la Pologne» -, ses flèches sont exclusivement réservées à la manoeuvre adverse, tombant lui aussi dans le réalisme politique.

De même l'Eglise, réagissant avec «modération» - c'est le moins qu'on puisse dire -, au pogrome de Kielce, paraît prise au piège des stéréotypes. Le cardinal Hlond déclara alors :

«Le fait que les relations polono-juives se détériorent doit être dans une grande mesure attribué aux Juifs qui occupent aujourd'hui des postes importants au gouvernement polonais et qui essaient d'introduire une structure gouvernementale dont la majorité de la nation ne veut pas... Il est regrettable que, dans les conditions d'un front politique actif, certains juifs perdent la vie, mais un nombre de Polonais proportionnellement beaucoup plus élevé perdent leur vie»<sup>12</sup>.

<sup>12</sup> cité par K. Kerstein, *Narodzenie systemu wladzy 1944-1948* (La naissance du système de pouvoir 1944-1948), Paris, 1986, pp. 171-172.

En assimilant de façon traditionnelle les Juifs au communisme, en signifiant l'existence d'un conflit armé entre Juifs et Polonais, en indiquant que les Juifs essayaient d'introduire un pouvoir dont une majorité de Polonais ne voulait pas, l'Eglise proclamait certainement une opinion dominante mais n'échappait pas non plus aux simplifications coûteuses. Eglise-nation en l'occurrence, elle contribua aussi à verrouiller le débat sur l'antisémitisme, le faisant d'ailleurs dans des termes symétriquement opposés à l'intelligentsia laïque : cette dernière pointe son doigt sur l'Eglise à propos de l'antisémitisme, alors que l'Eglise évoque les «Juifs au pouvoir» que l'intelligentsia ne mentionne pas.

La présence d'un antisémitisme durable, atteignant un point culminant avec le pogrome de Kielce - et incompréhensible vu d'Occident -, devenu enjeu des combats de l'après-guerre, allait paradoxalement contribuer à étouffer toute réflexion sur la place de la Shoah dans la société polonaise. Certains auteurs de l'intelligentsia de gauche, notamment l'écrivain Kazimierz Wyka, tenteront d'évoquer les effets produits sur la population polonaise par la disparition des Juifs et la longue occupation allemande (démoralisation, indifférence, cupidité), de façon à comprendre les conduites spécifiques des foules à la sortie de la guerre et les «rationalisations» du discours antisémite dans un pays où la population juive avait disparu. Mais ces voix seront rares et s'estomperont au profit d'une historiographie qui laissera carrément de côté la question des «relations

judéo-polonaises sous l'occupation», la constituant même en tabou.

## **Livres d'histoire et manuels scolaires**

Durant les décennies du socialisme réel, la place accordée à la Shoah dans les manuels scolaires et livres d'histoire n'était guère importante : il est vrai que les tabous étaient nombreux (rôle de l'Armée du Pays, appréciation de l'insurrection de Varsovie, rapports polono-soviétiques, Katyn).

Fidèles à la vision antifasciste, les martyrologies polonaise et juive étaient unies, fraternisées dans la mort, y compris par les historiens de l'Institut d'Histoire Juive. Le journal de Ringelblum, publié en 1952, n'a-t-il pas été amputé de ses passages critiques à l'égard des populations polonaises par Bernard Mark, directeur de l'Institut Historique Juif de Varsovie ? La publication intégrale n'interviendra qu'ultérieurement.

Toute l'historiographie faisait des «six millions de morts polonais» le socle symbolique du martyr de la nation polonaise, le dispositif du musée d'Auschwitz en constituant l'exemple le plus achevé. L'occultation du génocide n'excluait pas l'information sur le génocide, avons nous dit. Mais, procédant par manipulations (6 millions de Polonais...), mensonges (aide-massive de la population polonaise aux Juifs) ou propagande (aide exclusive des résistants communistes aux combattants des ghettos), l'occultation parvenait avec succès à minimiser la Shoah, puisque le destin juif était inclus dans celui du peuple polonais.

Il serait fastidieux d'énumérer tous les livres allant dans le sens ici suggéré. Ce qu'il nous importe de souligner en l'occurrence, ce sont les étapes de la réflexion historique sur le génocide des Juifs en terre polonaise.

A la fin des années 60, la place particulière occupée par la Pologne dans la Shoah trouve une expression nouvelle dans des publications importantes qui relatent, témoignages à l'appui, l'aide apportée par les Polonais aux Juifs sous l'occupation<sup>13</sup>. Pourquoi à ce moment-là ? L'ironie cruelle de l'histoire, c'est que se produit, à peu près à la même époque - et sans qu'on puisse y voir un lien quelconque -, la campagne antisémite du tandem Gomulka-Moczar qui provoquera le départ de plusieurs dizaines de milliers de per-

<sup>13</sup> cf. W. Bartoszewski et Z. Lewin, *Ten jest z ojczyzny mojej* (Il est de ma patrie), Varsovie, 1967 ; T. Bernstein et A. Rutkowski : *Pomoc Żydów w Polsce 1939-1945* (L'aide aux Juifs en Pologne 1939-1945), Varsovie, 1945 ; Kazimierz Iranek-Osmecki, *Kto ratuje jedno życie... Polacy i Żydzi 1939-1945* (Qui sauve une vie... Polonais et Juifs 1939-1945), éd. księgarnia Polska Orbis, 1968.

<sup>14</sup> Filip Friedman, Jewish resistance to nazism : its various Forms and aspects, in *European Resistance Movement 1939-1945*, Oxford-London-New York-Paris, 1960.

<sup>15</sup> La polémique qui entoura l'inauguration du «monument international aux victimes du fascisme» à Auschwitz le 16 avril 1967 en fut symptomatique. Si par ses inscriptions, ce monument, construit au bout de la rampe à Birkenau, perpétue l'«anonymat international», il donna surtout lieu à un discours du Premier ministre J. Cyrankiewicz qui s'employa à mentionner toutes les catégories de victimes d'Auschwitz sauf les Juifs. A la tribune officielle se trouvaient le général Moczar, ministre de l'Intérieur, et Kazimierz Rusinek, vice-ministre de la Culture, ceux-là même qui dirigeront la campagne antijuive de 1968, Rusinek notamment, préfigurant le style des purges, accusera, à la fin de 1967, les rédacteurs de la Grande Encyclopédie Universelle polonaise de sous-estimer les pertes polonaises pendant la guerre au profit des pertes juives.

<sup>16</sup> Czesław Madajczyk, *Polityka III Rzeszy w OKUPOMANES Polsce* (La politique du III<sup>ème</sup> Reich en Pologne occupée), Varsovie, éd. PWN, 1970, 2 tomes, 664 p. et 527 p.

sonnes (1968/69). Ces publications constituent en fait une réponse morale et factuelle, indéniablement noble, à une historisation qui s'interroge de plus en plus sur le pourquoi de l'extermination des Juifs et sur ses enchaînements de causalités. Les travaux de Hannah Arendt, de Michel Borwicz, de Filip Friedman <sup>14</sup> qui abordent, directement ou non, la question de l'attitude de la population polonaise, trouvent une résonance en Pologne même, ravivant un reproche formulé déjà sous l'occupation et devenu tabou. Le seul thème autorisé était celui de l'«aide»... Les travaux des années 60 consacrés à l'aide ne ressemblent en rien à l'approche propagandiste des années 50 : elles apparaissent comme le premier besoin d'une mémoire polonaise indépendante, une mémoire qui se prépare à de nouvelles questions, celles que lui poseront, dans les années 80, de nouvelles générations, indépendantes elles aussi. Ce besoin de mémoire, effet d'une pression croissante venue de l'extérieur, ainsi que de l'intérieur <sup>15</sup>, trouvera son reflet également dans les travaux des historiens.

Nous l'illustrerons par l'ouvrage majeur consacré à l'occupation allemande en Pologne, celui de l'historien Czesław Madajczyk *Polityka III Rzeszy w okupowanej Polsce* (La politique du III<sup>ème</sup> Reich en Pologne occupée) qui nous paraît représentatif de l'historiographie polonaise de la période «moyenne» (début des années 70) du socialisme réel <sup>16</sup>.

Sur les 1.200 pages du livre, le chapitre consacré à la Shoah n'en occupe qu'une cinquantaine, mais on y trouve, concentré, un argumentaire qui rassemble des positions contradictoires, aptes à satisfaire toutes les options :

- le pouvoir d'abord : on y souligne le rôle important de la résistance communiste...
- l'église, en mentionnant l'aide des prêtres ;
- l'orgueil national, en évoquant l'aide apportée aux Juifs par la société polonaise, exemples à l'appui ;
- le monde juif aussi est pris en compte. Avançant par euphémismes, l'auteur signale ainsi que «les paysans ne considéraient pas l'autodéfense des Juifs comme leur combat», bien que, ajoute-t-il, «ils aient dû souvent les ravitailler, eux et leurs familles, et que, d'un autre côté, ils aient été brutalement punis par les Allemands» <sup>17</sup>. Il indique également que «l'occupant tentait de démoraliser les gens en annonçant des récompenses pour la capture de Juifs...»<sup>18</sup>.

L'auteur reconnaît ainsi implicitement et prudemment que les Juifs qui quittaient les ghettos pouvaient se mouvoir dans un environnement hostile. Mais il incrimine simultanément - pour maintenir les «équilibres» ? - la «passivité» juive, rengaine connue, toutefois rarement exposée dans l'historiographie polonaise, qui voit ainsi s'effriter au seuil des années 70 certains tabous. Madajczyk attribue ainsi la passivité juive à «l'attitude, installée dans la durée, des dirigeants des organisations bourgeoises-sionistes, confortée par les idées des masses de Juifs orthodoxes, par leurs préjugés religieux qui disposaient que l'on ne pouvait combattre le mal par la force mais par la force d'âme»<sup>19</sup>. Parmi les facteurs contribuant à la passivité, il y avait l'idée que «la situation était absolument sans espoir et que beaucoup s'étaient accommodés avec la mort»<sup>20</sup>. De même, Madajczyk évoque les *illusions* : «une partie des milieux juifs ne voulait pas prendre de risques, différait les possibilités de fuite...» «on / les Juifs - P.K., J.C.S. / faisait une confiance quasi illimitée aux Allemands, alimentée par la majorité des Juifs qui en étaient originaires /... / et dont les effets étaient destructeurs»<sup>21</sup>.

<sup>17</sup> *ibid.*, Tome II, p. 329.

<sup>18</sup> *ibid.*

<sup>19</sup> *ibid.*

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 332.

Après avoir mentionné la passivité des Juifs, l'auteur dénonce, autre leitmotiv connu, leur collaboration à leur propre mort : «l'occupant créait l'habitude de côtoyer la mort, de lui échapper, provoquant une psychose d'espoir. Les Judenrat, faisant tout pour ne pas provoquer d'«actions» ou d'«expulsions», renforçaient en général cette psychose, consciemment ou involontairement. Il existait une tradition juive pluri-séculaire d'endurer les périodes difficiles en persuadant une partie de leurs ennemis que les Juifs leur sont utiles, indispensables»<sup>22</sup>. Dans ces conditions, il était impossible de les sauver : «hélas, dans les années 1942-43, la prise du ghetto de Varsovie de l'extérieur n'était pratiquement pas réalisable, tout comme n'était pas réalisable la libération massive des déportés des camps de concentration, telle qu'ils pussent être protégés face à une nouvelle capture. Il n'y avait également aucune chance pour garder en masse la population juive dans les forêts : l'expérience des partisans l'indique ainsi que celle de la population de la Zamojszczyzna qui avait fui dans les bois. Les dirigeants du Bund, à l'automne 1942, voyaient la situation de façon réaliste et se rendaient compte que personne, dans les conditions de l'époque, ne pouvait sauver les Juifs, à part des cas particuliers»<sup>23</sup>.

<sup>21</sup> *ibid.*, p.332.

<sup>22</sup> *ibid.*

<sup>23</sup> *ibid.*, p. 334.

<sup>24</sup> Moshe Kahanovitz : Why no separate jewish partisan Movement 7, in *Yad Vashem Studies*, T.1.1957, mentionné par C. Madajczyk.

L'auteur s'insurge contre toutes les voix et témoignages qui, tels M. Kahanovitz <sup>24</sup>, ont signifié que l'Armée du pays (AK) avait facilité le génocide. Il mentionne que de nombreux szmalcowniki (maîtres-chanteurs qui attendaient les Juifs à la sortie des ghettos), dans la deuxième moitié de 1943, avaient été exécutés par l'AK.

La discussion de ces arguments ne relève pas de cette contribution-ci. Ce qu'il nous appartient de relever, c'est qu'apparaît dans le discours historique autorisé, discours extrêmement habile en l'occurrence, un corpus d'arguments multi-usages, où chaque prise de position trouvera son propre miroir, discours légitimant aussi bien certaines revendications «juives» (constat de l'indifférence entre les populations juive et polonaise) que certaines revendications polonaises, diffusées abondamment lors de la campagne «antisioniste» de 1968 (les Juifs sont responsables de leur propre mort).

En tout cas, la voie était ouverte pour introduire, dans les manuels scolaires, des thèmes sur les rapports judéo-polonais sous l'Occupation allemande absents jusque-là.

C'est ce qu'a analysé récemment un historien polonais à propos des manuels scolaires de la décennie 1980-1990 <sup>25</sup>. Dans au moins deux manuels parus en 1984 et 1986 <sup>26</sup>, il relève la présence, à propos de la 2ème guerre mondiale, sans analyse aucune, des pires clichés. Ainsi, dit le manuel de Siergiejczyk, «à cause de la passivité de la masse de la population juive, la clandestinité n'était pas très nombreuse et active dans ce milieu» (p. 173, 199, 205). C'est ce que dit aussi l'autre manuel : «L'essentiel de la population juive a été très passive pendant l'occupation... Dans la population juive, se sont trouvés également des gens qui ont pleinement collaboré avec l'occupant...» ainsi que «Quand la direction centrale de l'AK a ordonné de libérer les déportés / dans les trains / - et que les groupes combattants, au prix de lourdes pertes, ont liquidé la protection allemande, les Juifs emmenés vers la mort n'ont pas voulu fuir. Dans cette situation, l'AK décida de ne plus attaquer les transports» (manuel de Szczesniak, pp. 246-247).

<sup>25</sup> Marek Marian Drozdowski : *Dzieje Żydów polskich XIX i XX wieku w podrecznikach szkolnych* (Histoire des juifs polonais du XIX et du XXème siècles dans les manuels scolaires), Biuletyn 4, ŻIH, 1990.

<sup>26</sup> T. Siergiejczyk, *Dzieje najnowsze 1939-1945* (Histoire contemporaine 1939-1945), Varsovie, 1986 et A. Szczesniak, *Historia, Polska i świat naszego wieku* (L'histoire, la Pologne et le monde de notre siècle), 1984.

«Quand aurons-nous le courage, conclut Drozdowski, d'écrire la vérité dans les manuels scolaires sur les relations judéo-polonaises au cours de la seconde guerre mondiale ? <sup>27</sup>» Observons que là aussi, autre paradoxe, les mouvements historiographiques obéissent à des chemine-

ments parallèles et ne se rencontrent pas. Durant la même décennie, une intense action de remémoration du passé juif eut lieu dans la société polonaise, accompagnant des rencontres scientifiques, aboutissant à la création d'un Institut d'études judéo-polonaises à Oxford, d'une revue internationale (*Polin*)<sup>28</sup> : rien de ce climat n'a filtré dans les manuels cités. C'est d'autant plus étonnant que les sujets tabous commencent enfin à être abordés : tel est le cas de l'ouvrage de Krystyna Kersten, *Zydzi, wladza, komunizm* (les Juifs, le pouvoir, le communisme ou de celui de Pawel Szapiro *Wojna niemieckozydowska* (la guerre germano-juive). Ou encore de la polémique engagée dans la presse polonaise entre l'historien israélien Shmuel Krakowski et l'historienne polonaise Teresa Prekerowa à propos de l'attitude de la Résistance polonaise à l'égard de la Shoah<sup>29</sup>.

De plus en plus, les problèmes abordés concernent la place et la perception du communisme par les Juifs et les Polonais sous l'Occupation, des logiques conflictuelles qu'elles supposaient, en un mot de saisir le génocide avec les yeux de l'époque, mais avec le savoir d'aujourd'hui. Il s'agit toujours d'un dialogue difficile, car comment concilier, d'un côté, la glorification de l'Etat Polonais Clandestin (l'AK) et, de l'autre, le fait que les Juifs étaient beaucoup plus facilement acceptés dans les rangs de la Résistance communiste, précisément parce qu'ils étaient fréquemment chassés, combattus dans les rangs de l'AK ? Les rationalités d'un groupe national minoritaire, qui oscillait au moins entre le bundisme, le sionisme et l'assimilation, et celles d'un Etat-nation, dont le re-naissance tardive avait favorisé un nationalisme hostile à toutes les minorités nationales, constituent la toile de fond de ces débats. Il est légitime et nécessaire, pour l'historien, de rappeler les cadres du génocide, cadres parfois oubliés dans les débats qui l'entourent aujourd'hui. Mais il paraît difficile d'inclure dans un discours historique la *solitude* des Juifs sous l'Occupation et l'*indifférence* dont ils ont été l'objet.

<sup>27</sup> Drozdowski, op. cit., p. 177.

<sup>28</sup> A propos de cette action de «remémoration», cf. Jean-Charles Szurek : «Shoah : de la question juive à la question polonaise», in *Au sujet de Shoah, le film de Claude Lanzmann*, éd. Belin 1990.

<sup>29</sup> Cf. Shmuel Krakowski : Podziemie polskie wobec zagłady Zydow (La Résistance polonaise face à l'extermination des Juifs) *Odra* n°4/1991 et Teresa Prekerowa : Podziemie zydowskie a podziemie polskie (La Résistance juive et la Résistance polonaise), *Odra* n°4/1991).

**Stephanos Rozanis**

**Author, Visiting Prof. at**

**the University of**

**Sorbonne (Greece)**

## **The Impossibility of Art (\*)**

To Soula and Vassilis Koungoulos.

Commenting Theodor Adorno's statement according to which «since Auschwitz fearing death means fearing worse than death»<sup>1</sup>, Jean-François Lyotard says : «What can make death not yet to worst is its being not simply the end but only the end of the finite and the revelation of the infinite. Worse than this magical death would be irreversible death, or simply the end-including the end of the infinite»<sup>2</sup>. Speaking about art in the concentration camps means speaking about death. Because in the camps art becomes synonymous to death.

<sup>1</sup> Theodor W. Adorno : *Negative Dialectics*, translated by E.B. Ashto, Routledge, 1990, p. 371.

<sup>2</sup> *The Lyotard Reader*, Edited by Andrew Benjamin Basil Blackwell, 1989, p. 365.

<sup>3</sup> See Eugene Lunn : *Marxism and Modernism*, University of California Press, 1984, p. 222.

<sup>4</sup> Lunn, *op. cit.*, p. 250.

I do not mean here art as a cult of death, to use Walter Benjamin's notion<sup>3</sup>; that is art as an «aestheticised fascination with death»<sup>4</sup>. We could say that Expressionism, for example, is a cult of death, in the sense that it has described dramatically the human condition into the impersonal, indifferent and barbarous Metropolis in terms of the absolute terror of the suffering individual in painful desolation, experiencing a self-destructive destiny, a bureaucratic death and a mass extermination, long before the individual knew the Auschwitz model. But Expressionism's aestheticized fascination with death already presupposes the magical death, the «end of the finite and the revelation of the infinite». And still one can speak of a constitutional experience of art as an expression of this beautiful, magical death. For aestheticizing death, art renders death not real. Through art real death appears and at the same time hides itself; it comes out to light and at the same time is lost in the order of the imaginative, of the non real.

(\*) Communication delivered the 25th november 1992 at the commission «Art and Memory». (President of the Session : M. S. Creuz, Painter, Creator of the Auschwitz Memorial).

Art is never synonymous to death. It is synonymous to an aestheticised death which is a revelation of the trans-

cidental, of a reality beyond reality, of a natural supernatural condition which the individual experiences through art. Unless death becomes an unreal death, a death which refers to the supernatural reality of the infinite, art cannot either be produced or function. Art cannot survive into the irreversible death. The end of the infinite means the end of art. Then, the worst for art is its being the end of its natural supernaturalism, the end of its aestheticized game with death.

However, in the slaughter houses art becomes identical to death. Its *raison d'être* is the irreversible death. Language itself is distorted to a nexus of signifiers signifying nothing but death. it loses its pure identity as a «constellation of universals»<sup>5</sup> ; it loses this magical spark which is the union between word and deed, to use Walter Benjamin's terms <sup>6</sup>. Language being identical to death becomes absolute silence : «there seems to be no language», writes Edith Wyschogrod, «which can make sense either of the death-world as a whole or of the particular experiences it generates» <sup>7</sup>. The impossibility of expression is the destiny of language in the death-world of the Nazi cycle of hell. «Then we became aware... that our language lacked words to express this offense, the demolition of a man», confesses Primo Levi <sup>8</sup>.

<sup>5</sup> Theodor Adorno : Aesthetic Theory, translated by C. Lenhardt, Routledge and Kegan Paul, 1986, p. 292.

<sup>6</sup> See Adorno, Aesthetic Theory, op. cit., p. 292.

<sup>7</sup> Edith Wyschogrod : Spirit in Ashes, Yale University Press, 1985, p. 30.

<sup>8</sup> See Wyschogrod, op. cit., p. 30.

Death being the «ultimate signified» in the concentration camps is a mere facticity : that is an affirmation of the end, «including the end of the infinite». This facticity points out the nothingness of the human existence ; the emptiness of its past and future. Thus human existence is limited to an isolated present which destroys time, since it is the negation of past and the negation of future. The mere facticity of death is the destruction of all capacities of the inner self. It is the loss of identity of existence as a *continuum*, as an affirmation of the positive aspect of humanity in the world.

The self affirmation of the individual is distorted to a being-for-death. From now on the individual will be a toy in the hands of a so-called historical destiny, since its only time is the isolated present, the historical present, and its only freedom the «freedom for death», as Martin Heidegger puts it <sup>9</sup>. But this «freedom for death» is the negation of freedom. Because it distorts human identity to death identity, and defines human essence as death facticity. Death is no

more integrated into life and civilization. And life becomes an unuttered scream of death.

But the unuttered scream of death is the impossibility of expression. One cannot speak of death if death is distorted to a mere facticity, if death is not integrated into life and civilization. The *factum brutum* of nothingness cannot produce any form of expression : «Attempts to express death in language are futile, all the way into logic, for who should be the subject of which we predicate that it is dead, here and now ?» says Theodor Adorno <sup>10</sup>.

<sup>10</sup> See Adorno, *Negative Dialectics*, op. cit., p. 371.

But still, the victims in the mass death camps continue to produce sketches of sickness and suffering. They continue to utter their death jargon, hearing around them voices of ultimate human despair. «You prevail and remain alive, draw us, we shall survive at least on paper». (Halina Olomucki). They try to create on paper a name for the nameless, as Jean-François Lyotard would say : For the *factum brutum* of death facticity cannot have any name : it is anonymous because it is too terrible to comprehend. Thus, there is no experience to be invested in the sketches of death, and the victim's animal scream remains out of the human speculation, that is out of experience, since experience is identical to the speculative element <sup>11</sup>.

<sup>11</sup> See Jean-François Lyotard, op. cit., p. 364.

Then, can one still speak of art in the sketches of sickness and suffering produced by the victims in the concentration camps ? The sketches of the death-world are fragments of memories of horror, of atrocities, of a brutality that goes beyond human comprehension. They are signs of a tyrannical jargon in which death becomes a simple quantity of deaths, a measure for measuring the number of deaths. Sometimes they are charts, poster, books, maps and brutal instructions, created under compulsion. But mostly they are spontaneous products of an emotional reaction against oblivion : «my intention was to leave documents about the crime of our people's destruction», Halina Olomucki confesses, and she adds : «my sole purpose in life was to live so I would be able to testify before the world about the most terrible of all atrocities and the courage of all the inmates of Auschwitz» <sup>12</sup>.

<sup>12</sup> See *Art from Concentration Camps 1940-1945*. Union of American Hebrew Congregations, 19.

Evidence, testimony, documentation : art becomes another means of recording the history of collective murder, and artists undertake the role of a recorder and historian. They strive to depict the brutal, incomprehensible reality, but

only from the one «side of reality's veil». The other side of reality which is hidden by the veil, this side which demands art<sup>13</sup>, remains out of their possibilities and intentions because «the signified is also and always death»<sup>14</sup>.

<sup>13</sup> See Adorno, *Aesthetic Theory*, op. cit., p. 27.

<sup>14</sup> See Wyschogrod, op. cit., p. 31.

The only freedom of the inmates is the freedom of an animal-like scream. And memory cannot hold this scream, this distorted freedom which «begin is at the top of the chimney». Artists are trying to depict the chimney, to testify before the world about the bestiality of the eliminators and the brutality of torture, but they are unable to give a name to the nameless, to «speculate on the anonym»<sup>15</sup>.

<sup>15</sup> See Jean-François Lyotard, op. cit., p. 365.

So, art in the concentration camps degenerates into a simple document. It becomes an image of the emptiness of the death-world, of the emptiness of the animal fear. It becomes a «faithful documentary recounting the history of those horrible days and nights» (Kazimierz Smolevi). Now the artist is a personal witness. His art loses the warmth of art language. It has the coldness of the survivor. Because there are no experiences to be invested in the scraps of paper and cardboard, only the artist's struggle to prevent forgetting the down-to-earth history remains.

The destiny of art in the mass death camps is the impossibility of inscribing itself in any aesthetic destiny. Art becomes a death jargon and degenerates into a *non-art*. The one side of reality's veil keeps the artist down-to-earth. For him there is no more an aesthetic destiny to demand. There can be no justification of aesthetic standards in the evidence and testimony of the death-world.

Moreover, the sketches of the death-world cannot provide a link to the artist's former identity. Because in the death camps any former identity of the individual is eliminated. Under the liquidator's boot the only identity which prevails is death identity, and the individual experiences itself «as a fungible and replaceable»<sup>16</sup> element of the death-world. There is no life to live ; only an «animal-like ephemerality». This ephemerality disorganizes consciousness. Life is no more a *continuum* and the fragments of memories from a previous life are experienced as if they do not belong to the concrete individual, as if they are memories of somebody else, of an unknown stranger. Death identity destroys the signs of any former identity.

<sup>16</sup> See Adorno, *Negative Dialectics*, op. cit., P. 362.

«Much of the art», observes Tom L. Freudenheim speaking about art from the concentration camps, «appears to be dispassionate recording of people and places, sometimes even expressing a sense of physical beauty despite the brutal surroundings»<sup>17</sup>. Theodor Adorno says of this state of human mind under the liquidator's boot : «thinking men and artists have not infrequently described a sense of being not quite there, of not playing along, a feeling as if they were not themselves at all, but a kind of spectator»<sup>18</sup>. This attitude towards the insignificance of human existence in the concentration camps is depicted in the «dispassionate recording of people and places» of the death-world's sketches. The artist is not quite there, he is not playing along. He is a cold spectator, a recorder and a historian, an indifferent narrator ; The «sense of a physical beauty despite the brutal surroundings» is a visual testimony, a still photography, in which the artist does not intervene : «his coldness is that of the survivor».

<sup>17</sup> Tom L. Freudenheim : *Art from Concentration Camps*, p. 36.

<sup>18</sup> See Adorno, *Negative Dialectics*, op. cit., p. 363.

Art in the concentration camps remains mute. The paroxysms of horror in the slagther houses paralyse its aesthetic power, its transcendental quality. And the only role left for death-world's sketches is the role of vehicles for evidence and testimony, for recording death in a world of incomprehensible terror, suffering and despair. When «the skeletons play for a dance»<sup>19</sup> dance is impossible and the artist of the death-world destroys the signs of its art. If the ultimate signified is death, art «is a language without speech, it has such a great affinity with muteness»<sup>20</sup>.

<sup>19</sup> *Painting by Felix Nussbaum* (18 April 1944).

<sup>20</sup> See Adorno, *Aesthetic Theory*, op. cit., p. 117.



## Anne Frank : het Broadway- toneelstuk (\*)

<sup>1</sup> *The Diary of Anne Frank*, dramatized by Frances Goodrich and Albert Hackett (Based upon the book, Anne Frank : Diary of a Young Girl), Act 1, Scene 1.

*Mr. Frank : Burn them.*

*Miep : But, Mr. Frank, there are letters, notes...*

*Mr. Frank : Burn them. All of them.*

*Miep : Burn this ?*

*Mr. Frank : Anne's diary. (He opens the diary and begins to read) <sup>1</sup>.*

Als Miep Gies de wens van Otto Frank direct had uitgevoerd, zou niemand ooit gehoord hebben van Anne Frank, haar onderduik of haar dagboek.

Otto Frank treedt in de openingscène van het toneelstuk op als verteller ; in een toneelstuk een bekend stijlfiguur ; wat de kijker niet kan zien, omdat het buiten beeld gebeurt, of in het verleden, wordt verteld door de verteller. Ook in de laatste scène heeft Otto het laatste woord.

<sup>2</sup> Idem, Act 2, Scene 5.

*Anne's voice : In spite of everything, I still believe that people are good at heart.*

*Mr. Frank : She puts me to shame <sup>2</sup>.*

(\*) Lezing op 26 november 1992 op de Vergadering van de Commissie «Kunst en Herinnering». (Voorzitter van de vergadering : P. DANBLON, Dir. Opéra de Wallonie).

Otto Frank treedt niet alleen op als personage in het toneelstuk *Het Dagboek van Anne Frank*, maar de echte Otto Frank heeft grote zeggenschap gehad in de toneelversie van het *Achterhuis*.

Nadat in 1947 *Het Achterhuis* in Nederland op de markt was gekomen, werd het binnen drie jaar in het Duits en Frans vertaald<sup>3</sup>.

Toen verscheen de Amerikaanse romancier Meyer Levin (1906-1981) ten tonele. Als zoon van joodse emigranten uit Rusland groeide hij op in een arme joodse wijk van Chicago. Hij werkte als journalist, schreef een groot aantal romans en maakte ook enkele films. In 1950-1951 verbleef hij met zijn vrouw Tereska Torrès in Frankrijk. In *Les maisons hantées de Meyer Levin*<sup>4</sup> claimt Torrès dat zij in de zomer van 1951 in Antibes voor hem de Franse vertaling van *Het Achterhuis* koopt, een handeling waar ze nog veel spijt van zou krijgen. De door haar genoemde datum valt niet te rijmen met het feit dat Levin al in november 1950 in een boekbespreking van *The Wall* van J. Hersey melding maakt van Annes dagboek. Hij schrijft ook dat hij contact opgenomen had met Otto Frank, die hem had verteld dat ‘... the book had been rejected by a whole series of eminent American publishers [...]. Finally, one American publisher offered to bring out the Journal if a British publisher could be found to share translation and typesetting costs’<sup>5</sup>. Levin was behoorlijk onder de indruk geraakt van het boek en Anne Frank zou zijn leven gaan beheersen.

Halverwege 1952 verscheen de Engelse vertaling op de Amerikaanse markt onder de titel *Anne Frank : The Diary of a Young Girl*. Meyer Levin publiceerde een lovende recensie in de *New York Times Book Review*; ‘Anne Frank’s voice becomes the voice of six milion vanished souls’<sup>6</sup>. In een tweede recensie, nu in *The National Jewish Post* benadrukte hij dat er van het boek een toneelstuk en een film gemaakt zou dienen te worden<sup>7</sup>. Niet lang daarna schreef hij een radioprogramma over Anne Frank, dat in september van dat jaar werd uitgezonden, maar hij wilde meer : hij wilde het toneelstuk schrijven.

Otto Frank had hem gemachtigd om als zijn literaire agent op te treden teneinde tot een toneelbewerking te komen, maar hij gaf toe aan Levins aandrang om het zelf te schrijven. Op voorstel van Levin koos Otto Frank de toneelproducente Cheryl Crawford, die toezegde het door Levin te schrijven toneelstuk te produceren als dit bruikbaar zou zijn. Levin ging aan het werk en gaf zijn bewerking aan Otto Frank.

<sup>3</sup> Zie voor de achtergrond van het boek ook *De Daboeken* van Anne Frank, ingel. door Harry Paape, Gerrold van der Stroom en David Barnow, met de samenvatting van het rapport van het Gerechtelijk Laboratorium door ir H.J.J. Hardy en tekstverzorging door David Barnow en Gerrold van der Stroom, Den Haag/Amsterdam 1986.

<sup>4</sup> Tereska Torrès, *Les maisons hantées de Meyer Levin*, Paris 1991.

<sup>5</sup> *Congress Weekly* (Van het *American Jewish Congress*), 13 nov. 1950.

<sup>6</sup> *N.Y. Times Book Review*, 15 Juni 1952.

<sup>7</sup> *The National Jewish Post*, 30 juni 1952.

*Le lendemain Otto Frank donne la pièce à lire à Cheryl Crawford et la réaction ne se fait pas attendre.*

*Meyer est tellement atterré que d'abord il ne réagit pas. Il est pâle pendant lorsqu'il m'annonce :*

*- Elle n'aime pas du tout ma pièce.*

*- Ce n'est pas possible, Meyer, mais pourquoi, comment ?*

*- Je ne sais pas. Je ne comprends pas. Elle a demandé l'avis de Lilian Hellman. Celle-ci trouve ma pièce injouable. Elle a dit «Injouable».*

*- Lilian Hellman ? Qui est-ce ?*

*- La femme dramaturge la plus célèbre aux Etats-Unis. Elle vient d'être appelée à comparaître devant le tribunal du sénateur McCarthy. Elle a refusé de nommer ses amis communistes. C'est l'héroïne de la gauche américaine.*

*McCarthy, la gauche américaine, la productrice, une dramaturge célèbre et Meyer debout, pâle, l'air hagard, l'air assommé.*

*- Que vas-tu faire maintenant ?*

*- Je vais en parler avec Otto Frank. Il me défendra. Il rompra le contrat. Je n'ai recommandé cette productrice que parce qu'elle était d'accord pour que j'écrive la pièce. Entre elle et moi, Otto Frank ne peut que me choisir. Il y a deux ans que je l'aide à faire publier ce livre aux Etats-Unis <sup>8</sup>.*

<sup>8</sup> Torrès, 52.

Levin stond erop dat zijn bewerking opgevoerd zou worden en het lukte hem Otto Frank te bewegen Cheryl Crawford in te ruilen voor Kermit Bloomgarden, die naam gemaakt had met produkties van Arthur Miller. Crawford en Bloomgarden gingen akkoord, maar ook Bloomgarden wees het stuk af. Om uit de impasse te komen, werd een akkoord gesloten tussen Meyer Levin en Otto Frank. Levin zou zijn versie aan veertien met name genoemde toneelproducenten voorleggen en als deze allen zouden weigeren zou hij zich daarbij neerleggen. Geen van de veertien reageerde positief en Otto Frank dacht dat hij nu van Meyer Levin af was. Niets bleek minder waar te zijn.

Bloomgarden, die Crawford was opgevolgd, vroeg eind 1953 het echtpaar Frances Goodrich en Albert Hackett een toneelbewerking te maken. Zij waren script-writers bij MGM, maar ze kregen verlof om het toneelstuk te schrijven. Het was een moeilijke karwei, met name om de acht onderduikers gedurende het hele stuk 'zichtbaar'

te laten zijn. Er waren maar liefst acht versies nodig voor iedereen, inclusief Otto Frank, tevreden was met het resultaat. Om de sfeer te proeven, kwamen zij en de regisseur Garson Kanin ook naar Amsterdam om door Otto Frank in het achterhuis te worden rondgeleid en de fotografe Maria Austria moest alles van het interieur voor hen vastleggen. Ook werd er gesproken met de directeur van het Rijksinstituut voor oorlogsdocumentatie, dr. L. de Jong.

Na een voorpremière in een ‘Ontroerd Philadelphia’<sup>9</sup> vond op 5 oktober 1955 de première plaats in New York. Het werd een groot succes en de kritieken waren goed tot zeer goed. ‘Lovely Drama Staged From Girl’s Book’ kopte de *New York Times* en de recensie eindigde met ‘Out of the truth of a human being has come a delicate, trueful, moving drama’<sup>10</sup>. ‘Stark Study Of Terror, Skilled Cast Combines to Offer Powerful Evening in the Theatre’<sup>11</sup>. ‘Diary of Anne Frank A Gripping Drama ; Play based on a young girl’s observation of Gestapo persecution and its impact.’<sup>12</sup> As Mr. Frank, Mr. Schildkraut is giving a portrayal to rank with his finest. In Miss Susan Strasberg’s poignant and entrancing, Anne, Broadway is witnessing the début of an actress for whom stardom is virtually unavoidable’<sup>13</sup>. De cast, de regisseur en de Hacketts kregen verschillende prijzen, waaronder de prestigieuze Pulitzerprijs voor toneel.

<sup>9</sup> *Het Vrije Volk*, 16 sept. 1955.

<sup>10</sup> *New York Times*, 6 okt. 1955.

<sup>11</sup> *New York Journal*, 6 okt. 1955.

<sup>12</sup> *N.Y. Daily Mirror*, 6 okt. 1955.

<sup>13</sup> *The Times*, 27 okt. 1955.

In de Nederlandse kranten werd ook lovend over de opvoering geschreven, hoewel er ook uitzonderingen waren. Zo schreef het ex-verzetsblad *Vrij Nederland* onder de kop *Onderduikpret op Broadway* over het ‘onverdragelijke succes van Anne Franks dagboek’ een kritische recensie :

‘Deze hele toneelvertolking is heiligschennis, heiligschennis jegens het kind Anne Frank, dat het immers allemaal in haar dagboekje opschreef en heiligschennis jegens allen die gemarteld werden tijdens de bezetting. Toneel is toneel, het heeft de dramatische overdrevenheid nodig. Anne Frank is dus nét iets meer «sexy» met het behulp van truitjes en dergelijke dan het geval is met het soort meisje dat zij was. Haar vader is nét iets te veel de dromerige, warme, verstandige, nobele Jood en de illegale werkster, Miep, is nét te veel fris en leutig, arisch, optimistisch en «wij zullen jullie arme Joden wel helpen» van aard... Er zijn zaken die heilig zijn en dan moet Broadway er afblijven’<sup>14</sup>.

<sup>14</sup> *Vrij Nederland*, 5 nov 1955.

Het toneelstuk, meer nog dan het boek, heeft bij het publiek de ideeën over de verschillende karakters vastgezet. Als lezer kun je de karakters die in een boek voorkomen nog ‘aankleden’, maar bij een toneelstuk of film is dat eigenlijk niet meer mogelijk. Een van de kritieken op de toneelbewerking is, dat het het dagboek van Anne Frank ‘universalistisch’ gemaakt heeft en dat hoewel Anne een meisje van vlees en bloed is op het toneel, zij toch meer een symbool wordt. Een symbool van het lijden van de mens, niet alleen als ‘the voice of six milion vanished souls’. Dat er een Hitler is en nationaal-socialisme, dat er antisemitisme is en dat Anne als joods meisje vervolgd werd, is enigszins naar de achtergrond verdwenen. Ook heeft er bij de bewerking naar het toneelstuk een zekere rolverdeling plaatsgevonden. In *Het Achterhuis* komt de tandarts Pfeffer, door Anne veranderd in Dussel, vrij negatief naar voren. In het toneelstuk wordt de negatiefste rol gespeeld door de heer Van Pels, door Anne veranderd in Van Daan. Op de avond vóór de Geallieerde invasie in Normandië wordt Van Daan betrapt op het stelen van voedsel en Annes moeder roept in haar boosheid dat Van Daan weg moet <sup>15</sup>. Deze scene komt nergens voor in de dagboeken van Anne Frank ; het is dramatische toevoeging van de toneelschrijvers, maar Otto Frank heeft geen veto over deze buitengewoon negatieve schildering van Van Daan uitgesproken.

<sup>15</sup> Act2 , Scene 3.

Zweden beleefde de Europese première, Duitsland volgde. ‘Het Dagboek van Anne Frank verovert Duitsland’<sup>16</sup> en ‘Dagboek van Anne Frank maant het geweten’<sup>17</sup> werd haast triomfantelijk gemeld. Beslissing berust bij de heer Frank.

<sup>16</sup> Trouw, 12 okt. 1956.

<sup>17</sup> Algemeen Handelsblad, 6 okt. 1956.

‘Achterhuis’ ook op Nederlandse planken ? Mogelijkheid bestaat, dat geen onzer gezelschappen aan de voorwaarden zal voldoen, zodat een speciale groep zou moeten worden gevormd.

Wel reeds naar Engeland en Duitssprekende landen.

<sup>18</sup> *De Telegraaf*, 18 feb. 1956.

Zo luidden de koppen in *De Telegraaf*<sup>18</sup>, maar gelukkig : Otto Frank stemde in met een opvoering in Nederland. Eind november 1956 vond de première plaats in het De la Mar Theater in Amsterdam ; ‘Meesterlijke vertolking van de Toneelgroep Theater’<sup>19</sup> en Gomerts vermeldde verder : ‘Ik moet bekennen, dat ik zo’n grote en massale emotie in een schouwburg nog niet eerder heb meegemaakt. Er werd niet geapplaudiseerd. Het publiek, waaronder zich koning-

<sup>19</sup> *Het Parool*, 28 nov. 1956.

in Juliana, en Prins Bernhard, burgemeester d'Ailly en vele andere autoriteiten bevond, ging zwijgend uiteen.' Lof alom voor de Nederlandse uitvoering, die een bijna sacrale betekenis kreeg. Het *Nieuw Israelitisch Weekblad*<sup>20</sup> meldde haast eerlijk dat zij vol wantrouwen was geweest, maar dat het geen Broadway-hit was geworden, maar dat het een 'aangrijpende toneelvoorstelling' was. Vooral de rol van Rob de Vries ('de Joodse jongen... die zo graag aan het toneel wilde') werd zeer geprezen en :

<sup>20</sup> *Nieuw Israelitisch Weekblad*, 7 dec. 1956.

'Het is niet onbegrijpelijk dat een criticus van een confessioneel blad schreef, dat het bijna profaan is over zijn creatie te schrijven en dat hij in zijn vele hoogtepunten iets van een heilige heeft.'

Zelfs in *Levend Joods Geloof* werd hoog opgegeven van het stuk en men wees op een facet dat op niet-joodse aanwezigen de allergrootste indruk maakte. Men zou het kunnen noemen : de functie van het joodse leed.... En allen worden geplaatst voor het joodse leed, waarin de stem van God doorklinkt, die de mensheid oproept de lessen te leren en verder te gaan tot de eenheid der mensen een feit is'<sup>21</sup>.

<sup>21</sup> *Levend Joods Geloof*, dec. 1956.

Anne had een nieuw publiek bereikt. Het toneelstuk werd niet alleen om de zoveel jaar door professionele gezelschappen opgevoerd (4 mei bleek een geliefde datum), maar het is ook een van de veel gespeelde toneelstukken die door amateurgezelschappen en op scholen en universiteiten wordt opgevoerd. Het cerebrale karakter van de opvoeringen is in de loop der jaren wel verminderd, hoewel bij de Nederlandse première van de heruitvoering in 1985 het Koninklijk Huis weer vertegenwoordigd was ; zij het dit keer door een zuster van de Koningin. Sinds jaren is ook een speciale cassette te koop met 'sound effects' zoals het carillon van de Westertoren, een straatorgel en Duitse militaire muziek.

Het toneelstuk werd gezien als een monument, net zo'n monument als Anne zelf en Nederland leek in zijn (zelf)beeld bevestigd te worden als een dapper land. In Jeruzalem werd het toneelstuk opgevoerd aan de vooravond van de herdenking van de Amsterdamse Februaristaking. De burgemeester van Jeruzalem telegrafeerde aan zijn collega in Amsterdam dat de voorstelling een eerbetoon was :

<sup>22</sup> *Trouw*, 30 jan. 1957.

‘aan de inwoners van Amsterdam, wier liefde voor de vrijheid en medelijden met de slachtoffers van haat en beestachtige razernij tijdens de nazi-bezetting, te zamen met de gevoelens van het gehele Nederlandse volk, een lichtbaken vormden gedurende de duisternis, voordat Nederland zijn vrijheid en soevereiniteit herwon’<sup>22</sup>.

Het is bijna opmerkelijk dat er van ‘medelijden’ en niet van ‘verzet’ wordt gesproken ; een juiste voorstelling van zaken, lijkt mij.

De schrijvers Goodrich en Hackett stelden een jaarlijkse literaire prijs in voor jonge Nederlandse schrijvers en de eerste gelukkigen waren Harry Mulisch en Cees Nooteboom.

In de Verenigde Staten had Levin niet stilgezeten ; hij bleef zijn eigen versie stukken beter vinden dan de ‘Broadway-hit’ van de Hacketts. Hij diende eind 1956 bij de *Supreme Court of the State of New York* een aanklacht in tegen Otto Frank en Kermit Bloomgarden. Hij claimde dat er fraude en contractbreuk was gepleegd en dat de Hacketts ongevraagd en onbetaald gebruik gemaakt hadden van zijn materiaal. Daarnaast wilde hij zijn versie in Israël kunnen uitbrengen ; dit had al in het eerdere kontrakt met Otto Frank gestaan. In totaal eiste hij \$ 22.000 schadevergoeding<sup>23</sup>. Er volgden rechtszaken, maar uiteindelijk kwam men overeen dat een comité van wijze lieden uit de Amerikaanse joodse gemeenschap een compromis moest bereiken. Dit lukte en eind 1959 kwam een schikking tot stand, waarbij Meyer Levin \$ 15.000 ontving en al zijn rechten op een toneelbewerking van het dagboek overdroeg aan Otto Frank.

<sup>23</sup> Meyer Levin, Plaintiff, Against Otto Frank and Kermit Bloomgarden, Defendants, Veried Complaint. Paul, Weiss, Rifkind, Warton & Garrison, advocaten te New York (Dossier Frank/Levin, RIOD, Amsterdam).

De zaak leek gesloten en uit, maar de toneelschrijver bleek van geen ophouden te weten. Toen hij in 1973 een boek publiceerde over zijn bemoeienissen met het dagboek van Anne Frank, koos hij de toepasselijke titel *The Obsession*<sup>24</sup>. Daarin schreef hij onder meer dat het comité van wijze lieden, door hem zelf uitgezocht, niet gedeugd had en dat hij het slachtoffer was geworden van een omgekeerde McCarthyvervolging. De kwade genius in deze was Lilian Hellman, die als lid van het Amerikaans-joodse establishment van Duitse afkomst, neerkeek op joden, afkomstig uit Oost-Europa.

<sup>24</sup> Meyer Levin, *The Obsession*, New York 1973. In geromantiseerde vorm beschreef Levin een en ander in *The Fanatic*.

Levins belangrijkste punt is evenwel dat hij van mening is dat zijn bewerking was afgekeurd omdat het ‘too Jewish’ was. Het is natuurlijk moeilijk om uit te maken wat te joods is ; ik hoop in de toekomst een tipje van de sluier te

kunnen oplichten door een een nauwkeurige vergelijking tussen de Levin- en de Hackett-versie te maken.

Op het eerste gezicht geeft het dagboek van Anne, noch het gepubliceerde, noch het voorheen ongepubliceerde gedeelte, aanknopingspunten voor een orthodox-joodse visie. Een tekenend voorbeeld is de scène van 3 november 1943, waar Otto Frank voorstelt met Chanuka (het joodse Inwijdingfeest) Anne een Nieuw Testament te geven :

*‘Wil je Anne voor Chanuka een bijbel geven ? ‘ vroeg Margot wat ontdaan. ‘Ja... eh, ik denk dat Sint-Nicolaas een betere gelegenheid is’, antwoordde vader. Jesus op Chanuka past nu eenmaal niet’*<sup>25</sup>.

Bekendheid trekt verwarde geesten aan en een toneelstuk dat de toeschouwers achterlaat met een gevoel van schaamte voor de nazi-misdaden, trekt verwarde neonazigeesten aan. Een dagboek van een klein meisje met zo’n impact moest wel een vervalsing zijn. En het conflict tussen Levin en Frank bleek koren op de molen te zijn voor de ontkeners van de echtheid van het dagboek en de ingewikkelde (rechts)zaak over intellectueel eigendom werd als volgt vervalst :

<sup>25</sup> Woensdag 3 november 1943.

*‘A noteworthy decision of the New York Supreme Court confirms this point of view, in that the well known American-Jewish writer, Meyer Levin, has been awarded \$ 50.000 to be paid by the father of Anne Frank as an honorarium for Levin’s work on the ‘Anne Frank Diary’. Mr. Frank, in Switzerland, has promised to pay to his race-kin, Meyer Levin, not less than \$ 50.000 because he had used the dialogue of Author Levin just as it was and ‘implanted’ it in the diary as being his daughter’s intellectual work...’*<sup>26</sup>

Lang, heel lang, bleef deze even absurde als doorzichtige leugen opgeld doen bij oude en nieuwe nazi’s en allen die de moord op de joden ontkenden. En ook tijdens voorstellingen van het toneelstuk werden soms pamfletten met deze teksten uitgedeeld.

<sup>26</sup> *The American Mercury*, zomer 1959.

## Histoire et mémoire des crimes et génocides nazis

*Congrès International  
Bruxelles, 23-27 novembre 1992*

### SOMMAIRE DES ACTES I (\*)

**Paul HALTER** : *Présentation des Actes du Colloque*

**Nathalie HEINICH** : *Récits de rescapées : le roman comme témoignage* (Commission «Littérature»)

**Yannis THANASSEKOS** : *Positivismes historiques et travail de la mémoire. Les récits et les témoignages des survivants comme source historique* (Commission «Histoire et Mémoire»)

**Geneviève DECROP** : *La politique, l'histoire et la mémoire autour d'Auschwitz* (Commission «Histoire et mémoire»)

**Georgi VERBEECK** : *Geschiedschrijving en politieke cultuur. Omgang met het nationaal-socialisme in het naoorlogse Duitsland* (Commission «Histoire et mémoire»)

**Claudine CARDON** : *Ecrire l'histoire d'un convoi de déportation politique à Auschwitz : le convoi du 6 juillet 1942 dit des «45.000»* (Commission «Histoire et mémoire»)

**Alain BIHR** : *Les ambiguïtés de la mémoire antifasciste* (Commission «Histoire et mémoire»)

**Enzo TRAVERSO** : *Intellectuel à Auschwitz. Notes sur Jean Améry et Primo Levi* (Commission «Littérature»)

**Vincent ENGEL** : *La Nuit d'Elie Wiesel : entre le témoignage et le roman filial* (Commission «Littérature»)

**Jan DEVOLDER** : *Primo Levi, écrire et survivre* (Commission «Littérature»)

**James E. YOUNG** : *The Rhetoric of Ruins : Jews, Poles and Auschwitz* (Séance plénière)

(\*) Bulletin Trimestriel n° 36-37 / 1993.

**François MARCOT** : *Les musées et le génocide des Juifs : l'histoire face à la mémoire officielle et à la mémoire sociale* (Commission «Musées»)

**Dimokritos KAVADIAS** : *De Dossin-kazerne te Mechelen, een exploratief onderzoek naar de orale geschiedenis van de sociale ruimte rond een nazi-verzamelkamp voor joden. Het collectief geheugen van de «Paroche»-buurt* (Commission «Monuments et Commémorations»)

**Claudine DRAME** : *Le cinéma français et le génocide* (Commission «Cinéma»)

\* \* \*

\* \*

Les volumes III, IV, V et VI sont en préparation.

Prix par volume : **500,- Fb** + frais de port (Belgique : 50,- / Etranger : 100,-).

Vous pouvez obtenir ACTES I en versant :

- pour la Belgique, la somme de **550,- Fb** (port compris) au compte n°310-0780517-44 - mention : Actes I ;

- pour l'étranger, la somme de **600,- Fb** (port compris) uniquement par mandat postal international - mention : Actes (I, II,...).

## **Supplément au bulletin n° 38-39**

## Janvier 1945

Voilà 49 ans que nous avons vécu les heures éprouvantes et inespérées de la libération des camps d'Auschwitz-Birkenau et autres sous-camps de Silésie.

Si j'évoque déjà ces heures terribles (puisque seule une évasion in extremis me permet de vous en parler) mais exaltantes c'est parce que nous assistions à l'effondrement de cette horrible machine que les nazis avaient mis sur pieds afin d'éliminer tous les opposants à leur système.

Sommet de l'inimaginable horreur : l'incroyable génocide des Juifs et des Tziganes, la programmation de la stérilisation des Slaves, la prolifération des Allemands aryens (expériences sur les jumeaux), l'extermination enfin des handicapés commencée en 1939 et qui prit fin en 1941 suite aux pressions de l'opinion publique, des familles et des autorités religieuses et morales de la nation allemande.

L'expérience T4 quoique ayant pris fin officiellement ne fut pas perdue pour le régime qui s'employa à l'utiliser pour mener à terme la solution finale, sous le nom de 14 F 13, imaginée à la Conférence de Wannsee en janvier 1942. Les Einsatzgruppen avaient été mis à rude épreuve après l'offensive contre l'U.R.S.S. en 1941 : même ces brutes épaisses, aguerries, ne supportaient plus les massacres sanglants qui suivaient l'occupation des territoires où systématiquement étaient supprimés les Juifs surpris par l'avance rapide des hordes nazies. Cela se faisait dans les campagnes et forêts avoisinant les villes. Ces hommes, femmes et enfants dénudés étaient abattus d'une balle dans la nuque et tombaient dans les fossés qu'ils avaient été obligés de

creuser eux-mêmes. Nous possédons de nombreux documents en faisant foi (la plupart d'origine S.S.). L'efficacité du système des chambres à gaz déjà expérimentées contre les handicapés fut mis en vigueur fin 1941 à Auschwitz où 600 prisonniers de guerre soviétiques furent liquidés dans les caves du bloc de la mort.

Cette expérience réussie, le feu vert fut donné et commencèrent les exterminations massives de Treblinka, Sobibor, Belzec, Maïdanek et enfin le sommet de l'horreur, Auschwitz-Birkenau. Six millions d'hommes, de femmes et d'enfants furent liquidés ainsi. Seule l'avance rapide des troupes soviétiques en 1944-1945 mis fin à ce désastre.

Mais les marches de la mort, intitulées ainsi vu le pourcentage énorme de pertes, achevèrent la plus grande partie des rescapés. La pénurie de main-d'oeuvre en Allemagne sauva d'une extermination certaine des milliers de survivants qui d'après les plans auraient dû disparaître ainsi que les abattoirs humains auxquels ils avaient échappés.

Pensons à Treblinka qui disparut entièrement et où fut planté une forêt. Seule une pierre gravée relate les événements qui s'y sont produits (plus ou moins un million de victimes). De là à penser que la mémoire de l'horreur même de ces événements tellement incroyables rendrait facile la falsification de leurs souvenirs. Nous vivons ces événements à présent alors que les négationnistes se manifestent partout, que les néo-nazis et les membres de l'extrême droite relèvent la tête et clament leurs mensonges à tous vents. Goebbels, Ministre de la Propagande nazie, ne disait-il pas que plus énorme serait le mensonge, plus crédible il serait.

En avril prochain lors de notre voyage d'étude avec les enseignants, nous rendrons un dernier hommage à notre amie Olga Bernheim qui désirait rejoindre les siens dans ces lieux sinistres où ils reposent depuis leur extermination.

Je m'en voudrais de terminer cet édito sans évoquer la mémoire de mon proche compagnon de misère Jacques Grynszpan avec lequel j'ai connu toutes les affres du travail forcé, des mauvais traitements, du manque de nourriture, des coups et j'en passe. Rien ne nous fût épargné.

Il vient de nous quitter et j'ai pu lui rendre un dernier hommage lors de sa crémation le jeudi 4 novembre 1993.

D'autres rescapés ont rendu l'âme, tel Maurice Preiser le 22 décembre 1993 dont les parents avaient disparu à Auschwitz ; Chaïm Strassberg, décédé le 25 décembre 1993, rescapé des camps de la mort. Une pensée va aussi à un des membres fondateurs de notre Fondation, Raymond Goosse, directeur du bureau de liaison de l'O.I.T.

Un jour, tous les témoins auront disparu. Espérons que notre flambeau continuera à éclairer le monde grâce à la relève constituée par les enseignants et la jeunesse.

Du 9 au 14 avril prochain, nous organisons notre voyage d'étude pour enseignants à Auschwitz-Birkenau et espérons y voir fleurir de nouvelles vocations.

Dans le courant du deuxième semestre de cette année aura lieu à Paris une grande Rencontre audiovisuelle internationale sur le témoignage des survivants des camps de concentration et d'extermination nazis, organisée conjointement par la Fondation française de la Mémoire de la Déportation et notre Fondation Auschwitz. Nous ne manquerons pas de vous tenir au courant de ses résultats.

Comme vous le savez déjà, la Fondation -avec l'aide du Ministère de l'éducation de la Communauté Française- a publié un dossier pédagogique intitulé "Auschwitz et le IIIe Reich". L'intérêt pour ce document a dépassé toutes nos prévisions et celles du Ministère et nous avons dû rapidement commander des exemplaires supplémentaires.

Nos quatre expositions circulent sans arrêt et la demande dépasse nos frontières. Un jeu a été présenté durant plusieurs mois dans le nord de l'Italie.

Notre Concours de dissertation a de plus en plus de succès. C'est pourquoi nous avons dû envisager la possibilité de dédoubler le Jury si le nombre des copies s'avérait être une fois de plus trop important.

Dans le cadre du Prix de la Fondation Auschwitz 1994, six thèses et travaux font l'objet de l'appréciation de jurys universitaires.

L'édition de notre Bulletin trimestriel connaît un succès croissant.

Le numéro précédent contenait la première série des communications prononcées par les participants à notre Congrès de novembre 1992 sur «Histoire et mémoire des crimes et génocides nazis». Il s'intitulait ACTES I.

Nous avons enfin réussi, après beaucoup de difficultés, à obtenir la réalisation de la promesse gouvernementale de subsidier à concurrence de 40 millions de francs belges, les travaux de conservation du site d'Auschwitz-Birkenau. Nous avons pour ce faire constitué un Comité pour sa sauvegarde. Il est intitulé «Comité Belge pour la sauvegarde et la restauration du camp de concentration et d'extermination d'Auschwitz-Birkenau» et a pris la forme d'une a.s.b.l. dont les présidents sont Monsieur Lazard Perez et moi-même. Les administrateurs sont Messieurs Georges Schnek, Maurice Pioro, Henri Goldberg et Maurice Goldstein. Cette action commune nous a permis de nouer des liens plus étroits avec leurs organisations.

C'est avec une infinie tristesse que nous constatons notre impuissance à empêcher toutes les horreurs dont nous sommes témoins dans le monde. Pourtant nous nous étions jurés : «plus jamais d'Auschwitz».

# Ne meurent que ceux que l'on oublie

Bernard LIPSTADT

Il y a cinquante ans de cela. Pour moi, c'est comme si c'était hier. Depuis l'année 1942, dès le début des mesures anti-juives et surtout des rafles, mes parents très conscients des dangers que nous courrions, s'étaient fondus avec moi dans la clandestinité, déménageant de temps à autre dans diverses caches, souvent très aléatoires.

Ma vie de jeune gamin était devenue des plus restreintes : plus d'école, plus de copains, interdiction de jouer à la rue. Que faire !

Il faut dire que mes parents, tous deux issus de familles de travailleurs modestes, étaient très attachés à l'éducation et surtout à l'instruction qu'ils rêvaient me voir donner. La guerre leur enlevait ce rêve ancestral.

Par un hasard que j'ignore encore à ce jour, mes parents apprirent qu'un pensionnat situé rue André Fauchille, 10 à Woluwe Saint Pierre acceptait de cacher des enfants juifs tout en leur prodiguant instruction et éducation. Ils m'y placèrent et c'est ainsi que je fis connaissance avec la Directrice, Madame OVART (née Odile HENRI) qui menait ce pensionnat avec beaucoup d'autorité et de bonté aussi. Je m'y retrouvai donc seul, sans mes parents, mais entouré d'autres enfants juifs et non-juifs. Y vivaient aussi quelques adultes qui eux aussi cherchaient un asile.

Je me souviens combien Mme OVART était soucieuse de notre bien-être. Nous avions une institutrice pour deux classes et sa fille, André OVART enseignait également à deux classes supérieures. Nous pouvions même avoir des cours de musique et de piano.

Et le souvenir le plus agréable qu'il me reste est celui d'une sortie en ville (probablement à Noël 1942), où nous eûmes droit à quelques gâteries. Durant cette soirée-là, nous oubliâmes les persécutions auxquelles nous étions soumis. D'autres enfants juifs fréquentaient l'établissement en qualité d'externes. Ils rejoignaient donc leurs parents, cachés ailleurs, le soir.

Cette relative vie tranquille et studieuse (que nous savions pourtant menacée) aurait pu se poursuivre ainsi jusqu'à la fin de la guerre que nous espérions tous. Le sort, ou plutôt la haine d'un dénonciateur en décida autrement.

Par une fin de nuit de juin 1943 (j'avais alors 12 ans), donc quelques mois après mon arrivée au pensionnat Gatti de Gamond (car tel était son nom), nous fûmes réveillés comme dans un cauchemar, par le rayon d'une torche braquée sur nos visages. Avec brutalité, des sbires de la Gestapo, avertis sans doute par un appel anonyme, nous obligèrent à nous lever et procédèrent à la séparation des juifs, tant adultes qu'enfants, des autres pensionnaires. Une fillette d'une douzaine d'années, qui se disait chrétienne, fut mise de notre côté car - affirmait le gestapiste «son cou était celui d'une juive !!!

Dès cette arrestation, nous n'eûmes plus l'occasion de revoir Mme Ovar et les siens.

Nous fûmes emmenés par groupes de cinq à la Gestapo située avenue Louise, puis ensuite par camion à la Caserne Dossin à Malines, lieu de rassemblement des Juifs en Belgique en vue de leur déportation. Nous nous y retrouvâmes petits enfants et adolescents sous la houlette d'une jeune fille, que nous appelions Mademoiselle Hélène, qui elle était âgée de 18 ans.

Imaginez la détresse de mes parents qui croyaient leur fils unique plus à l'abri qu'eux ! Ceux-ci inlassables, et à mon insu bien sûr puisque tout contact entre nous était désormais rompu, étaient parvenu par le biais d'une secrétaire de la Caserne à me faire entrer, pour cause de gale, à l'hôpital de Malines, tenu à l'époque par des religieuses. Seuls un ou deux agents de police étaient préposés à la surveillance des salles occupées par des hospitalisés juifs détenus. Aussi, avec audace, il faut bien le souligner, ma mère toute voilée de noir car en deuil de sa propre mère, me rendait visite presque quotidiennement. Avertie d'un très prochain départ

de transport, elle me suggéra d'essayer de sortir coûte que coûte de l'hôpital par mes propres moyens, en me spécifiant bien qu'elle m'attendrait dès 7 h. du matin devant la porte d'un café situé à environ 200 m de l'hôpital. C'était la seule chance de m'en sortir.

Le lendemain de cet entretien avec ma mère, l'oeil enflé par une piqûre de moustique, j'enfilai un petit peignoir sur mon léger habillement (chemisette et culotte car nous étions en juillet), dit au policier que j'allais au bain sulfureux, et une fois hors de la chambrée, descendis dans le couloir pour me diriger vers la sortie. Deux soeurs, bien intentionnées, m'interpelèrent en me disant de les suivre du côté opposé à la sortie. Je trouvai vite une échappatoire pour les quitter, revins sur mes pas et sortis à la rue. Comme promis, ma mère m'attendait et me fait entrer dans le café du coin où, confiante, elle avait raconté notre pénible histoire. La tenancière et sa fille, fort compréhensives et courageuses nous firent monter à l'étage pour nous soustraire à toute recherche.

Très indécise quant à la suite de cette opération, ma mère demanda à la jeune fille de se rendre à Bruxelles pour avertir les personnes qui cachaient mes parents que «Bernard était sorti de l'hôpital, mais qu'elle ne savait comment nous faire revenir à Bruxelles».

Mon oncle, prévenu par mon père, était un homme qui n'avait pas froid aux yeux (qu'il avait d'ailleurs très bleu). Avec la jeune fille, il se rendit en train à Malines et de la gare demanda à un taxi de ramener un «enfant malade» jusqu'à Bruxelles. Et c'est ainsi qu'emballé dans un manteau, l'aspect quelque peu souffreteux, je revins avec ma mère et mon oncle vers la capitale où nous retrouvâmes mon père dont on imagine le bonheur.

C'est ainsi que je fus sauvé et connus plus d'un an après la libération de Bruxelles dans l'allégresse que l'on connaît.

Mais hélas, pour mes camarades de pensionnat, le transport les emmena à Auschwitz où ils connurent le sort tragique réservé aux enfants dès leur arrivée. Seule du groupe, revint des camps, H.G., la jeune fille de 18 ans qui survécut à cette horreur.

La vie reprit pour moi, quasi normalement, mais plus intense tout de même pour rattraper tout ce temps perdu :

études, mouvement de jeunesse, séjour au kibboutz en Israël, mariage, enfants, travail. La période de guerre s'estompait, mais toujours me revenait à l'esprit l'arrestation.

Qu'étaient devenus Mme. Ovart, son mari, sa fille ? Le hasard voulu, bien des années après, que je rencontrai A.G., qui m'apprit que la fille de Mme Ovart était en vie mais que la Directrice et son mari, déportés tous deux dans les camps nazis y avaient péri.

Je contactai donc Mme André Ovart-Mancourant qui me détailla les événements que j'ignorais jusque là : sa détention à elle à la Prison de St-Gilles, la déportation de ses parents, son père à Buchenwald où il périt après une marche de la mort, sa mère à Bergen-Belsen, anéantie par les mauvais traitements et le typhus.

Jamais Andrée Ovart ne mentionna publiquement l'héroïsme de ses parents, morts pour avoir caché des Juifs. Pour perpétuer la mémoire de sa mère, elle fonda en 1979, avec l'aide de quelques amis, un service laïque de placement familial intitulé «La Famille d'Accueil Odile Henri», dont l'objectif est de venir en aide aux enfants en détresse. Ce n'est que récemment, après 50 ans de silence, que le sacrifice de ses parents fut mis en lumière.

L'an dernier, en juin 1993, quelques externes du pensionnat et les deux survivants de l'arrestation, commémorèrent avec émotion la mémoire de Madame Odile Ovart-Henri.

Un regrettable et long silence venait d'être réparé.

## Charte de la Démocratie

Au milieu de l'année 1992, la Fondation Auschwitz a pris l'initiative de suggérer à certains responsables politiques d'examiner la possibilité de faire signer par les partis démocratiques francophones une charte les engageant à ne pas s'associer à une coalition politique où figureraient des formations ou partis non démocratiques dont l'idéologie porterait atteinte au principe démocratique.

C'est avec beaucoup de satisfaction et une certaine fierté que nous avons été invités au Palais de la Nation, le 8 mai 1993, pour assister à la signature solennelle de cette charte dont vous trouverez le document intégral ci-après.

La presse quotidienne, la radio et la télévision en ont donné un large écho. Nous ne pouvons que nous féliciter et remercier par la même occasion l'ensemble des partis démocratiques qui ont signé cette charte.

## CHARTRE DE LA DEMOCRATIE

*Les derniers scrutins électoraux indiquent une incontestable émergence de mouvements, formations et partis dont les idéologies et programmes recèlent des éléments contraires aux principes de la démocratie.*

*Notre système politique démocratique garant de nos libertés et de notre bien-être, exige d'être à chaque instant défendu. Une des missions de nos partis politiques est de répondre à cette exigence et ce, dans le respect des traités et conventions relatifs aux Droits de l'homme auxquels notre pays a souscrit.*

*Le nombre de votes exprimés dans notre pays en faveur des formations et partis qui développent des thèses et arguments anti-démocratiques est loin de leur assurer une représentativité suffisante pour accéder sans appui extérieur à un quelconque niveau d'exercice de pouvoir.*

*Notre contrat avec l'électeur implique pour nous l'obligation d'une clarification sans ambiguïté.*

*Aussi, nous, signataires de la présente, nous engageons-nous devant l'électeur à respecter son choix, à oeuvrer sans relâche au renforcement des acquis de notre démocratie commune.*

*Nous nous engageons, par ailleurs, à ne pas laisser contaminer nos pratiques, nos programmes et nos discours politiques par des idéologies anti-démocratiques.*

*Nous refuserons de choisir de nous associer dans une coalition politique, aux formations ou partis qui manifestement portent des idéologies ou des propositions susceptibles d'attenter aux principes démocratiques qui fondent notre système politique.*

*Dans les assemblées où ces formations ou partis seraient présents, nous refuserons de mettre en place des exécutifs s'appuyant sur une majorité relative.*

Palais de la Nation, Bruxelles, le 8 mai 1993

Ecolo

F.D.F.

P.R.L.

P.S.C.

P.S.



# Voyage d'étude à Auschwitz-Birkenau

## Informations

La Fondation Auschwitz organise du **samedi 9 au jeudi 14 avril 1994**, durant les vacances scolaires de Pâques, un voyage d'étude à Auschwitz-Birkenau destiné aux **enseignants** (prioritairement d'histoire, morale, religion et sciences humaines), **aux éducateurs et aux animateurs culturels**. Voici quelques informations pratiques concernant cette importante activité :

**Programme** : Trois matinées de visites guidées dans les camps (Auschwitz I et Auschwitz II), suivies dans l'après-midi de discussions-débats et une journée de visite à Cracovie. Les visites des camps et les séminaires sur place sont encadrés et animés par des survivants des camps de concentration et d'extermination.

**Coût** : Exclusivement pour les enseignants, éducateurs et animateurs culturels, **±15.000 FB** par personne tout compris, soit 50 % sur le prix global à leur premier voyage (voyage en avion, logement **uniquement en chambre double**, pension complète, visites guidées, transport sur place,...). Le solde est pris en charge par la Fondation Auschwitz.

Les personnes intéressées par ce voyage sont priées de s'inscrire sur notre liste d'attente (sans engagement ferme) ceci afin d'organiser au mieux cet important déplacement en Pologne. Nous les recontacterons pour une **inscription définitive**.

## **Exposition : «L'Univers concentrationnaire et la politique nazie d'extermination dans leur contexte historique 1914-1945»**

Durant l'année 1993, notre exposition a été présentée dans les villes suivantes :

- ARLON - Athénée Royal (fin janvier-début février), Verviers - Mouvement Ouvrier Chrétien (fin janvier-début mars), ATH - Maison Culturelle d'Ath (février), BRAINE-LE-COMTE - Athénée Royal (février), TORHOUT - SintJozefinstituut (mars), COUVIN - Athénée Royal (mars), QUEVAUCAMPS Centre Laïque de Beloeil (mars), LIBRAMONT - Centre Action Laïque (avril), TOURNAI - Présence et Action Culturelles (avril-début mai), MARCHE-ENFAMENNE - Centre Action Laïque (mai), BRUXELLES - Athénée Royal Charles Janssens (mai), ELLEZELLES - Administration Communale (juin), LA LOUVIERE - Institut Sainte-Marie (fin mai), LIEGE - Institut Horticole (septembre), BILZEN - Gemeenschapsschool (octobre), NAMUR - Athénée Royal de Saint-Servais (octobre), LESSINES - Confédération Parascolaire du Hainaut (novembre), GEEL - Geelse Technische School (novembre), FONTAINE L'EVEQUE - Cercle de Pensée et Action Laïques (novembre), DINANT - Ligue de l'Enseignement et de l'Education Permanente (fin novembre-début décembre).

Notons qu'elle a été présentée également cette année au-delà de nos frontières à savoir :

- à TURIN - Istituto Storico della Resistenza in Piemonte (janvier-février), à ASTI - Istituto per la Storica della Resistenza e della Società Contemporanea della Provincia di Asti (mars), à RIVOLI - Assessorato Cultura della Città di Rivoli (avril), à MILAN - Organizzazione Nazioni Unite Lega Internazionale per i Diritti dell' Uomo (novembre-décembre)

## Dossier pédagogique:

### «AUSCHWITZ et le Troisième Reich» (\*)

Le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation en collaboration avec la Fondation Auschwitz - Centre d'Etudes et de Documentation - viennent de publier un important dossier pédagogique sur *Auschwitz et le Troisième Reich*.

Préfacé par le Ministre de l'Education, de la Recherche et de la Formation, Monsieur Elio Di RUPO, ce considérable travail d'analyse et de documentation est destiné aux enseignants d'histoire mais aussi à ceux d'autres disciplines qui pourraient s'intéresser à cette grande question de notre siècle.

Outre des textes d'analyse et de présentation de différentes thématiques liées aux crimes et aux génocides nazis, ce remarquable dossier pédagogique comporte dix-sept documents historiques avec une présentation relative à leur exploitation pédagogique.

En fin de volume, nous trouvons également une chronologie détaillée de la politique antijuive des nazis de 1933 à 1945, une biographie sommaire des personnes citées impliquées dans le judéocide et les grades SS.

Enfin, le volume comporte une bibliographie particulièrement dense sur la question.

Pour tout renseignement, vous pouvez vous adresser à la **Fondation Auschwitz - rue des Tanneurs, 65 - 1000 Bruxelles - Téléphone : 02/ 512 79 98. Fax : 02/ 512 58 84**

Cet ouvrage peut être obtenu au prix de 250 francs, majoré de 60 francs de frais d'expédition (1 à 3 exemplaires) au Centre Technique de l'Enseignement de la Communauté Française, route de Bavay, 2b, 7080 Frameries. Téléphone : 065/66 73 22 et 065/67 62 61. Fax : 065/66 14 21.

(\*) Edité par la Direction générale de l'Organisation des Etudes, Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, 171 pages, 1993.

## Notes de lecture

---

**Hugo GIJSELS**, *Le Vlaams Blok*,  
Editions Luc Pire, Bruxelles 1993.

---

L'excellent livre de Hugo Gijssels sur l'extrême-droite en Belgique et plus particulièrement sur le Vlaams Blok, permet au lecteur, de par sa structure, de bien comprendre les origines de ce parti, ses principes et d'avoir une idée sur le profil de ses principaux responsables.

L'ouvrage se divise en trois parties : la première, traite de l'histoire des organisations d'extrême-droite en Belgique ainsi que de celle du Vlaams Blok ; ensuite il examine l'action et la logique de ce parti ; enfin, cette étude est complétée par les portraits des principaux responsables du Vlaams Blok.

Il est intéressant de constater qu'à l'origine, le Mouvement flamand avec ses courants internes et ses diverses revendications était un mouvement pour l'émancipation, pacifiste et de gauche d'une manière générale.

Pourtant dans les années 30, dans un contexte de progression de l'ordre nouveau dans plusieurs pays d'Europe, et dans les années 40, le Mouvement flamand a dévié vers la collaboration.

Cette évolution est illustrée par le Frontpartij qui, issu d'un mouvement d'autonomie pour la Flandre et prônant vers la fin des années 10 l'intégrité linguistique de la Flandre, a connu, au début des années 30 des divergences d'opinions entre les différentes tendances, qu'il regroupait, des fédéralistes, des séparatistes, des démocrates et des partisans de l'ordre nouveau. Le départ de ces derniers coïncide avec la perte de terrain de ce parti et la création d'une milice fasciste, le Verdinaso et d'un parti qui a adopté ses principes et structures fascistes, le Vlaamse Nationale Verbond (Union Nationale Flamande), pendant que la vague

ultra-conservatrice progressait en Europe, déjà au début des années 30.

Le rôle de ces organisations de caractère fasciste est démontré dans les deux exemples tirés du livre de Hugo Ghijssels.

Durant la deuxième guerre mondiale, lorsque les allemands ont attaqué l'Union Soviétique, le Vlaamse Nationale Verbond (VNV), ainsi que De Vlag, une organisation de propagande nazie, ont mené campagne pour persuader les jeunes flamands de s'engager dans la Waffen-SS et ont ensuite entamé une grande campagne pour inciter les jeunes flamands à aller combattre sur le Front de l'Est.

Pendant l'occupation, le milieu de la collaboration a participé activement à la chasse aux juifs. Les nazis ont eu le soutien de VNV, de Rex, de Vlag et d'autres organisations extrémistes pour mettre en pratique leurs opinions antisémites : interdiction d'accès à l'enseignement, aux services publics, à la presse et plus tard l'envoi de 27 trains emmenant des juifs à Auschwitz.

A partir de ce moment on assiste à la transformation des partis d'extrême-droite ainsi qu'à leurs changements de noms. Apparaissent alors des milices et des publications à caractère fasciste : le Vlaamse Nationale Verbond participa aux élections de 1938 sous le nom de Vlaams Volksblok (le Bloc Populaire Flamand), et celui-ci à son tour, pour les élections de 1939 a pris le nom de Vlaams Nationaal Blok.

L'association Berkenruis, créée à la fin des années 40, a en 1950 pris le nom d'Union Flamande des anciens Combattants du Front de l'Est, celle-ci à son tour, dissoute en raison de problèmes avec la justice, a été remplacée par l'association Sint-Maartensfonds qui, bien qu'elle soit considérée officiellement comme un «mouvement subversif», continue à exister aujourd'hui, officiellement comme une association charitable mais en réalité elle organise des pèlerinages et des débats à caractère fasciste.

Par ailleurs, on assiste à d'autres «recyclages» des organisations d'extrême-droite. La milice Vlaamse Militanten Organisatie (VMO) qui assurait le service d'ordre et l'affichage d'une organisation politique issue en 1954 du milieu de la collaboration et du mouvement nationaliste flamand,

la Volksunie, était une milice en uniforme qui rappelait étrangement le VNV et la milice du Verdinaso.

En raison de son caractère ouvertement extrémiste le VMO a officiellement rompu en 1961 ses relations avec la Volksunie et, dix ans plus tard, a été dissoute et son dirigeant fut nommé Sénateur Volksunie. Après la dissolution du VMO, deux de ses chefs de file ont fondé le VMO-nouvelle version qui s'est développée pour devenir une milice néo-nazie, tandis que la Volksunie prenait un virage politique légèrement plus progressiste. Karel Dillen a démissionné de la Volksunie pour travailler pour Were Di, VMO et plus tard pour Voorpost, une organisation qui avait pour but de «former» des militants extrémistes en les entraînant dans des camps paramilitaires néo-nazis en Allemagne et dans les Ardennes belges.

Après diverses transformations des différentes organisations d'extrême-droite on arrive à 1978, année de la création du Vlaams Blok qui a regroupé, pour des raisons électorales, en 1977, deux partis eux-mêmes créés en 1977, le Vlaamse Volkspartij de Lode Claes qui avait quitté la Volksunie, mécontent du pacte d'Egmont, et le Vlaams Nationale Partij de Karel Dillen.

Jusqu'au milieu des années 80, le Vlaams Blok n'a connu qu'une montée électorale modeste. C'est à partir de 1987 que son succès électorale fut spectaculaire. A Anvers, le pourcentage de voix exprimées pour le Vlaams Blok est passé de 3,6% en 1978 à 10,3% aux élections de 1987, à 17,6% aux élections communales de 1988 et aux élections parlementaires à 25,5%.

La clé du succès spectaculaire du Vlaams Blok est son cheval de bataille : l'immigration. En effet, le retour organisé des immigrés aux pays d'origine constitue la pierre angulaire du programme du Vlaams Blok. Ce programme fut établi par le Vlaams Blok en 1984, après que Le Pen ait enregistré un succès électorale suite à une campagne raciste lors des élections municipales de 1983 en France.

Si Piero Ignazi, dans son article sur l'émergence des partis d'extrême-droite en Europe<sup>1</sup>, classe le Vlaams Blok parmi les partis de la «nouvelle extrême-droite», à savoir parmi les partis d'extrême-droite qui, du moins publiquement, nient tout référence au fascisme, les informations contenues dans le livre de Hugo Gijssels font appa-

<sup>1</sup> The silent counter-revolution - Hypotheses on the emergence of extreme right-wing parties in Europe. Par Piero Ignazi, University of Bologna, Italy. Kluwer Academic Publishers, the Netherlands, 1992.

raître les liens étroits existants entre le Vlaams Blok et l'idéologie fasciste.

Les liaisons établies entre le Vlaams Blok et tout un réseau d'organisations comme Were Di, VMO, Voorpost et d'autres, avec des caractéristiques néo-nazies, nostalgiques du passé hitlérien, suffisent pour illustrer cette constatation. Et les exemples précis ne manquent pas dans ce livre.

Ainsi, il y a peu de temps que deux des têtes de liste du Vlaams Blok à Bruxelles dirigeaient la division brabançonne de Sint-Maartensfonds, l'association Hertog Jan van Brabant, qui prévoit dans son statut le développement des valeurs prônées en 1940-45 et son magazine Periodiek Contact publie des articles glorifiant Hitler.

Hugo Gijssels dresse aussi dans son livre un inventaire des fortes ressemblances entre les propositions du Vlaams Blok concernant les immigrés et les lois anti-juives décrétées par Hitler : obtention de la nationalité sur base du jus sanguinis (filiation par le sang), reconsidération des naturalisations, exclusions des étrangers de tous les services publics, contrôle stricte des organisations étrangères, suppression des droits sociaux pour les étrangers, limitation du droit de propriété des étrangers...

Si le Vlaams Blok ne perd pas une occasion de démontrer sa haine envers les étrangers, il nie publiquement être un parti raciste.

Pourtant, maintes déclarations des principaux responsables du Vlaams Blok démontrent clairement son caractère raciste. «... le premier danger qui guette l'Europe est le déclin biologique, provoqué par un mélange sanguin croissant avec des éléments non-européens», a déclaré en 1956 le chef de Were Di et compagnon de Karel Dillen. C'est aussi le rôle que le président du Vlaams Blok, ainsi que d'autres grandes figures de ce parti, ont joué dans cette même organisation partisane de l'apartheid.

A l'égard des Juifs, le Vlaams Blok fait preuve du même opportunisme en évitant de se montrer ouvertement anti-sémite, probablement à cause de la présence d'une grande communauté juive à Anvers, le bastion du Vlaams Blok.

Mais c'est Karel Dillen qui à une époque a traduit le livre de Maurice Bardèche qui adopte la thèse révisionniste.

te affirmant que les camps de concentration ont été construits par les Juifs après la guerre avec les décors de cinéma de Hollywood.

Hormis la haine raciste envers les étrangers, le Vlaams Blok démontre son hostilité envers les syndicalistes, la gauche, les homosexuels, les féministes. Une déclaration d'une des figures importantes du parti résume sa conception de la liberté de la presse : «la censure est le seul moyen valable pour garantir la diffusion de la vérité».

Quant à l'enseignement, ses principes sont mis en évidence par sa plaidoirie pour «un réseau d'enseignement séparé pour les immigrés», ainsi que par la campagne entreprise par les jeunes du Vlaams Blok en 1989, incitant les élèves à dénoncer leurs professeurs progressistes.

La dernière partie du livre concernant le profil des parlementaires et des principaux responsables du Vlaams Blok, n'est pas moins instructive.

En effet, par l'itinéraire de certaines grandes figures du parti, il est possible de constater les liens étroits existant entre le Vlaams Blok et les différentes milices, organisations et publications extrémistes.

Par ailleurs, diverses citations et déclarations de figures plus ou moins importantes du Vlaams Blok, nous donnent une idée précise de l'idéologie qu'elles véhiculent.

Néanmoins, de succès en succès électoraux le Vlaams Blok a depuis janvier 1992, 18 membres au Parlement belge (12 à la Chambre et 6 au Sénat), un député au Parlement Européen, 36 élus dans les Conseils provinciaux et 23 conseillers communaux en Flandre, plus quelques délégués occupant des postes administratifs.

Cette montée spectaculaire ne doit pas être sous-estimée. Le Vlaams Blok puise son idéologie et ses principes dans un passé monstrueux qu'il ne suffit pas d'exorciser pour qu'il ne renaisse jamais.

*Tassos KANATOURIS*

Série qui se compose de six divisions majeures, éditée dans le but que se donne la Fondation, à savoir offrir des outils pour une meilleure connaissance et une recherche approfondie d'un groupe spécifique d'immigrants qui, à leur avis, n'avait pas fait l'objet d'une attention appropriée.

---

*Jewish Immigrants of the nazi period in the U.S.A.* Sponsored by the Research Foundation For Jewish Immigration. New York.

---

Volume 1. (1978) **Archival Resources** : liste des Organisations, Institutions nationales, régionales et privées concernées par l'immigration, l'intégration et l'insertion des immigrés des juifs d'Allemagne et d'Autriche.

Volume 2. (1981) **Bibliographie annotée** de livres et articles sur les persécutions, procédures d'émigration, immigration, acculturation des immigrants dans le pays d'accueil, dédommagements (Wiedergutmachung), traumatismes des victimes,...

Volume 3/1 (1982) **Oral History**, résumés des 253 enquêtes auprès de Responsables communautaires quant à l'intégration des immigrants selon leurs origines socio-économiques de départ et l'accès professionnel dans le pays d'accueil.

Volume 3/2 (1982) **Classified List of Articles concerning Emigration in Germany Jewish Periodicals Jan 30, 1993 to Nov. 9, 1938.** Bibliographie.

Volume 4/1 (1992) **Jewish Emigration from Germany 1933-1942. Programs and Policies until 1937.** Aspects politiques, juridiques de l'émigration, de l'expulsion et de l'extermination ; programmes antisémites sur la «Solution à la question juive» (1879-1932). Réactions des communautés juives allemandes (1933-1937). Paupérisation progressive des communautés juives allemandes...

Volume 4/2 (1992) **Jewish Emigration from Germany (1933-1942) Restriction on Emigration and Deportation to Eastern Europe.**

Volume 5 (1986) **Interviews.** Enquêtes sur les expériences individuelles et communautaires des immigrants juifs allemands et autrichiens à leur arrivée aux Etats-Unis et témoignages de leur intégration par la deuxième génération.

Volume 6 (1987) **Essays on the History, Persecution, and Emigration of German Jews.** Travaux, Etudes et Recherches sur l'assimilation des Juifs en Allemagne, leur participation à l'Histoire de l'Allemagne, leurs réponses à la persécution nazie et l'émigration intellectuelle allemande vers les Etats-Unis.

J. LEDERMANN

---

**Bernard WÖRDEHOFF**, *Les Juifs allemands sont-ils des Allemands ?* «Die zeit» du 28 Mai 1993 et **Stefan ROHRBACHER**, *Gewalt im Biedermeier-Antijüdische Ausschreitungen in Vormärz und Revolution (1815-1848/49)*, Frankfurt a.M./N.Y., Ed. Campus, 1993.

---

Quant un membre du CDU (Parti Chrétien Démocrate) disait en automne 1992 au Président du «Zentralrat der Juden» (Conseil Central des Juifs) que son foyer c'était Israël, il a, par accident, utilisé presque les mêmes termes que le ministre M. von Thiele en 1847 lorsqu'il fut confronté à une proposition de loi destinée à régler la citoyenneté des Juifs dans le Royaume de Prusse :

«La patrie des Juifs, c'est Sion et au fonds de son âme un Juif ne pourrait pas être un prussien ou un allemand». Il était convaincu que le principe humanitaire devait être «essentiellement beau» mais que l'objectif principal devait rester la préservation des droits d'un état chrétien. Selon lui il fallait que l'on définisse bien ces droits *contre* le peuple Juif qui «se donne une autre identité par sa foi et sa nationalité différente». Cette opinion a été répandue durant le 19<sup>ème</sup> siècle et a sans doute contribué à l'état d'esprit qui a rendu Auschwitz possible.

A l'heure où le débat concernant le droit d'asile et les attaques contre des foyers d'étrangers en RFA stimulent la discussion sur la question : 'Qui sera considéré comme allemand ?', il semble qu'il soit nécessaire de repenser le principe archaïque de la *jus sanguinis* laquelle définit toujours la nationalité allemande.

La proposition de loi qui a été introduite par M. von Thiele fut une régression comparativement aux achèvements de la Révolution Française inscrits dans le Code Civil Napoléonien- cette législation qui fut adaptée également par une grande partie des états allemands occupés par les forces de Napoléon (Rheinbundstaaten). Même la Prusse réagissait à cet 'orage de la pensée démocratique' en garantissant en 1808 les droits de citoyenneté des communes aux Juifs (Städteordnung). L'édit de 1812 rédigé par les ministres prussiens W. v. Humboldt et v. Hardenberg a même donné tous les droits de citoyenneté prussienne aux Juifs et leur a donné accès aux postes de l'administration éta-

tique quoique restant toujours exclus des postes de professeurs dans les écoles et les universités. La «grande question» semblait se résoudre en Prusse : Les Juifs qui furent plus ou moins rejetés du système au 18<sup>ème</sup> siècle se dirent intégrés dans la société d'état national du 19<sup>ème</sup> siècle.

Pendant le Congrès de Vienne les principaux nobles allemands, votèrent le 8 juin 1815 la *Deutsche Bundesacte* - Ce document servit de base à la fédération des 39 états du Deutscher Bund remplaçant le Saint Empire dissolu en 1806. Cet accord fut destiné à établir un nouvel ordre en Europe centrale en préservant les états féodaux et les *Freie Reichstädte* (ville libre et indépendante d'un souverain). Il contenait aussi un article sur la «question des Juifs en Allemagne» - Plus tard cet article, N° XVI fut voté afin que les différents «partis religieux» existant en Allemagne soient considérés comme égaux. L'Assemblée fédérale devait également stipuler la manière dont on pouvait améliorer la situation des citoyens de confession Juive et comment il fallait faire pour être sûr «que les Juifs reçoivent bien leurs droits de citoyenneté et aient aussi toutes les obligations des citoyens». On a également consenti à préserver la législation existante dans chaque état de la fédération. Il ne s'agissait que d'un délai en attendant une décision ultérieure car un autre article, l'article N° XIII, confirmait déjà qu'il n'était pas souhaitable de laisser une majorité à l'Assemblée prendre des décisions au sujet des différentes religions. Donc l'article XVI restait à être voté bien que l'article XIII ait aboli le vote sur les affaires religieuses. Malheureusement même la législation de la *Bundesacte* (Acte de la fédération) n'a pas été adopté par tous les états. Notamment les *Freie Reichsstädte* (villes libres) qui avaient abolies les lois de l'ère napoléonienne.

A part cela, la renaissance de l'antisémitisme et les «craintes d'identité» sont devenues évidentes surtout dans les *Burschenschaften* (Associations des étudiants souvent très nationalistes).

Le livre de Stefan Rohrbacher traite notamment de cette période de l'histoire allemande. Pour la première fois depuis le moyen-âge les «Hepp-Hepp Krawalle» qui manifestèrent un antisémitisme parfois extrêmement violent furent fort répandus en Allemagne. A ce moment il ne restait que l'édit prussien de 1812. L'idée d'un Etat chrétien mêlant des intérêts économiques différents contrait l'émancipation Juive en Allemagne.

Dans son livre *Gewalt im Biedermeier* l'auteur étudie la situation des Juifs en examinant minutieusement certains cas particuliers. Il tire la conclusion que l'intégration des Juifs dans les sociétés bourgeoises des petites villes d'Allemagne du sud s'est trouvée confrontée à des ressentiments massifs de la part surtout des petits entrepreneurs et des manufacturiers, lesquels formaient la petite bourgeoisie souffrant de la révolution industrielle.

En 1848 les députés de l'assemblée nationale révolutionnaire consacèrent beaucoup de temps à des discussions intenses concernant les droits civiques dans le but de créer une constitution démocratique pour une nouvelle Allemagne ; la constitution a été votée le 27 décembre 1848 et fut abolie le 23 août 1851 par la restauration des deux grandes puissances allemandes, l'Autriche et la Prusse.

Le début du débat fut le suivant : *Qui peut-on considérer comme allemand ?* Les premiers mots de la constitution : «Chaque Allemand...» entraînèrent une longue discussion - A cette époque, les allemands des différents états étaient considérés comme étrangers s'ils demeuraient hors du territoire de leurs propres principautés («*Duedezfürstentümer*»). L'on y remarquait même une sorte de *xénophobie inter-allemande* laquelle se manifestait par exemple par des ressentiments contre d'autres dialectes. Des groupes parlant d'autres langues ont été banni non seulement de leurs droits civiques mais aussi du droit d'être protégé en tant que minorité. Pour cette raison l'Assemblée de la Paulskirche de Francfort sur le Main ajouta l'article XIII : «Les peuples d'Allemagne qui ne parlent pas l'allemand recevront la garantie de pouvoir se développer de leur propre façon ; ils recevront notamment le droit de cultiver leur propre langue dans les domaines de la religion, de l'enseignement, de l'administration municipale et de la Justice». Cet article a provoqué une grande discussion car un député, M.Mohl, docteur en sciences étatiques, a revendiqué un amendement. Il estimait qu'il fallait trouver une législation spéciale pour les Israélites en Allemagne : «Les conditions spéciales du peuple israélite seront soumises à une législation particulière et seront mises en ordre par le Reich(...). Il énonçait tout de même aussi : «Les Israélites en Allemagne auront le droit de voter (d'une manière passive et active)».

<sup>1</sup> Stefan Rohrbacher- *Gewalt im Biedermeier*, pp. 193, 242, 273.

La révolution de mars (1848) entraîna de nouveaux pogroms ; par exemple celui de Neckarbischofsheim<sup>1</sup> au Sud-ouest de l'Allemagne, le 4 mai 1848 sur un vieux

dépliant, l'on exigeait l'annihilation de la Noblesse, des membres de l'administration et l'expulsion des Juifs hors du pays. Le député Schuselka fit une mise au point le 18 juillet 1848 : «La haute Assemblée nationale devrait décider de la *Question Juive* par un vote spécial afin que devienne un devoir d'honneur pour le peuple allemand d'assurer l'égalité totale des Juifs en Allemagne. Schuselka constata que beaucoup de droits étaient garantis par la nouvelle constitution mais ont été en réalité refusés aux Juifs dans une grande partie des communes allemandes. «On doit craindre que les scènes atroces déjà vécues pendant les premières semaines de notre nouvelle liberté vont se répéter».

L'assemblée n'accepta pas sa proposition d'obtenir une séance plénière car on ne considérait pas la *Question Juive* comme un cas d'urgence. Il fallut attendre encore six semaines pour que le sujet fut inscrit à l'agenda sur proposition de M. Mohl. Sa thèse fondamentale était la même que la thèse du membre de la CDU (Parti Chrétien démocrate) à Rostock en 1992 : «Les Israélites ne font pas partie du peuple allemand à cause de leur origine ; ils ne peuvent par conséquent s'intégrer entièrement dans la société allemande». Il continua avec le vieux préjugé selon lequel «le peuple Juif n'a pas pu cultiver la terre depuis des centaines d'années» et n'a pas pour cette raison développé sa propre culture. En même temps il disait : «Je suis tout de même frappé par le fait qu'il y a toujours des lois- que je ne veux pas justifier- qui posent de grands obstacles et problèmes aux Israélites». Sa conclusion fut qu'il était nécessaire d'*être humain* avec les Juifs ; «Mais, messieurs, notre première obligation est notre devoir envers le peuple allemand». Son speech culmina par une phrase présentant les occupations et la vie des Israélites comme se situant au plus bas niveau de l'échelle sociale... il fut interrompu par des contradictions et des cris de protestation. M. Gabriel Riesser, un juriste de Hamburg, répondit à M.Mohl : «Je réclame le droit de parler au nom d'une classe opprimée depuis des siècles, une classe dont je fais partie de naissance et à laquelle j'appartiens par confession religieuse. On utilise notre code d'honneur pour nous interdire d'acquérir des droits. Ils nous ont été refusés d'une façon indigne en niant notre religion». Ici on note dans le protocole des tas de «Bravo». Il continua : «Mon honorable orateur précédent a inclus une erreur dans sa proposition. Il veut exclure les Israélites du droit commun par une législation exceptionnelle bien que ce droit soit obligatoire pour tout le monde»- Riesser fait ici

allusion à la décision solennelle de garantir à tous les peuples en Allemagne, même à ceux qui ne parlent pas l'allemand, l'égalité devant la loi «Egalité à tous les sujets qui rendent l'Allemagne chère aux allemands. Est-ce que nous, les Juifs, devons regarder le fait que nous parlons l'allemand comme une infortune ? Est-ce qu'on veut nous traiter plus mal que les autres ? Est-ce qu'on veut nous priver des libertés seulement parce que nous ne faisons pas partie de la catégorie des peuples en Allemagne qui ne parlent pas l'allemand ? » En continuant avec grande pres-tance, il dit : «Moi même, j'ai vécu des conditions pitoyables d'oppression et ce n'est que récemment que je n'aurai pas pu devenir garde de nuit dans ma ville mater-nelle». Il concluait par un appel passionné pour que l'on introduise pas de lois spéciales qui seraient d'une incon-séquence dangereuse dans le système des libertés. «On vous avait proposé de sacrifier une partie du peuple alle-mand à l'intolérance et à la haine- Vous ne feriez plus cela, Messieurs». L'orateur suivant, conseiller d'état de Danzig se tourna aussi contre M.Mohl en complétant l'intervention de M. Riesser par une expérience pleine et simple : «J'ai vécu lorsque j'étais juge dans des régions habitées par des Juifs. J'ai remarqué que les Juifs ont com-mis des crimes mais j'ai aussi vécu dans d'autres régions ou il n'y avait que des Chrétiens qui ont fait les mêmes choses».

Le parlement du Paulskirche n'a pas voté de législa-tions spéciales pour les Juifs. Sa constitution n'a jamais été renforcée bien que les droits fondamentaux aient été abo-lis formellement en 1851. Néanmoins leurs actions n'ont pas été vaines.

L'assimilation sociale des citoyens Juifs-allemands a alors progressée lentement bien qu'il y ait eu des rechutes nourries par l'antisémitisme latent de la société. Cet anti-sémitisme mis au centre de la doctrine d'état national-socialiste culmina par ce qu'on appelle l'Holocauste.

Incroyablement, même aujourd'hui après les atrocités du nazisme, l'antisémitisme du 19 ème siècle n'a pas cessé d'exister. Depuis Auschwitz on peut plus le considérer anodin !

*H.C. JASCH*

Quand on demanda à Raul Hilberg pourquoi il avait écrit *La destruction des Juifs d' Europe*, il répondit : «Out of rebellion»<sup>1</sup>. Son nouveau livre peut être considéré comme une version retravaillée de sa grande oeuvre de référence qui parut aux Etats Unis en 1961. C'était en 1948 au collège de Brooklyn lors d'un cours sur les origines de l'Etat national que le professeur, un émigrant lui-même, fit référence aux crimes napoléoniens en Espagne en disant que les cruautés de cette époque n'avaient aucun exemple comparable dans l'histoire. Le jeune Hilberg, fils d'une famille d'émigrants Juive-viennoise, levait la main et demanda à son professeur ce qu'il pensait des 6 millions de Juifs morts dans les camps hitlériens. En ce temps-là l'annihilation des Juifs en Europe était un tabou contre lequel le jeune Hilberg voulut *serbellier*. La seule question était de savoir comment aborder un sujet aussi vaste. Hilberg porta son choix sur différents groupes concernés, il commença par la bureaucratie allemande sans laquelle tout ce système cruel n'aurait pas fonctionné de manière si efficace. Le livre, dont on parle ici regroupe ses efforts en présentant trois biographies collectives. Il traite les crimes nazis selon différents points de vue, aussi bien celui des bourreaux que ceux des victimes et des spectateurs, ces *Mitläufer* assistaient passivement aux actes criminels «J'ai toujours été conscient du fait que les bourreaux, les victimes et les gens qui se disaient 'non-concernés ont été des êtres *pensants*».<sup>2</sup>

H.C. J.

Au sein de son oeuvre l'auteur examine dans quelle mesure l'application de la législation antisémite pendant le *troisième Reich* produit ses effets discriminatoires. En fait, il explique comment la discrimination a pu s'insérer dans les structures sociales. Cet ouvrage peut être utilisé pour révéler des éléments discriminatoires dans les législations d'aujourd'hui.

H.C. J.

Que savons nous de l'extermination des Juifs ? On sait déjà beaucoup sur les méthodes appliquées, le nombre de victimes mais peu de chose, en revanche, sur la manière dont le crime fut décidé. Est-ce que c'était un acte accompli à un moment favorable et sorti tout armé du cerveau monstrueux de Hitler ? L'aboutissement imprévu d'une politique de per-

---

**Raoul HILBERG**, *Perpetrators, Victims, Bystanders- The Jewish catastrophe 1933-1945* ; New York, N.Y. Ed. Harper Collins, 1992. Daders, Slachtoffers, Omstanders De Joodse catastrofe 1933-1945, traduction néerlandaise par Peter van der Kaaij ; Haarlem, Uitg. H.J.W. Brecht, 1993. Täter, Opfer, Zuschauer- die Vernichtung der Juden 1933-1945, traduction allemande par Hans-Günter Holl ; Frankfurt am Main, Ed. S. Fischer, 1993.

---

<sup>1</sup> Entretiens avec Ulrich SCHILLER dans *DIE ZEIT*, N° 40, 1 oct. 1993.

<sup>2</sup> Couverture de l' édition allemande, S. Fischer, Frankfurt a. Main.

---

**Martin TARRAB-MASLTON**, *Rechtliche Strukturen der Diskriminierung der Juden im Dritten Reich* ; Schriften zur Rechtsgeschichte, Heft N° 61, Ed. Duncker & Humblot Berlin, 1993.

---

---

**Philippe BURRIN**, *Hitler und die Juden-Die Entscheidung für den Völkermord* ; traduction allemande de I. Strassmann, Ed. S. Fischer, Frankfurt a. Main, 1993.

---

sécution que le fonctionnement du régime nazi et la rencontre de difficultés croissantes rendirent de plus en plus meurtrière ? Voici une approche de toutes ces questions par une réévaluation de la décision hitlérienne de tuer tous les Juifs dans sa sphère d'influence. Selon la thèse de Burrin, Hitler a pris la décision pour une *solution finale*, après avoir réalisé que l'initiative allemande contre l'Union Soviétique était perdue mais il admet qu' Hitler a eu l'idée d'annihiler les Juifs déjà avant la guerre. Cette conclusion est présentée d'une façon sensible et convaincante.

H.C. J.

---

**Victoria BARNETT**, *For the soul of the people-Protestant protest against Hitler* ; New York/Oxford, Ed. Oxford University Press, 1992.

---

En Septembre 1933, l'évêque Ludwig Müller, membre du parti nazi et nouvel évêque du Reich, a dit pendant le synode de Wittenberg que la lutte politique de l'église était terminée et que maintenant la lutte pour les âmes du peuple allait commencer.

Ce livre présente le combat de l'*église confessante* contre le nazisme. Cette partie de l'église protestante allemande a voulu préserver une religion chrétienne sans influence idéologique nazie. A la suite de ce conflit, beaucoup de membres de l'église protestante ont été persécutés par la Gestapo. Par exemple Martin Niemöller a été interné à Dachau et Dietrich Bonhoeffer a été exécuté en Avril 1945 car il faisait partie d'un complot pour tuer Hitler.

Pour son livre, Mme Barnett, a interviewé 60 Allemands qui ont été membres de l'église confessante. Elle a étayé ces interviews de nombreux documents d'archives. Elle parvient tout de même à éviter les clichés du héros-résistant et du collaborateur. Elle essaie plutôt de montrer une église divisée entre ceux qui étaient prêts à collaborer avec les Nazis et ceux qui avaient la volonté de les combattre. Parmi ces derniers, ceux qui ont survécu à la terreur du nazisme, ont beaucoup contribué aux débats sur la culpabilité, le réarmement et l'unification dans l'Allemagne d'après-guerre. L'auteur aborde avec beaucoup de sensibilité le problème *d'être allemand* au 20ème siècle.

H.C. J.

---

**Vladimir DEDJER**, *The Yugoslav Auschwitz and the Vatican-The Croatian massacre of the Serbs during World War II* ; traduction anglaise par H.L. KENDALL, Ed. Prometheus, Buffalo, 1992 licencié par AHRIMAN-Verlag, Freiburg, 1988.

---

Dans la petite ville croate Jasenovac, les Ustascha avaient installé un camp de la mort où environ 200.000 personnes -en majorité des Serbes orthodoxes- ont été exterminés. Parmi les responsables de ce génocide, il y avait des

membres de l'église catholique. Par exemple, un moine franciscain est devenu chef du camp et l'évêque Stepinac est toujours connu pour sa cruauté. L'auteur présente des témoignages, des photos et une documentation irréfutable sur la complicité de l'église catholique. A voir la situation actuelle de l'Ex-Yougoslavie, ce livre, révélateur, peut servir à comprendre mais pas à excuser une tradition de haine.

H.C. J.

Un régime totalitaire peut imposer des décrets et exiger l'obéissance, mais comment peut-il assurer la réalisation de ces idéaux ? L'auteur défend la thèse selon laquelle ce n'était possible que «grâce» à la volonté du peuple allemand de dénoncer des suspects. Il démontre que la Gestapo et les dirigeants nazis ont pu réaliser *l'inconcevable* grâce à la population allemande et aux populations des pays occupés qui ont participé au fonctionnement de ces institutions. L'auteur a recueilli des archives en Allemagne pour présenter des études sur la ville de Würzburg et la région de la Franconie au nord de la Bavière où une partie des documents de la Gestapo a été préservée. Ce sont souvent des indications dans les secteurs locaux et régionaux qui permettent d'éclairer le système complexe du fonctionnement de l'Etat racial.

H.C. J.

Selon l'auteur, il y avait depuis la deuxième partie du 19<sup>ème</sup> siècle une *littérature idéologique et véhémante*. Le national-socialisme représentait un de ces différents mouvements qui séduisait surtout la petite bourgeoisie, mais aussi le Bildungsbürgertum avec ses idées et ses valeurs traditionalistes mettant l'accent sur l'attachement du peuple à sa terre et à son sol ( *Blut und Boden*= «*Blubo*» ). Le livre ne parle donc guère de la littérature de propagande pour manipuler les masses prêtes à suivre. Pendant la crise au début des années trente, la littérature *Blubo* et l'idéologie national-socialiste semblaient un ancrage. L'Etat nazi se présente comme sauveur de la *vraie* littérature allemande pour profiter de la crise et de l'insécurité des gens. Mais Ketelsen ne commence et ne finit pas par la littérature après 1933 : Il trace les idées nationales-conservatrices durant le 19<sup>ème</sup> siècle et examine les influences sur les mouvances littéraires en RFA après la guerre en donnant par exemple des inter-

---

Robert GELLATELY, *The Gestapo and German Society-Enforcing Racial Policy 1933-1945* ; Ed. Clarendon Press, Oxford, 1990.

---

---

Uwe-K. KETELSEN, *Literatur und drittes Reich* ; Ed. SH-Verlag, Schernfeld, RFA, 1992.

---

prétations des oeuvres de Ernst Jünger et Hans Grimm ('Volk ohne Raum' = 'Peuple sans terre'). Il parle de «sublimation» de la *Volksgemeinschaft* (Communauté du peuple) par une bourgeoisie qui se sentait mal à l'aise devant les bouleversements causés par le modernisme remettant en question les valeurs traditionnelles.

Une bonne partie de la littérature de *l'immigration interne* qui était destinée à résister contre le nazisme et sa brutalité en introduisant la nature comme saine protection, fut abusée par le nazisme qui s'en appropria pour assurer le fonctionnement du système hitlérien.

H. C. J.

---

**Heinrich August WINKLER**, *Weimar, 1918-1933, die Geschichte der ersten deutschen Demokratie* ; Ed. C.H. Beck, München 1993  
Biographisches Lexikon zur Weimarer Republik édité par W. BENZ et H. GRAML, Ed. C.H. Beck, München, 1988  
Die Weimarer Republik, 1918-1933-Politik, Wirtschaft, Gesellschaft édité par **K. D. BRACHER, M. FUNKE et H.-A. JACOBSEN**, *Schriftenreihe Band 251, Bundeszentrale für politische Bildung*, Bonn, 1987/88.

---

L'histoire de la République de Weimar est vitale pour comprendre la prise de pouvoir des Nazis en Allemagne. Le naufrage de cette république peut être considérée comme un des plus grands désastres de l'histoire allemande, et même de l'histoire mondiale. La prise de pouvoir par les nazis était-elle inévitable ou est-ce qu'il serait cohérent de dire que la conséquence inévitable de la démocratie de Weimar était la victoire du nazisme ? Pourtant cette démocratie était considérée comme une des plus progressistes du monde en donnant aux femmes, déjà en 1919, le droit de vote. M. Winkler traite de ces questions dans son nouveau livre et en étudie les sources. Il nous présente ses résultats d'une manière beaucoup plus saisissante que ceux édités par la *Bundeszentrale für politische Bildung*. Il parvient à d'écrire à la fois la vivacité et le drame qui caractérisent cette époque. La dernière édition de la *Bundeszentrale* ne manque cependant pas d'intérêt par la qualité de ses sources et pour sa structuration appréciée eu égard à ce sujet si complexe. En lisant ces deux livres, il est utile de pouvoir jeter un coup d'oeil sur le lexique de MM. Benz et Graml. Ils ont collectionné 500 minibiographies qui illustrent la vie culturelle, scientifique et économique de cette période courte mais riche en activités. On peut tracer ici le sort de personnages extraordinaires tels Hans Sahl, Kurt Tucholsky, ou Carl von Ossietzky qui a passé deux années dans les camps de concentration de Sonnenburg et de Papenburg-Esterwegen. En 1934, il reçut le prix Nobel de la paix et suite à une campagne internationale avant les Jeux Olympiques de 1936, il fut remis en liberté, pour peu, puisqu'il meurt dans un hôpital des conséquences de sa captivité.

H. C. J.

En France, René Bousquet, Maurice Papon et Paul Touvier représentent les trois derniers des six inculpés pour crimes contre l'humanité. L'écrivain Bernard Lambert a mené un travail d'historien pour nous présenter dans ce livre le point de vue de l'accusation contre ces trois personnes. Rejetant en toute conscience la présomption d'innocence, l'auteur cherche à «savoir ce qui leur est reproché». Cette ligne de conduite constante tout au long de son étude soulève indéniablement une polémique de la part des défenseurs de la prescription des poursuites et des peines, et de la non-rétroactivité des lois.

---

**Bernard Lambert**, *Bousquet, Touvier, Papon. Inculpés de crimes contre l'humanité. Dossiers d'accusation* ; éd. Climats, Paris.

---

«Que vaut la loi quand elle n'est pas appliquée ?», se questionne B. Lambert. Il s'élève alors contre les lenteurs calculées, «voire ordonnées», de la justice française qui tergiverse et surtout ne remplit pas son devoir sous prétexte de menacer la paix sociale. En attendant, les révisionnistes occupent la place...

Trois dossiers, trois portraits. René Bousquet exerça la fonction de secrétaire général de la Police sous Pétain. En d'autres termes, il commanda les forces de répression de Vichy. C'est sous son autorité que sera rédigé le «Statut des juifs» le 3 novembre 40 : rédaction autonome et spontanée qui dépassera de loin les attentes de l'Allemagne nazie. Bousquet se rend ainsi responsable de «la déportation et de la mort de milliers d'enfants par des mesures que les nazis eux-mêmes n'avaient pas exigées». Question clef : ce chef de la Police, qualifié de super-préfet, connaissait-il les conséquences de ses ordres ? «Tout se passe toujours pour qu'à travers de petits mensonges et de gros maquillages, le problème juif se fasse invisible et n'alerte pas les consciences».

Le cas de Maurice Papon : «un usurpateur de la Résistance». En tant que secrétaire général de la préfecture de la Gironde, il est responsable du «transfert au total de 1660 juifs dont 223 enfants au camp de Drancy», anti-chambre d'Auschwitz.

B. Lambert développe enfin le parcours «rocambolique» de Paul Touvier. Ce simple employé à la gare de Chambly allait militer avec son père pour le Maréchal avant d'être actif au sein du Service d'ordre légionnaire (SOL), puis dans la Milice créée en janvier 43.

De septembre 43 à septembre 44, il organise à Lyon le 2<sup>e</sup> service armée de la Milice qui compte parmi ses membres les extrémistes de droite, les anticommunistes, les antisémites.

Rappelons que les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles par nature. Or, en France, B. Lambert dénonça le manque de volonté politique de juger de ces affaires ; il y va d'une histoire nationale honnête et débarrassée de toutes censures. C'est dans un style très passionnel - parfois trop - que B. Lambert exige que justice soit faite, en reconnaissant que la parole est aux juges.

*Nathalie CAPRIOLI*

---

**Pierre MEUNIER**, avec la collaboration de Maurice Voutey, *Jean Moulin, mon ami*, Editions de l'Armançon. 1993.

---

Ecrit à 85 ans par Pierre Meunier (avec l'aide de Maurice Voutey), ce livre, qui vient 50 ans après la première réunion du Conseil National de la Résistance, se veut un éclairage chaleureux sur Jean Moulin, par quelqu'un qui fut du même combat, un ami, un conseiller, un confident.

C'est en 1934 qu'ils se rencontrent, alors que Moulin est chef de cabinet adjoint de Pierre Cot, ministre de l'Air. La victoire du Front Populaire, en 1936, les lie définitivement. Mais bientôt c'est la drôle de guerre. Le ministère des Finances où Meunier est secrétaire est déplacé à... Vichy. Mais les idées de paix internationale auxquelles il adhérait le font transférer à Paris. Il retrouve Moulin, préfet à Chartres. Un homme seul, qui le 17 juin 40, refuse de signer un document injurieux pour la France. Incarcéré par l'autorité allemande, il décide d'en finir en se tranchant la gorge. Sauvé de justesse, l'homme à la grande écharpe (qui masque sa cicatrice) suggère de marcher derrière de Gaulle même si c'est la droite et l'armée de métier : démarche de patriote avant tout, pour lui, démocrate et laïque convaincu. Tenté de démissionner de ses fonctions de préfet, il est bientôt démis par Pétain. Début décembre 1940, il passe en zone non occupée et charge Meunier de recenser ceux qui oeuvraient au Rassemblement Universel pour la Paix et qui pourraient participer au mouvement de Résistance. Moulin passe à Londres où il rencontre de Gaulle. Le travail d'unification des mouvements de résistance progresse. Moulin est parachuté sur les Alpilles dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 janvier 1942. Il arrivera à Paris en juillet.

Moins d'un mois après la première réunion clandestine du Conseil National de la Résistance, au 48 de la rue du Four, à Paris, Jean Moulin est arrêté, le 27 juin 1943. Trahi par Hardy -complot des chefs ? ) dans un imbroglio de manoeuvres maladroites et d'imprudences, il sera torturé par Barbie et mourra, à 44 ans, le 8 juillet 1943. Bien que décapité et contre vents et marées, le C.N.R. tiendra bon.

Un livre d'amitié pour une importante page d'histoire.

*Jacques DUTRIEUX*

C'est le 21ème ouvrage que l'auteur consacre aux Juifs dans la Résistance en vue de démystifier la légende qui ferait de la communauté juive un peuple passif et résigné. Il s'agit d'un message pour prévenir le retour des mêmes événements, combattre pour la paix dans la liberté et la justice. Franchise et sincérité caractérisent ces sobres commentaires dans cet ouvrage basé sur une documentation précise et inédite. Il faut savoir que sur 120.000 immigrés juifs avant 1940, plusieurs milliers avaient rejoint des mouvements progressistes et que les jeunes furent dans la lutte non seulement en France mais également contre le fascisme en Espagne. De la distribution astucieuse de tracts antinazis, ces jeunes, dont certains n'avaient que 15 ou 16 ans, passèrent à la lutte armée : l'incendie des poteaux indicateurs gêna la circulation des troupes d'occupation. Hommage est aussi rendu aux sionistes-socialistes. Le chapitre 8 est consacré à la répression et aux arrestations, de même que le chapitre 9. Il était vexant, en effet, pour la «race des seigneurs» de trouver des Juifs dans des actions patriotiques.

Plus de la moitié du livre est consacré au relevé des actions de la Résistance : sabotages divers, déboulonnages de voies ferrées, à Paris, mais aussi à Lyon, Toulouse, Nice. Une émouvante liste de ces jeunes héros devrait empêcher l'amnésie !

*J. D.*

Tel est le titre choisi par l'auteur pour cette traduction française de «Ethique et politique». Né en Tchécoslovaquie en 1930, émigré en Suisse puis au Venezuela, Ernst Tugendhat rentre en Allemagne en 1949. Critique de

---

**David DIAMANT**, *Jeune combat, La jeunesse juive dans la Résistance*, (Préface de Jean Laurain - Postface de Henry Bulawko), *Chemins de la Mémoire*. Editions l'Harmattan. Paris 1993, 192 p.

---

---

**Ernst TUGENDHAT**, *Etre Juif en Allemagne*, Collection «Passages». Editions du Cerf. Paris 1993, 152 p.

---

Heidegger, il fournit une explication interne de l'incapacité de ce dernier de s'opposer au nazisme.

Il s'agit d'un ensemble de conférences et de prises de position qui s'échelonnent de 1978 à 1991.

Si le philosophe considère qu'il fut bien accueilli lors de son retour en Allemagne, qu'un Juif assimilé n'y vit pas trop mal, il constate que les Tziganes y sont encore traités comme des sous-hommes et qu'on rechute actuellement dans la xénophobie.

Engagé dans le débat sur le droit d'asile, il reconnaît que la procédure de demande est inhumaine et que la philosophie n'apporte que peu face aux éléments concrets.

Contre la pédagogie autoritaire, il remarque que l'école livre les enfants aux idéologues pédants qui élèvent des prétentions absolues. Il faut favoriser la capacité de juger soi-même qui permet de résister aux idées politiques mal fondées de gauche ou de droite.

De ses réflexions sur l'euthanasie, je retiendrai : débrancher l'appareil à oxygène, c'est tuer, mais si on le voit se débrancher tout seul et qu'on ne fait rien, on ne tue pas...

D'autres analyses et appréciations sur les problèmes de la paix, sur la rationalité des mouvements pacifistes offrent au lecteur quelques moyens de répondre à ces graves questions.

A propos de la guerre du Golfe, de la nécessité ou du droit de détruire le potentiel militaire de l'Irak, je reprendrai ce constat. « Cette guerre est une guerre entre ce monde industriel coercitif et stérile qui s'appelle l'Occident et le monde de l'Islam, monde vivant, industriellement arriéré, riche en pétrole et humilié, monde qui a une grande tradition humaniste et un potentiel de Lumières équivalent à celui de l'Occident ». Et cette autre observation (ou cet autre jugement percutant) : « Les Américains sont aussi mal préparés que possible au rôle de police mondiale qu'ils s'attribuent ».

*J. D.*



Les activités de la Fondation Auschwitz sont soutenues par : la Ville de Bruxelles, le Ministère de la Communauté Française, le Service de l'Education permanente de la Communauté Française, le Commissariat Général aux Relations Internationales, le Fonds National de la Recherche Scientifique, le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation (Communauté Française de Belgique), le Ministère de l'Enseignement et de la Formation (Exécutif de la Communauté Française), le Collège de la Commission Communautaire Française (Région de Bruxelles-Capitale), l'Assemblée de la Commission Communautaire Française, le Secrétariat Général de la Commission des Communautés Européennes, le Parlement Européen, le Ministère de l'Emploi et du Travail, le Ministère de la Justice, le Ministère des Relations Extérieures, le Ministère des Communications et le Secrétariat aux P.T.T., le Cabinet du Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Transports de la Région Wallonne, le Ministère de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement de l'Exécutif Régional Wallon, le Ministère des Finances, la Loterie Nationale, le Secrétariat d'Etat aux Classes moyennes et aux Victimes de la guerre, le Ministère de l'Intérieur, le Secrétariat d'Etat pour la Politique Scientifique, la Province du Brabant, la Province du Luxembourg, le Cabinet du Ministre de la Région Wallonne, de la Rénovation Rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings Industriels, de l'Emploi. Nous les en remercions vivement. 





Bulletin trimestriel de la  
Fondation Auschwitz  
Centre d'Etudes et de  
Documentation

Rédaction/secrétariat  
65, rue des Tanneurs  
1000 Bruxelles  
Tél. : 02/512 79 98  
Fax : 02/512 58 94

**Prix de l'abonnement**

4 numéros 1000 FB  
Pour institutions 2000 FB  
(frais d'envoi compris)  
A verser au compte  
310-0780517-44 de la  
Fondation Auschwitz,  
1000 Bruxelles,  
avec mention «Bulletin».

Les articles publiés  
n'engagent que la respon-  
sabilité des auteurs.

Ce numéro spécial 38 - 39  
(ACTES) du Bulletin de la  
Fondation Auschwitz a été tiré  
à 1.500 exemplaires.

Membre de l'Union des Edi-  
teurs de la Presse Périodique,  
Fédération de la Presse  
Périodique de Belgique.

ISSN 0772-652X

**Exonération fiscale**

Nous informons nos  
membres que pour tout **don**  
d'au moins mille francs, ils  
recevront automatiquement  
une attestation d'exoné-  
ration fiscale. Il est toute-  
fois obligatoire de  
mentionner sur le virement  
la date de naissance du  
donateur et le mot «don».  
(Le numéro de TVA égale-  
ment dans le cas d'un don  
de société).

Editeur responsable :  
Paul Halter  
Chaussée de Gand, 137  
1080 Bruxelles.

















